

QUARANTIÈME ANNÉE — Nº 11848

— JEUDI 3 MARS 1983

AUX ÉTATS-UNIS

Les sidérurgistes acceptent une réduction de 9 % de leur salaire horaire

LIRE PAGE 29 L'ARTICLE DE ROBERT SOLÉ



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 27

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09 Télex MONDPAR 650572 F C.C.P. 4207 - 23 PARIS Tél. : 246-72-23

LA CONSULTATION EN R.F.A. ET LES RAPPORTS EST-OUEST

Bonn dénonce l'« ingérence » soviétique dans la campagne électorale

A quelques jours des élections générales du 6 mars, le dernier sondage publié en R.F.A. par l'institut Allensbach donne, pour la première fois, la majorité absolue aux chrétiens-démocrates de la C.D.U.-C.S.U., avec 50,4 % des intentions de vote. Les sociaux-démocrates sont en net recul (37,3 %). Les Verts entreraient au Bundestag avec 6,3 % des voix, et les libéraux, avec 5,5 %, y resteraient.

D'autre part, le gouvernement de M. Kohl a de nouveau dénoncé l'« ingérence » soviétique dans les affaires allemandes. Le porte-parole du gouvernement fédéral, M. Stolze, s'en est pris à une dépêche de l'agence Tass rapportant un appel lancé aux Allemands de l'Ouest par les travailleurs de Minsk pour qu'ils s'opposent au déploiement des nouveaux missiles de l'OTAN en R.F.A.

M. Kohl en quête de légitimité

I. – *La peur des autres*

De notre envoyée spéciale CLAIRE TRÉAN

Bonn. — Jamais la République fédérale n'aura été l'objet de tant de sollicitude avant ce qui n'est après tout qu'un épisode normal de la vie des États démocratiques : des élections législatives. Si chacun depuis plusieurs mois s'en mêle, c'est que le scrutin du 6 mars paraît — de *Washington* à *Moscou* — engager davantage que le destin intérieur de la R.F.A. Il en irait, dit-on, de l'issue des négociations de Genève sur les armes nucléaires, de la stratégie de l'OTAN, de la sécurité en Europe. L'Union soviétique aurait-elle aussi explicitement choisi son candidat si elle n'était convaincue que de ces élections dépendra l'installation des Pershing-2 en République fédérale ? Ce soutien est d'habitude le pire service que les Soviétiques puissent rendre à un parti démocratique occidental. Le fait qu'ils s'y risquent n'est-il pas, se demande-t-on, le signe qu'une bonne partie de l'opinion allemande est déjà en état de « finlandisation » avancée ?

L'Allemagne a peur, dit-on ; elle est prête à flancher. Mais peur de quoi au juste ? N'est-ce pas plutôt que l'Allemagne, une fois de plus, fait peur ? Tout concourt soudain à engendrer le doute : la « crise des valeurs », la morosité générale et le malaise de la jeunesse ; la crise économique, la spectaculaire accélération du chômage dans un pays que l'on croyait, il n'y a pas si longtemps encore, solide comme un roc au cœur de la tourmente ; la crise d'identité enfin, car on suppose que s'ils ne peuvent plus être les sages enfants du « miracle », les Allemands, jeunes surtout, doivent bien se poser quelques questions dangereuses. Et d'abord l'« Allemagne », ce mot qu'on n'emploie guère dans le langage politique d'outre-Rhin, que signifie-t-il ? Une nation, une culture, une unité perdue ? Une histoire ? Mais laquelle ? Et qui a commencé quand ?

On se demande, chez les alliés, si l'on a en raison de miser sur la fidélité d'une « demi-nation » ; si le pilier central de l'alliance en Europe n'est pas en train de se lézarder sous les coups de boutoir de la « tentation neutraliste ». Dans l'illusion pacifiste, le désarmement, la sortie des blocs, ne lèvent-ils pas l'obstacle à la réunification ? Chimère bien sûr. Mais on se souvient, que dans ce pays, les foules, quand elles descendent dans la rue, peuvent nourrir des rêves monstrueux. Le rêve dont on soupçonne les pacifistes serait seulement dangereux, mais d'autant plus, précisément, qu'il aurait une fonction rédemptrice, qu'il réconcilierait l'idée de la nation allemande avec celle de la paix. *Et* voilà le vieux spectre du nationalisme allemand qui pointe à l'horizon. Et voilà qu'on croit voir de loin l'armée sans armes des pacifistes se lever et marcher vers le mur pour tenter de l'abattre.

Ces élucubrations sont sans grand rapport avec les réalités de la République fédérale. *Mais il n'y a pas de* fumée sans feu. Ce qui inquiète, c'est de sentir la R.F.A. aux prises avec des interrogations qui n'ont pas grand-chose à voir avec la « politique » mais dont la politique — ces élections le montrent — ne peut pas ne pas tenir compte.

(Lire la suite page 5.)

Le franc au gré des urnes

Chacun mesure que les élections législatives ouest-allemandes du dimanche 6 mars peuvent avoir d'importantes répercussions dans les rapports Est-Ouest. Mais il est un autre domaine où leurs conséquences internationales concernent encore beaucoup plus immédiatement la France : celui de la monnaie et des échanges extérieurs.

Si les chrétiens-démocrates du chancelier Kohl l'emportent, et aussi largement que les derniers sondages peuvent le leur laisser espérer, le système monétaire européen connaîtra très vraisemblablement de fortes tensions. Les milieux financiers internationaux sont unanimes à le prévoir, et le « Wall Street Journal » de ce mercredi va jusqu'à estimer que le sort du S.M.E. pourrait se jouer au lendemain des élections allemandes et des municipales françaises.

Porté par une balance commerciale largement excédentaire, une balance des paiements courants équilibrée et un taux d'inflation ramené à 0,1 % pour le mois de janvier, le mark devra très vraisemblablement être réévalué (ainsi, sans doute, que le florin) par rapport aux monnaies « faibles » du système : la lire italienne, le franc français et le franc belge. La Banque de France va donc très certainement devoir faire face à de nouvelles et très vives pressions sur le franc, dans les circonstances les plus difficiles qui soient, financièrement et politiquement.

Financièrement : les milieux bancaires de Francfort — et ils ne sont certes pas les seuls — estiment que Paris a déjà considérablement puisé dans ses réserves de devises pour maintenir le franc à un taux compatible avec les exigences du S.M.E. Une victoire de la C.D.U. risque d'avoir, sitôt connue, un « effet d'annonce » désastreux pour la monnaie française.

Politiquement : point n'est besoin d'être grand clerc pour imaginer le résultat produit sur les électeurs français par une nouvelle dévaluation du franc, opérée en catastrophe entre les deux tours des municipales. Le gouvernement devra donc tout mettre en œuvre pour différer jusqu'au lendemain du vote du 13 mars ce « réajustement monétaire » — comme on dit pudiquement, — le troisième déjà depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Ce réajustement serait certes retardé en cas d'échec de M. Kohl. Les perspectives ainsi ouvertes en République fédérale seraient plus incertaines, ce qui devrait donner un coup d'arrêt aux spéculations sur la hausse du mark et laisser quelque répit aux monnaies faibles. Mais pour combien de temps ?

En toute hypothèse, les jours qui viennent vont être très difficiles pour le franc. La publication, par « le Canard enchaîné » de ce mercredi, d'une note de travail destinée au ministre des finances et prenant pour hypothèse une troisième dévaluation (de 8 %) durant le premier semestre de 1983, suivie d'une quatrième en 1984, n'est pas faite pour corriger cette impression.

M. Kohl n'a, il est vrai, aucune raison, s'il est reconduit, de chercher à « enfoncer » un pays voisin et ami, qui reste son principal partenaire commercial. D'autant moins, même, que M. Mitterrand lui a apporté dans la controverse sur les euromissiles l'appui que l'on sait.

Page 2 : un dossier sur le seizième congrès du parti communiste italien

LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE

La grève de Carmaux relance le débat sur la production de charbon

Cinq heures de négociations nocturnes à la préfecture de Toulouse n'ont pas permis de rapprocher les points de vue entre l'intersyndicale des mineurs de Carmaux (Tarn), qui réclame l'embauche d'une centaine de personnes et la direction des Charbonnages, qui en a proposé trente-cinq.

Selon notre correspondant, la tension demeure très vive à Carmaux, où toute la population se sent concernée. Selon la direction, les négociations *« ne sont pas rompues, mais seulement suspendues »*.

Ce conflit embarrasse la direction des Charbonnages de France, mais aussi le gouvernement, qui, après avoir annoncé une relance de la production nationale, a dû limiter ses ambitions au maintien de cette production.

Les mineurs de Carmaux, comme *avant eux ceux de Ladrecht*, veulent encore croire à la relance de la production du charbon. Le premier ministre, lors de la définition, en octobre 1981, de la politique énergétique, n'avait-il pas qualifié de *« souhaitable »* l'objectif d'une production nationale de 30 millions de tonnes en 1990 ? N'a-t-on pas nommé à la présidence des Charbonnages de France un militant C.G.T., membre du bureau politique du parti communiste, M. Valbon, qui a *toujours clamé sa foi dans l'avenir* de la houille ?

De ce piège dans lequel il s'est mis lui-même, le gouvernement a bien du mal à sortir, cachant, par des formules ambiguës, la réalité d'une politique qui est maintenant bien définie et qui sera, dans le meilleur des cas, celui du maintien du niveau actuel de production.

Voilà pourquoi sans doute la C.G.T., appuyée à Carmaux par un syndicat Force ouvrière fort actif, a voulu faire de ce conflit le symbole de la manifestation d'une volonté de relance.

Pour la direction des Charbonnages de France, *l'avenir était clair.* Le prix de revient à la tonne de cette mine du Tarn (681,84 F) est supérieur à sa valorisation (406,60 F). L'aide de l'Etat (dite *« préférence nationale »*) ne suffit pas à rendre ce charbon rentable. Il s'agit donc de substituer à ce puits le développement d'une mine à découvert dans laquelle les rendements sont nettement supérieurs. Bien que le F.D.E.S. n'ait pas donné son accord à ces travaux — Carmaux figurant même parmi les 9,5 milliards de francs d'économies annoncées pour 1983 (*le Monde* du 26 février), — le directeur des Charbonnages de France, M. Hug, s'est engagé à les commencer.

*Cela ne satisfait nullement les mi*neurs de Carmaux qui ne veulent pas être transférés, au fur et à mesure du déclin, du fond à la mine découverte. Ils entendent voir développer cette mine tout en obtenant le maintien de l'activité des puits en production. D'où la demande d'une embauche d'une centaine de mineurs, inacceptable pour la direction.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 28.)

Un service national sur mesure

Le ministère de la défense tente actuellement une double opération : allonger la durée du service militaire pour dix mille volontaires (dont six mille dans la seule armée de terre) et prescrire, au maximum d'appelés possible, une affectation en corps de troupe plus proche de leur département de domicile. Deux décisions qui illustrent la volonté gouvernementale de modifier le style et le contenu du service militaire pour en faire du « sur mesure ».

Inégalités

Par petites touches, imperceptiblement, l'armée de terre change de visage et, dans quelque temps, elle s'éveillera profondément bouleversée. Au risque — car il y a des risques — de reposer sur une organisation du service militaire parmi les plus complexes qui soient et, peut-être, parmi les plus inégalitaires aussi : un service différencié semble, en effet, se mettre progressivement en place, à la manière de ces puzzles composés définitivement lorsque la dernière pièce est déposée et, comme toute construction « à la carte », il multiplie les occasions d'*injustice*.

En premier lieu, ce fut la décision, approuvée par le Parlement, d'être plus généreux en matière de sursis (ou reports) d'incorporation, dont bénéficient des étudiants. Puis cela a été l'annonce d'une expérience de service prolongé, au-delà de douze mois, pour des appelés volontaires — entre 8 000 et 10 000 pour 1983 — qui recevront des soldes que ne manquent pas de leur envier déjà certaines catégories d'engagés. Aujourd'hui, c'est l'effort demandé aux armées d'affecter la recrue — sans que cela devienne un nouveau droit — au plus proche de son domicile si aucun autre impératif professionnel ne prime.

A toutes ces mesures, on peut trouver une justification de circonstance. On dira que l'armée participe à la politique de solidarité nationale, qui vise à donner la priorité à la formation des jeunes pour tenter de résorber le chômage. On ajoutera que le gouvernement tient ses promesses, envers les jeunes électeurs, de dépoussiérer de ses archaïsmes et de *ses lourdeurs le style de la vie militaire*.

Mais ce serait sans doute faire injure aux responsables du ministère *de la défense* que de *croire* à ces seules explications conjoncturelles, comme s'il n'existait pas une logique commune à des décisions qui paraissent avoir été préparées au coup par coup.

En réalité, à travers elles, c'est un système nouveau qui s'instaure. Pas à pas.

JACQUES ISNARD.

(Lire la suite page 12.)

LA COMMUNAUTÉ JUIVE DANS LA CAMPAGNE MUNICIPALE

Un électorat très sollicité

Parmi les différentes catégories d'électeurs en direction desquelles les candidats aux élections municipales font un effort de propagande spécifique, les communautés juives de plusieurs grandes villes sont sollicitées à mesure de leur importance numérique.

L'opposition a pu subir les effets, auprès des électeurs juifs, de la politique menée au Proche-Orient par M. Valéry Giscard d'Estaing, avec MM. Jacques Chirac, puis Raymond Barre, et d'une série de maladresses, *liées à cette politique* — comme le contournement d'Israël lors du voyage de M. Giscard d'Estaing dans la région, en mars 1980 — ou sans rapport apparent avec elle, comme l'absence de geste de solidarité de la part du président de la République et de M. Barre lors de l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic, en octobre 1980 (M. Chirac, au contraire, s'était rendu sur le lieu de l'attentat). A ces comportements, les socialistes peuvent comparer avantageusement le voyage de M. François Mitterrand en Israël, en mars 1982, et sa visite rue des Rosiers, quelques heures après l'attentat du 9 août dernier.

Toutefois, cet attentat avait été perçu, par certains juifs, dans le contexte hostile créé, selon eux, par la façon dont la presse et les médias avaient rendu compte des opérations militaires israéliennes au Liban. L'impression ressentie était que l'attitude des principaux moyens d'information, ajoutée à certaines déclarations de M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, montrait que, sous un pouvoir de gauche, la position de la France à l'égard d'Israël n'avait, en fait, pas changé. L'opposition voyait là des signes d'une déception dont elle proposait l'explication suivante : les socialistes, dans ce domaine comme dans d'autres, avaient encouragé des illusions, qui ne pouvaient que se heurter, tôt ou tard, à la réalité de la situation au Proche-Orient, à celle de la politique israélienne et à celle des intérêts de la France dans cette partie du monde.

Il est difficile d'apprécier la part de l'électorat susceptible de se déterminer en fonction de cet aspect de la politique française. Elle semble, en tout état de cause, limitée, et, dans le cadre d'élections municipales, des problèmes d'ordre administratif ou de politique locale préoccupent tout autant la partie organisée des communautés juives, à Paris comme dans plusieurs villes de la région parisienne, telles que Sarcelles ou Alfortville, à Marseille, comme à Toulouse ou à Montpellier. On observe, néanmoins, une attention particulière portée aux électeurs juifs.

PATRICK JARREAU.

(Lire la suite page 10.)

AU JOUR LE JOUR

Bruit

Le silence, une idée qui fait son chemin. A Paris, MM. Chirac et Quilès ont fait de la lutte contre le bruit un des thèmes de leurs campagnes. Chacun présente des solutions pour lutter contre le périphérique traumatisant, les motos vrombissantes, les chantiers infernaux, les cris, les pleurs et les grincements.

Les Parisiens ont une certitude : la promesse sera tenue. Quel que soit le vainqueur du scrutin, dès le 14 mars, après quelques commentaires enroués, un bruit ira decrescendo, *celui d'une campagne qui assourdit la ville.*

BRUNO FRAPPAT.

LA MORT D'UN MÉCÈNE

Tout le monde l'appelait Florence

Mme Florence Gould, amateur d'art et mécène — elle lança aussi la Côte d'Azur touristique au lendemain de la première guerre mondiale, — est morte le 28 février, à l'âge de quatre-vingt-huit ans, à Cannes (nos dernières éditions). *Elle sera inhumée près de son époux à New-York, et, auparavant, une cérémonie religieuse aura lieu le 4 mars, à 18 h 15, à l'église Notre-Dame-des-Pins à Cannes.*

Dominique Aury, écrivain, membre du comité de lecture des éditions Gallimard, secrétaire général de la N.R.F., nous rappelle le rôle que Mme Florence Gould a joué dans le monde des lettres durant et après la dernière guerre.

par DOMINIQUE AURY

Florence était petite, vive et blonde. Elle avait d'admirables épaules et de jolies jambes, de petites mains trapues où l'annulaire ne portait ordinairement qu'une grosse émeraude sombre, ou bien un saphir plus foncé que le bleu de ses yeux. Des yeux très grands, comme à certaines poupées, mais elle les cachait constamment, aussi bien chez elle que dehors, sous des lunettes noires. On les apercevait comme en éclair, lorsqu'elle les enlevait un instant ; on en était saisi. Pourquoi les cachait-elle ? Pour voir et n'être pas vue ? Pour ne pas se trahir ?

(Lire la suite page 12.)

Le nouveau spectacle de Ionesco à Villeurbanne

Lire page 13 dans « le Monde des arts et des spectacles » l'article de COLETTE GODARD

Le Monde

dossier

Le seizième congrès du parti communiste italien à Milan

LE seizième congrès du parti communiste italien, qui se tient au Palais des congrès de Milan du 2 au 6 mars, est placé sous le signe du changement : en politique intérieure, l'*« alternative démocratique »* apparaît comme une révision de la politique de *« compromis historique »* et comme la liquidation de l'expérience de *« solidarité nationale »* de la fin des années 70. En matière internationale, d'autre part, le jugement sur le « socialisme réalisé » tend à placer le parti communiste italien en rupture non seulement avec Moscou mais aussi avec son passé et sa tradition.

Ce congrès s'annonce particulièrement important. Il réunit 1 200 délégués, et il est suivi par 120 délégations étrangères, dont celle de l'Union soviétique, dirigée par le directeur de la *Pravda*, et celle de la Chine populaire, qui a à sa tête un membre du secrétariat du P.C.C.

Depuis le quinzième congrès (printemps 1979), le P.C.I. a dû affronter nombre de problèmes qui constituent le cadre de son évolution actuelle : la fin de la politique de *« solidarité nationale »* (qui revenait pour les communistes à soutenir au Parlement la politique de la démocratie chrétienne) et le recul électoral sanctionnant cette ligne (de 34,4 % en 1976, le P.C.I. passait à 30,4 % en 1979). Sur le plan international, les réactions du P.C.I. à l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques, puis à la crise polonaise, furent les prémices du « tournant » de novembre 1981. A la télévision, M. Berlinguer prononça sa fameuse phrase : *« La force propulsive de la révolution d'Octobre est désormais épuisée. »*

De ces événements, le document du comité central de novembre 1982, qui a été, ces dernières semaines, à la base des discussions préparatoires au congrès, tirera les conclusions, essayant de présenter ces thèses en des termes plus politiques qu'idéologiques. Il porte sur trois grands thèmes : d'abord, l'alternative démocratique *« à la démocratie chrétienne et à son système de pouvoir »*, qui, selon le P.C.I., doit se construire sur *« l'entente entre les forces de gauche et les autres forces démocratiques »* ; ensuite, le rejet du modèle soviétique et l'insistance sur la démocratie nécessaire au développement du socialisme ; enfin, le problème du fonctionnement interne du parti.

Le projet de thèses du comité central a donné lieu à 569 amendements. Mais c'est par une majorité quasi plébiscitaire (96,57 %), avec 1,2 % de votes contraires et 2,2 % d'abstentions, que les délégués ont approuvé la ligne définie par la direction.

Les congrès provinciaux ont en fait contribué à déplacer l'importance des questions qui seront au cœur du débat de ce seizième congrès du P.C.I. Alors qu'il y a quelques semaines on pouvait penser qu'il serait dominé par les questions du jugement sur l'Union soviétique et par le débat ouvert à la suite des amendements présentés par M. Cossutta au document du comité central, c'est un autre problème, celui de la démocratie interne, et plus particulièrement du centralisme démocratique, qui est devenu le principal thème du débat.

Les congrès provinciaux ont consacré en fait un recul des pro-soviétiques, lesquels l'attribuent à des filtrages successifs pour l'élection des délégués. Certes, les travaux du congrès seront orientés vers le problème politique de fond : l'*« alternative démocratique »*. Mais il reste que les congrès provinciaux et les débats dans les sections ont avant tout mis en lumière les insatisfactions provoquées par le fonctionnement de la vie interne du parti et la manière dont sont prises les décisions par une direction qui ne cherche qu'ensuite à obtenir l'adhésion de la base.

Le recours au vote à bulletin secret pour l'élection des délégués au congrès national a témoigné d'un mécontentement latent, et les résultats n'ont pas été sans surprise, des dirigeants prestigieux enregistrant de substantielles régressions dans la liste des élus.

Comme l'attachement à l'Union soviétique, la politique de *« compromis historique »* a aussi ses nostalgiques, enclins à voir l'*« alternative démocratique »* comme une version élargie. *L'Unità* a symboliquement placé le congrès sous le signe de Marx à la fin du vingtième siècle. Beaucoup de militants voient sans doute ce qui du marxisme n'est plus valable dans une société industrialisée, mais ils ne perçoivent pas encore les lignes de force de l'alternative qu'on leur propose. Entre l'héritage bolchevique et le *« parti différent »* par rapport aux autres dont parle M. Berlinguer, il y avait une continuité. Mais, aujourd'hui, c'est à une différence par rapport à ce qui fit leur identité que M. Berlinguer convie les communistes italiens.

Dossier établi
par PHILIPPE PONS

Les voies tortueuses de l'alternative démocratique

PLUS qu'ailleurs coexistent à Naples, au sein du P.C.I., plusieurs « âmes », avec leurs exclusives et leurs nostalgies, tout schématisme étant au demeurant d'autant plus hasardeux dans le cas de la troisième ville d'Italie qu'est complexe le jeu d'une classe politique rompue depuis les Bourbons, à la dialectique du pouvoir.

Naples a été l'un des creusets où s'est articulée, approfondie et affinée la politique du compromis historique, c'est-à-dire la tentative de convergence des forces communistes et démocrates-chrétiennes, les deux grandes composantes politiques nationales. De là, une certaine difficulté de rompre avec le passé pour un P.C.I. qui tente aujourd'hui de se dégager de sa tradition en portant un jugement sévère sur l'Union soviétique et en prônant l'alternative démocratique. Le passage ne s'est pas fait sans nostalgie.

Beaucoup moins manichéenne, infiniment plus « italienne » dans sa subtilité que celle que suscite sa rupture avec l'U.R.S.S., est la nostalgie que certains nourrissent à l'égard de la politique du compromis historique, voire de la forme qu'il prit entre 1976 et 1979 de « solidarité nationale ». *Naples est d'autant plus* symptomatique à cet égard que depuis 1975 la ville est gouvernée par une administration de gauche avec l'appui de la démocratie chrétienne. Cette situation, inverse de celle qui existait au temps de la « solidarité nationale » au niveau gouvernemental, est due à la composition du conseil municipal où sont présents dix-huit néo-fascistes du M.S.I., dont aucune force politique ne souhaite voir les voix s'incorporer à sa majorité. De là une nécessité de compromis.

A une majorité relative de gauche (P.C.I., P.S.I. et P.S.D.I.) formant l'exécutif de la municipalité de Naples, les démocrates-chrétiens avaient jusqu'à présent apporté leur soutien, notamment en votant régulièrement le budget annuel. Cet équilibre a été rompu : d'une part, la majorité de gauche s'est effritée en raison d'un scandale (le racket sur la construction de tombes dans les cimetières) où étaient compromis des sociaux-démocrates et un républicain, qui, en conséquence, ont renoncé à siéger au conseil municipal. D'autre part, le changement d'attitude de la démocratie chrétienne, qui, en 1982, était même allée jusqu'à signer une sorte d'accord de programme de gouvernement, et, début 1983, annonçait *que cette expérience était terminée*, a mis en crise la municipalité de Naples et contraint son maire, M. Valenzi, à donner sa démission.

Cette rupture du pacte entre démocrates-chrétiens et partis laïcs, qui apparut dictée par la direction de la D.C. *pour contraindre* les petits partis et les socialistes à choisir leur camp (avec ou contre eux) et rejeter les communistes dans l'opposition, a profondément influencé le congrès provincial du P.C.I. qui s'est tenu du 18 au 20 février.

Contre la « Realpolitik » du maire

Il y a toujours eu deux grandes « âmes » dans le P.C. napolitain. Ceux qui, au niveau de la municipalité et derrière M. Valenzi, ont été favorables à une alliance des « forces saines » du pays. *« Je crois toujours*, nous dit le maire, *à un accord qui permet de mobiliser les énergies contre la Camorra, le terrorisme et l'inflation. Pour cela, il faut une entente, y compris avec la démocratie chrétienne ; ce qui est vrai à Naples l'est aussi pour le reste de l'Italie. »*

A cette « Realpolitik » de M. Valenzi s'oppose une bonne moitié du P.C. napolitain qui, surtout au niveau de la fédération régionale et des cellules, avait accepté le compromis historique plus par discipline de parti que par conviction. *« Quand on vit dans la périphérie de Naples et qu'on voit la Camorra se nourrir du système de pouvoir de la D.C., on peut difficilement croire que celle-ci est une grande force populaire. Il était en outre dans ces conditions difficile de faire avancer une politique de solidarité nationale »*, nous dit un militant de Giugliano, dans la banlieue de Naples.

La crise municipale fait basculer le congrès provincial dans sa grande majorité vers l'alternative démocratique. *« Le sectarisme de la démocratie chrétienne a rejeté le P.C.I. vers la gauche »*, commente M. Valenzi, qui, *lui aussi*, a fait un discours très anti-démocrate-chrétien au congrès. Dans une ville comme Naples, l'attitude de la D.C. a mis en relief la coexistence de deux mondes qui semblent vivre dans des temps différents, celui de la ville réelle avec ses problèmes énormes (séculaires mais aussi nouveaux : la reconstruction, le chômage) et celui d'un conseil communal paralysé par ses luttes politiciennes qui paraissent complètement étrangères aux carences des services sociaux.

« Très clairement, affirme un tenant de l'alternative démocratique *l'alliance avec la démocratie chrétienne apparaît incompatible avec un projet de transformation sociale. »* Il reste que pour les nostalgiques de l'entente avec la D.C. l'alternative démocratique se conçoit certes comme une alliance des forces de gauche, mais qu'elle doit aller jusqu'à inclure les composantes « saines » de la D.C. Cette conception classique de l'alternative est au demeurant partagée par ceux qui ont toujours pensé le compromis historique non comme un accord de gouvernement — ce qu'il est devenu avec la politique de solidarité nationale, — mais comme une alliance avec les mouvements sociaux catholiques qui constituent la base de la démocratie chrétienne.

Le congrès du P.C.I. de Naples est révélateur des problèmes que devra affronter le congrès national de Milan. La question du jugement sur l'Union soviétique, qui, pensait-on il y a quelques semaines, aurait dû être le point de référence des clivages, a été supplantée par d'autres problèmes. Est notamment apparue clairement une certaine réticence envers la direction du parti et surtout sa manière quelque peu autoritaire de décider en ne cherchant qu'ensuite l'adhésion de la base.

Signe sans doute de l'insuffisance de l'ouverture du débat interne, le vote à bulletin secret a provoqué quelques surprises : par exemple, la *régression dans la liste des délégués* au congrès national de M. Giorgio Napolitano, membre de la direction, chef du groupe parlementaire du P.C.I., et l'un des plus prestigieux dirigeants de celui-ci. *« Le mécontentement s'est porté sur des personnes, ce qui sans doute est injuste, parce qu'il ne peut s'exprimer, ou imparfaitement, dans un débat ouvert »*, nous dit un intellectuel du parti. Des indications dont la direction devra tenir compte pour le déroulement du congrès de Milan.

CORRESPONDANCE

A propos des «kaboulistes» de «Paese-Sera»

A la suite de l'article sur le quotidien romain Paese-Sera *intitulé « Les « kaboulistes » auraient-ils leur quotidien ? », paru dans* le Monde *daté 20-21 février, nous avons reçu de M. Piero Pratesi, directeur de ce journal, une lettre contenant les précisions suivantes :*

« Cet article fait référence uniquement à des polémiques malignes, allumées en décembre passé, plutôt qu'à ce que le journal a été et a écrit depuis deux mois... Il aurait fallu savoir, par exemple, qu'en fait de catholiques-communistes ou de communistes-catholiques dans la rédaction, s'il y en a un, c'est le soussigné lui-même, qui au surplus n'a jamais été communiste au sens strict... En fait d'embauche, on a seulement repris ceux qui avaient été mis en chômage voilà un an, et le directeur pourrait difficilement s'entourer de *représentants de « tendances »*. Personnellement, je n'aime pas l'antisoviétisme, qui me paraît pernicieux, mais je n'aime pas non plus Kaboul... Il semble que, par un étrange préjugé, le fait de situer son opinion dans l'aire communiste, que beaucoup souhaitent un élément de libération, ne puisse être défini autrement qu'en termes sinon péjoratifs, du moins simplificateurs et soupçonneux.

La difficile renonciation à la référence à l'Union soviétique

« HEUREUSEMENT que l'U.R.S.S. mène une politique de puissance : non seulement parce qu'elle constitue ainsi un contre-poids à l'impérialisme, mais aussi parce qu'elle nous permet à nous, P.C.I., et au tiers-monde, de survivre. Sans l'U.R.S.S., on serait déjà tous morts », affirme M. Pietro Pirola, trente-trois ans, technicien de la compagnie d'électricité municipale de Milan. Pour lui, comme pour beaucoup de membres de la section Pietro-Secchia — qui a voté en masse les amendements en faveur de l'U.R.S.S. au document de base du comité central présentés par M. Cossutta, — l'Union soviétique reste un modèle.

« Il y a eu des erreurs mais les conquêtes sociales restent incontestables (droit au travail, aux études, à la santé). Ce sont des objectifs qui sont aussi valables pour nous : alors, parler de la fin de la force propulsive de la révolution d'Octobre, comme le fait la direction, est un jugement liquidateur que je n'accepte en rien. »

Rôle et force des « afghans »

Volontiers ironique et cinglant à l'égard de la direction de son parti, dénonçant la marginalisation dont, selon lui, ont été victimes les tenants du courant pro-soviétique dans la désignation des délégués au congrès national qui commence le 2 mars, M. Pirola et ses compagnons sont représentatifs d'une sorte d'« avant-garde », radicale dans ses propos, du pro-soviétisme au sein du P.C.I. : ceux que l'on appelle par dérision les « afghans » ou les « kaboulistes », parce que, contrairement à la direction, ils ne condamnent pas l'intervention soviétique en Afghanistan. Des appellations que nos interlocuteurs *récusent énergiquement*, estimant représenter au contraire la tradition du parti communiste.

Alors qu'au sein des organes dirigeants du P.C.I. cette composante pro-soviétique reste faible (deux membres du comité central sur cent quarante ont voté le 25 novembre les amendements au document de la direction et trois se sont abstenus), elle est plus importante, quoique diffuse et peu homogène, à la base, précisément parce que le *strappo* (la rupture) avec l'U.R.S.S. est avant tout une déchirure dans une tradition. Avec une gamme de variantes et de nuances, exprimée ouvertement par des votes ou simplement dans des conversations, sans franchir le pas de se démarquer du berlinguérisme, l'attachement à l'U.R.S.S. tient pour beaucoup à un état d'âme.

Il relève d'une culture, de la nécessité aussi de s'accrocher à des certitudes : *« Il ne s'agit pas de faire de l'U.R.S.S. un mythe, mais, s'il n'y a plus de point de référence, pourquoi se battre ? »*, nous dit un ouvrier de Sesto-San-Giovanni, banlieue ouvrière de Milan.

« L'U.R.S.S., explique un autre, *ce n'est pas un modèle, c'est une force qui incarne des idéaux, ceux de la révolution d'Octobre : il y a eu des erreurs, mais les idéaux, eux, n'ont pas perdu leur force propulsive. »*

« Est-ce que l'on peut dire que les idéaux de la Révolution française ont perdu leur force propulsive ? », renchérit pour sa part M. Casadio, vice-président de la région lombarde.

Combien sont les « afghans » du P.C.I. ? Les estimations varient entre 5 % et 20 % des militants. Ils se sont en tout cas donné beaucoup de peine pour se faire entendre, développant la diffusion de leur revue *Interstampa*, ou redonnant vie à des associations locales italo-soviétiques. Sans doute a-t-on quelque peu dramatisé le « péril » pro-soviétique — à commencer par le P.C.I. lui-même, — et, au demeurant, *le document du comité central* présente la condamnation de l'U.R.S.S. en des termes beaucoup plus nuancés, voire ambigus, que ne le firent les dirigeants dans leurs prises de position sur la Pologne en décembre 1981.

C'est à *Milan*, capitale industrielle de l'Italie, que la présence des « afghans », et apparentés, est la plus notable : 15 % des membres du congrès provincial de Lombardie ont récemment approuvé les amendements de M. Cossutta. *« En réalité, le système de votation et un parti pris des représentants de la fédération régionale ont écrasé notre représentation »*, affirment les « cossutiens », qui estiment constituer 30 % du parti en Lombardie.

Ce n'est pas un hasard si Milan est la ville où le *pro-soviétisme est* le plus marqué. Il y a toujours eu dans le P.C. milanais une forte tradition « ouvriériste » issue de la Résistance. Le groupe dirigeant milanais s'est d'ailleurs déjà trouvé en opposition, même avec Togliatti : notamment en 1944, lors du « tournant » *(svolta)* de Salerne sur la question de l'union des forces contre le fascisme en laissant de côté le problème du système institutionnel (alors la monarchie). Pour nombre de communistes milanais, c'était là une trahison.

De même, au lendemain du vingtième congrès du P.C.U.S., en 1956, la « voie italienne vers le socialisme » définie par Togliatti ne fut pas acceptée sans heurts. Ironie de l'histoire, il revint alors à M. Cossutta d'« homogénéiser » la direction du P.C. milanais, c'est-à-dire d'évincer ce qui restait de stalinisme... La survivance de cette *culture ne facilite pas aujourd'hui* l'acceptation de la ligne de la direction, qualifiée de social-démocrate.

Où est la « troisième voie » ?

Sans aller contre la direction, de vieux militants estimés, comme M. Giovanni Pesce, médaille d'or de la Résistance, se sont symboliquement abstenus lors des votes au congrès provincial. Plus symptomatique du traumatisme qu'a provoqué la nouvelle ligne de la direction est le fait que, parmi les « cossutiens », se rangent nombre de jeunes. Le phénomène est notable à Sesto-San-Giovanni. Il est certes difficile de ne pas être manichéen dans ce décor sorti tout droit d'un film néo-réaliste, avec sa rue Karl-Marx, ses murs couverts de représentations de faucilles et de marteaux et d'inscriptions rageuses, ses enfilades de H.L.M., ses usines à l'infini (Breda, Falch, Marelli), dont certaines pratiquent le chômage technique à haute dose.

Dans ce « Stalingrad » italien, haut lieu de la résistance au fascisme, bastion de l'ouvriérisme, vivier du terrorisme en usine (dans son cimetière repose Walter Alasia, le jeune ouvrier « brigadiste » tué en 1976 par les carabiniers et dont une colonne des Brigades rouges prendra le nom), sont venues se fracasser bien des utopies. Or, aujourd'hui, c'est le tour de la thèse de la *« classe ouvrière accoucheuse de l'histoire » qui semble vasciller.*

Même Sesto n'est plus ce qu'elle a été : avec le développement du secteur tertiaire dans le centre, elle a perdu son caractère de banlieue ouvrière typique. Et les cercles du P.C. ont fait place aux cinémas et aux parkings. De là une régression de la vieille, et sans doute mythique, solidarité de classe dont parlent dans les cafés les militants formés à l'école de la Résistance. Liée au chômage technique et à l'apparition de la drogue, cette désagrégation du monde ouvrier tend à faire perdre son poids sociologique au prolétariat comme classe porteuse d'avenir.

Pour le militant communiste, même jeune, confronté déjà à cette nouvelle réalité, le balayage de la référence à l'U.R.S.S. est difficile à accepter. *« Qu'est-ce qui nous différencie dans ces conditions des autres partis ? »*, interroge une militante. *« Certes*, poursuit-elle, *il faut tenir compte de ces « nouveaux sujets sociaux », qui au demeurant existaient bien avant que la direction et la mode s'en préoccupent, mais c'est à la classe ouvrière d'exprimer leurs intérêts. Le document du comité central n'est acceptable qu'à condition que soit précisé le choix d'une ligne radicalement anticapitaliste, qui est absente de cette « troisième voie », encore bien fumeuse, de M. Berlinguer. »*

En fait, le problème du jugement porté sur le *« socialisme réalisé »* a déclenché une série d'interrogations au sein du parti. Au désenchantement des tenants de l'ouvriérisme, se sont ajoutées l'impatience des jeunes « pacifistes » demandant que l'Italie sorte de l'OTAN et l'amertume de ceux qui critiquent le centralisme démocratique. Cette dernière question *étant posée* depuis vingt ans par un homme comme Ingrao (la gauche du P.C.I.), qui n'a guère de tendresse pour l'U.R.S.S., et est sans doute plus crédible que M. Cossutta sur ce terrain.

Il reste que les « cossutiens » ont *cristallisé les déceptions sur les* formes de la vie interne du parti, en mettant l'accent sur la marginalisation, comme étant de nature « fractionniste », de toute opinion discordante par rapport à la ligne de la direction. *« Sans doute, dans sa « sagesse »*, nous dit avec un point d'ironie un membre de la fédération nationale, *le groupe dirigeant tient-il compte des diverses sensibilités dans ses choix. Mais, lorsque le désaccord est ouvert, cette « sagesse » ne suffit plus : il faut des garanties. »*

« Le risque, souligne pour sa part un « cossutien », *c'est d'aboutir à une sclérose du débat et d'encourager le conformisme : ce que nous revendiquons, c'est un droit au désaccord. »*

Depuis le dernier congrès, il y a cinq ans, font valoir en outre nos interlocuteurs, la ligne a changé trois fois (sur la question du compromis historique, de l'U.R.S.S., et de la majorité des 51 % que désormais M. Berlinguer considère suffisante pour gouverner) et, à chaque fois, la base a été mise devant le fait accompli : ce n'est qu'après que l'on a cherché à « conquérir » son adhésion. Partie de la question du jugement sur l'U.R.S.S., la polémique lancée par les pro-soviétiques a, à la veille du congrès, largement dépassé son thème initial. Au demeurant, il ne manque pas de saveur que ce soient précisément ceux qui se réclament de l'U.R.S.S. qui posent le problème de la démocratie interne dans le P.C.I.



Le Monde

étranger

AMÉRIQUES

Le voyage de Jean-Paul II en Amérique centrale

Jean-Paul II a quitté Rome ce mercredi 2 mars, à 7 h 30 G.M.T. (8 h 30 heure de Paris), pour un voyage d'une semaine en Amérique centrale que *l'Osservatore Romano*, journal du Vatican, juge particulièrement risqué, tant du point de vue de la sécurité personnelle du pape que des répercussions politiques éventuelles. Jean-Paul II devait faire escale à Lisbonne et arriver à 15 h 30 (heure locale) à San-Jose-de-Costa-Rica, première étape de son voyage dans les sept Etats de l'isthme centre-américain et à Haïti. Des mesures exceptionnelles de sécurité ont été prises par les autorités du Costa-Rica, ainsi que par celles des autres pays visités.

La violence en Amérique centrale se poursuit, bien que le général Garcia, ministre de la défense du Salvador (où Jean-Paul II est attendu le dimanche 6 mars), ait laissé entendre, mardi 1er mars, qu'une trêve tacite des combats pourrait finalement être envisagée durant la visite papale. Les représentants du Front Farabundo-Marti de libération nationale ont réaffirmé, de leur côté, leur intention de cesser toute action armée. Mais la découverte d'un nouveau massacre de paysans par les forces armées a relancé, mardi, la tension à San-Salvador. Une vingtaine de paysans au moins, dont des femmes et des enfants, auraient été fusillés par des militaires dans une coopérative agricole à une soixantaine de kilomètres de la capitale. Le général Garcia a promis une enquête officielle. Mgr Rivera y Damas, successeur de Mgr Oscar Romero, assassiné en mars 1980, a été nommé, mardi, archevêque en titre de San-Salvador par Jean-Paul II. Se réclamant de la même ligne que le prélat assassiné par l'extrême droite salvadorienne, Mgr Rivera y Damas, administrateur apostolique de la capitale depuis mars 1980, a vivement déploré, mardi, les intentions prêtées à M. Reagan d'accroître le nombre et le rôle des conseillers militaires américains au Salvador. Il a insisté sur la nécessité d'une trêve dans les combats. Un porte-parole du gouvernement salvadorien a écarté, de son côté, toute possibilité d'amnistie pour les prisonniers politiques à l'occasion de la venue de Jean-Paul II.

La tension persiste également au Nicaragua, où le pape est attendu vendredi 4 mars. Seize membres d'une organisation sandiniste y ont été tués lundi lors d'un affrontement avec un groupe de somozistes à la frontière nord du pays.

LA SÉCURITÉ DU PAPE

Gardes suisses, gorilles et voitures blindées

« La visite de Jean-Paul II en Amérique centrale est la plus risquée qu'il ait jamais effectuée en tant que pape, car cette région est un volcan bouillant de violence, de révolution et de pauvreté. » Ce jugement de l'hebdomadaire américain *Time* est largement partagé par tous ceux qui ont organisé ce voyage.

Les proches de Jean-Paul II au Vatican ne dissimulent pas leur appréhension et se demandent même s'il est sage pour le pape de multiplier ainsi les voyages à l'étranger et d'aller au-devant de dangers non négligeables. Ils affirment que Jean-Paul II refuse de s'intéresser personnellement aux mesures concernant sa sécurité, malgré les deux attentats graves dont il a déjà été victime. Il en laisse la charge aux services du Vatican et aux autorités des pays qui le reçoivent.

C'est ainsi qu'il a refusé un gilet pare-balles qu'on lui proposait après l'attentat du 13 mai 1981, place Saint-Pierre. Il a en revanche accepté que sa voiture soit blindée et que le soient également les « papamobiles », ces véhicules inaugurés en Espagne et dont un exemplaire a déjà été acheminé au Guatemala, où le gouvernement du général Rios Montt a refusé d'engager des dépenses exceptionnelles pour la visite d'un pape dont la venue ne satisfait guère les très nombreux et très passionnés partisans des Églises protestantes dans ce pays.

Jusqu'à sa visite en Espagne, en 1982, Jean-Paul II avait, lors des quinze autres voyages à l'étranger, été « protégé » par Mgr Paul Marcinkus, le robuste archevêque américain surnommé *« le gorille du Saint-Père »*, qui est le président de la Banque du Vatican (institut pour les œuvres de religion). A la suite du scandale du Banco Ambrosiano, où il a été mis en cause, ce prélat n'accompagne plus Jean-Paul II. Il a été remplacé par le jésuite napolitain Roberto Tucci, directeur de Radio-Vatican, qui, bien que sportif et passionné de tennis, n'est pas en mesure de remplir véritablement les fonctions de « gorille ». Il se borne à organiser les voyages.

D'un pays à l'autre

En Amérique centrale, Jean-Paul II sera accompagné, comme d'habitude, par deux gardes suisses et par le commandant des gendarmes, Camillo Cibin, qui pourrait, cette fois-ci, être accompagné de plusieurs de ses hommes. *« En tout cas,* assure-t-on au Vatican, *la présence de quatre ou cinq gendarmes au lieu des deux habituels ne saurait être interprétée comme une mesure de sécurité plus importante. Elle sera tout simplement la réalisation du souhait du pape d'éviter d'être entouré par des agents du pays armés de mitraillettes. »*

Au Costa-Rica, pays sans armée, où Jean-Paul II doit passer quatre nuits, les mesures de sécurité seront *« les plus civiles possibles »*. Quelque deux mille cinq cents hommes de différents corps assureront sa protection à son arrivée, dans la soirée du mercredi 2 mars, et le 3, lors *de ses activités* à San-José. *Certains* lieux seront interdits d'accès, comme l'aéroport, la résidence présidentielle, l'hôpital des enfants et la cathédrale métropolitaine.

Le gouvernement du Costa-Rica a demandé au Panama la collaboration de sa garde nationale pour assurer une surveillance aérienne à bord de deux hélicoptères, ainsi que le détachement de vingt experts chargés de la sécurité. Les autorités ont aussi décidé de contrôler plus étroitement la présence et *l'entrée* d'étrangers sur le territoire costaricain. Jean-Paul II parcourra San-José, la capitale, à bord d'une « papamobile » construite par une entreprise locale.

Au Guatemala, où Jean-Paul II se rendra le 6 mars au soir, quelques milliers de policiers et de soldats seront mobilisés. Le dispositif de sécurité sera particulièrement sévère dans la ville de Quezaltenango, à l'ouest du pays, où il doit rencontrer *les Indiens* le 7 mars. *Dans tous ses* déplacements, le pape utilisera une « papamobile », sauf pour le voyage de Guatemala à Quezaltenango, pour lequel il prendra un hélicoptère. Un véhicule blindé, sans doute la « papamobile », l'amènera ensuite au milieu des sept cent mille personnes attendues sur place.

Au Nicaragua, Jean-Paul II doit rester onze heures, il se rendra en hélicoptère de l'aéroport Augusto-Cesar-Sandino jusqu'à Leon, à *90 kilomètres à l'ouest de Managua*, où il célébrera une messe.

Au Salvador, le 6 mars, les mesures de sécurité seront *« très importantes », a indiqué un porte-*parole militaire. Deux mille soldats, pour la plupart habillés en civil, seraient placés avant l'arrivée de Jean-Paul II à des endroits stratégiques, affirme-t-on à San-Salvador. Jean-Paul II doit se rendre en véhicule découvert de l'aéroport d'Ilopango jusqu'à San-Salvador, mais on envisage, là aussi, la construction d'une « papamobile » blindée. Equipes médicales et ambulances sont prévues.

LE SOUVERAIN PONTIFE A NOMMÉ Mgr RIVERA Y DAMAS ARCHEVÊQUE DE SAN-SALVADOR

(De notre correspondant)

Rome. – Pour la première fois à la veille d'un voyage papal, *l'Osservatore Romano*, dans son édition spéciale du 1er mars consacrée à l'Amérique centrale, parle des *« risques »* pour la sécurité personnelle de Jean-Paul II. Dans un article de première page, le cardinal Lopez Trujillo, président du conseil épiscopal latino-américain, affirme qu'il *« est impossible de minimiser ou d'oublier les risques »*. Il souligne que ceux-ci concernent également les possibilités de *« manipulation par des interprétations politiques calculées et erronées »*.

Mardi 1er mars, Jean-Paul II a nommé Mgr Arturo Rivera y Damas archevêque de San-Salvador en titre (nos dernières éditions du 2 mars). Cette nomination renforce la position du successeur de Mgr Romero, assassiné en mars 1980. Jean-Paul II a, d'autre part, reçu la vice-présidente de l'Association des mères de « disparus » d'Argentine, qui lui a remis un dossier sur les disparitions de trente mille personnes en Amérique latine.

Dans sa prière en polonais prononcée au cours de son audience générale, le pape a dit : *« Les expériences de ma nation m'aideront à accomplir ma mission évangélique envers des populations qui sont tant éprouvées en cette période de l'histoire. »* Et il a placé son voyage sous la protection de la Vierge noire de Czestochowa, patronne de la Pologne.

Ph. P.

Costa-Rica : Le charme discret de la démocratie

Le Costa-Rica n'est plus tout à fait ce qu'il était : une oasis paisible, nonchalante, un peu surannée mais charmante, dans une Amérique centrale en proie à la violence. Mais il reste encore largement une exception, un havre de tranquillité et un refuge – ce qui n'est pas sans lui procurer de graves et nouveaux soucis, – alors que les rumeurs de conflits armés grossissent à ses frontières.

San Jose, sa capitale, juchée sur le haut-plateau verdoyant et frais, a la saveur désuète d'une sous-préfecture française de la Belle Epoque. Il faut descendre sur la côte atlantique, à Puerto-Limon, pour retrouver la turbulence noire et la moiteur des tropiques. Originalité : la population du Costa-Rica est largement *blanche, et le pays n'a pas de* véritable armée. Le souci numéro un des dirigeants a toujours été de donner la priorité à l'éducation. Pendant des décennies, les seuls ennemis des Ticos, les habitants du Costa-Rica, se trouvaient au nord, dans ce Nicaragua dominé par le clan des Somoza. Pour s'opposer, entre autres, aux visées supposées des « Nicas » et des Somoza, l'ancien président et fondateur du Mouvement de libération nationale, « Don Pepe » Figueres, avait créé une légion des Caraïbes, hostile à tous les totalitarismes, de gauche comme de droite. Confrontés à une montée des périls, économiques, politiques et étrangers, les Costariciens sont restés modérés, pacifiques, et ils pratiquent la démocratie avec discrétion et constance.

L'accélération des tensions dans la région a cependant touché à son tour le Costa-Rica, moins ignoré, moins protégé, plus menacé de troubles, jusqu'alors réservés aux républiques « bananières » de l'isthme. Des conflits sociaux ont éclaté, particulièrement sur la côte atlantique, dans les plantations de bananes, en partie contrôlées par des sociétés nord-américaines. En août 1979, puis en 1980, Puerto-Limon a été paralysée par des grèves, et la garde civile a dû intervenir brutalement.

La guerre entre les sandinistes et Somoza, puis la victoire à Managua des révolutionnaires, victoire souhaitée et appuyée par le gouvernement alors démocrate-chrétien de M. Carazo, ont eu des répercussions au Costa-Rica. Pendant la guerre contre *la dictature de Somoza, des dizaines* de milliers de réfugiés nicaraguayens avaient trouvé refuge au Costa-Rica. Des opposants de gauche, le « groupe des douze », avaient leur quartier général à San-Jose.

La radicalisation de la situation au Nicaragua a conduit de nouveaux réfugiés au Costa-Rica, hostiles au sandinisme ceux-là. Le gouvernement (au pouvoir depuis 1982) de M. Luis Alberto Monge, membre du Mouvement de libération nationale de Figueres, *mais très lié aux Etats-Unis*, s'efforce de ne froisser personne et de défendre une neutralité difficile. La très lourde dette extérieure (environ 4 milliards de dollars) réduit encore la marge de manœuvre de M. Monge, qui répète que l'aide américaine, indispensable, ne saurait hypothéquer l'indépendance et la souveraineté du pays. Mais le Costa-Rica est déjà, de toute évidence, impliqué dans les conflits d'Amérique centrale, et il participe au projet de création d'une alliance « démocratique » avec le Salvador et le Honduras.

M. N.

90,7 % DE CATHOLIQUES

Superficie : 54 071 kilomètres carrés.

Population : 2 179 285 habitants ; capitale : San-José.

Chrétiens : 98 %, dont 90,7 % de catholiques romains, quatre évêchés, un vicariat apostolique, dix évêques.

Président de la conférence épiscopale : Mgr Roman Arrieta Villalobos, archevêque de San-José.

Canada

La visite à Paris de l'ambitieux premier ministre de l'Ontario

L'Ontario va réduire considérablement les taxes qui frappaient très lourdement jusqu'ici les vins étrangers. Tel est le principal *résultat* de la visite de trois jours qu'a achevée, mardi 1er mars à Paris, le premier ministre conservateur de cette province anglophone canadienne, *M. William Davis. M. Michel Jobert*, qui l'avait invité en France, devrait se réjouir *a priori* de voir ainsi les vins français mieux à même de pénétrer un marché important (on consomme de plus en plus de vin en Amérique du Nord). Hélas ! cette mesure va probablement surtout profiter aux vins new-yorkais, californiens, voire texans. Car si les Québécois ont un faible pour le bordeaux ou le bourgogne, les Ontariens, qui ont d'ailleurs une *petite production locale, ont pris* l'habitude de boire le vin de Concord (dans l'Etat de New-York) ou le pinot noir de Californie...

M. Davis, *qui est un homme* sérieux, un conservateur conséquent et un partisan convaincu de la libre entreprise, ne mettait *pas le vin au premier rang* de ses préoccupations en venant en France. Il a fait ce cadeau au ministre du commerce extérieur, et puis, il a parlé « business ». Le sujet qui tient au cœur du premier ministre ontarien est celui des technologies de pointe, dont sa province est abondamment pourvue. Dans le domaine des fibres optiques, comme dans celui des communications en général, *la province anglophone* est en effet bien placée. Après avoir été le moteur industriel du Canada, l'Ontario cherche à devenir son cerveau en développant les activités nouvelles concernant l'informatique, la communication à distance et les nouvelles techniques médicales et biologiques.

M. Davis *lui*-même, dont c'était le premier voyage officiel en France, alors qu'il est premier ministre depuis 1971, poursuivait vraisemblablement aussi à Paris un but plus personnel. Le parti conservateur est à la recherche d'un nouveau leader fédéral, qui sera peut-être le prochain premier ministre du Canada, si on en croit les sondages, quand M. Trudeau se retirera. M. Davis estime sans doute que *l'heure est venue pour lui de* se faire mieux connaître à l'étranger. – D. Dh.

El Salvador

La guérilla des jours ouvrables

Les forces armées salvadoriennes ont intensifié leurs opérations mardi 1er mars, à Guazapa, à 30 kilomètres de la capitale, et dans le département de Cabenas, au nord du pays. Les combats sont qualifiés de « très durs » par un porte-parole militaire qui a fait état de « succès ». Ces dernières semaines, les forces régulières ont souvent abandonné les villages à la guérilla pour se concentrer sur la défense des villes, ainsi que le rapporte notre envoyé spécial.

De notre envoyé spécial

San-Salvador. – Guerre ou pas, le week-end est sacré, dans la capitale. Dès le vendredi soir, les fêtes se multiplient. Les boîtes sont pleines. Aucun orchestre, même médiocre, ne manque de contrat, et ceux qui préfèrent le calme ont toujours le loisir d'aller se dorer sur les plages du Pacifique. San Salvador déborde d'activité. On s'y amuse plus que dans aucune capitale *de l'Amérique centrale*. Un peu pour oublier, sans doute ; un peu pour nier la réalité.

Au nord, vers Suchitoto, la route a été coupée, la semaine dernière, par la guérilla. Plusieurs postes de contrôle de l'armée ont été attaqués. Bilan, selon les autorités : une trentaine de *morts, dont au moins sept militaires*. Quand on s'éloigne de San Salvador, vers le nord, on a d'abord l'impression que la vie suit normalement son cours. Au kilomètre 60, tout s'arrête. Plus personne ne circule. Les soldats sont absents, les guérilleros aussi. Dès qu'on se rapproche du village de La Palma, proche de la frontière hondurienne, la vie recommence, hors du contrôle de l'armée. Des jeunes, en chaussures de sport, vont jouer leur match de *football* hebdomadaire ; l'église est pleine.

Le curé fait son sermon sous un tableau multicolore du Christ et cette phrase peinte en grandes lettres rouges : *« Venez à moi, vous qui êtes fatigués »*. Fin janvier, les rebelles ont pris La Palma, qui était défendue par des policiers et des membres des patrouilles civiles. Ils sont revenus le 6 février et ont organisé un défilé militaire et un meeting avant de faire leurs emplettes.

« Ils se contentent de piller »

« Je ne sais pas exactement tout ce qu'ils font, dit une vieille commerçante toute ridée. *A partir de 5 heures du soir, chacun s'enferme chez soi. On a surtout peur de ceux qui parlent. En ce qui me concerne, ils ont payé tout ce qu'ils ont pris sans problème. »* En face, le représentant *de la compagnie de télécommu*nications empile ses meubles dans un camion. Ceux qui déménagent ne sont guère bavards. *« L'armée ne vient plus depuis le début décembre. Eux, si. »*

Dans Chalatenango – chef-lieu du département du même nom – le dimanche aussi est sacré. *La discipline est souple.* Il faut multiplier les inspections afin d'éviter que les soldats ne s'enivrent. On a déploré plusieurs morts de ce fait ces derniers temps. Pour faire sa tournée conformément aux ordres du capitaine, un jeune cadet formé à Panama prend son fusil et enfile son harnachement : gourde, chargeurs et un walkman. Il s'installe confortablement à bord d'une jeep blanche, ajuste les écouteurs et en gage une balle dans le canon de son fusil.

Le camp d'El Paraiso, quelques kilomètres plus au sud, est le plus moderne de l'armée. C'est là que sont formées certaines unités d'élite. L'officier de garde reçoit fort courtoisement les journalistes de passage. L'occupation de nombreux villages du département par la guérilla ne l'inquiète pas outre mesure. *« Nous les avions abandonnés « ils » se contentent de rentrer et de piller,* affirme-t-il. *Notre tort a longtemps été de vouloir mener une guerre propre, une guerre régulière et de protéger la population des méfaits des subversifs. Nous devons maintenant nous concentrer et gagner en mobilité. Aujourd'hui, cent soldats dans un village ne suffisent plus. Les autres viennent à mille et finissent par l'emporter. »*

Ce vieux routier ajoute : *« Je ne peux pas toujours envoyer des renforts, car ils dressent des embuscades sur tous les chemins qui mènent aux points qu'ils attaquent ; de plus, ils choisissent d'agir de préférence la nuit. Je serais fou d'envoyer mes hommes dans ces conditions. Alors j'ai inventé une nouvelle tactique : quand ceux qui sont assiégés ne peuvent plus faire face, je dis à mes hommes : oubliez le romantisme. Cachez vos fusils, mettez-vous en civil et sauvez votre vie. Aujourd'hui, ce sont eux qui opèrent en uniforme et se déplacent en camion, et nous qui employons leurs stratagèmes. »*

Ce qui est nouveau, c'est que la guérilla fait beaucoup de prisonniers et qu'elle les relâche. Voilà qui inquiète les militaires et leurs conseillers américains : *« s'ils les gardent assez longtemps pour leur laver le cerveau, nous les renvoyons dans leurs foyers. Ils sont trop dangereux,* poursuit l'officier. *Surtout que maintenant ils s'adressent par mégaphone aux soldats avant de les attaquer et leur promettent la vie sauve s'ils se rendent. Nous ne pouvons pas tolérer que l'un d'entre eux dise à ses camarades : « C'est vrai, j'ai déjà été » prisonnier et ils m'ont bien » traité. »*

Rien de tout cela me semble cependant suffisant pour inquiéter l'officier. *« On leur laisse les villages,* dit-il, *car ils n'ont aucune importance stratégique. Et puis quand il n'y a pas de soldats, c'est moins dangereux pour la population. En fait presque tous les vrais Salvadoriens ont déjà déserté la guérilla. Seuls les mercenaires se battent. On m'a même dit qu'il y avait des Français parmi eux. »*

FRANCIS PISANI.

EUROPE

Union soviétique

Le mathématicien Valéri Senderov est condamné à sept ans de camp et cinq ans de relégation

Moscou *(A.P.-UPI)*. – Le mathématicien soviétique Valéri Senderov *a été condamné lundi 28 février* par un tribunal de Moscou à sept ans de camp suivis de cinq ans de relégation pour « *activités contre l'Etat* », annoncent ses amis. Il avait été arrêté le 17 juin dernier, après avoir collaboré à la rédaction d'un document sur la discrimination pratiquée à l'encontre d'étudiants juifs à la faculté de mathématiques de l'université de Moscou. L'autre coauteur de ce document, M. Boris Kanevsky, a été condamné, il y a un mois, à cinq ans de relégation seulement, peut être parce qu'il avait témoigné contre M. Senderov.

En fait, cette affaire n'a pas été évoquée au cours du procès de M. Senderov. On lui a reproché en revanche d'avoir distribué en U.R.S.S. et fait parvenir à l'étranger des informations sur l'activité du SMOT (syndicat ouvrier libre indépendant). L'acte d'accusation a, selon l'agence Tass, reproché au mathématicien d'avoir eu « *des contacts criminels* » avec le N.T.S. (organisation des solidaristes russes émigrés).

Après l'énoncé du verdict, M. Senderov a déclaré, selon ses amis : « *Ce que nous avons vu ici reflète le système scandaleux, cruel et hypocrite de ce pays (...) Si je suis jamais libéré de prison, je poursuivrai mon combat.* »

Le procès de la poétesse Irina Ratouchinskaya s'est ouvert mardi 1er mars à Kiev. Elle risque une peine de sept ans de camp et de cinq ans de relégation pour « *propagande antisoviétique*. On lui reproche d'avoir distribué des poèmes qui critiquent l'histoire soviétique. *L'été* dernier, plus de quatre-vingts personnes ont été interrogées à Moscou, Leningrad, Kiev et Odessa sur quelque cent dix poèmes qui ont circulé pendant six ans dans les milieux intellectuels soviétiques. Elle s'était vu refuser avec son mari, M. Igor Gerachtchenko, le droit d'émigrer à l'Ouest parce qu'elle n'est pas juive.

Pologne

Le gouvernement dénonce l'utilisation des cérémonies religieuses à des fins politiques

Le porte-parole du gouvernement polonais, M. Jerzy Urban, a vigoureusement dénoncé, mardi 1er mars, au cours de sa conférence de presse hebdomadaire, l'utilisation des cérémonies religieuses à des fins politiques. Faisant suite aux commentaires sévères et répétés de la presse officielle à ce propos, cette prise de position des autorités sonne comme un rappel à l'ordre de la hiérarchie écclésiastique : le pouvoir attend qu'elle rappelle à la réserve le bas clergé et modère les évêques les plus radicaux.

Soulignant que l'« *intention* » du gouvernement aussi bien que du pape et de l'épiscopat était de voir se *réaliser* la visite pontificale prévue pour juin prochain, déclarant dans le même temps que les rassemblements organisés à l'occasion des messes étaient de nature à compromettre ce voyage, M. Urban a ainsi implicitement fait comprendre que l'attitude qu'adopterait à ce sujet l'épiscopat, serait déterminante dans les négociations en cours sur la venue de Jean-Paul II.

En attendant, le porte-parole du gouvernement a *lancé* un *avertissement* à l'opposition en disant que, si le caractère d'« *asile sacré* » était reconnu aux *églises*, cela relevait du droit non pas « *écrit* » mais « *coutumier* » et qu'il pouvait donc y être fait des « *exceptions* ». *Le 23 février* déjà, la milice avait, pour la première fois, procédé à des interpellations à l'intérieur d'une *église*, à Katowice, et dimanche dernier une foule de quelque dix mille fidèles avait été dispersée par les forces de l'ordre aux abords d'une paroisse de la capitale.

Déclarant que « *les conditions nécessaires à la levée de l'état de guerre n'étaient pas encore apparues* », M. Urban a d'autre part indiqué que l'instruction ouverte contre cinq des animateurs du KOR était close, et que leur procès, tout comme celui de M. Baluka, pourrait débuter « *bientôt* ». L'instruction contre les sept anciens dirigeants de Solidarité, placés en état d'arrestation en décembre dernier, ne serait en revanche pas terminée. L'une des figures légendaires du syndicat dissous, Mme Walentynowicz, doit enfin passer en jugement, le 9 mars, pour violation de la loi martiale.

Yougoslavie

Les programmes d'assainissement prévoient une nouvelle baisse du niveau de vie

De notre correspondant

Belgrade. – Pour la première fois depuis la disparition de Tito, le président en exercice de la direction collégiale de l'Etat, M. Petar Stambolitch, a présenté, mardi 1er mars, devant l'Assemblée *nationale*, un rapport sur la politique de la Yougoslavie. Les résultats du programme *d'assainissement économique* obtenus depuis le début de l'année, sans être entièrement *satisfaisants*, *confirment* que « *nous sommes sur la bonne voie* ». La réalisation du plan de développement social à long terme exigera une réduction globale de la consommation de 10 %, une sévère discipline financière, notamment dans les investissements, et aura donc pour conséquence une nouvelle baisse du niveau de vie de la population.

Pour régler les difficultés économiques, la Yougoslavie compte, en premier lieu, sur ses propres forces, mais elle a sollicité également une aide financière de l'étranger. Lors d'une récente conférence de presse, le gouverneur de la Banque nationale a dit que des négociations étaient en cours avec le Fonds monétaire international, la Banque internationale de développement, plusieurs banques d'affaires et les gouvernements d'une quinzaine de pays. Il s'agit de crédits financiers ou en marchandises d'un montant total de 4,5 milliards de dollars environ. Cette somme ne saurait, en aucun cas, servir à alimenter la consommation intérieure. Elle sera destinée à l'accroissement de la production et des exportations et permettra l'achat de certaines matières premières et produits semi-finis, qui, depuis des mois, font défaut. – P. Y.

La filière bulgare

L'ambassade de Bulgarie à Rome a démenti « catégoriquement », mardi 1er mars, les nouvelles accusations émises à l'encontre de l'ancien employé de la compagnie aérienne bulgare en Italie, M. Antonov, qui serait impliqué, outre l'attentat contre le pape, dans un complot visant M. Walesa (*le Monde* du 2 mars). Par ailleurs, l'agence bulgare B.T.A. annonce que le procès des deux touristes italiens arrêtés en août à Sofia, Mme Trevisin et M. Farcetti, reprend ce mercredi. Le procès avait été ajourné aussitôt après son ouverture, en décembre.

Tribune internationale

Plaidoyer pour Antonov

par NINO NINOV (*)

PLUSIEURS pas viennent d'être franchis dans l'escalade au sujet de la piste bulgare. Après les « révélations » de l'ancien syndicaliste italien Scricciolo (le Monde du 2 mars), il ne serait pas surprenant que l'intarissable Agca se mette à s'accuser d'avoir voulu aussi tuer Lech Walesa pour le compte des Bulgares. Les services secrets de Sofia étaient-ils si à court de personnel qu'il leur ait fallu charger le même terroriste turc de tuer à la fois le pape et Walesa ?

Rappelons aussi la controverse qui a opposé à la fin février M. Traikov, porte-parole du gouvernement bulgare, et le bureau du juge d'instruction romain. Il y est question notamment des rectifications de tir dans les dépositions d'Agca après que les avocats d'Antonov eurent établi certains alibis de leur client. Ainsi, le Turc avait soutenu d'abord que le Bulgare se trouvait à ses côtés au moment de l'attentat. Réflexion faite, il dit maintenant que son compagnon l'avait quitté deux heures plus tôt. Fait troublant dans la mesure où Agca, tenu au secret, est supposé ne rien connaître des alibis d'Antonov.

La question reste entière à travers ces péripéties : le gouvernement de Sofia se serait-il comporté comme un truand ? Répéter que, pour les pays de l'Est, le père spirituel de Solidarnosc était un gêneur n'a pas de sens. On est toujours gêné par quelqu'un. Si c'était une raison pour tuer, il n'y aurait ni société civile ni communauté internationale. Voyons néanmoins si Jean-Paul II était à ce point encombrant.

Notons d'abord que les violons ne sont pas accordés. Ce qu'on appelle la filière bulgare repose entièrement sur les aveux tardifs d'Agca. Or celui-ci fait remonter sa participation au complot au 11 juillet 1980. Compte tenu des délais minimaux nécessaires pour répercuter une telle décision au niveau des agents d'exécution, celle-ci aurait dû être prise vers la fin juin 1980. A ce moment, il n'y a pas d'événements en Pologne. Le gouvernement Gierek se sent si bien en place qu'il va majorer le prix de la viande, ce qui fera des vagues. Solidarnosc viendra bien plus tard.

Plus encore que l'incohérence des faits allégués, c'est l'inconsistance de l'analyse politique qui retient l'attention. Certes, le chef de l'Eglise catholique entendait bien que son pontificat soit perçu par les fidèles de Pologne comme un réconfort, mais il se garda de le présenter comme un recours. D'ailleurs, on voit mal ce qu'une crise internationale à propos de la Pologne aurait apporté aux parties en cause. Tout au plus aurait-elle incité certains Occidentaux à chercher quelques « dédommagements » dont des pays lointains auraient fait les frais. Or un tel marché avait tout pour déplaire au pape polonais. Aussi à la stratégie de rupture, qui a semblé séduire un moment l'aile marchante de Solidarnosc, l'Eglise a préféré celle du dialogue. On prétend que la raison d'Etat est sourde. Serait-elle aussi aveugle ? Quel autre pape aurait fait mieux pour épargner aux Polonais la guerre civile ?

Et puis pourquoi les Bulgares dans tout cela ? Entre Sofia et le Saint-Siège, il n'y a pas de contentieux, mais au contraire des rapports empreints de respect et de bonne volonté qui remontent à une époque où la Bulgarie était le trait d'union entre le monde byzantin et le monde roman. L'excellence de ces rapports avait fait dire que, dans la « division du travail » entre les pays de l'Est, la Bulgarie avait pour mission de faire du charme au Vatican. Se serait-elle vu confier une autre mission si peu complémentaire de la première ?

Enfin, outre les Etats, il y a les hommes. Derrière les barreaux, Antonov vit dans l'angoisse de l'inconnu. Qui est-il ? Un amateur de belle vie, un farfelu, un robot programmé ? On devrait en avoir une idée, puisqu'il a été surveillé. Or personne n'a l'air de s'y intéresser. C'est à peine si l'on se demande pourquoi il s'est obstiné à rester à Rome, alors que l'étau se resserrait autour de la filière bulgare, dénoncée à grand fracas outre-Atlantique.

Cet homme, qui ne semblait pas promu à la notoriété, est devenu un Amédée dont on ne sait comment se débarrasser. Un non-lieu prononcé dans l'équivoque serait pour lui un déni de justice. L'innocent n'est vraiment lavé que lorsqu'on tient les coupables. Ils existent. Souvenez-vous de la pièce à conviction (la seule), la photo prise sur la place Saint-Pierre. Une main avait encadré au crayon un prétendu Antonov. Cette main est coupable. Il importe de promener la lanterne dans tous les recoins de cette sombre affaire. Serait-ce trop demander aux magistrats italiens ?

(*) *Journaliste bulgare, ancien diplomate à Paris.*

A TRAVERS LE MONDE

Cap-Vert

• L'ANCIEN PRÉSIDENT *LUIS CABRAL DE GUINÉE*-BISSAU, renversé en 1980 au cours d'un coup d'État, est arrivé mardi 2 mars au Cap-Vert. M. Cabral, qui est d'origine capverdienne, avait été assigné à résidence pendant un an après le putsch, qui avait mis fin au projet d'unification des deux anciennes colonies portugaises. Ensuite, le chef de l'État déchu s'était exilé à Cuba. *(Reuter.)*

Centrafrique

• LE GÉNÉRAL ANDRÉ KOLINGBA, chef de l'Etat centrafricain, a fait remettre en liberté Mmes Mbaikoua, Fayanga et Patasse, épouses de responsables politique de l'opposition, a annoncé lundi 28 février Radio-Bangui. Ces libérations ont été décidées pour raisons « humanitaires » à la suite d'une visite effectuée par le président Kolingba au camp du Kassaï, où étaient détenues les trois femmes depuis près d'un an. M. Ange Patasse, président du Mouvement de libération du peuple centrafricain (M.L.P.C.), réside à Lomé, où les autorités togolaises lui ont accordé l'asile politique. – *(A.F.P.)*

Etats-Unis

• LA VISITE D'ÉLIZABETH II. – Les éléments se sont déchaînés mardi 1er mars en Californie mais n'ont pas empêché la reine Elizabeth II d'Angleterre de rencontrer le président Reagan dans son ranch de Santa-Barbara.

C'est à bord d'un véhicule à quatre roues motrices que la reine et le prince Philip ont pu franchir les derniers kilomètres de la route sinueuse menant à la propriété de M. Reagan dans les montagnes surplombant Santa Barbara. Les pluies torrentielles avaient rendu cette route impraticable aux limousines officielles. – *(A.F.P.)*

Grèce

• FIN DE L'ÉTAT D'ALERTE. – *L'état d'alerte* de l'armée et de la police a cessé après trois jours dans la région d'Athènes. Le ministre de l'ordre public a réaffirmé qu'il s'était agi d'un simple exercice.

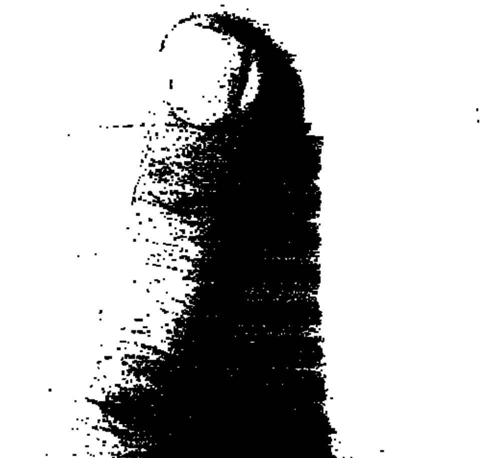
De même, le porte-parole gouvernemental a déclaré que la mise à la retraite de seize officiers généraux n'était pas en relation avec les rumeurs de coup de force, mais résultait très normalement du rythme des tableaux d'avancement. – *(A.P.)*

Inde

• L'ADMINISTRATION DIRECTE NE SERA PAS RÉTABLIE EN ASSAM, a déclaré, le *lundi 28 février, devant* le Parlement, à New-Delhi, le ministre de l'intérieur. Il a invité l'opposition à coopérer avec le nouveau gouvernement local. Celui-ci s'est engagé à restaurer l'harmonie entre les *différentes communautés* et à venir en aide aux victimes des récents affrontements. Des dizaines de milliers de personnes se seraient réfugiées en Arunachal-Pradesh, ou regroupées dans la cinquantaine de camps mis en place en Assam. – *(Corresp.)*

Namibie

• M. JAVIER PEREZ DE CUELLAR, secrétaire général de l'ONU, juge « *inacceptable* » le lien établi par Washington entre la « *présence cubaine en Angola* » et le règlement de la question namibienne. Dans une interview à l'agence Algérie-Presse-Service, publiée lundi 28 février, le secrétaire général ajoute que *l'« affaire namibienne est une affaire bilatérale entre l'Afrique du Sud et l'ONU ».* « *Nous attendons*, ajoute-t-il, *le signal pour prendre nos responsabilités et administrer le pays.* » – *(A.F.P.)*





République fédérale d'Allemagne

M. Kohl en quête de légitimité

(*Suite de la première page.*)

On pourrait ne voir là que le choc de deux univers culturels ; mettre en regard l'image de ce que l'*establishment* ouest-allemand a de plus ordonné et de plus guindé et, selon ce que l'on veut prouver, celle des drogués du *Kurfürstendam*, des squatters de Francfort ou de jeunes protestants manifestant pour la paix. On pourrait s'en tenir à l'analyse que faisait M. Kohl, en octobre, dans une petite ville d'eau bavaroise, devant un public de curistes retraités : il s'en prenait en substance aux jeunes gens turbulents qui ne veulent plus travailler, qui ne veulent plus faire leur service militaire, qui sont prêts à brader la sécurité de leur pays, enfants gâtés d'une société que les aînés ont reconstruite pour eux à la sueur de leur front. Mais le malaise allemand ne se résume pas à un conflit de générations, et les groupuscules de jeunes marginaux n'ont jamais, que l'on sache, fait trembler le Pentagone.

Le mouvement écologiste, le mouvement pour la paix surtout ne seraient rien s'ils ne contaminaient la société allemande tout entière. Des comités pour la paix se sont constitués dans presque toutes les institutions. L'un des deux grands partis qui briguent le pouvoir semble leur faire écho. Les syndicats, ennemis jurés des Verts, fournissent des militants au pacifisme. La hiérarchie catholique elle-même, bastion du conservatisme, a finalement considéré qu'elle ne pouvait plus rester absente du débat.

La majorité des Allemands, c'est clair, sont hostiles aux missiles. Cela ne veut pas dire qu'ils voteront pour les Verts, cela ne veut pas dire qu'ils souhaitent quitter l'OTAN, ni que l'Allemagne est en train de « choisir son camp », ni qu'elle prépare une nouvelle version du pacte germano-soviétique. Mais cela veut dire que les nouveaux dirigeants, quels qu'ils soient, ne seront pas quittes avec le mouvement pour la paix en en faisant une caricature grossièrement réductrice.

Les Verts, les pacifistes ont, sur les contestataires étudiants de la fin des années 60, l'insigne avantage de parler un langage que l'on peut comprendre sans avoir besoin d'être diplômé. C'est celui du bon sens, du respect de la vie, de la méfiance contre tout ce qui l'altère ou qui la menace. « *Comment comprendre*, dit l'un deux, *qu'on goudronne jusqu'au dernier chemin forestier alors que la forêt se meurt ? Comment comprendre qu'on canalise jusqu'à la dernière rivière alors qu'on n'en attend aucun bénéfice économique ? Comment comprendre qu'on industrialise jusqu'à la dernière exploitation agricole dans un Marché commun qui détruit les récoltes ? Comment comprendre que, par souci d'équilibre, on accumule sans limite les armes nucléaires, alors que dans d'autres domaines, social par exemple, on nous explique que les meilleures choses ont une fin ?* »

Contre les Américains surtout

Un tel discours peut-il être traduit en langage politique ? C'est ce que les Verts tentent de faire sans y parvenir, car cela impliquerait de leur part une mutation qui serait presque en elle-même un reniement ; c'est ce que le S.P.D., avec plus de prudence et plus de maîtrise, est en train de réaliser d'autant plus librement qu'il se trouve maintenant dans l'opposition.

Mais pourquoi les Allemands de l'Ouest semblent-ils, ces temps-ci, redouter davantage les armes américaines que les armes soviétiques braquées sur eux ? C'est d'abord parce qu'elles sont plus visibles et que la R.F.A. est le pays qui, en temps de paix, connaît la plus forte concentration de matériel militaire. Deux témoignages à cet égard sont édifiants, parce qu'aux deux extrémités de l'échelle sociale que l'on croirait *a priori* les plus éloignées de l'engagement pacifiste : elle, à Francfort, qui sort de prison pour avoir nourri des sympathies trop actives (trafic d'armes) avec la Fraction armée rouge ; lui, officier au ministère de la défense à Bonn. Ils commencent de la même manière. Elle, d'emblée : « *Viens, on va faire un tour. Je vais te montrer les casernes en pleine ville, comme si on était en pays occupé* »... Lui : « *Il y a dans ce pays 500 000 soldats allemands, 200 000 américains, 30 000 français et autant de belges, 60 000 britanniques. Sans parler du matériel. Ces chiffres augmentent, ainsi que le nombre des chars, au moment des grandes manœuvres du printemps et de l'automne, et le pays alors résonne du vrombissement des jets. Nous avons accepté tout cela, à cause de notre histoire ; mais il est normal que beaucoup de gens ne puissent comprendre que cela ne suffit pas.* »

La République fédérale, surtout, a pris conscience, ces deux dernières années, de ce que signifiait pour elle l'évolution de la stratégie de la dissuasion : avec les armes à moyenne portée, la guerre nucléaire peut être limitée au théâtre européen et, en tout premier lieu, à l'Allemagne. Les Pershing-2 que la R.F.A. serait seule à porter, et que Moscou semble redouter le plus, à la disposition exclusive du commandement américain en Europe, permettraient aux Etats-Unis d'attaquer l'U.R.S.S. *sans risquer de riposte sur son territoire*. De quoi faire réfléchir même les plus « atlantistes ».

Enfin, les Etats-Unis ont, en deux ans, et tout particulièrement ces derniers mois, perdu la « guerre de propagande » en R.F.A. Les visites successives de MM. Haig, Reagan, Shultz et Bush, en dépit du désormais rituel passage à Berlin-Ouest, n'ont rassuré ni convaincu personne d'autre que les convaincus. Les prétendus propositions, invitations à l'U.R.S.S. ou appels aux Européens, dont le vide intérieur n'avait d'égal que la publicité qui leur était faite, ont fourni des arguments aux pacifistes plutôt qu'ils ne leur en ôtaient. Des gestes comme le renvoi de M. Rostow, représentant américain à Genève, que l'on créditait de la volonté réelle de négocier, ont achevé d'attiser la méfiance.

Un nationalisme de gauche ?

Lorsque les jeunes Allemands disent tout cela, ils sont entendus, quelles que soient les conclusions qu'en tirent, par la suite, les uns et les autres sur le plan politique. Le fait que l'on arrive maintenant à la troisième génération d'après guerre leur donne, en outre, une certaine liberté par rapport à l'histoire. Il n'ont plus la conscience malheureuse qu'avait encore la génération précédente. Ils n'ont pas, comme elle, été nourris à l'anticommunisme. Il n'ont pas, ou peu, connu la « guerre froide ». *Ils* ont enfin, pour convaincre leurs aînés, un argument de poids : « *Cette fois, vous ne pourrez pas dire que vous ne saviez pas.* »

Sont-ils, ces pacifistes, les frères jumeaux de leurs homologues suédois, belges ou hollandais ? Sont-ils nordiques, protestants, ou bien surtout allemands, et en train de s'éveiller à un « *nationalisme de gauche* » ? La question s'est posée, pas plus tard que l'année dernière. Certains des dirigeants du mouvement pour la paix, comme Volkmar Deile, secrétaire général de l'Aktion Sühnenzeiche (fer de lance du mouvement parmi les protestants), avaient, à cette époque, exprimé leurs craintes que la « question nationale » *n'en vînt à diviser le mouvement* en R.F.A. et à le séparer de ses homologues européens. Plusieurs intellectuels semblaient alors, en effet, lier leurs revendications pacifistes, en particulier celle de la création d'une zone dénucléarisée en Europe, au projet de « *soustraire les deux parties de l'Allemagne à la confrontation des deux blocs* ».

Ces positions avaient été vigoureusement dénoncées, entre autres, par M. Willy Brandt lui-même, qui rappelait que toute l'Ostpolitik est fondée sur « *la reconnaissance des réalités laissées par la seconde guerre mondiale* », c'est-à-dire la division de l'Allemagne. Il affirmait sans ambiguïté qu' « *il n'y a pas de voie spécifique allemande hors des blocs et vers la neutralité* » et que « *l'idée que l'Allemagne pourrait décider de façon isolée de son destin est une dangereuse illusion* ». Ces utopies pacifico-nationalistes n'étaient, en réalité, guère partagées que par ces quelques intellectuels. Elles ont néanmoins contribué à ce que la question nationale soit perçue à l'étranger exactement à l'inverse de la façon dont elle se pose en R.F.A.

Indifférence

La Constitution de la R.F.A. affirme l'unité de la nation allemande. Or la politique à l'Est repose sur le renoncement à cette unité dans un avenir prévisible et sur la reconnaissance de fait d'un deuxième État allemand. Qui plus est, cette « deuxième Allemagne » est progressivement sortie de la conscience des Allemands de l'Ouest, hormis pour les familles qui restent séparées... et qui vieillissent. Les jeunes n'ont plus de lien direct de l'autre côté du rideau de fer, et des études réalisées dès les années 70 ont montré l'ampleur de leur désintérêt pour *la question nationale*. N'étaient les voyages scolaires, l'idée ne leur viendrait pas d'aller visiter Weimar, Leipzig ou Iéna.

Devant cet état de choses, c'est la gauche qui a pris l'initiative de relancer le débat, pour des raisons opposées à celles dont on la soupçonne : d'une part, comme l'écrivain Günter Grass, préventivement, par crainte qu'un vide dangereux ne s'installe à la place du concept de nation ; d'autre part, par égard pour le peuple est-allemand, comme M. Günter Gauss, qui, revenant de Berlin-Est, où il avait été pendant six ans le représentant du gouvernement de R.F.A., dénonçait à son retour l'inconscience et l'indifférence qui, disait-il, peuvent avoir le même effet qu'un mur.

L'unité allemande, qui n'a, après tout, existé que pendant un siècle, pour s'être chargée de circonstances particulièrement cruelles sur la fin, a-t-elle été refoulée dans l'inconscient allemand et attend-elle son heure ? Ou bien les Allemands de l'Ouest se sont-ils trouvé une autre identité dans le sentiment, sans doute plus développé qu'ailleurs, d'appartenance à l'Europe, et tout simplement dans la loyauté à l'État fédéral ? Rien, ou presque, ne permet actuellement de pencher pour la première hypothèse.

Deux institutions cependant, liées l'une et l'autre au mouvement pour la paix, ont voulu témoigner par-dessus le rideau de fer de cette appartenance commune dont la conscience est en train de se diluer dans le reste de la population : les écrivains, qui ont organisé en décembre 1981 un colloque sur la paix avec l'Union des écrivains est-allemands ; les Églises évangéliques, qui ont publié une déclaration commune sur le désarmement. Les premiers parce que, si communauté il y a, elle est avant tout d'ordre linguistique et culturel ; les secondes, pour des *raisons* « missionnaires ». *Le* pacifisme défendu dans l'un et l'autre cas a *été* d'une extrême prudence et ne s'est pas engagé sur le terrain de la politique.

Les Verts sont moins réservés et prônent le désarmement unilatéral et la sortie de l'OTAN. Mais il suffisait d'assister au « tribunal » contre les puissances nucléaires, organisé récemment par *Petra Kelly* à Nuremberg, pour prendre la mesure de leur indifférence à la « question allemande ». Alors que la presse, au même moment, faisait abondamment état des arrestations d'Iéna, pas un mot ne fut dit du mouvement pacifiste dissident est-allemand, hormis la lecture d'un message d'un de ses représentants regrettant de ne *pouvoir venir*. Ce *pacifisme* dissident, s'il devait se développer, et bien entendu être réprimé, en R.D.A., serait en dernière analyse gênant, plus encore que ne l'a été la répression de Solidarité en Pologne. Il obligerait à revoir leurs estimations ceux qui, surtout parmi les Verts, créditent Moscou d'une volonté de désarmer.

Sans doute certains Allemands de l'Ouest, certains leaders du S.P.D. notamment, ont-ils le sentiment que l'installation des nouveaux missiles de l'OTAN rendrait plus difficile la poursuite d'une politique interallemande fructueuse. Mais la réunification d'une Allemagne pacifiste n'est décidément pas un thème d'actualité.

Le nationalisme en R.F.A. n'est plus le fait que de secteurs étroits de l'opinion de droite, ceux dont M. Zimmermann, ministre de l'intérieur (C.S.U.), cherchait à rallier les voix, en affirmant le 10 février que la « question allemande » concerne également les anciens territoires se trouvant au-delà de la frontière Oder-Neisse, ce qui a provoqué une vive riposte du gouvernement polonais et l'embarras des amis de M. Zimmermann. Quant aux « intérêts allemands » dont parle le programme des sociaux-démocrates, ce sont les intérêts de la République fédérale par rapport à l'OTAN et rien d'autre.

Les électeurs allemands se prononceront-ils en fin de compte sur la question des missiles ? Le chômage est pour beaucoup une réalité plus immédiate et plus tangible. De même que le danger de l'instabilité, voire de l'« ingouvernabilité », en raison du rapport de forces incertain entre les quatre partis qui espèrent être représentés au Bundestag. La véritable inconnue de ces élections est non pas « pour qui », mais « pour quoi » voteront-ils ?

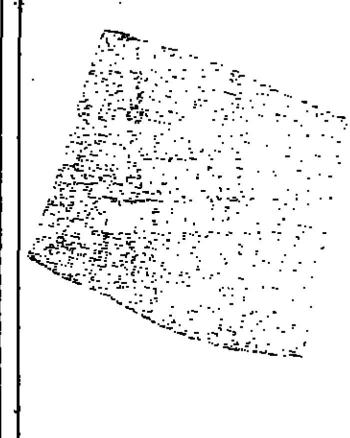
CLAIRE TRÉAN.

Prochain article :

UN PAYS QUI VEUT COMPTER







AFRIQUE

LE CONFLIT DU SAHARA

Le Polisario paraît divisé à l'égard du rapprochement algéro-marocain

De notre correspondant

Alger. — « *C'est positif, très positif* », nous disait à l'oreille un haut fonctionnaire algérien en parlant de la récente rencontre entre le président Chadli et le roi Hassan II. « *Encore trop tôt pour faire un commentaire* », disait l'ambassadeur de Mauritanie, pays où un proche du chef de l'État algérien, M. Larbi Beilkheir, secrétaire général à la présidence de la République, s'est rendu pour informer les dirigeants de Nouakchott des résultats du sommet.

La réception offerte mardi 1er mars par M. Ould Salek, responsable des relations extérieures du Front Polisario, pour le septième anniversaire da la proclamation de la République arabe sahraouie démocratique (R.A.S.D.), a fait recette... La haute silhouette du cardinal Duval émergeait des rangs compacts de diplomates venus aux nouvelles. Plusieurs ministres algériens et conseillers à la présidence de la République, des dirigeants du F.L.N., recevaient l'accolade des Sahraouis.

M. Ould Salek distribuait une nouvelle déclaration qu'il avait rédigée le jour même, légèrement différente de celle diffusée le même jour par le quotidien *El Moudjahid*. On y lit : « *Nous sommes ouverts et favorables à toute initiative qui aboutirait à l'engagement de négociations directes entre la R.A.S.D. et le Maroc pour trouver une solution pacifique au conflit qui les oppose (...). Cette disponibilité de l'Algérie ne peut pas être mal interprêtée comme le veulent certains en présentant la rencontre entre le président Chadli Bendjedid et le roi du Maroc comme étant une négociation algéro-marocaine sur le Sahara occidental (...). Le conflit étant maroco-sahraoui, le présenter autrement c'est vouloir semer la confusion, c'est se tromper sur l'Algérie, et c'est aussi une fuite en avant qui prouve l'absence d'une volonté politique réelle chez l'ennemi. C'est, en un seul mot, la preuve que la paix est loin, très loin, et que la guerre entre la R.A.S.D. et le Maroc continue.* »

Ce texte contraste quelque peu avec le discours qu'a prononcé dimanche, dans les « *territoires libérés* », M. Mohamed Abdelaziz, « *chef de l'Etat sahraoui* ». Celui-ci s'en prend d'abord à « *certains médias occidentaux qui parlent, en se référant, bien sûr, aux sources de l'ennemi, d'une rencontre hier au sommet entre le roi Hassan et le frère Chadli* ». Il attribue ce « *vacarme* » aux « *milieux spécialisés dans la guerre psychologique* ». Il appelle à la création d'un « *front révolutionnaire* » entre la R.A.S.D., l'Algérie et la Libye, « *pour résister à l'offensive systématique généralisée des Etats-Unis, de la France et de l'Arabie Saoudite* », rangés aux côtés du « *régime honni* » de Rabat.

Sans faire dans la nuance, M. Mohamed Abdelaziz poursuit : « *La politique de Mitterrand, comme celle de Giscard d'Estaing, vise un seul objectif : bâtir le Maghreb de Hassan II, de Bourguiba, le Maghreb des multinationales, des bases militaires occidentales, et donc le Maghreb du néo-colonialisme.* » Apparemment, le clan des pro-Libyens n'a pas baissé les bras au sein du Polisario. Alger s'en doutait sans doute. L'agence Algérie Presse Service avertissait dès dimanche, « *ceux qui sont incapables de faire la distinction entre les mots d'ordre et les principes* », que l'Algérie n'était pas « *disposée à recevoir des leçons en matière de lutte et de militantisme* ».

Le texte du discours de M. Abdelaziz n'est parvenu à Alger que mardi. Fait significatif : l'A.P.S. n'en avait donné dans la soirée qu'une version incomplète, où les propos les plus violents ne figurent pas.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

Zaïre

AMNESTY INTERNATIONAL DÉNONCE DE NOMBREUX CAS DE TORTURE

Dans un texte rendu public à Paris, Amnesty International affirme que « *la plupart des prisonniers politiques au Zaïre sont détenus sans inculpation ni jugement et sont souvent torturés* ». Amnesty International précise que « *des témoignages reçus parlent de personnes soupçonnées d'opposition, tuées de façon délibérée, et de prisonniers mourant de mauvais traitements, ou de manque de nourriture ou de soins médicaux* ».

L'organisation internationale déclare avoir reçu « *des témoignages récents de personnes qui disent avoir été battues, torturées à l'électricité ou violées au cours de leur détention* ». Amnesty International dit avoir appris en 1982 « *l'arrestation de plus de deux cents personnes accusées d'opposition politique, sous une forme ou sous une autre* ».

Selon Amnesty International, après avoir reçu en juillet 1981 ses représentants, le Zaïre a « *rompu le dialogue* » et « *retiré formellement* » l'invitation à la venue d'une nouvelle mission.

Sénégal

L'opposition qualifie de « mascarade » les élections du 27 février

Au Sénégal, les parti d'opposition qualifient de *« mascarade »*, *« comédie grotesque »* ou de *« fraude généralisée »* les élections présidentielles et législatives du 27 février.

Ainsi, Me Abdoulaye Wade, leader du parti démocratique sénégalais, a déclaré, dans une interview au quotidien dakarois *le Soleil* : *« Ce ne sont pas des élections, elles ne méritent même pas le nom d'élections frauduleuses. »*

De son côté, le premier secrétaire de la Ligue démocratique, *Mouvement pour le parti du travail (marxiste)*, M. Babacar Sane, espère que la Cour suprême — instance chargée du contrôle des élections — se penchera sur *« le bourrage des urnes et tous les actes de fraude généralisée qui sont survenus durant ces élections »*.

De notre correspondant

Dakar. — Le ministre de l'intérieur a rendu publics, mardi 2 mars, les *résultats définitifs, sous réserve* du jugement de la Cour suprême, des élections du 27 février.

Au scrutin présidentiel, M. Abdou Diouf l'emporte avec 83,88 % des suffrages exprimés. Il est suivi par Me Abdoulaye Wade (14,60 %) et par MM. Mamadou Dia (1,18 %), Oumar Wone (0,20 %) et Majhemouth Diop (0,14 %).

Aux législatives, le parti socialiste vient lui aussi très nettement en tête avec 79,92 % des voix. Il est suivi par le Parti démocratique sénégalais (P.D.S.) de Me Wade (13,98 %), le Rassemblement national démocratique (R.N.D.) du professeur Cheikh Anta Diop (2,62 %), le Mouvement démocratique populaire de M. Mamadou Dia (1,14 %), la Ligue démocratique de M. Boubacar Sané — et non pas de Landing Savané, *comme nous l'avons écrit par erreur* dans nos éditions de mardi — (1,12 %), le Parti de l'indépendance et du travail *(0,55 %)*, le Parti africain de l'indépendance (0,47 %) et le parti populaire sénégalais (0,20 %).

La nouvelle Assemblée nationale, qui va être formée pour moitié de députés élus au scrutin majoritaire de liste à l'échelon départemental, qui seront tous socialistes, et pour moitié de députés élus à la proportionnelle à l'échelon national, sera composée de cent onze députés membres du parti gouvernemental, de huit P.D.S., dont Me Wade, et d'un seul R.N.D., le professeur Cheikh Anta Diop lui-même. — P. B.

OCÉANIE

Australie

LES ÉLECTIONS DU 5 MARS

Les travaillistes proposent une politique de « reconciliation nationale »

Correspondance

Canberra. — A quelques jours des élections générales du 5 mars, le gouvernement conservateur de M. Malcolm Fraser semble en bien mauvaise posture. M. Fraser est au pouvoir depuis sept ans et a remporté trois élections consécutives (1975, 1977 et 1980). Mais, depuis un an, le parti travailliste a pris l'avantage dans les sondages, à la suite de la récession qui a secoué l'économie et fait grimper le chômage au taux record de 10,1 %.

Le jour où M. Fraser avait annoncé qu'il convoquait les électeurs aux urnes, le chef du parti travailliste, M. Bill Hayden, qui « passait » mal dans les médias et qui perdait de plus en plus la confiance de son parti, avait donné sa démission et cédé la place à M. Bob Hawke. Ce dernier est une des personnalités les plus populaires du pays, bien qu'il ne soit député que depuis 1980. Mais il s'est fait une réputation de négociateur de conflits sociaux pendant ses dix années à la tête de l'actu (conseil des syndicats).

Avec M. Hawke à leur tête, les travaillistes se sont envolés dans les sondages, dépassant les libéraux au pouvoir de 10 % alors qu'il ne leur faut que 1,3 % de votants en plus pour remporter les élections. Pour sa part, M. Fraser demande aux électeurs de lui donner mandat pour poursuivre sa politique de « gel » des salaires. Il affirme que la sécheresse — une des plus graves de l'histoire, — la récession mondiale et l'explosion des salaires en 1981-1982 ont réduit la compétitivité de l'Australie et qu'il faut contenir la hausse des coûts de production pour permettre une relance.

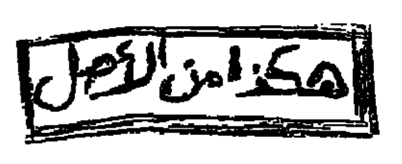
M. Hawke réplique en rappelant que, sous le gouvernement de M. Fraser, l'inflation a atteint un niveau presque double de celui des Etats-Unis et de la plupart des pays européens, que le chômage est élevé et les taux d'intérêt à un niveau record. Il propose de stimuler l'économie pour développer la croissance, et annonce un programme de 2,7 milliards de dollars australiens en réductions d'impôts, dépenses sociales et créations d'emplois. Les travaillistes ont négocié avec les syndicats un accord sur les prix et les revenus qui, selon lui permettra de contenir le coût de la main-d'œuvre, en échange d'une modération des prix dans les secteurs stratégiques.

Les deux premières semaines de campagne ont été marquées par un cafouillage du gouvernement, incapable de mener le débat sur son propre terrain et constammment pris à contre-pied par les attaques travaillistes ou par les fuites dans la presse à propos de la médiocrité de ses performances. M. Fraser s'est même vu critiquer unanimement par ses collègues, les médias et les banques pour avoir lancé une attaque contre la politique monétaire travailliste, affirmant qu'en cas de changement de gouvernement les économies des Australiens seraient plus en sécurité sous leur matelas que dans les banques. La campagne gouvernementale est donc essentiellement négative, tentant de faire peur aux électeurs sur les conséquences d'une victoire de l'opposition.

Une telle approche, semble-t-il, impressionne d'autant moins les électeurs que M. Hawke s'est montré brillant et a jusqu'à présent évité les gaffes. C'est pourquoi, en dernier ressort, le gouvernement insiste désormais sur ses réalisations, en particulier sur les réductions d'impôt, la hausse des dépenses sociales et les mesures de stimulation de l'économie annoncées dans le budget en août dernier.

Les travaillistes n'ont besoin que de onze sièges pour gagner ; or il semble qu'ils pourraient en remporter une quinzaine. D'autant que l'on voit mal comment le gouvernement pourrait rattraper son retard sur le parti travailliste, surtout après sept ans sous M. Fraser, dont l'équipe apparaît usée. M. Hawke profite enfin de la morosité d'une population frappée par les pertes en vies humaines et en biens à cause des récents feux de brousse, et qui souhaite un consensus pour proposer une politique de « *réconciliation nationale* ».

ANNE SUMMERS.



PROCHE-ORIENT

Iran

APRÈS LA PUBLICATION D'UN RAPPORT SUR LA RÉPRESSION

Téhéran a accepté de recevoir un délégué des Nations unies

Le premier rapport des Nations unies sur la situation des droits de l'homme en Iran fait état de sombres statistiques en matière d'exécutions et de tortures, mais s'accompagne d'un démenti du gouvernement de Téhéran, qui affirme que le rapport est le *fruit d'une campagne de propagande occidentale.*

Toutefois, l'Iran a finalement accepté de recevoir un *délégué* des Nations unies pour discuter des questions relatives aux droits de l'homme, a annoncé mardi 1er mars, à Genève, la commission des droits de l'homme de l'ONU. Le représentant, *qui n'a pas encore été désigné*, pourrait se rendre en Iran dans la première quinzaine de mars.

Le *document* de soixante pages, préparé pour la réunion de la commission des droits de l'homme de l'ONU, déclare qu'il existe des preuves de nombreuses exécutions sommaires ou arbitraires, et de nombreux cas de torture. Il fait état d'allégations selon lesquelles des femmes et des enfants auraient été exécutés, et mentionne aussi, spécifiquement, des persécutions contre *les membres de la minorité religieuse* bahaie.

Le rapport cite longuement une lettre du dirigeant iranien en exil, M. Radjavi, d'après laquelle quelque cinquante mille prisonniers politiques étaient détenus dans les prisons iraniennes en septembre et un total de vingt mille personnes avaient été *exécutées*, la plupart à cause de leurs opinions.

Néanmoins, à en croire Radio-Téhéran dans ses émissions de lundi 28 février, plus de huit mille prisonniers ont été récemment libérés en Iran, en application du dernier décret d'amnistie de l'imam Khomeiny.

Le sort du Toudeh

D'autre part, trois semaines après l'arrestation à Téhéran des cadres *dirigeants du Toudeh – le parti communiste iranien* – les autorités de la République islamique ne semblent pas avoir tranché la question des chefs d'inculpation à retenir contre eux. *Espionnage ou subversion ?* la question paraît toujours posée pour les différents responsables politiques iraniens, qui gardent ainsi ouvertes toutes les options quant au sort qui sera réservé aux dirigeants communistes. Signe du refus de certaines fractions du pouvoir iranien de se lancer dans une nouvelle « chasse aux sorcières », on affirmait ces derniers jours de sources sûres que Mme Maryam Firouzi, épouse du secrétaire général du parti Nouredine Kianouri et elle-même membre du comité central, *aurait été relâchée*, ainsi que plusieurs autres personnes parmi la trentaine, arrêtées le 5 février au cours d'une réunion dans un *appartement* de Téhéran. L'*une d'elles serait* Eshan Tabari, l'idéologue du Toudeh, connu pour sa très grande culture. Il aurait été placé en résidence surveillée à son domicile en raison de graves problèmes de santé, selon les mêmes sources.

Aucune déclaration officielle n'est venue confirmer ces informations, pas plus que les rumeurs sur l'arrestation de M. Farrokh Negahdar, l'un des dirigeants des Fedayine majoritaires, organisation très proche du Toudeh. Le nombre des arrestations, une trentaine dans un premier temps, selon différentes sources, n'a jamais été *communiqué par le pouvoir judiciaire* mais il ne semble pas qu'elles aient été suivies de beaucoup d'autres. *« Après l'arrestation des cadres dirigeants, le Toudeh est décapité, il est inutile d'arrêter des membres subalternes »*, confiait récemment à l'A.F.P. un des responsables des gardiens de la révolution de Chiraz, au sud de l'Iran. – *(A.F.P., A.P.)*

La Syrie soutient que l'installation de SAM-5 sur son territoire constitue une mesure défensive

Les déclarations de MM. Carl *Weinberger et George Shultz sur* l'installation de missiles anti-aériens SAM-5 en Syrie, jugée *« très préoccupante »* à la fois pour les Etats-Unis et Israël, ont suscité des réac*tions indignées à Moscou et à Damas (le Monde* du 2 mars). La presse syrienne estime que les déclarations américaines constituent un encouragement à Israël d'attaquer la Syrie. *Citant les journaux israéliens, le quotidien Al-Saoura* soutient que le nouveau ministre de la défense, M. Moshe Arens, *« prépare un coup militaire contre la Syrie avec l'appui et l'encouragement des Etats-Unis »*. Une source autorisée a affirmé, pour sa part, que l'installation de SAM-5 a été dictée par des conséquences défensives *« devant les menaces américaines et israéliennes croissantes proférées à l'encontre de la Syrie »*.

Quant à l'agence Tass, elle juge *« étrange »* que les Etats-Unis considèrent ces mesures défensives comme préoccupantes alors que *« les bombardements israéliens de capitales arabes et l'expansion de bases américaines au Proche-Orient »* sont qualifiées de *« mesures stabilisatrices »*.

Par ailleurs, les négociations libano-israéliennes, qui se sont poursuivies le mardi 1er mars à Khalde, paraissent marquer le pas. A en croire une source proche de la délégation libanaise, le gouvernement de Jérusalem aurait raidi ses positions, en rejetant notamment de nouvelles propositions présentées par le médiateur américain, M. Philip Habib.

Ce dernier devait rencontrer ce mercredi 2 mars au Caire, l'ancien président Jimmy Carter, avant d'être reçu par le chef de l'Etat égyptien, M. Hosni Moubarak. M. Carter commence une *« tournée d'information privée »* de dix-sept jours au Proche-Orient. Après l'Egypte, il visitera Israël, la Jordanie, l'Arabie Saoudite et la Syrie.

Dans une interview accordée au magazine *Penthouse*, M. Carter avait déclaré qu'il *« envisageait la possibilité »* de rencontrer M. Yasser Arafat *« ne me sentant lié par aucun serment ou engagement »*. Cependant, à la suite d'un entretien de deux heures qu'il a eu lundi avec le secrétaire d'État George Shultz, M. Carter a *déclaré*, à son *arrivée au Caire*, qu'il ne rencontrera pas M. Arafat aussi longtemps que l'O.L.P. n'aura pas reconnu explicitement le droit d'Israël à l'existence ainsi que la résolution 242 du Conseil de sécurité. Il a ajouté qu'il s'entretiendrait avec d'autres dirigeants palestiniens en Egypte, en Syrie et en Jordanie.

En attendant, l'agitation se poursuit en Cisjordanie. Des colons de l'implantation juive d'Eilon-Moreh sont entrés mardi dans la cour d'un lycée à Naplouse, où ils ont tiré en l'air avant de se retirer. Les assaillants, selon une source palestinienne, ont déclaré que leur action était destinée à mettre en garde les lycéens contre les attaques renouvelées de véhicules israéliens. D'autre part, une maison située près du Mur des lamentations, dans le quartier arabe de Jérusalem, a été détruite, mardi, par des bulldozers israéliens.

Les éditorialistes de deux quotidiens israéliens, *Haaretz* et *Maariv*, ont condamné les auteurs des récents attentats dirigés contre la population arabe d'Hébron, en Cisjordanie. *« Par de tels agissements*, écrit *Maariv, les colons juifs risquent de créer une telle hostilité dans la population arabe qu'ils ne pourraient plus circuler librement. »* *Haaretz* exige, de son côté, que *« les autorités militaires mettent immédiatement fin à l'anarchie causée par les colons »*. L'éditorialiste affirme que *« le gouvernement doit veiller à ce que la loi soit le même pour les deux peuples, juif et arabe »*. (A.F.P.-Reuter-U.P.I.)

ASIE

Chine

EN RÉPONSE AUX PROPOSITIONS INDOCHINOISES

Pékin publie son plan de paix pour le Cambodge

Alors que Pékin vient de rendre public, en réponse aux récentes propositions indochinoises et à la veille de la réunion des pays non alignés, son « plan de paix » pour le Cambodge, le Vietnam s'apprête à demander à cette réunion que le siège du Cambodge – vacant depuis la conférence de La Havane en 1979 – soit attribué au régime pro-vietnamien de Phnom-Penh. De son côté, Singapour, membre de l'ASEAN, fait circuler actuellement un document demandant que les non-alignés condamnent l'intervention militaire étrangère au Cambodge et en Afghanistan et met en garde contre toute dérive pro-soviétique du mouvement, qui risquerait de l'enfoncer *« dans le bourbier dans lequel il a été conduit »*. Enfin, selon notre envoyé spécial à Djakarta, l'Indonésie n'a pas l'intention de se retirer du mouvement au cas où elle n'obtiendrait pas gain de cause sur le Cambodge.

De notre correspondant

Pékin. – Le ministère chinois des affaires étrangères a rendu public, mardi 1er mars, un projet de règlement en cinq points de la question cambodgienne. Ce plan lie la normalisation des relations sino-vietnamiennes à une solution de ce problème. Pour l'essentiel, les propositions chinoises étaient déjà connues. Il est très vraisemblable qu'elles ont été communiquées aux Soviétiques, en octobre dernier, lors de la reprise des consultations entre Moscou et Pékin. Leur publication *leur confère désormais un caractère* officiel.

Le plan chinois fait du *« retrait sans conditions »* des troupes vietnamiennes du Cambodge la clé de toute solution politique.

Pour ce qui est de la normalisation des rapports sino-vietnamiens, Pékin suggère qu'elle pourra s'engager après le départ d'un premier contingent de soldats, Hanoï ayant préalablement affirmé son intention de se dégager complètement sur le plan militaire du Cambodge. L'avenir de ce pays ne pourra, en revanche, être décidé *« par le peuple cambodgien lui-même »* qu'une fois tout le corps expéditionnaire vietnamien parti.

Pékin reconnaissant le droit à l'autodétermination des Cambodgiens, il ne préjuge ni la forme de gouvernement ni le système social que ceux-ci seraient libres de se donner. La Chine confirme cependant qu'elle souhaite voir naître un Cambodge *« indépendant, pacifique, neutre et non aligné »*, et qu'elle est prête à s'associer à *« d'autres pays »* pour *« ne s'ingérer d'aucune manière dans les affaires intérieures du Cambodge »*. Dans le même esprit, Pékin donne son aval à ce que d'éventuelles élections organisées après le départ des Vietnamiens soient supervisées par les Nations unies. Avant d'en arriver là, Pékin demande que l'Union soviétique cesse son soutien à l'*« agression »* du Vietnam et se conforme aux résolutions de l'ONU.

La publication de ce plan paraît répondre au double souci de prendre date après le « sommet » indochinois de Vientiane et à la veille de l'ouverture à New-Delhi de la conférence des pays non alignés. Si, dans la forme, il dénote un certain assouplissement de Pékin, sur le fond, la position chinoise reste inchangée. La Chine accepte, certes, l'idée d'une solution politique au Cambodge, mais il n'est nullement question pour *elle de reconnaître le fait accompli* vietnamien. Elle continue aussi à refuser de faire du Vietnam un interlocuteur privilégié dans la recherche d'une solution politique au Cambodge. La Chine a qualifié de *« farce »* la proposition de *« retraits annuels »* de troupes du Cambodge lancée par Hanoï lors de la récente réunion des trois pays indochinois à Vientiane (*le Monde* du 25 février). Sans se faire d'illusions, on peut toutefois se demander si, au-delà de la rhétorique, n'est pas en train de s'ébaucher entre les adversaires une certaine convergence sur l'idée d'un dégagement militaire échelonné du Vietnam du territoire cambodgien. Tout porte, cependant, à croire que dans l'immédiat le plan chnois n'a guère de chances d'être accueilli favorablement tant à Hanoï qu'à Moscou.

MANUEL LUCBERT.

Président du Parlement

M. YE JIANYING NE SE REPRÉSENTERA PAS AUX PROCHAINES ÉLECTIONS

(De notre correspondant.)

Pékin. – Aucun ordre du jour n'a *été rendu public pour la session* du comité permanent de l'Assemblée nationale populaire réuni à Pékin depuis le 28 février. On ignore donc si la question de la présidence de ce comité, actuellement détenue par M. Ye Jianying, y sera évoquée. Rapportant des propos prêtés à M. Hu Yaobang, secrétaire général du P.C., la presse japonaise avait laissé entendre, la semaine dernière, que le vieux maréchal, âgé de quatre-vingt-cinq ans, pourrait s'effacer à l'occasion de cette session (*le Monde* du 23 février).

Le scénario du retrait de M. Ye pourrait être sensiblement différent. Le ministère des affaires étrangères a déclaré que *« M. Ye ne sera pas candidat à l'élection pour la désignation des députés à la prochaine Assemblée »*.

Dans ces conditions, la seule conclusion que l'on puisse tirer est *celle que formule le ministère lui-même* lorsqu'il déclare qu'*« il est naturel que M. Ye n'assume plus la fonction de président du prochain comité permanent »*. L'Assemblée *devrait se réunir au début de juin. D'ici* là, il n'est pas impossible que le vieux maréchal conserve formellement sa fonction, M. Peng Zhen, son premier adjoint, le remplaçant *de facto*. C'est *d'ailleurs lui qui préside l'actuelle* session du comité, M. Ye séjournant toujours apparemment dans la province de Canton, où il a l'habitude de passer une partie de l'hiver.

M. L.

Bangladesh

• OPPOSANTS LIBÉRÉS. – Vingt-sept personnalités politiques arrêtées à la suite des violences qui avaient eu lieu à Dhaka à la mi-février ont été remises en liberté mardi 1er mars. – *(Reuter.)*

La gauche cherche à éviter le débat sur l'« après-municipales »

Il reste quatre jours à la majorité pour combler *deux handicaps* : la remobilisation de l'électorat de l'opposition et l'insuffisante mobilisation de celui de la gauche.

La publication des indices économiques du mois de janvier – prix et commerce extérieur – a permis à la droite de reprendre l'offensive et a conduit la gauche à durcir son discours : celui du premier ministre, mardi soir, à Marseille était particulièrement vigoureux, comme s'il s'agissait de ressusciter par le verbe le phénomène de rejet qui avait sanctionné le septennat de M. Giscard d'Estaing. Ce durcissement comporte évidemment un risque de dérapage, contraire à la volonté affichée par M. Mauroy de préserver la « qualité » du « débat démocratique ».

Cette bataille de bilans présente l'inconvénient de reléguer au second plan celui des maires sortants. Mais il peut aider le « peuple de gauche » à se mobiliser. Si l'on en juge par le ton employé par M. Georges Marchais – *« Je lance un appel pathétique »*, a-t-il dit, – la crainte majeure de la gauche est celle d'un mouvement d'abstention au sein de son propre électorat. Chaque abstention est une voix pour la droite, a expliqué, en substance, le secrétaire général du P.C.F, qui était l'invité du « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* ». A la tentation de l'abstention, peut s'ajouter, à gauche, celle d'un vote refuge, en faveur des écologistes ou, surtout, de l'extrême gauche. M. Marchais a donc dénoncé celle-ci comme favorisant également l'opposition par sa critique du gouvernement.

Ce dernier, il est vrai, doit faire face sur plusieurs fronts à la fois. Le débat qui a été lancé, dans la mouvance socialiste, à l'initiative de MM. Cot et Maire notamment, peut, aux yeux de M. Marchais, affaiblir la gauche tout entière. *« Il n'est pas de tâche plus urgente pour nous tous que de faire barrage à la droite »*, a-t-il dit, en évoquant le comportement de *« camarades socialistes »*, déjà condamnés comme *« révisionnistes »* par le numéro deux du P.S., M. *Jean Poperen*.

Il n'est pas sûr que l'offensive de la *« deuxième gauche »* sur le terrain de la rigueur ait été opportune, pas plus que celle de M. Pierre Joxe, lancée contre *les rocardiens sur le* thème des droits de l'homme. Il n'est pas sûr non plus que la riposte de M. Poperen soit le meilleur moyen de *« faire barrage à la droite »*.

M. Marchais, en tout cas, a saisi l'occasion de donner une leçon aux socialistes, suggérant *a contrario* que l'attitude des communistes est exemplaire, et qu'on pourra difficilement leur imputer une éventuelle défaite. Au-delà de ces aspects électoraux, la querelle des indices recouvre en fait deux *débats, l'un sur* les bilans respectifs de la majorité et de l'opposition, l'autre – plus gênant pour la gauche – sur l'après-municipales. On voit bien que le premier sert à réduire le second : pourquoi ajouter à la querelle sur le présent – mobilisatrice – la crainte du lendemain, qui serait, elle, démobilisatrice ?

M. Marchais admet sans doute que la majorité, dans son ensemble, a intérêt à agir ainsi. Mais pas au point d'occulter complètement la question du devenir de la « rigueur ». Pour les communistes, toute perspective d'austérité doit être rejetée. Passer de la rigueur à l'austérité serait, en effet, à leurs yeux, passer de la politique de gauche, qu'ils soutiennent, à la politique de droite, qu'ils récusent. A bon entendeur, salut !

JEAN-MARIE COLOMBANI.

M. Mauroy dénonce « l'incompétence, l'inconstance et l'inconsistance » de l'opposition

De notre envoyé spécial

Marseille. – Après avoir rendu hommage à la « *personnalité exceptionnelle* » du maire de Marseille, « *un maire comme il y en a trop peu* », M. Mauroy a notammment déclaré : « *Depuis vingt mois, les assauts se succèdent contre Gaston Defferre. Des assauts répétés. Sans pitié. Tout est bon : le mensonge, la manipulation, la calomnie. Et voilà que tous ces discours qui appellent à la haine produisent leurs fruits empoisonnés. Voici la violence, voici les attentats ! Je veux mettre solennellement en garde contre cette perversion du débat public. Je veux dire à l'opposition qu'elle ne doit ni se tromper d'échéance ni utiliser n'importe quel moyen.*

« Nous sommes tous collectivement responsables de la qualité du débat démocratique. Le gouvernement, c'est vrai, mais l'opposition également, et j'ajouterai : les hommes des médias. Car j'ai encore pu mesurer ces derniers jours que certains organes de presse se mettent de plus en plus à ressembler à des tracts ! Deux indices économiques suffisent soudain à occuper des pages et des pages pour relancer une campagne catastrophiste, pour annoncer une fois de plus que le pays est ruiné !(...)

« Je peux accepter que les Français discutent de cet indice. Comme eux, je remarque que les prix des services ont eu tendance à dérailler, alors que les prix industriels se comportent bien. En revanche, trois Français devraient avoir la décence de se taire. Je veux parler de nos bien tristes cavaliers de l'opposition. Ils ont tellement peur que leurs compagnons de chevauchée tirent le premier qu'ils ne cessent de dégainer et de faire feu sur tout ce qui bouge. Ils vont finir par se blesser mutuellement. Et en plus on ne pourra même pas être vraiment sûr que c'est un accident ! (...)

« Moi, je vous dirai que j'aurais préféré, en devenant premier ministre, ne pas trouver une inflation de 14 % ! Cette inflation, Raymond Barre n'a pas réussi à la faire baisser, même au prix de deux millions de chômeurs. Il ne se remettra jamais du fait que la gauche fasse mieux que lui, même dans ce domaine qui était traditionnellement celui de la droite. Souvenez-vous : Poincaré, Tardieu, Pinay ! Dommage pour Raymond Barre... le plus grand économiste de France ne prendra pas sa place dans la galerie des ancêtres. (...)

« Entre 1981 et 1982, notre inflation a diminué de 4 points, alors qu'elle n'a baissé que de 2 points chez nos huit principaux partenaires commerciaux. L'élément-clé, c'est le différentiel d'inflation, c'est-à-dire la différence entre le rythme de hausse des prix chez nous et chez nos partenaires. Ce différentiel est trop important. Là est l'une des plus graves faiblesses de l'économie française. Là est le résultat de la politique de Valéry Giscard d'Estaing, de Barre et de Chirac !

« Le différentiel d'inflation diminue depuis que la gauche conduit l'économie française. Avec l'Allemagne, notre différentiel a diminué encore plus nettement puisqu'il a baissé de 2,6 points. Bien sûr, l'écart de l'inflation entre la France et l'Allemagne demeure excessif. Mais cet héritage devrait désoler Chirac, Barre et Giscard au moins autant que le gouvernement.

« C'est comme pour le commerce extérieur. Ce déficit est préoccupant. Mais ce n'est pas un phénomène apparu en mai 1981 ! En 1980, le déficit du commerce extérieur était déjà en francs 1982 de 71 milliards. Les deux tiers de notre déficit, nous les devons à Giscard et à Barre. (...) *L'essentiel de notre endettement, c'est à Barre et au septennat de Giscard d'Estaing que nous le devons.*

« Quand j'entends Valéry Giscard d'Estaing disserter sur les emprunts, je me dis : « Voilà un expert. » Pensez donc, c'est à lui que nous devons l'emprunt de 1973 indexé sur l'or ! Cet emprunt a rapporté six milliards et demi. Son remboursement va coûter à l'Etat dix fois plus. Au prix actuel du lingot, le remboursement est en effet de l'ordre de soixante milliards. Après une telle erreur financière, Giscard d'Estaing ne me paraît guère qualifié pour donner des leçons.

« Oui, décidément, ils ont prouvé leur incompétence. Ils l'ont prouvée hier au gouvernement et ils sont en train de la prouver à nouveau dans l'opposition. Car il faut bien dire qu'ils sont aussi mauvais dans l'opposition qu'ils l'étaient au pouvoir ! C'est l'incompétence, l'inconstance et l'inconsistance ! »

« Le chantage à la peur »

Le premier ministre a continué : *« Parfois j'entends dire que le premier ministre est trop optimiste et qu'il a bien tort parce que la situation du pays est catastrophique. Dites un peu : cela fait combien de mois, combien d'années que nous entendons cette chanson ? Sur quels thèmes s'est faite la campagne présidentielle contre François Mitterrand ? C'était déjà le chantage à la peur ! Cette tentative permanente de la droite.* (...) »

Parmi les orateurs précédant le chef du gouvernement à la tribune, M. Guy Hermier, membre du bureau politique du P.C., député de la 4e circonscription des Bouches-du-Rhône, avait notamment déclaré : *« Rien ne peut justifier que jour après jour la droite et sa presse exploitent le sentiment d'insécurité, jouent sur la peur, excitent à la haine, au racisme, à la violence. On ne dira jamais avec assez de force quelle lourde responsabilité ont prise ces apprentis sorciers en fondant pendant des mois leur campagne sur tout ce qui rabaisse, avilit, sur le mépris de l'homme. »*. Il avait aussi mis en garde contre la tentation de l'abstentionnisme qui pourrait effleurer *« certains travailleurs de gauche impatients et inquiets »*.

Pour sa part, le président du M.R.G., M. Roger-Gérard Schwartzenberg, avait ironisé sur les *« sermons »* des *« trois grâces de l'opposition »*, déclarant notamment: : *Pour ces stars-là de l'état-spectacle, s'il existait un système de récompense, il faudrait décerner à M. Chirac le césar de l'inflation, à M. Barre le césar du chômage et à M. Giscard d'Estaing le césar des inégalités sociales. »*

A. R.

Exaspération

De notre envoyé spécial

Marseille. – Venu à Marseille mardi soir 1er mars pour soutenir la liste d'union de la gauche conduite par M. Gaston Defferre, au cours d'une réunion publique rassemblant, salle Vallier, près de trois mille personnes, M. Pierre Mauroy a donné libre cours à son exaspération face aux critiques de l'opposition sur sa politique économique, après la publication des deux mauvais résultats de janvier relatifs à la hausse des prix et à la situation du commerce extérieur.

Tour à tour ironique, sarcastique, virulent, passionné, le premier ministre a tenu en cette circonstance le plus incisif des discours qu'il ait prononcé depuis qu'il dirige le gouvernement. Sans crainte d'accentuer le caractère polémique de la campagne électorale, il a stigmatisé à plusieurs reprises pendant une heure le comportement de MM. Raymond Barre, Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing qu'il juge *« aussi mauvais dans l'opposition qu'ils l'étaient au pouvoir »* et qui incarnent à ses yeux *« l'incompétence, l'inconstance et l'inconsistance »*. Se référant à nouveau au bilan de la politique conduite par ses prédécesseurs, M. Mauroy n'a pas manqué d'éléments pour étayer son plaidoyer et son réquisitoire. La qualité du débat démocratique dont le premier ministre regrette la dégradation n'y a rien gagné, mais, en répliquant sur le même registre que ses censeurs, le chef du gouvernement a le *sentiment de répondre* à l'attente des militants de gauche. Cette réaction traduit la colère d'un homme excédé qu'on ne prenne pas assez en compte les résultats positifs, selon lui, de son action et qu'on lui reproche son inclination à l'optimisme, parfois même au sein de son propre parti et du gouvernement, alors que les prédictions catastrophistes multipliées par ses adversaires ne lui paraissent pas *confirmées*. Mais la colère de M. Mauroy procède aussi d'une volonté de provoquer un sursaut chez les électeurs de gauche dont la démobilisation jouerait en faveur de l'opposition. Dans son envolée finale, le chef de la majorité a ainsi appelé la classe ouvrière à resserrer les rangs pour résister au *« chantage de la peur »*.

ALAIN ROLLAT.

AU « GRAND JURY R.T.L.-*LE MONDE* »

M. Marchais lance un appel « pathétique » à la mobilisation des forces de gauche

Invité du « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* » le mardi 1er mars, M. Georges Marchais a déclaré, au sujet des indices économiques du mois de janvier : *« A mon avis, il y a péripétie en ce qui concerne l'indice des prix, mais mauvaise santé pour ce qui concerne le déficit de notre commerce extérieur. »*

Le secrétaire général du P.C.F. a expliqué, au sujet de l'indice des prix (+ 0,9 %) : *« Il va falloir veiller au respect des engagements pris par le gouvernement pour atteindre l'objectif de 8 % à la fin de l'année. Cet objectif, nous l'atteindrons : il faut respecter l'esprit des accords de régulation, de blocage, qui ont été définis par le gouvernement avec les parties intéressées. Je pense, comme le premier ministre, qu'il s'agit effectivement d'une péripétie qui ne remet pas en cause cette chose fondamentale, à savoir que nous avons réussi, l'an dernier, à stabiliser le chômage, et que, en même temps, nous sommes parvenus à abaisser l'inflation en la ramenant à un chiffre. C'était notre objectif. De la même façon, nous atteindrons celui que nous nous sommes fixé pour 1983. »*

En revanche, a déclaré M. Marchais, les résultats du commerce extérieur (9,58 milliards de francs de déficit) témoignent de l'état dans lequel la gauche a trouvé l'économie française en 1981. *« Nous avons trouvé une France malade »*, a dit le secrétaire général du P.C.F. Il a ajouté : *« Nous payons toujours la casse de l'outil de travail français. »* M. Marchais a mis les chiffres de pertes d'emplois dans les différents secteurs industriels, de 1974 à 1981, en regard des importations correspondant à ces mêmes secteurs en 1982.

Récusant toute perspective d'austérité – *« l'austérité*, a-t-il dit, *c'est la politique de Chirac, Giscard et Barre, qui a conduit à la situation catastrohique que nous connaissons »*, – M. Marchais, *« en tant que secrétaire général d'un parti engagé dans la majorité gouvernementale »*, a déclaré : *« Il y a ce qu'on appelle l'ensemble des salaires couverts par les conventions collectives et les statuts. Nous disons que le pouvoir d'achat de ces salaires doit être maintenu. Voilà ce à quoi nous nous engageons devant les Françaises et les Français. La progression du pouvoir d'achat des familles, que nous constatons depuis deux ans, va donc se poursuivre. »*

Le secrétaire général du P.C.F. a tenu à répliquer aux affirmations du C.N.P.F., selon lesquelles les coûts salariaux seraient plus élevés en France qu'en Allemagne fédérale. *« S'il est vrai*, a-t-il dit, *que les prélèvements – impôts et prestations sociales – sont, en France, légèrement plus élevés qu'en R.F.A., il reste que les salaires sont plus élevés en R.F.A. qu'en France. Quel est le résultat d'une telle situation ? C'est que la France se trouve aujourd'hui, pour les coûts salariaux, au septième rang, notamment derrière le Benelux, l'Italie, la R.F.A., et le Danemark. Par conséquent, quand M. Gattaz affirme que nos coûts salariaux trop élevés nous empêcheraient d'exporter et seraient à l'origine du déficit de notre balance commerciale, il énonce une contre-vérité, un mensonge ! »*

Le secrétaire général a évoqué, ensuite, la mobilisation de la gauche. *« Nous voyons bien*, a-t-il déclaré, *quels sont les objectifs de la droite. Ces objectifs, elle les a clairement affirmés. Maintenant, elle essaie de se mettre un peu en sourdine, car elle s'est rendu compte de la réaction des électrices et des électeurs de gauche, face à ce qu'il ont entendu dans les programmes de Giscard, de Barre et de Chirac. La droite est inquiète, elle s'est mise un peu en sourdine pour se rabattre sur les municipalités locales.*

« Maintenant, les représentants de la droite essaient d'utiliser un indice des prix moyen et une situation de la balance commerciale dont ils sont entièrement responsables, pour tenter de redonner du tonus à leur électorat. Dans ces conditions, la gauche va serrer les rangs. C'est un véritable appel, un appel pathétique, que je lance aux forces de gauche : pas d'abstention, mais mobilisation pour une bonne mairie et, surtout, pour barrer la route aux revanchards de 1981. »

Interrogé sur le débat entre socialistes, M. Marchais a déclaré : *« Il s'agit d'une affaire qui concerne le parti socialiste, lui et personne d'autre. Il n'est donc pas du tout dans les intentions du parti communiste d'intervenir dans ce débat interne au parti socialiste. Je pose seulement une question, et je suis sûr que la réponse ira de soi. Quelle que puisse être la tendance de tel homme ou de telle femme au sein du parti socialiste, tout comme nous communistes, ils sont aujourd'hui placés devant une réalité : si nous n'obtenons pas un bon résultat face à la droite aux élections municipales, sans aucun doute, la droite va peser de tout son poids pour essayer d'infléchir la politique voulue par les Françaises et par les Français en mai et juin 1981. Autrement dit, elle va essayer de nous empêcher de tenir le cap à gauche. Et, pour cela, elle est capable de tout, d'avoir recours à tous les procédés possibles, y compris l'agitation de couches sociales. L'organisation de manifestations de rue, jusqu'au jour où elle viendra nous dire : la majorité n'a plus la majorité, il faut dissoudre l'Assemblée nationale.*

« M'adressant à mes camarades socialistes, quelle que soit leur tendance, que ce soient Rocard, Maire, Poperen, je dis aux uns et aux autres : Il n'est aujourd'hui de tâche plus urgente pour nous tous que de faire barrage à la droite, de donner la bonne argumentation, de faire un effort considérable, jusqu'au dernier jour, jusqu'à la dernière heure, pour mobiliser l'ensemble de notre électorat et faire échec à la droite. C'est le seul moyen pour, ensuite, maintenir le cap selon la volonté des Français en 1981. »

PROPOS DE CAMPAGNE

M. Barre : organiser des lignes de résistance

M. Raymond Barre a, mardi soir 1er mars, à Laval (Mayenne), *commenté les propos de M. Bérégovoy pour qui les « super-meilleurs économistes de France »* sont MM. Mauroy et Delors (*le Monde* du 2 mars). L'ancien premier ministre a déclaré que le *« meilleur super économiste socialiste »* était notamment celui qui *« était un daltonien, qui voyait les voyants de l'économie française au vert quand, hélas, ils étaient au rouge »*. Qualifiant d'autre part, M. Rocard d'*« d'Albert Simon du gouvernement »*, M. Barre a souligné : *« Nous voterons dimanche pour donner un coup d'arrêt, pour permettre à la société française de rester pluraliste, pour organiser des lignes de résistance. »* Il a ajouté : *« Si les meilleurs économistes de France sont Pierre Mauroy et Jacques Delors, c'est très bien. Mais, moi, je n'ai pas réussi à faire ce qu'ils ont fait... »*

M. Le Pors : contre quel occupant ?

M. Anicet Le Pors, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, le 1er mars, à Châlons-sur-Marne (Marne), a parlé des déclarations des dirigeants de l'opposition : *« Ils disent vouloir créer des lignes de résistance : mais contre quel occupant ? Ils veulent instituer des contre-pouvoirs : mais sur la base de quelle légitimité ? Ou ces hérauts sont fatigués, ou l'opposition divague sur une pente bien dangereuse pour la démocratie. »*

M. Giscard d'Estaing : après les micros, les urnes

M. Valéry Giscard d'Estaing, le 1er mars, à Tourcoing (Nord) : *« La vocation de l'opposition n'est pas de détruire, mais de préparer ce qui sera de meilleur pour la France de demain. »* Selon l'ancien président de la République, on a *« beaucoup abusé de l'expression la voix de la majorité de la France »*. *« Or*, a-t-il ajouté, *nous ne la connaissons pas depuis l'été 1981, sinon au travers d'interprétations parfois tendancieuses, mais demain, les micros vont se taire et ce sont les urnes qui vont parler. »*

LE M.R.A.P. S'INQUIÈTE DES RELENTS RACISTES DES PROPOS TENUS PAR CERTAINS CANDIDATS

Sans vouloir *« intervenir dans les affrontements de la bataille électorale, mais agir exclusivement dans le domaine qui est le sien »*, le M.R.A.P. (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) estime *« nécessaire »* de présenter ses options et ses positions aux candidats aux élections municipales. Ainsi, lors d'une conférence de presse, M. Albert Lévy, secrétaire général du M.R.A.P., a-t-il présenté la brochure intitulée *les Minorités ethniques, culturelles, religieuses dans la cité*, que vient d'éditer ce mouvement.

Informer et sensibiliser l'opinion publique au racisme et aux multiples aspects qu'il revêt ; organiser des structures d'accueil réservées à toutes les minorités vivant en France ; faire participer ces minorités à la vie de l'ensemble et aux responsabilités, tels sont les trois thèmes sur lesquels le M.R.A.P. entend attirer l'attention des élus de demain.

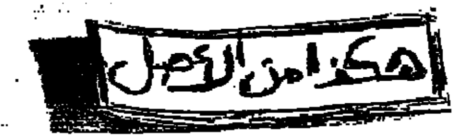
A propos des élections des 6 et 13 mars, M. Lévy a dénoncé, exemples à l'appui, *« les deux aspects nouveaux de certaines campagnes pour les municipales, dont les unes s'attachent à rendre les immigrés responsables de tous les maux, notamment l'insécurité et les carences économiques, les autres utilisant ces immigrés pour accabler le gouvernement en faisant passer celui-ci pour le « protecteur » inconditionnel de minorités « indésirables »*, et *en n'hésitant pas à taxer ceux qui nous gouvernent d'« agents à la solde de l'étranger »*.

Enfin, le M.R.A.P. a annoncé qu'une journée sur le thème « Dix heures contre le racisme » sera organisée le dimanche 20 mars, à Paris, à la veille de la Journée internationale pour l'élimination du racisme, décidée par l'ONU.

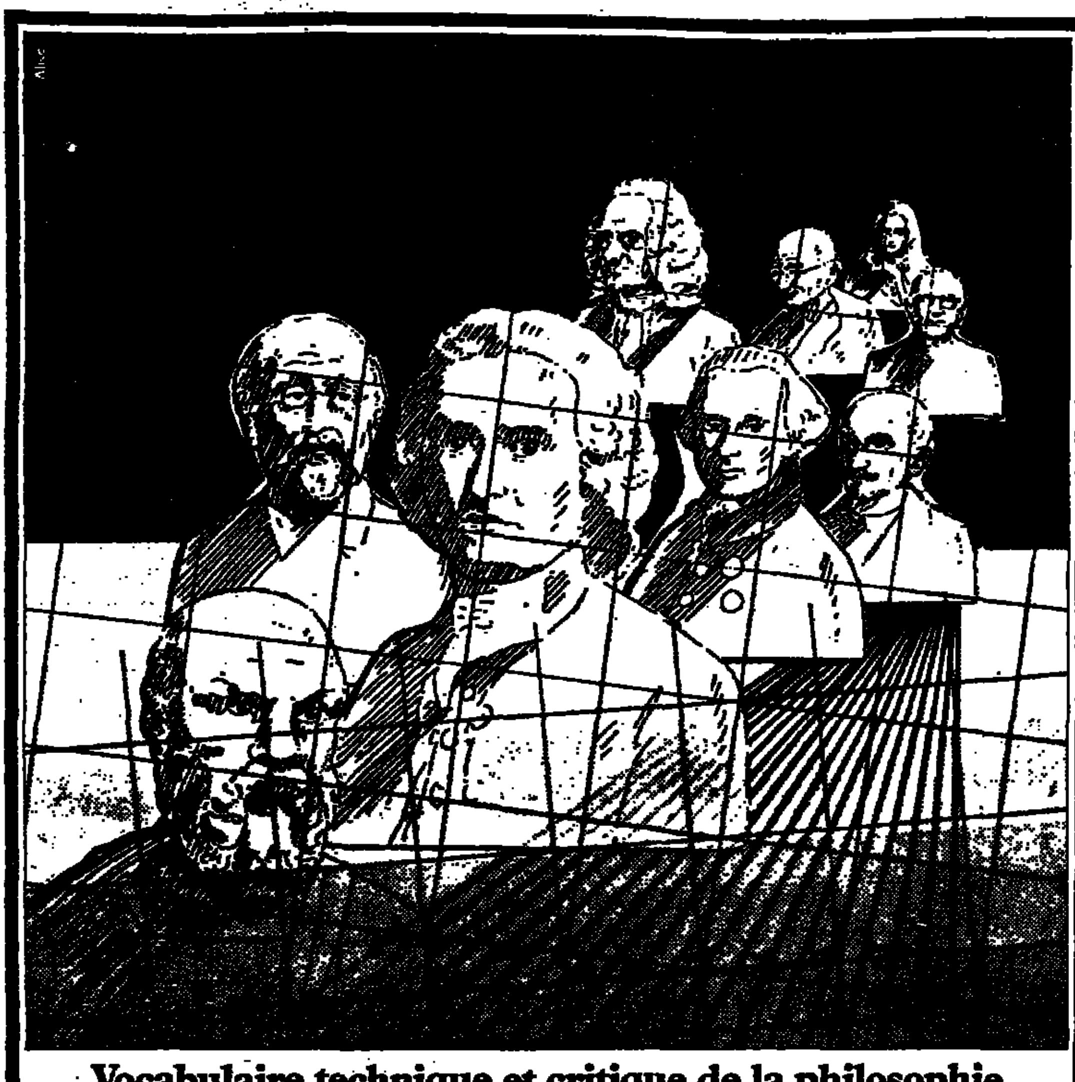
J.-M. D.-S.

(*) M.R.A.P. : 89, rue Oberkampf, 75011 Paris. Tél. : 806-88-00.





Grands dictionnaires Puf : les mots qui ouvrent le savoir.



Vocabulaire technique et critique de la philosophie

Par André Lalande et avec la collaboration de la société française de philosophie

Étudier les termes philosophiques dont le sens présente un intérêt fondamental ; présenter des définitions sémantiques propres à éclairer la signification d'un mot et à écarter autant que possible les erreurs ; donner des renseignements historiques, bibliographiques, documentaires ; affermir la valeur du langage philosophique : tels ont été les buts des auteurs du présent vocabulaire qui ont eu pour souci, enfin, d'inclure également la terminologie existentialiste et celle de la philosophie des sciences.

puf



Vocabulaire de psychopédagogie et de psychiatrie de l'enfant

Sous la direction de Robert Lafon

Ce vocabulaire n'est pas simplement le recensement de définitions, mais à partir de mots clés, le rassemblement d'articles de fond et d'exposés schématiques utilisables de façon logique, pour constituer des précis de droit, de psychologie de l'enfant et de l'adolescent, de pédagogie, d'action sociale, de psychiatrie, de psychopédagogie médico-sociale, etc. Il constitue un auxiliaire de travail pour l'étudiant comme pour le praticien. Plus de 3900 entrées.

puf

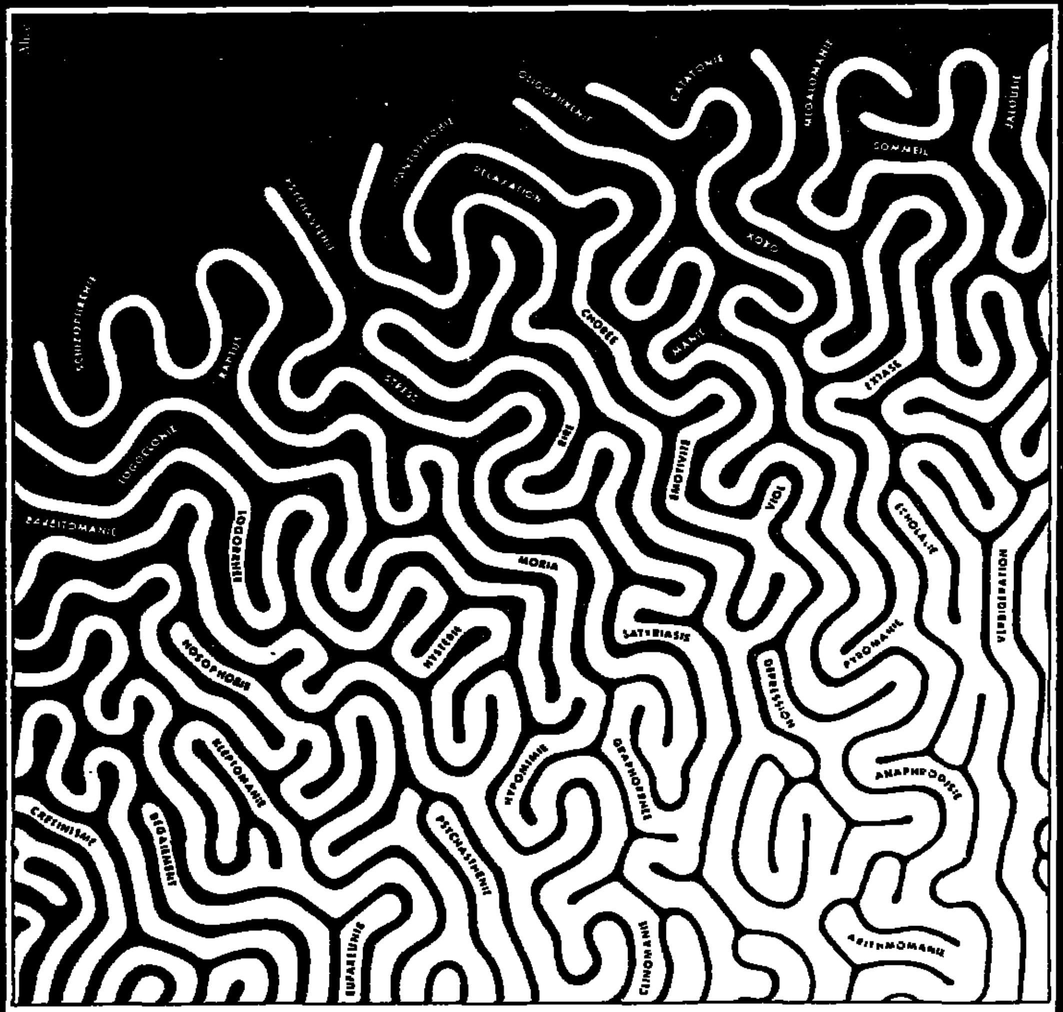


Dictionnaire de la géographie

Sous la direction de Pierre George

Puisant dans le vocabulaire de nombreuses disciplines voisines, la géographie avait besoin d'un dictionnaire bien à elle. La pédagogie de la géographie repose sur un langage et sur un patrimoine de définitions, fruit de longues discussions, d'accords et de conventions. C'est ce patrimoine dont le présent dictionnaire fait l'inventaire. Plus qu'un simple instrument de référence, il constitue une introduction épistémologique et méthodologique à l'étude de la géographie. Plus de 3000 entrées, 57 illustrations.

puf



Manuel alphabétique de psychiatrie.

Par Antoine Porot

Parmi les difficultés que doit résoudre la psychiatrie, la maîtrise du champ notionnel constitue sans nul doute le premier défi. Dans cette perspective, le manuel alphabétique est le meilleur des outils. Loin d'une fausse recherche de l'objectivité, cet ouvrage présente une géologie des stratifications historiques et critiques du langage de la psychiatrie. Ce dictionnaire donne immédiatement le renseignement cherché, l'appartenance clinique ou doctrinale de ce terme, sa signification et les données d'ordre pratique qui en découlent.

puf

POLITIQUE

LA CAMPAGNE A PARIS

MM. JOSPIN, ESTIER ET DELANOË DANS LE XVIIIe

Les concierges sont-elles de gauche ?

Les concierges du dix-huitième arrondissement sont-elles de gauche ? Les instituts de sondage et les politologues n'ont pas encore répondu à cette question. Dommage ! La réponse aurait intéressé les trois locataires socialistes des circonscriptions législatives de cet arrondissement de *Paris élus en juin 1981* MM. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S. ; Bertrand Dalanoë, *porte-parole* du P.S., et Claude Estier, porte-parole du groupe socialiste de l'Assemblée nationale.

Il fallait voir M. Jospin dans la loge plus étriquée que nature *d'une concierge* de la Chapelle-Goutte-d'Or ! Gêné, le premier secrétaire du P.S., gêné mais pas mécontent. Mme la concierge, boulotte pipelette qui, chaque jour, si l'on en croit la réputation qui lui est faite, trotte de la rue Marx-Dormoy à la rue de la Chapelle, expliquait que les journaux électoraux de l'opposition elle les distribue dans l'immeuble ou elle ne les distribue pas, c'est selon. *« Le premier gauche », « le deuxième droite »* et *« la troisième porte en face »* seront privés de littérature électorale : *« Ceux-ci,* dit-elle, *ne sont pas avec moi. »* En revanche, l'artiste du quatrième, celle qui traite M. Raymond Barre d'*« éléphant »*, sera servie. Avec elle, il n'y a aucun risque d'intoxication.

Gêné, le premier secrétaire, mais pas mécontent de cette petite leçon de sociologie locative. Il faudrait avoir les concierges dans sa poche. Car les concierges, c'est bien connu, ça *bavarde, ça colporte, ça amplifie* plus que le commun des électeurs. M. Bertrand Delanoë, dans *le quartier* Clignancourt, *aurait* besoin de leur aide. Il rame à contre-courant d'une population *qui a peur des* Arabes et *des* Noirs, de tous ces étrangers qui ont envahi le bas de Montmartre : *marchands* à la sauvette, joueurs de bonneteau, drogués et pourvoyeurs, prostitués des deux *sexes,* voyous en tout genre ; comme si ces gens venus d'ailleurs n'étaient que ça.

Tous les électeurs *socialistes* n'échappent pas au racisme ambiant. *« Moi, je suis prêt à passer mon brevet de pilote et je les raccompagne dans leur pays »*, dit l'un d'eux, dans l'arrière-salle d'un bistrot de la rue Clignancourt, où M. Delanoë, une fois par mois, organise une réunion sur la sécurité, en compagnie du commissaire ou d'un policier de haut rang.

La peur persiste malgré les effectifs de police supplémentaires obtenus par la gauche pour ce quartier, malgré le rôle dissuasif des rondes répétées de C.R.S., les cent soixante-seize saisies de marchandises effectuées sur les boulevards, au détriment des vendeurs à la sauvette, la raréfaction des « cuisines » de drogue dans *les toilettes de plusieurs bistrots* pilotes.

La peur persiste parce que le voisin de la voisine a entendu dire que la voisine du voisin a été agressée dans la rue en plein *après-midi et qu'il donne la nouvelle* comme sûre et certaine. La peur persiste parce que l'on *raconte dix fois, cent fois la* même histoire, comme si c'en était une autre. La peur persiste parce que l'*opposition* exploite à fond le thème de l'insécurité. *« On a été envahis par les Allemands ; maintenant, on est envahis par les voyous. Et des voyous même pas français »*, dit un commerçant, lui aussi électeur socialiste.

Fragile

M. Delanoë, pourtant, rassure. *Il habite le quartier. On le rencontre* quand il va porter son linge à la laverie, mais, lui reproche-t-on gentiment, *« vous êtes toujours pressé »*. Il rassure un peu parce que M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat *chargé de la sécurité* publique, est venu dans le dix-huitième arrondissement et qu'il a *annoncé un peu plus tard l'installation* d'un commissariat de police rue de Clignancourt. Il y en aura *un autre place des Abbesses.* Là, c'est le domaine de M. Claude Estier.

Peut-être le commissariat des Abbesses aurait-il un effet dissuasif sur le trafic de la drogue — la *violence va parfois de pair — qui* gravite autour des travestis de la rue Houdon, dans la remontée du *boulevard de Clichy.* Il y a là une école primaire, dont les élèves, quand on leur demande de raconter *la vie du quartier, ne parlent* pratiquement que de ces prostitués un peu bizarres. Une petite fille de cinq ans a été agressée la semaine dernière, à la sortie de l'école, par un client. Sans raison apparente.

Insécurité : l'opposition a trouvé un bon filon, il faut donc en parler, d'autant que les trois députés de la gauche agissent et dénoncent l'inaction de la droite, qui tenait le haut du pavé jusqu'en 1981.

Mais il existe bien d'autres problèmes dans cet arrondissement, que *MM. Jospin, Delanoë* et Estier disent « délaissé » par la mairie de Paris. Il y manque des *crèches et des maternelles ;* il y manque des H.L.M., et on a milité pour le plan de réhabilitation de la Goutte-d'Or. M. Jospin assure que les quelques demandes de logement qu'il a pu satisfaire l'ont été sans l'aide de la mairie. Il y manquait un moyen de transport capable de desservir la butte Montmartre, et pas seulement le tour de la Butte. C'est fait : la R.A.T.P. a installé des mini-bus, et grâce à qui ? Grâce à moi, dit M. Delanoë.

Pour la gauche, l'arrondissement est fragile. Sur le total des trois circonscriptions, les socialistes l'ont emporté au second tour avec 52,70 % des suffrages exprimés, portés par la vague de juin 1981. La circonscription la plus précaire, celle de M. Claude Estier, *élu avec 50,71 %* des suffrages exprimés, est aussi la plus peuplée. Dès lors, les socialistes *se sont efforcés de ratisser large.*

Leur liste d'union rassemble notamment — outre les communistes et leur *chef de file* M. Louis Baillot, ancien député — un radical de gauche, M. Jean-Pierre *Thomas ; un gaulliste de gauche,* M. Jean-Louis Delecourt ; un P.S.U., M. Christian Stepanian ; *un socialiste d'origine algérienne,* M. Amzal Malek ; la présidente du Comité national de solidarité avec les juifs d'U.R.S.S., Mme Aviva Koutchinski ; une avocate antillaise, Mme George Pau-Langevin.

Aucune de ces candidatures n'est indifférente en regard de la composition sociologique de l'arrondissement. La présence d'un gaulliste de gauche témoigne du souci d'attirer une partie de l'électorat gaulliste de M. Joël Le Tac, ancien député, battu par M. Delanoë en 1981 et qui avait appellé à voter pour M. François Mitterrand au second tour de l'élection présidentielle, d'autant que M. Delecourt est en position d'être élu. Il est même, remarque M. Jospin, le *« seul »* vrai gaulliste susceptible de devenir — toutes listes confondues — conseiller municipal du dix-huitième arrondissement. Pourquoi ne l'a-t-il pas dit à la concierge ?

JEAN-YVES LHOMEAU.

● *M. Georges Sarre*, député socialiste de Paris, conteste les déclarations de M. Chirac sur le coût de la construction du Palais omnisports de Bercy, en disant : *« Selon l'engagement de Jacques Chirac » tout devait tenir dans l'enveloppe des 200 millions. Or, aujourd'hui, 760 millions ont été engloutis dans l'opération. M. Chirac est un falsificateur lorsqu'il annonce à Bercy un chiffre de 282 millions. La vérité est accessible à chacun : le Conseil de Paris a bel et bien inscrit 760 millions de francs au budget et il faudra ajouter des équipements intérieurs, des aménagements de voirie. Le total excédera 1 milliard de francs. Les Parisiens paieront doublement la frénésie électoraliste du maire sortant, d'abord en réglant la facture de Bercy, ensuite en supportant la pénurie d'installations sportives dans leur quartier. »*

● *M. Paul Quilès* a été débouté en référé de l'action qu'il avait engagée devant le président du tribunal de Paris contre les listes « Paris pour tous » (composées de jobertistes, de royalistes et de radicaux de gauche) présentes dans quatorze arrondissements de la capitale. Il leur reprochait d'avoir pris un sigle identique au titre du journal *Paris pour tous* qui soutient sa candidature dans le treizième. Le juge a estimé que la *« présentation des documents électoraux n'était pas de nature à provoquer une réelle confusion, les bulletins de vote et professions de foi de M. Quilès ne comportant pas ce vocable »*.

● *M. Léo Hamon*, président d'Initiative républicaine et socialiste (I.R.S.), rappelle que sa formation appartient à la majorité présidentielle, mais regrette de n'avoir pas pu participer aux listes « Majorité pour Paris », conduites par M. Quilès dans la capitale. Il assure que la pratique et la conception qui ont présidé à la confection des listes « Majorité pour Paris » l'en ont empêché.

L'I.R.S. participe donc aux listes « Paris pour Tous » en compagnie du Mouvement des démocrates de Michel Jobert, de la Nouvelle Action royaliste de M. Bertrand Renouvin, et de radicaux de gauche, notamment, M. Hamon précise toutefois : *« Les participants de ce regroupement ne sont pas d'accord sur toutes les questions, mais sur la volonté de répondre à l'appel du président de la République pour le nécessaire rassemblement. »*

● *Au Mouvement des radicaux de gauche de Paris*, un certain nombre de militants du M.R.G. de la fédération de Paris réunis à l'initiative de M. Louis Cayeux (comité du XVe) indiquent que *« les candidats se réclamant du M.R.G. et figurant sur les listes « Majorité pour Paris » (listes Quilès) n'ont pas été mandatés pour cela par la fédération de Paris du M.R.G. »*.

RECTIFICATIF. — A Paris, dans le neuvième arrondissement, M. Jacques Bravo, qui conduit la liste Majorité pour Paris, appartient au P.S. et non au P.C., comme une erreur d'impression nous l'a fait écrire dans *le Monde* du 2 mars.

Un électorat très sollicité

(Suite de la première page.)

C'est la cas à Marseille, où M. Gaston Defferre peut s'inquiéter du refus de M. Roland Amsellem, l'un des principaux responsables de la communauté, de figurer de *nouveau* sur ses listes (voir *le Monde* daté 20-21 février). C'est le cas aussi, à *Toulouse*, où M. Gérard Bapt, député (P.S.), candidat da la gauche à la mairie, compte bénéficier, auprès de ces électeurs, de la sympathie que peut lui valoir son action en faveur des juifs d'Union soviétique.

A Paris, où la population des électeurs juifs est évaluée à 10 % du corps électoral, la campagne est marquée, pour ces électeurs, par une série de gestes de la part des candidats. Ce comportement est lié, pour une part, au renouveau de la vie juive, qui se manifeste, notamment, dans la capitale et dans sa banlieue, à travers l'activité des quatre radios, aujourd'hui associées deux par deux : Radio-Communauté et Judaïques F.M. d'un côté, Radio-Chalom et Radio-J de l'autre. MM. Roger Chinaud, président de la fédération parisienne de l'U.D.F., Paul Quilès, candidat de la gauche à la mairie de Paris, Jack Lang, ministre de la culture, conseiller sortant du *troisième* arrondissement, ont participé aux débats avec des journalistes organisés par *Radio-Communauté*, dont M. Jacques Chirac a été le dernier invité, mardi soir 1er mars.

La majorité parisienne présente ses candidats juifs

Du côté des socialistes, certains candidats dans des arrondissements où l'électorat juif est plus concentré qu'ailleurs, lui font une place dans leur campagne. Ainsi M. Georges Sarre dans le onzième arrondissement, a-t-il visité en compagnie du chanteur Enrico Macias, très populaire chez les « pieds-noirs », la partie du quartier Belleville située dans son secteur. Au reste, M. Sarre évoque les questions auxquelles cet électorat peut être sensible, et qui touchent, d'une part, à la sécurité, depuis les attentats antisémites d'octobre 1980 et août 1982, et, d'autre part, à des aspects culturels, tels que la place des écoles juives dans les *projets de réforme de* l'enseignement ou l'ouverture d'un musée d'art juif, qui suppose un accord entre l'Etat et la Ville.

M. Lang a parlé de ce projet dans un entretien *publié* par l'hebdomadaire *Tribune juive* (daté 21-27 janvier), en affirmant qu'il n'avait trouvé *aucun* dossier à ce sujet, lors de son arrivée au ministère de la culture, ce que son prédécesseur, *M. Jean-Philippe Lecat, et* M. Chirac ont démenti. Cet entretien de M. Lang à *Tribune juive*, *diffusé* par les militants *socialistes* dans le troisième arrondissement, a été diversement apprécié. Certains *sont sensibles* à la façon *dont* le ministre de la culture revendique sa propre judéité — tout en précisant qu'il est un juif athée — et entend donner toute leur place à la tradition et à la sensibilité juives dans la culture française. D'autre reprochent à M. Lang, de se découvrir juif, à l'approche d'une échéance électorale difficile, face à M. Jacques Dominati (U.D.F.-P.R.), membre du comité directeur de l'Alliance France-Israël, et de chercher à susciter une solidarité communautaire, qui heurte la façon dont la plupart des juifs vivent leur intégration dans la société française.

C'est la façon dont les socialistes, et surtout M. Lang, mettent ainsi en avant les aspects de la politique gouvernementale auxquels les juifs peuvent être plus sensibles que d'autres, qui a provoqué, selon M. Claude-Gérard Marcus, une réaction de *la* part des candidats juifs des listes de la majorité municipale parisienne. Député (R.P.R.) du dixième arrondissement, adjoint au maire sortant, M. Marcus a réuni seize de ses candidats, le 25 février, *pour une conférence* de presse destinée aux journaux et radios juifs, initiative relevée *comme une « première »* par l'*Agence télégraphique juive,* dans son bulletin du lendemain.

Le gouvernement a *été* vivement critiqué, au cours de cette conférence, sur deux points : la sécurité et *la* participation *communiste*. Ce second argument est largement utilisé par l'opposition, qui sait combien l'*attitude* des *dirigeants* et de la presse du P.C.F., notamment pendant la guerre du Liban, avait été ressentie *comme* injurieuse par nombre de juifs. Ces écarts de langage sur le prétendu « génocide » auquel *se serait* livrée l'armée israélienne et l'assimilation des dirigeants israéliens aux nazis expliquent, par exemple, qu'aucun représentant du parti communiste n'ait été invité aux débats de Radio-Communauté.

Les socialistes soulignent, de leur côté, que c'était M. Jacques Chirac qui avait négocié la vente d'une centrale *nucléaire* à *l'Irak*, et sous la présidence de M. Giscard d'Estaing que le terroriste Abou Daoud, responsable de *la tuerie de Munich*, avait été libéré. Ils mettent en avant l'appartenance au R.P.R. de *M. Maurice Papon, ancien ministre,* récemment inculpé au titre de son action pendant la guerre, tandis que *la diplomatie du pouvoir de gauche* a obtenu l'extradition de Bolivie de Klaus Barbie. Considéré comme responsable, avec M. Giscard d'Estaing, de l'ouverture d'un bureau de l'O.L.P. à Paris, en octobre 1975, M. Chirac a déclaré, mardi, sur Radio-Communauté, que le ministre des affaires étrangères d'alors, M. Jean Sauvagnargues, et lui-même avaient *« appris cette décision par la radio »*...

En fait, le débat sur la politique française au Proche-Orient repose plus sur des nuances que sur des différences de fond. Certes, dans *la Terre retrouvée*, mensuel reflétant les vues du parti Mapam, M. Roger Ascot, qui est aussi rédacteur en chef de *l'Arche*, souligne, dans un éditorial appelant à voter *socialiste*, que les *« divergences politiques* entre les gouvernements français et israélien *« valent tout de même mieux que l'indifférence méprisante du précédent septennat »*. Mais si les *relations culturelles* franco-israéliennes ont pris un nouveau départ, les relations économiques sont « gelées » depuis la guerre du Liban, et le Quai d'Orsay est toujours considéré comme l'instigateur d'inflexions nettement pro-arabes dans la diplomatie française, sur laquelle certains craignent que ne pèse l'emprunt contracté auprès de l'Arabie Saoudite. De sorte que la sollicitation de l'électorat juif repose plutôt sur un comportement d'ensemble, inpiré notamment par l'intelligence particulière de l'histoire et de l'esprit juifs, dont M. Mitterrand a donné les marques et qui entre en consonnance avec un réveil de la culture juive, en particulier chez les jeunes et chez les intellectuels. De ce point de vue, les milieux les plus conservateurs ont probablement une longueur de retard par rapport à la gauche, ce qui ne veut pas dire que celle-ci — fût-ce à travers une association comme Socialisme et judaïsme — mobilise, plus que l'opposition, la masse des électeurs juifs.

PATRICK JARREAU.

● *M. Jacques Abikssira* président de Siona et de la Fédération sépharade de France nous prie de préciser que, s'il apporte son soutien à *« M. Benassayag, ami personnel et candidat de la majorité dans le quatrième arrondissement, il n'a jamais été question que ce soutien soit pour la liste générale de la majorité »*, *comme* le laisse *croire* l'appel *publié* dans *le Monde* daté du 18 février.

MISE AU POINT. — M. René Billières, sénateur M.R.G. des Hautes-Pyrénées, nous demande de rétablir les propos que nous lui avons prêtés dans *le Monde* du 26 février comme suit : *« ... une politique économique et sociale adaptée aux possibilités réelles de notre pays devrait être mise en œuvre comme l'ont suggéré Edmond Maire et Michel Rocard »*. L'ancien ministre avait ajouté : *« La gauche doit devenir rigoureuse. Malgré ces réserves, tout nous sépare de la droite et nous restons à gauche »*, et non *« c'est là-dessus que nous nous séparons de la droite tout en restant à gauche »*.

D'une ville à l'autre

VAL-DE-MARNE

ALFORTVILLE. — Le maire sortant, M. Joseph Franceschi (P.S.), secrétaire d'État à la sécurité publique, se représente sans communiste sur sa liste. Pourtant, dès 1965, il avait mené une liste d'union de la gauche ; mais en 1971 l'accord n'avait pu se faire. En 1977, à nouveau, l'union avait été réalisée, et le P.C. avait eu sept élus mais pas d'adjoint. Cette fois, il demandait une augmentation de sa représentation. M. Franceschi, qui voulait diriger une liste ouverte à toutes les forces de gauche et aux personnalités locales, a été très réticent. Finalement, vendredi 25 février à 22 h 45, il proposait aux communistes neuf places de conseillers municipaux dont deux postes d'adjoint ; le P.C., jugeant cela *insufisant*, refusait, et M. Franceschi envoyait un mandataire déposer une liste sans participation du *P.C. à la préfecture*. A 23 h 30, les communistes annonçaient que finalement ils acceptaient *la* proposition du maire ; mais il était trop tard. A 23 h 54 la liste du P.C. était déposée et à 23 h 57 celle *du P.S.*

La liste de droite sera menée par M. Atdjian, non inscrit.

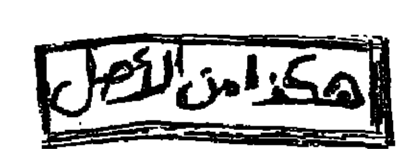
YVELINES

SAINT-CYR-L'ECOLE. — L'union de la gauche n'a pu se faire dans cette ville où le P.C., et particulièrement le maire, M. Jean Cuguen, sont solidement implantés. La municipalité sortante réunissait P.C. et P.S., mais les adjoints socialistes n'avaient pas de délégation. Faute d'obtenir de M. Cuguen une représentation « *équitable* » et la garantie de pouvoir participer à la gestion de la ville, les socialistes ont décidé de *présenter leur propre liste. Elle sera* menée par un conseiller sortant, M. Michel Filliartreau, et comprendra un adjoint *communiste* sortant, M. Christian Laroche, proche de M. Fiszbin. La liste de droite sera conduite par M. Gourgon, non inscrit, soutenu par le R.P.R. et l'U.D.F.

TIERCÉ ÉLECTORAL AU « PROGRÈS » DE LYON

Le quotidien lyonnais *le Progrès* réalise, à l'occasion des élections *municipales*, une « première » en matière de presse. Le quotidien de M. Jean-Charles Lignel propose en effet à ses lecteurs de parier sur les chances de chacun des candidats à la mairie de Lyon.

Annoncé à grand renfort de publicité, ce jeu-concours, doté de *nombreux lots,* se déroule dans la semaine précédant chaque tour de scrutin. Il est intitulé *« Tiercé électoral »*. Ce rapprochement avec le sport hippique n'est guère apprécié, semble-t-il, *par le personnel politique* lyonnais.



CHEZ LES JEUNES IMMIGRÉS DE NANTERRE

« Gutenberg » à bout de nerfs

Les jeunes de la cité de transit Gutenberg, à Nanterre (Hauts-de-Seine), réunis en association depuis février 1982, ont cru, quelques mois, au « changement ». Malgré le meurtre, le 23 octobre, par un Français, de l'un des leurs, Abdenbi Guemiah, ils acceptaient de contenir la violence des plus virulents d'entre eux, allant jusqu'à protéger la maison du meurtrier de leur ami. Ils engageaient des discussions officielles à la préfecture sur l'« insertion socio-éducative et culturelle des familles de la cité dans un logement définitif », *et cela dans un délai de douze à dix-huit mois.*

Le ton, il y a six jours, a changé : samedi dernier, tôt le matin, les jeunes d'origine maghrébine de Gutenberg ont saccagé leur propres locaux. Tâche relativement facile : les cloisons, faites d'un mauvais matériau aggloméré, n'ont guère résisté à quelques coups de couteau. Les cadres des fenêtres, en contre-plaqué, ont vite volé en éclats. « Nous, comité des résidents de la cité Gutenberg, *écrivaient-ils dans un tract le jour même,* nous avons décidé de ne plus être les animateurs de la misère. »

« Si ça explose... »

La scolarisation des plus jeunes, l'alphabétisation des plus âgés, les sports d'hiver à Chamonix, dont témoignent, au milieu des gravats, une trentaine de bonnes et solides paires de chaussures, leur auraient fait oublier l'essentiel, à leurs yeux : le relogement. Point de « volonté politique » *en ce domaine, estiment-ils, ni à la préfecture ni à la mairie : sept familles seulement ont été relogées,* « autant dire rien ». *Seuls les Guemiah, dont le fils a été tué, constatent-ils, amers, ont été relogés sur Nanterre.* « Si Mitterand leur disait, *explique Abdelkrim* ». « *Je ne veux plus de cité de transit dans les trois jours* », il n'y en aurait effectivement plus ». *Leur action* « aurait servi d'alibi » *et eux-mêmes* « d'éducateurs à la gomme, de petits bouffons ». *Un rôle qu'ils ne veulent plus jouer.*

Incontestablement, le drame de Châtenay-Malabry, le 14 février, lors duquel un policier éméché a blessé grièvement un jeune Tunisien, a avivé la colère : « Il y avait de la rage l'autre soir chez les plus jeunes », *explique Ali. Les* « nerfs » *pourraient craquer à nouveau. A la destruction de leur local pourraient succéder des actions plus violentes. Beaucoup de jeunes de Gutenberg, de quinze à dix sept ans, désormais armés, parlent des émeutes raciales de Birmingham ou de Miami. Les responsables de l'association, conscients de ces risques, veulent sortir du ghetto, de cette* « cité-marécage ». *Tout d'abord par l'information sur leur propre mouvement, afin que* « si ça explose, tout le monde ait été prévenu » ; *ensuite, par des actions spectaculaires, comme l'occupation de la préfecture ou l'arrêt du R.E.R... comme l'avaient fait les communistes, il y a quelques années. Ces jeunes, déçus de la lenteur du changement, sont décidés* « à ne pas être une fois de plus roulés ».

La préfecture des Hauts-de-Seine aura, dans les semaines à venir, fort à faire. Certains de ses fonctionnaires, pourtant, ne sont pas, semble-t-il, si convaincus de la nécessité d'un changement de politique. Ainsi, en matière d'expulsion, la directrice de la réglementation et du contentieux de la préfecture, Mme Suzanne Germond, sommait-elle récemment un jeune Marocain d'Asnières, Abdelhefid Atmane, qui avait fait l'objet d'un arrêté d'expulsion le 7 avril 1981, de quitter la France. Mme Germond, qui prévenait l'administration centrale de sa décision, estime avoir ainsi respecté les instructions reçues. C'était négliger les directives du ministère de l'intérieur : la situation de ce jeune devrait être résolue par l'administration centrale et par elle seule. L'immense majorité de ces requêtes en abrogation sont examinées par le ministère de l'intérieur avec la plus grande bienveillance — ne serait-ce que pour respecter les déclarations du candidat François Mitterrand : « C'est, en effet, une atteinte aux droits de l'homme que de séparer de leur famille et d'expulser vers une pays dont bien souvent ils ne parlent même pas la langue, des jeunes gens nés en France, qui y ont passé une partie de leur jeunesse. »

NICOLAS BEAU.

● *Le jeune Tunisien de Châtenay-Malabry* est sorti du coma lundi 1er mars, après trois semaines d'hospitalisation. Nasser M'Raidi, dix-sept ans, avait été grièvement blessé le 14 février d'une balle dans la tête par le brigadier Jean-Paul Lapeyre à la suite d'un banal contrôle de police (*le Monde* du 16 février). « *Nasser est conscient,* a déclaré son père. *Il nous a reconnus, mais ne peut toujours pas parler. Il bouge les bras et un peu les jambes, mais les médecins estiment qu'il est trop tôt pour se prononcer.* »

● *Le Conseil représentatif des Institutions juives de France* (CRIF) a exprimé, lundi 28 février, « *sa très vive émotion* » devant la tentative d'attentat commise le 26 février, au soir de la fête de Pourim, contre la communauté juive de Marseille. Le CRIF rappelle aux communautés juives « *la nécessité d'une vigilance encore accrue face à ces attaques, qui démontrent qu'un certain activisme antisémite ne désarme pas.* » Le CRIF « *veut espérer que les poseurs de bombes de Marseille seront rapidement retrouvés et jugés, de façon à dissuader tous actes criminels de cette nature* ».

MÉDECINE

APRÈS PARIS

La grève des étudiants affecte de nombreux centres hospitaliers universitaires de province

Le mouvement de grève des étudiants en médecine qui a débuté, il y a une quinzaine de jours à Paris, affecte aujourd'hui de nombreux centres hospitaliers universitaires (C.H.U.) de province parmi lesquels Lyon, Marseille, Nantes, Nancy, Limoges, Besançon, Rennes et Tours. Les étudiants s'opposent, notamment, à la création d'un examen « validant et classant » de fin de deuxième cycle (*le Monde* du 19 février).

Les deux ministères de la santé et de l'éducation ont publié, le 1er mars dans l'après-midi (nos dernières éditions datées 2 mars), un communiqué commun apportant plusieurs précisions. Il est notamment indiqué que « *contrairement à certaines allégations* », l'examen de fin de deuxième cycle ne constituera pas « *une étape éliminatoire et encore moins un* numerus clausus ». Selon les ministères, les capacités d'accueil des hôpitaux sont suffisantes pour accueillir « *la totalité des étudiants arrivant en fin de second cycle* ».

Deux cessions

Cet examen pourra comporter deux sessions « *éventualité,* estime-t-on, *qui devrait être exceptionnelle* ». En cas d'échec, les étudiants ne pourront pas accéder au troisième cycle, mais seront autorisés sans limitation à redoubler. « *Les rumeurs selon lesquelles, après plusieurs échecs, les étudiants seraient contraints à s'engager dans une autre profession sont dénuées de tout fondement. Cet examen ne sera en rien un concours déguisé.* »

Le programme de cet examen sera identique à celui des concours interrégionaux qui ouvriront la voie à l'exercice de spécialités, « *de manière à ce que tous les étudiants, qu'ils souhaitent devenir généralistes ou spécialistes, préparent ensemble ces épreuves dans le cadre de l'université* ». Ces épreuves, dont les modalités seront prochainement connues, seront destinées « *à vérifier des compétence plutôt que des connaissances* ». Elles comporteront des questions à choix multiple, des problèmes cliniques courts et des épreuves de dossier diagnostique ou thérapeutique ainsi qu'une épreuve de commentaire de texte.

Enfin, diverses précisions sont apportées concernant la période de deux ans à venir pendant laquelle cet examen prendra une forme transitoire « *adaptée à la pédagogie des diverses U.E.R. (Unités d'études et de recherche) de médecine* ».

D'autre part, une proposition de rencontre a été faite par les deux ministères aux étudiants grévistes. Cette rencontre devait avoir lieu le 2 mars dans l'après-midi.

Y ALLER OU PAS

Y aller ou ne pas y aller ? Telle est la première question qui s'est posée lors de la réunion nationale des étudiants grévistes, organisée précipitamment le 1er mars à Paris, à la Pitié-Salpêtrière, et à laquelle participaient les délégués des vingt-quatre C.H.U. (centres hospitalo-universitaires) de Paris et de province. Fallait-il aller au rendez-vous proposé par les ministères de la santé et de l'éducation nationale ? Si oui, dans quelles conditions ?

Une victoire, sans doute, que cette proposition de rencontre connue dans l'après-midi, mais une victoire trop rapide en fait, ennuyeuse, difficile à exploiter. « *Il faut s'entendre,* dit un délégué au micro, *ou on veut une ligne unitaire ou on n'en veut pas !* » C'est un fait qu'après deux semaines les responsables du mouvement de grève n'ont pas encore opté pour une position bien claire, oscillant entre une tendance dure — le refus de tout examen — et une autre, plus modérée, acceptant la discussion sur les modalités de cet examen.

Mouvement fragile aussi, où Paris craint de lasser la province avec ses hésitations et ses divergences. « *Perdre du temps, cela ne fait pas sérieux,* crie la déléguée de Besançon. *Nous sommes montés de province. Ce n'est certes pas un événement, mais quand même !* » Pour elle, un « *premier rendez-vous aux ministères, ça donne de l'espoir* ».

On rappelle les conditions des pouvoirs publics : *un délégué par* C.H.U. et trois représentants syndicaux « *observateurs muets* ». « *Attention !* rappelle quelqu'un, *le ministère propose, nous, on dispose.* »

Vers 17 heures, le principe de la rencontre est acquis à la majorité. C'est décidé, « *on va discuter avec le gouvernement. Le plus dur reste néanmoins à faire : l'élaboration d'une plate-forme commune* ».

J.-Y. N.

DÉFENSE

SANS TROP S'ÉCARTER DES BESOINS DES CORPS DE TROUPE

Les armées tentent d'affecter les appelés à proximité de leur domicile

Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, a demandé au général de division Pierre Morisot, directeur central du service national, de rapprocher le plus possible de leur domicile, lorsque aucune exigence militaire ne s'y oppose, les appelés au moment de leur affectation. Dès l'incorporation de février, l'objectif a été d'affecter, en moyenne, 19 % des recrues à moins d'une heure, par voie ferrée, de leur domicile (au lieu de 9,5 % actuellement), tandis que 19 % d'autres jeunes Français seront en garnison au-delà de six heures de voyage par la S.N.C.F. (au lieu de 30 % actuellement).

Ce problème d'une meilleure distribution géographique du contingent est délicat à résoudre. Il tient au fait que les ressources de la démographie nationale ne coïncident pas avec les besoins militaires. D'une part, le centre démographique de la France se situe entre Bourges et Orléans, alors que le centre du dispositif militaire est proche de Nancy, à 350 kilomètres vers l'est. D'autre part, les qualifications militaires, nécessaires au fonctionnement opérationnel des unités, débordent les spécialités du secteur civil, si tant est que de jeunes recrues de dix-neuf ans, en moyenne, aient eu le temps de les acquérir.

En pratique, toute affectation d'un appelé à proximité de son domicile, sans tenir compte des autres critères propres à l'intérêt des armées, reviendrait à n'incorporer personne de l'Est dans la marine et personne de l'Ouest dans l'aviation ou dans les unités d'infanterie et d'artillerie de l'armée de terre, qui y sont peu représentées. Ce problème est, du reste, spécifique de l'armée de terre, qui recrute tous les deux mois jusqu'à trente-trois mille appelés de toute origine, alors que l'armée de l'air et la marine enregistrent — du fait du volontariat — un excédent des ressources sur leurs besoins.

Le ministre de la défense a donc prescrit à la direction centrale du service national une étude détaillée, par groupes de départements, du transport ferroviaire en France et la suppression, ou l'aménagement, des contraintes qui pesaient sur les conditions d'affectation des recrues. Avec l'espoir de faire mieux correspondre répartition démographique et stationnement des unités — auquel cas des économies sont possibles dans le coût de l'acheminement des permissionnaires, — sans, pour autant, négliger les besoins prioritaires des corps de troupe.

C'est ainsi, par exemple, que la direction centrale du service national a dû tenir compte du fait que les forces françaises outre-Rhin doivent être alimentées, tous les deux mois, à raison de 6 200 à 6 300 recrues alors que la ressource démographique y est nulle, et que les forces stationnées dans l'Est requièrent 9 000 hommes avec, seulement, 6 000 appelés de la région. Dans ces conditions, il ne peut s'agir d'un simple réaménagement régional : c'est l'ensemble du territoire national qui doit se prêter au jeu.

Pour parvenir à ses fins, la direction centrale du service national a décidé de supprimer certaines contraintes. Chaque corps de troupe est, désormais, abonné à un nombre plus réduit de bureaux de recrutement. Quelques-uns de ces bureaux sont même spécialisés, comme celui de Rennes pour la marine. L'interdiction à des appelés de la région parisienne ou fils d'étrangers de se regrouper dans certaines unités, où l'on évitait autrefois de les concentrer, a été levée. Tout jeune appelé peut, aujourd'hui, demander à être affecté dans le département de son domicile, à la différence de ce qui se pratiquait précédemment et qui était réservé à des privilégiés ou aux cas sociaux.

A la direction centrale du service national, on indique que ces affectations sont aussi dictées, désormais, par des considérations géographiques liées à la fréquence et à la rapidité des lignes ferroviaires entre la garnison et la gare du chef-lieu du département de résidence. Parmi les contraintes imposées aux recrues à l'occasion du service national, l'une des plus vivement ressenties, à en croire les sondages, était l'éloignement du lieu d'affectation par rapport au domicile familial. Chaque année, les armées dépensent environ 1 milliard de francs pour rembourser la S.N.C.F.

Un service national sur mesure

(Suite de la première page.)

Pièce après pièce, dans ce puzzle de la rénovation, ou plus exactement de la « modulation », du service militaire au sein d'une armée de terre pour laquelle le pouvoir ne dissimule pas son intention d'en modifier le « format ». Un service long, de volontaires, est le prélude à la création, à terme, de forces plus permanentes et plus disponibles sans être, toutes, de métier. Une affectation plus régionalisée préfigure cette mobilisation populaire, chère aux socialistes, de défense du territoire, qui, elle, s'accommoderait plus aisément d'une réduction du service.

La machine est en route

Dans un entretien qu'il vient d'accorder à l'hebdomadaire *les Nouvelles Littéraires*, le premier secrétaire du P.S., M. Lionel Jospin, admet en réponse à une question sur le projet du service militaire de six mois : « *Le ministre de la défense cherche à changer le vécu et l'organisation du service militaire. Peut-être pas autour d'une durée de six mois précisément, mais avec un certain raccourcissement.* » La « machine » est donc en route. Le système devra naviguer entre l'écueil de la complexité administrative, dans la gestion quotidienne, et, surtout, celui des inégalités dans le sort réservé à chaque appelé, pour qu'il n'ait pas l'impression de subir un impôt injustement réparti.

Récemment encore, dans son bulletin *Correspondance Armée-Nation* de février-mars 1983, le P.C.F. a évoqué avec insistance le propos du premier ministre, l'an dernier, à l'Institut des hautes études de défense nationale, selon lequel une réorganisation du service militaire ne devrait pas conduire à la création de deux armées distinctes : l'une, de professionnels ou de volontaires ; l'autre, à base d'appelés. Sans s'opposer fermement à la perspective d'un service à durée variable, les communistes, dans leurs commentaires, soulignent qu'un appel trop large à des volontaires ouvre la voie à un « dérapage » possible et peut mettre en cause le principe d'égalité des Français devant la conscription.

Pour le gouvernement, la marge de manœuvre est étroite et le casse-tête réel. Mais qui pourrait nier que, sans un aménagement, le service militaire deviendra hors de prix pour les finances nationales au-delà des années 90 si, d'autre part, il faut renouveler complètement l'arsenal nucléaire de la dissuasion française.

JACQUES ISNARD.

JUSTICE

L'AFFAIRE ROLF DOBBERTIN

Le tarif de la liberté

Depuis le 21 février, M. Rolf Dobbertin, quarante-huit ans, physicien de son état, pourrait se promener librement dans les rues de Paris. La chambre d'accusation de Paris, présidée par M. Louis Gondre, a rendu ce jour-là un arrêt de mise en liberté sous contrôle judiciaire en sa faveur. Seul problème : la chambre d'accusation demande le versement d'une caution de 250 000 francs. M. Dobbertin ne dispose pas d'une telle somme. Pas pour l'instant.

A l'origine, M. Dobbertin est un ressortissant de la République démocratique allemande. En 1959, il quitte la R.D.A. pour passer à l'Ouest. Il devient chercheur en République fédérale d'Allemagne. Il se marie, gagne la France, s'installe. Il est attaché de recherche au C.N.R.S. Tout va bien jusqu'au 18 janvier 1979, lorsqu'un officier de renseignement de la R.D.A. passe lui aussi à l'Ouest... L'officier en question parle, documents à l'appui : M. Dobbertin répond au nom de code « Sperber » (l'Épervier), sa vocation était de transmettre des renseignements scientifiques à la R.D.A. M. Dobbertin se retrouve en prison.

Et il devient un cas. Détenu, accusé, il voit son sort dépendre tout d'abord de la Cour de sûreté de l'État. Cette cour disparaît en août 1981. Les militaires du tribunal permanent des forces armées de Paris (T.P.F.A.) le prennent en charge. Les T.P.F.A. disparaissent à leur tour. M. Dobbertin est désormais promis à la cour d'assises de Paris. Et sa détention préventive à la maison d'arrêt de la Santé se prolonge.

Ses avocats, Mᵉˢ Henri Leclerc et Yves Lachaud, demandent à nouveau qu'il soit libéré. Le parquet général prend des réquisitions en ce sens. La chambre d'accusation accepte une libération, mais contre le versement d'une caution. En matière d' « *intelligences avec une puissance étrangère* », une demande de caution est rarissime. Tout autant qu'une mise en liberté avant jugement. Mais, dans ce cas, la détention préventive se fait vraiment longue : quatre ans révolus.

M. Dobbertin cherche donc 250 000 francs. Sa famille ne sait pas comment réunir cette somme. Il n'est évidemment pas question de la demander à la... R.D.A. M. Dobbertin refuse tout contact avec l'ambassade de la R.D.A. à Paris, même s'il conserve un avocat est-allemand, Mᵉ Friedrich Wolff, qui se serait constitué pour faire le lien avec sa famille.

250 000 francs, c'est peu et c'est beaucoup. C'est, *grosso modo*, la somme que le ministère public lui reproche d'avoir perçue tout au long de ses activités présumées au profit de la R.D.A. 250 000 francs, c'est le tarif de la défiance de la chambre d'accusation à son égard.

LAURENT GREILSAMER.

APRÈS L'ATTENTAT ARMÉNIEN DE PARIS

Après l'attentat à l'explosif commis, lundi 28 février, contre l'agence de voyages française Marmara, 8, rue Boudreau à Paris (9ᵉ), spécialisée dans le tourisme en Turquie, M. Robert Bouchery, procureur de la République, a ouvert une information contre X... pour « *destruction volontaire de biens immobiliers par explosif ayant entraîné la mort, attentat contre la paix intérieure, assassinat et tentative d'assassinat* ». L'attentat, qui a provoqué la mort d'une jeune secrétaire, Renée Morin, et quatre blessés légers (*le Monde* du 2 mars), avait été revendiqué, le jour même vers 17 heures, par un correspondant anonyme se réclamant de l'Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie (ASALA). L'instruction a été confiée à M. Jean Zamponi, déjà chargé du dossier de M. Abraham Tomassian, arrêté, le 22 janvier à Paris, pour avoir jeté deux grenades dans une agence de la compagnie Turkish Airlines (*le Monde* daté 23-24 janvier).

M. Michel de La Fournière, membre du secrétariat national du parti socialiste, chargé des droits de l'homme, a protesté, mardi 1ᵉʳ mars, contre l'« *horrible attentat* ». « *La France*, a-t-il ajouté, *depuis bientôt soixante-dix ans donne asile sur son territoire aux malheureux rescapés du génocide arménien de 1915 (...). Ils doivent comprendre que leur pays d'accueil ne peut devenir un champ d'opération contre les ressortissants turcs. Le P.S. attend des représentants de la communauté arménienne une condamnation claire des actes terroristes de l'ASALA.* »

MÉCÉNAT

La mort de Florence Gould

(Suite de la première page.)

Mais trahir quoi ? Son sourire éclatant, sa voix chaleureuse, demandaient le cœur, comme on disait jadis d'une princesse aussi célèbre qu'elle et qui fut moins heureuse. Sa beauté régulière et simple, le teint pur que le maquillage n'abîmait pas, l'air de santé et d'ardeur, c'était la beauté typique des années 30, qu'elle incarnait pour ainsi dire une fois pour toutes, qu'elle a transportée dans les années 50, 60 et 70, sans qu'elle soit jamais démodée.

Dans l'appartement de l'avenue Malakoff où les déjeuners du jeudi ont réuni pendant quinze ans, entre 1945 et 1960, les écrivains et les peintres les plus disparates, personne n'entrait dans l'immense salon meublé de fauteuils Régence et de tapis persans. On s'entassait dans une sorte d'antichambre qui précédait la profonde salle à manger et où les fauteuils carrés art déco étaient recouverts de satin bleu nuit. Jean Denoel, le fidèle des fidèles, qui connaissait le monde des lettres et le monde tout court, apprivoisait les nouveaux venus. Jean Paulhan admirait Jean Dubuffet, Paul Léautaud vitupérait tout seul dans un coin. On y a vu François Mauriac, Marcel Arland, Henri Thomas, Jean Amrouche, Georges Lambrichs, Pierre Reverdy, Jules Roy. Quelquefois Elise Jouhandeau.

Ce salon littéraire, que Florence disait avoir hérité de Marie-Louise Bousquet, lui fut longtemps un royaume mais aussi une ménagerie. Les pékinois en soie floche n'en étaient pas le moindre attrait. Et, comme Mᵐᵉ Verdurin, Florence disait parfois qu'un jeudi n'était pas aussi réussi que le précédent. Jeudi, à cause de l'Académie, et de Pierre Benoit, qui fut un de ses premiers fervents.

En été, les privilégiés du moment, invités par elle, se retrouvaient à Juan-les-Pins, où, dans une villa à créneaux et mâchicoulis, en bordure de mer, Florence recommençait l'avenue Malakoff. D'autres apparaissaient, qu'on ne voyait pas à Paris. Gide, Martin du Gard, Pierre Herbart. Florence se passionnait pour les passions de chacun, pour les caprices, les querelles. Elle avouait modestement ne pas trop connaître la littérature, mais assurait bien connaître les « littérateurs ». On l'écoutait plaisanter, on apprenait ainsi la vie de cour.

Mais Jean Paulhan disait qu'il faut avoir des amis très riches et les amuser, pour leur donner l'occasion de se débarrasser un peu de leurs richesses. Il tirait Florence dans un coin : « *Florence, il me faudrait publier un très beau texte, pour lequel je n'ai pas d'éditeur. Ne voulez-vous pas en faire les frais ? Je me chargerai de l'exécution.* » Florence disait oui, payait. Il y eut quelques livres dont la couverture s'ornait d'une discrète branche fleurie au-dessus des mots : par le don de Flore ». Ou encore : « *Florence, ne voulez-vous pas nous donner les moyens de monter cette pièce. Très belle, je vous assure.* » Florence disait oui, payait, allait, en grande tenue, avec diamants, assister à la première, et éclatait de fureur : « *Ah ! Vous m'avez bien eue. Vous vous fichez de moi, c'est une idiotie.* » Mais elle se laissait très gentiment expliquer qu'elle n'y comprenait rien.

En vingt ans, on ne l'a jamais vue refuser de donner ou d'entreprendre ce que Jean Paulhan ou Jean Denoël lui suggérait. Elle a repris, à la demande du premier, le Prix des critiques ; elle a doté, à la demande du second, le prix Max Jacob, les a transformés en fondation, pour qu'ils continuent lorsqu'elle ne serait plus là. Tout ce que par ailleurs on lui doit, on ignore qu'on le lui doit, parce qu'elle n'en parlait jamais. On sait que c'est immense. Quand on voulait la remercier, lui dire qu'elle était la générosité et la bonté mêmes, elle secouait un peu la tête, murmurait : « *C'est seulement que j'essaie* »... Comme elle a murmuré, dans la nuit de lundi à mardi : « *Que c'est difficile de mourir...* ».

Elle était née Florence Lacaze, de parents français, en 1895, à San-Francisco. Américaine donc par le lieu de sa naissance et par son mariage, elle était Mrs Frank Jay Gould. Mais tout le monde l'appelait Florence. DOMINIQUE AURY.

CARNET

Naissances

— **Eric et Nadia de CHAMBURE** ont la joie d'annoncer la naissance de

Sarah,

le 16 février 1983.

Paris, 18, rue du Temple.

Mariages

— M. et Mᵐᵉ **Etienne de VILLIERS de La NOUE,**
Mᵐᵉ **Jean VIGNAL,**
sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,

Anne et Renaud,

célébré dans l'intimité le 26 février 1983.

Décès

— *Le proviseur,*
Le personnel du lycée Louis-Massignon à Abou-Dhabi,
ont le regret de faire part du décès accidentel, le 24 février 1983, de

Claude FERRE,
quarante-huit ans,
chevalier des Palmes académiques,
directeur des classes primaires.
Abou-Dhabi, le 26 février 1983.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mᵐᵉ Allegra GABAI,

survenu le 25 février 1983, à l'hôpital de l'Hôtel-Dieu, dans sa quatre-vingt-dixième année.
De la part de :
Mᵐᵉ Rebecca Gabai,
M. et Mᵐᵉ Aaron Avidov, ses enfants,
M. et Mᵐᵉ Maurice-Albert Lowy,
Mˡˡᵉ Ilana Avidov,
M. et Mᵐᵉ David Avidov, ses petits-enfants,
Et de toute la famille.
L'inhumation aura lieu au cimetière Saint-Symphorien de Tours (Indre-et-Loire), *le jeudi 3 mars*, à 14 h 15, dans la plus stricte intimité.

— Mᵐᵉ Maxime Javelli,
Mᵐᵉ et M. Albert Gues,
Mᵐᵉ et M. Jean Javelli,
Mᵐᵉ et M. Christian Celestin,
leurs enfants, parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de leur époux, père et grand-père,

Maxime JAVELLI,
sénateur honoraire
des Alpes-de-Haute-Provence,
conseiller général honoraire,
ancien maire de Riez,
président
du Syndicat d'électrification de Riez,
officier de la Légion d'honneur,
survenu le 26 février 1983, à l'âge de soixante-seize ans.
Les obsèques auront lieu à Riez (*Alpes-de-Haute-Provence*), *vendredi* 4 mars 1983, à 15 heures.

— *Mᵐᵉ veuve Lucien Lazard,*
Mᵐᵉ Pierre Lazard,
Mˡˡᵉˢ Catherine et Françoise Lazard,
M. et Mᵐᵉ Paul Chouchan
et leur fils,
Mᵐᵉ Lucille Wilmart,
Les familles Kahn, Haymann, Chagneau, Lazard, Picard et Salomon,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre LAZARD,

survenu le 1ᵉʳ mars 1983 dans sa soixante-troisième année.
L'inhumation aura lieu le jeudi 3 mars 1983, à 16 h 30, au cimetière du Père-Lachaise, porte principale.
Ni fleurs ni couronnes.
73, boulevard du Montparnasse,
75006 Paris.

— La direction et le personnel de la société Publivit ont la tristesse de faire part du décès de leur directeur général
M. Pierre LAZARD,
survenu le 1ᵉʳ mars 1983 dans sa *soixante-troisième année.*
93, faubourg Saint-Honoré,
75008 Paris.

— M. et Mᵐᵉ Michel Leroux
et leur fille,
M. et Mᵐᵉ Manuel Diez,
leurs enfants et petits-enfants,
Mᵐᵉ Régine Leroux et ses enfants,
M. et Mᵐᵉ François Leroux,
leurs enfants et leur petit-fils,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Louis, Henri LEROUX,
commandeur de la Légion d'honneur,
médecin honoraire
des hôpitaux de Paris,
leur père, grand-père et arrière-grand-père,

survenu le 28 février 1983 dans sa quatre-vingt-quatorzième année en son domicile, à Louveciennes.
La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 4 mars 1983, à 9 heures, en l'église Saint-Martin de Louveciennes.
L'inhumation aura lieu au cimetière *du Montparnasse.*
Cet avis tient lieu de faire-part.
3, allée des Nourrets,
78430 Louveciennes.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— *Le Père René Marlé s.j.,*
M. et Mᵐᵉ Jean Chanu,
leurs enfants et petits-enfants,
L'abbé Pierre Marlé,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Georges MARLÉ,
ingénieur agronome
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
survenu le 1ᵉʳ mars 1983, à Viry-Châtillon (91), dans sa quatre-vingt-treizième année.
Les obsèques auront lieu le vendredi 4 mars, à 9 h 30, en l'église Saint-Denys de Viry-Châtillon.

— Mᵐᵉ Marie-Louise Obin,
son épouse,
Gérard et Geneviève, ses enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges OBIN,
directeur secrétaire général
de l'Union foncière pour la construction
(UFIC-SIVEGI)

survenu le 28 février 1983, dans sa cinquante-huitième année, après une longue maladie.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Bagneux parisien, le vendredi 4 mars 1983, à 10 h 45.
Le présent avis tient lieu de faire-part.

« L'Ermitage », 2, allée des Tilleuls,
92330 Sceaux.

— Le directeur et le personnel de la société UFIC-SIVEGI
ont le regret de faire part du décès de
Georges OBIN,
directeur secrétaire général,
survenu le 28 février 1983.

Remerciements

— Charles et Paulette Fourniau,
Jacques et Mady Ménier,
Leurs enfants,
très touchés de la sympathie qui leur a été manifestée lors du décès de
M. Paul FOURNIAU,
prient tous ceux qui la leur ont marquée par leur présence, leur envoi de fleurs ou leurs messages de trouver ici l'expression de toute leur gratitude.

— Mᵐᵉ Louis Limouzy,
M. et Mᵐᵉ Jacques Micouleau et leur enfants,
M. Philippe Limouzy,
M. et Mᵐᵉ Christian Dours et leur fille,
Mˡˡᵉ Isabelle Limouzy,
profondément touchés des marques de *sympathie qui leur ont été témoignées* lors du décès de

M. Louis LIMOUZY,
maire de Saint-Amans-Soult (Tarn),
vice-président
de la Confédération européenne
des maires
vice-président
de la Fédération nationale des maires,
prient de trouver ici l'expression de leurs très sincères remerciements.

Messes anniversaires

— En souvenir et à la mémoire de
Marcel SAINT-JEAN,
professeur honoraire
de mathématiques spéciales,
rappelé à la maison du Père, le 7 mars 1982, une messe sera célébrée en l'église de Saint-Stanislas des Blagis, 104, avenue Gabriel-Péri, Fontenay-aux-Roses (92), le dimanche 5 mars 1983, à 10 h 30.



Le Monde

ARTS ET SPECTACLES



IONESCO PAR ROGER PLANCHON A VILLEURBANNE

Le petit homme apeuré

APRÈS six semaines de tournée en France, le spectacle de Roger Planchon-Ionesco s'installe pour un mois à Villeurbanne, au T.N.P. Il s'agit d'un montage de textes pris dans *le Voyage chez les morts* et *les Mémoires*. *« Une autobiographie théâtrale en deux parties »*, dit Roger Planchon. On pourrait dire l'auto portrait d'un homme à travers ses cauchemars. Sur scène, Ionesco est Jean Carmet.

Costume passe-partout, cravate lâche, Jean Carmet, petit homme bougon aux allures gauches, faussement paresseux, arrive devant le péristyle d'un caveau fermé, blanc, terni où dorment trois gardiens. Une femme en sarrau noir fendu sur les cuisses lave par terre, le poursuit de son balai. Une autre femme, moins acariâtre que grondeuse, en combinaison sous son manteau, lui reproche de laisser fuir la notoriété. Des cercueils sont apportés, celui d'Adamov, celui de Sartre. L'ex-ami et l'ennemi de toujours que la mort a réunis dans le même affectueux regret. Sur un autre cercueil est posé un chapeau d'académicien, hochet ridicule, signe dérisoire d'immortalité littéraire. La mort hante l'œuvre de Ionesco. Depuis longtemps, ils jouent ensemble un jeu de cache-cache inépuisable. Ionesco rattache directement à la mort toutes ses émotions, elle est le moteur de ses pensées, de ses actes. Elle est son bouc émissaire. Elle le guide au long de ses retours dans les coins obscurs où c'est l'imagination qui recompose les souvenirs. L'*« Amarcord »* de Ionesco le conduit en un pays sombre et grinçant.

Les portes du caveau s'ouvrent, les murs s'écartent, reculent, se haussent, laissent apparaître une succession de paysages désolés qui ressemblent aux dessins d'un enfant triste. (Les décors, très beaux, sont de Thierry Leproust.) Des personnages passent, s'arrêtent le temps de quelques mots, partenaires désordonnés du petit homme soucieux et railleur qui se complaît à geindre mais ne s'épargne pas, s'abandonne à la ferveur sincère de ses rêves furieux ou idylliquement roses.

Jean Carmet est là, un caillou, un morceau de roc radioactif qui appelle ou renvoie les images, petit homme comme dans les films de Chaplin, en plus concret, plus ambigu. Son côté M. Tout-le-monde rassure, mais affleurent des symptômes de bizarrerie. Un brave homme, mais trop noué autour de son idée fixe être dangereux, tout au moins dérangeant.

Jean Carmet tient la scène, tient le spectacle, en particulier dans la première partie où on a du mal à se reconnaître dans les allées et venues d'ailleurs parfaitement réglées des décors et des personnages qui doublent à partir d'un mot, des tableaux qui illustrent des bouts de phrase en contrepoint d'ironie. La seconde partie est plus grave, moins remuante. On se trouve dans un cimetière, au milieu de pierres tombales renversées sur des monticules de terre noire. Le petit homme a terminé ses fouilles dans le passé. Il s'attarde sur les gens de son enfance, père, mère, grand-mère... Il appelle, interroge. Il ne règle pas ses comptes, il cherche des tendresses qu'il a laissées échapper. Assis sur des bouteilles vides, il regarde, indifférent comme un malade au bout du rouleau, sa femme chasser les somptueuses créatures à longues jambes qui tournent autour de lui et, comme un enfant chagrin, il se réfugie dans ses bras.

Les femmes, l'alcool, l'hôpital. L'hôpital avec ses rites ésotériques, sa cruauté blanche et les relents balourds du comique corps de garde, c'est une mine pour l'inventeur du théâtre de l'absurde. Il y a, dans ces séquences, une sorte de jouissance crispée qui s'exprime en grimace, douloureuses, et Jean Carmet est bouleversant tant il donne avec précision à la fois retenue et impitoyable l'impudeur des convictions.

D'ailleurs, si la première partie tourne à la virtuosité spectaculaire (on dirait que Planchon ne sait pas se limiter), la seconde est d'une force impressionnante. Elle frappe sec et juste. Ce n'est plus seulement un monologue agrémenté de quelques répliques extérieures, les acteurs qui entourent Jean Carmet ont le loisir d'installer les scènes, de les jouer. Carmet trouve en face de lui du répondant, ce qui lui permet d'aller plus profond encore, de donner la complexité de cette angoisse primitive devant la mort, le temps enfui. Il nuance la dérive du petit homme insupportable et pathétique, se dépasse, piétine, cherche et finit humblement par dire, assommé d'impuissance *« Je ne sais pas. »*.

Jean Carmet est l'âme et la charpente du spectacle. Il atteint là une dimension supérieure, quand on pense qu'il vient de recevoir le César du second rôle, on se dit que les sarcasmes de Ionesco ne sont pas infidèles à la réalité.

COLETTE GODARD.

★ La distribution comporte principalement : Colette Dompietrini, Thérèse Quentin, Françoise Lugagne, Claude Lochy, Gérard Darrieu, Patricia Karim, Jean Leuvrais, Marc de Jonge, André Reybaz, Michèle Moretti, Rebecca Potok, Janine Berdin.

Jean Carmet : jouer comme un menteur

« *IONESCO*, dit Jean Carmet, *je ne le connaissais pas personnellement, mais j'ai su ce qui me fait rire en voyant* la Cantatrice chauve. *Quand on s'est rencontrés, on s'est découvert un lien : André Frédérique, un type extraordinaire. C'était un grand ami de Ionesco. Il s'est suicidé en 1957. Avant de se donner la mort, il m'a donné l'humour.*

» Mais je ne joue pas Ionesco. Je ne fais rien pour lui ressembler. Tous les deux, on se regarde avec pudeur. Il a écrit à la première personne, et c'est moi qui suis sur scène. Il a écrit des affaires personnelles, dont on tire un personnage, une sorte de polémiste, d'imprécateur, qui se révèle très violent et regrette que la vie n'ait pas été plus simple. Ionesco se réfugie derrière la causticité. Mais, d'abord, il a dû traverser une sentimentalité excessive. A la fin, il dit : « Je voudrais réapprendre » à rire. » Un humoriste ne rit pas. Ionesco exprime un sentiment universel, au-delà de la politique, domaine dans lequel je manque de rigueur et dans lequel se retrouve ma génération : la peur de l'autorité, le phantasme des hommes en imperméable de cuir, des silhouettes gestapistes.

» Je ne m'accroche pas à l'idée de génération. J'ai la même complicité avec Jean-Marc Thibault, que je connais depuis 1941, avec Depardieu, qui a trente-cinq ans, avec un enfant qui commence à marcher. Seulement, quand je suis arrivé à Paris de ma campagne tourangelle, je suis tombé dans le théâtre. Je n'étais pas en sabots, mais, enfin, Paris c'était l'inconnu.

» C'était pendant l'occupation. Je suis tombé aux Mathurins chez Marcel Herrand. Il jouait Sheridan, Georges Neveu, Apollinaire. J'ai connu Derain, Cocteau, Henri Jeanson... Je ne suis pas cultivé. Je ne suis pas non plus un autodidacte qui couche sur ses encyclopédies. J'écoute. Tous ces types qui ne se ressemblent pas ont une partie commune avec moi. Finalement — je me mets à parler comme Ionesco, — les familles se réinventent, les cellules restent les mêmes. J'admire les acteurs de café-théâtre : les Jugnot, Villeret, Coluche. Comme Fernand Reynaud, ils ont une vérité poétique qui fait partie d'un déchirement intime. Ionesco, en plus, est un grand auteur.

» Je ne sais pas pourquoi Planchon m'a choisi. Je me suis seulement posé la question : est-ce que je peux le faire ? Elle s'est résolue de façon quasi somnambulique. Je suis toujours un peu comme ça. Les projets me font peur. Le plan quinquennal, c'est au-dessus de ma condition. Je sais mettre le futur en équation, mais je n'applique pas, et à portée de main se trouve souvent un numéro gagnant sur lequel j'aurais pu m'investir. Cette fois il y a eu la conspiratin des pitres (Depardieu, Audiard, Georges Conchon...) qui m'ont poussé à refaire du théâtre. Certains connaissent Planchon. Et un jour, de nouveau, je me suis retrouvé à la répétition.

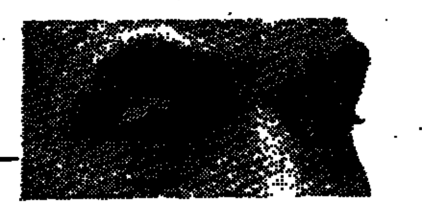
» J'ai pensé que je n'arriverais jamais à apprendre le texte. Je ne voulais pas faire le dernier monologue. Planchon, qui ne contrarie jamais personne, m'a dit : « Bon, tu vas le faire en play-back. » J'ai commencé à me dire que c'était dommage. Je l'ai travaillé pour l'enregistrer. Un jour, Planchon l'a lu avec une ponctuation différente de celle qui est sur le manuscrit. Là, j'ai compris, et je l'ai appris en quelques heures.

« Je n'ai plus mal nulle part »

» Ce n'est pas une pièce habituelle. On va trop parler de voyages... Mais, enfin, je marche. Je commence une phrase et je la finis douze mètres plus tard. Les répliques se répondent avec le poids d'un gros balancier d'horloge. Planchon m'a appris les temps. Le spectacle est construit comme une revue. J'en ai beaucoup joué, des petits rôles, dans les sketches et je m'arrangeais pour leur trouver une unité et composer un seul personnage. Ici, dans la seconde partie surtout, j'ai plusieurs possibilités d'interprétation. Je ne joue jamais la vérité, je joue comme un menteur. Je ris quand on parle de mon « réalisme ». Dans les patrons de bistro, c'est vrai, je suis à mon aise. Je suis fils de viticulteur. J'ai débouché des litres toute ma vie.

» De plus en plus souvent, j'ai des rôles de salaud et les gens me disent : continuez à nous faire rire. Peut-être que mon œil exprime autre chose. Plus un personnage est odieux, plus il faut lui donner une chance de sympathie. On prend le personnage à 80 %, on en laisse 20 % à l'imagination des spectateurs. Comme ça, ils sont en complicité avec nous. On raconte que ça marche pour moi parce que les gens s'identifient à moi. Je ne pense pas qu'ils aient envie de s'identifier à un type de 1,65 m. Je n'ai pas de complexe : je suis capable de représenter un géant sans mettre de talonnettes. J'aime les individus qui ont un défaut physique. Une fois, un journaliste m'a demandé des portraits de ma famille. J'ai envoyé des photos de bossu que j'avais trouvées aux puces en disant qu'il s'agissait de mon fils.

» Ionesco est quelqu'un à qui j'aimerais dire des choses, avec qui j'aimerais boire un coup, mais il est privé de boisson. Quand j'entre en scène, je prends un choc terrible, pire que la trouille, et je sais que j'en ai pour trois heures. Je vais vous dire une chose que je raconte à tout le monde, mais elle est très importante : à la fin, je suis heureux et je n'ai plus mal nulle part. Un jour, il faudra que je parle des comédiens et des techniciens, de leur rigueur, de leur souplesse. Ils sont vraiment bons. »



« JEAN CARMET, étonnant acteur, étonnant homme. Un peu effrayant aussi, pour moi. Il m'effraie, en effet, car il me rappelle le sentiment d'angoisse que me procurait ma propre image quand je la regardais dans la glace.

» Il est un trop grand comédien pour qu'il devienne moi-même. Mais il me joue. En me jouant, il me montre : c'est moi, c'est aussi ma caricature, me semble-t-il. Je suis entre ses mains, moi-même et un autre, il fait de moi sa marionnette. Mais surtout, malgré tout, il fait ressortir de moi non seulement ma personne, mais ce qui est essentiel chez toutes les personnes. De cette façon, il me réhumanise. De cette façon, il me justifie, en même temps qu'il m'explique, à moi, aux autres.

» Dire que c'est un grand, un très grand acteur, c'est peu et on le sait. La simplicité dans la variété, l'unique dans le multiple ou la multiplicité.

» Maurice Chevalier disait que les comédiens sont les derniers religieux de notre époque. Prendre à sa charge quelqu'un, un auteur, un personnage, assumer ses angoisses, est, en effet, le signe d'une grande générosité et d'un grand pouvoir. Et puis, apprendre un tel texte et le tenir, de bout en bout, pendant trois heures, c'est une prouesse physique dont on a du mal à croire capable un tel homme. C'est aussi un scrutateur, un analyste.

» Je connaissais un comédien qui reprenait sur scène mes tics. Quelque temps après, je me suis aperçu qu'il m'en avait débarrassé. Mais les tics qu'il me reprend, lui, ce sont les tics de mon langage et les tics de mes profondeurs. Me débarrassera-t-il de ce malaise existentiel qui s'exprime dans mes textes, et qu'il exprime avec amitié et tendresse, ironie et humour, et quelque cruauté. Déjà, je lui dois beaucoup. »

EUGÈNE IONESCO.

« L'Homme invisible », de James Whale

Le pouvoir du langage

DANS son panorama du *Cinéma américain* (PUF, 1983), Jean-Loup Bourget relève au passage l'importance qu'a souvent eue l'héritage britannique (sujets, atmosphère, comédiens) pour les rivages californiens. Avant la venue d'Alfred Hitchcock en 1940, un autre Anglais sut imprimer à une compagnie, l'Universal, alors spécialisée dans le fantastique, un ton inimitable : James Whale, qui, entre le début du parlant et la déclaration de guerre, régna en souverain sur Universal city (avec John Stahl, le prince du mélodrame).

Venu du théâtre, il porte à l'écran la pièce de R.C. Sherriff sur la guerre qui l'avait imposé à Londres, puis à Broadway, *Journey's End* (1930). En 1931, c'est le triomphe avec *Frankenstein* et son horreur gothique : il y révèle déjà un sens affiné non seulement pour le décor et le maquillage, mais surtout pour la direction d'acteur et l'emploi de la parole. Un certain William Pratt, son compatriote, y façonne, sous le nom de Boris Karloff, un robot humain à la démarche saccadée qui fit peur et sourire en même temps, mais dont restent gravés dans la mémoire les brefs hurlements gutturaux de détresse.

Avec *l'Homme invisible* (1933), adapté du roman de H.G. Wells et interprété par un autre citoyen de Sa Majesté, Claude Rains, l'horreur, impossible à localiser, naît en majeure partie, cas unique dans l'histoire du cinéma, de la parole. Une parole éminemment *british*, tour à tour doucereuse et sarcastique.

James Whale retrouve comme scénariste R.C. Sherriff, un Sherriff inspiré, mordant, moquant une lointaine Angleterre confite dans son folklore, ses pubs, sa bière Bass, ses marais menaçants. Un inconnu au visage enrobé de bandages blancs, portant lunettes noires et gants, débarque dans une auberge campagnarde. Il cherche la tranquillité, regimbe contre l'hospitalité trop attentive qu'on veut lui accorder. Chercheur en délire, il croit avoir trouvé le sérum qui va lui assurer l'invisibilité et la puissance. Agressé par la vindicte populaire, après avoir joué force tours pendables à la maréchaussée et aux villageois, il court à son destin tragique, non plus assailli par les flammes dans un moulin comme le monstre de *Frankenstein*, mais inscrivant ses pas dans la neige fraîche. Toujours invisible, il est abattu et réintègre son corps, son visage. Apparaît enfin l'acteur...

Le cinéma parlant, avec James Whale, affirme sa spécificité, l'horreur n'est plus exactement celle du cinéma muet. *L'Homme invisible* n'existerait pas, certes, sans ses prodigieux trucages, mais davantage encore sans la voix de Claude Rains. Du jour au lendemain, un acteur sans visage ni contenance devient célèbre. Il poursuivra à Hollywood une carrière exceptionnelle avec Frank Capra (*Mr. Smith au Sénat*, 1939) et Alfred Hitchcock (*Notorious*, 1946), après avoir donné vie par la seule phonétique à un fantasme de maîtrise absolue du monde. Hitler n'est pas loin. H.G. Wells avait raison.

LOUIS MARCORELLES.

★ Voir les grandes reprises.

« L'Avventura » d'Antiononi

Elles et Lui

L'AVVENTURA, film auquel, après une rude bataille au Festival de Cannes de 1960, Antonioni dut enfin la célébrité, film-tournant décisif d'un nouveau langage cinématographique, fut produit par Cino Del Duca, empereur de la « presse du cœur » et du photo-roman. *L'Avventura* fut d'ailleurs publié, sous cette forme, dans *Sélection-Nous Deux*, et si l'on relit cette publication, on constate que l'intrigue ainsi immobilisée, avec des dialogues en « bulles », aurait pu être celle d'une simple aventure amoureuse dans un milieu de gens riches, selon les conceptions de la presse Del Duca. Raison de plus pour remercier en passant — ce n'est pas un paradoxe — le producteur de cette œuvre fondamentale du cinéma moderne, clé de voûte de l'univers et du style antonioniens. Mais revoir *l'Avventura*, après *Identification d'une femme* qui vient de marquer l'éclatant retour d'Antonioni, invite à plusieurs réflexions sur les rapports des sexes, préoccupation essentielle du cinéaste.

Après quelques scènes d'exposition à Rome, Antonioni emmenait ses personnages dans une croisière aux îles Eoliennes, où Anna (Léa Massari), la fiancée de l'architecte Sandro (Gabriele Ferzetti), disparaissait, au bout d'une demi-heure. Puis en Sicile, changement de décors (naturels) important, après ses films précédents, situés en Italie du Nord. Si les îles Eoliennes donnent une impression d'automne, de désert un peu froid, la recherche d'Anna par son amie Claudia (Monica Vitti) et Sandro se fait ensuite, à côté de l'enquête policière esquissée, dans une Sicile baignée et brûlée de soleil. On savait déjà qu'il ne s'agit pas vraiment d'une recherche, mais c'est plus évident maintenant. On ne croit pas qu'Anna soit vraiment morte. Elle a disparu, peu importe comment, c'était sa solution à elle, pour échapper à la médiocrité d'un rapport amoureux dominé par l'homme. Et Sandro n'a rien de plus pressé que de conquérir Claudia, d'abord hostile, hésitante, puis cédant à son pouvoir. A cette époque-là, les femmes, chez Antonioni, ne dirigeaient pas leur destin. Elles luttaient bien pour y arriver, elles avaient leur monde à elles, mais l'homme pouvait encore tout se permettre et « l'incommunicabilité », c'était lui qui la créait.

L'Avventura dure deux heures vingt minutes ; son style non psychologique, ses plans-séquences, ses temps morts marquant les vides de l'existence, ne peuvent plus déconcerter. On est plus attentif à l'aventure dont Claudia, d'une certaine manière, fait les frais.

Monica Vitti est vraiment étonnante, superbe dans les changements de ton, de sentiments intérieurs que lui imposent les circonstances. Il ne lui reste, dans la scène finale qui a fait couler beaucoup d'encre, qu'à accomplir, malgré sa douleur et sa révolte, un geste de pardon.

Antonioni ne se faisait et ne laissait aucune illusion sur ses personnages masculins des années 50-60. Mais la femme tentait encore le rafistolage du couple. Une vingtaine d'années plus tard, c'est fini. *Identification d'une femme*, cette « Avventura » à l'envers, consacre la défaite de l'homme, séducteur et possessif. « Elles » se dérobent, s'en vont, refusent les compromis, ne pardonnent rien. Et « lui » n'a plus qu'à regarder vers les étoiles.

JACQUES SICLIER.

★ Voir les grandes reprises.

Une année de cinéma hongrois

Les irréductibles

COUTE que coûte, la cinématographie hongroise reste une des plus importantes du monde. Elle exorcise patiemment les traumatismes nationaux et s'adresse aussi à toutes les sociétés en crise — crise économique, faillite des valeurs morales — pertes dont les films répercutent ou analysent l'écho.

Chaque hiver des critiques du monde entier sont conviés à voir la production de l'année précédente (une vingtaine de longs métrages). Pour les réalisateurs hongrois, c'est un moment important. Les invités, eux, sont heureux parce qu'ils ne s'ennuient pas, parce que les films sont souvent bons. Tout au moins, ils résonnent.

Il s'agit de suivre une évolution. En un an les choses ont changé. Réapparaît le suspense policier, en quantité suffisante pour que l'on puisse parler d'une tendance, d'un choix délibéré de la part des officiels qui délivrent les autorisations de tournage.

Une épouvantable coproduction américano-germano-hongroise met en scène un maniaque des années 30. Il fait sauter des trains, plein de trains, et ce n'est pas son rôle de provocateur antisoviétique qui sauve l'histoire du désastre. A l'opposé, nettement plus drôle, *Pas de panique s'il vous plaît*, enquête loufoque jouée par des cousins du tandem Bud Spencer — Terence Hill.

Méritent davantage d'attention *le Vautour*, de Ferenc Andras, sélectionné pour le Festival de Berlin, et *Sans laisser de trace*, première œuvre commerciale de Peter Fabry. *Le Vautour*, c'est un ingénieur devenu chauffeur de taxi, situation plus rentable, qui se transforme petit à petit en criminel. Deux voleuses huppées ont pris ses économies. La police ne fait rien pour l'aider et sa propre enquête va dégénérer en vengeance. L'intérêt ici n'est pas dans l'action, assez sous-développée, mais dans la transgression. Après le traditionnel déterminisme social, bientôt l'individu échafaude son destin.

Même phénomène plus marqué encore avec le héros de Fabry , puni d'avoir volé, non par la police mais par ses comparses, instruments de son génie, qu'il a lui-même choisis. Car génial il l'est, se débrouillant en effet pour ne jamais laisser de trace. Le scénario est parfaitement ingénieux.

Des individus emportés dans le tourbillon *collectif*, on en a croisé quelques-uns à travers documentaires et récits. Les plus frappants sont deux femmes. Au centre de *Guernica*, film de Ferenc Kosa (l'auteur de *Dix Mille Soleils)*, l'une prend en charge l'angoisse devant la folie de la course aux armements. L'autre, plus crédible, est une jeune tisseuse ballottée de joies en drames.

Trahisons et petits moments de tendresse alternent en une histoire cruelle, intitulée *la Princesse* parce que l'héroïne, qui a seize ans, demande simplement un droit élémentaire à l'espoir, à l'amour. Tourné en noir et blanc par un documentariste dont c'est la première fiction, Pal Erdoss, le film souffre d'une certaine hésitation, comme si le cinéaste, doué pour reconstituer la vie, ne savait jamais à quel moment ne pas finir une scène trop tôt ou trop tard. Mais peu importe. L'actrice Erica Ozsda a quelque chose de si poignant, de si gracieux qu'on ne retient finalement que la noblesse de l'ensemble.

Ni protagonistes de série noire — bien que leur équipée sanglante soit menée comme telle — ni adolescents *victimes de l'infirmité* collective, *ils* sont quand même d'autres enfants perdus, ceux de *l'Alliance par le sang*. Gyorgy Dobray raconte l'amitié de deux garçons, un débrouillard et un timide, lequel se lancera dans de violentes extravagances lorsqu'il s'agira de tirer son copain d'un mauvais pas. Ils font des bêtises pendant leur service militaire. On les enferme. Ils s'échappent toujours, et ainsi de suite, irréductibles jusqu'à la mort. Beaucoup d'humour, un certain charme, rachètent les conventions du genre.

Le réalisme des corps

Ces irréductibles-là, ils sont perdants. *Les Récidivistes*, titre du film présenté par Zsolt Kezdi-Kovacs, enfreignent impunément le plus grand des tabous. Ils tombent amoureux l'un de l'autre pour s'apercevoir peu après qu'ils sont frère et sœur. Autour d'eux, il y a le père dont l'image s'estompe vite, et la mère qui tombera folle de toute la honte qu'elle n'arrive pas à effacer, même en dénonçant ses enfants. Il y a la société qui ne peut rien faire contre le couple incestueux, sinon enfermer l'un ou l'autre, six mois ou un an. Et puis enfin il y a leur frère à *tous deux, discrètement solidaire*.

La grande force de Kezdi Kovacs est d'avoir opté pour l'évidence de ce couple. Il ne décrit pas, comme on aurait pu s'y attendre, une lutte contre l'environnement, une succession de conflits où la normalité serait à sa bonne et due place. Au contraire les amants ignorent ce qui pourrait les séparer, ils vivent, ils ont des enfants et tous les codes viennent se briser, dérisoires, contre la forteresse de leur passion.

La nature — la plaine, le fleuve — devient l'espace mythique de l'inceste. Le seul réalisme est celui des corps, des conversations des deux personnages magistralement assumés par Lili Monori et Miklos B. Szekeli. *Les Récidivistes*, œuvre dense et lumineuse, est une des deux meilleures productions de l'année — mettons à part *Un autre regard* déjà vu à Cannes — et de loin la plus originale.

Différent, plus classique mais *également impressionnant, est Daniel prend le train*, de Pal Sandor, où pour la première fois un cinéaste aborde de front l'exil vers l'Autriche en 1956, de plusieurs dizaines de milliers de Hongrois.

Qu'est-ce qui pousse ces gens à tout abandonner pour prendre le train un jour de décembre ? La peur ou l'idée qu'il n'y a rien à perdre, ou bien le désir de recommencer une nouvelle vie, ou la nécessité de fuir, ou l'envie de rejoindre quelqu'un qu'on aime comme dans le cas de Daniel.

Daniel est très jeune, il regarde d'abord assez *gaiement ses compagnons*, puis finalement il décidera de ne pas passer la frontière. Entre-temps, entassés dans le train puis dans un hôtel, les voyageurs auront laissé s'exacerber une dernière fois les contradictions de leur départ, tout ce qui pouvait les dresser les uns contre les autres ou les réunir.

Parmi les documentaires, un seul était aussi fondamental que ce témoignage-là. C'est *Feux roulants*, de Sandor Sara, série télévisée gigantesque — avec une version écourtée pour le cinéma — sur la seconde armée hongroise, celle que les Allemands envoyèrent en 1942 sur le front soviétique, et qui fut presque totalement anéantie. On connaît un peu la tragédie des années 50, mais on ne parle jamais de ces Hongrois partis parfois pour défendre les valeurs chrétiennes contre le bolchevisme, en tout cas guidés par un indéracinable nationalisme.

On les découvre, d'entretien en entretien, on écoute les horreurs d'une expédition particulièrement dure, et les horreurs d'après, quand il fallait se justifier de n'être pas passé du côté des Soviétiques. Mais dans une occupation il y a aussi des moments de répit, et sur les rives du Don, un soldat hongrois a aimé une ancienne institutrice, épouse d'un officier de Kiev.

Lorsque l'image sait ainsi faire parler les gens pour retrouver la quotidienneté d'une époque, elle est plus forte que l'écriture. Un livre n'aurait pas la même utilité que *Feux roulants*.

CLAIRE DEVARRIEUX.

« Tootsie »

Des amitiés si rares

DEUX films sortent ce mercredi 2 mars : *Mon dîner avec André*, de Louis Malle, destiné plutôt aux salles d'art et d'essai, et *Tootsie*, de Sydney Pollack, *destiné* aux grands circuits. Rien de commun entre eux, semble-t-il, si ce n'est que deux cinéastes utilisent la faculté pirandellienne des comédiens de théâtre à fabriquer leur réalité, plus vraie que la vraie, en affabulant ou en transformant leur apparence et qu'ils se servent de ce talent particulier pour parler « d'une chose qu'on ne peut décrire » : l'amitié.

Mon dîner avec André, c'est une histoire du théâtre des années 70, c'est-à-dire d'utopies racontées par deux acteurs qui en ont fait le tour. Deux acteurs de théâtre, André Gregory et Wally Shawn, dont Louis Malle, homme de cinéma, cherche à saisir la part de jeu, la part d'une véritable connivence.

Tootsie, diminutif de Dorothy, est un acteur qui joue la femme pour obtenir un rôle.

Le film de Sydney Pollack n'est pas un de ces vaudevilles homo mis à la mode par *la Cage aux folles*, ni une histoire de trave à la *Victor, Victoria*, mais une comédie dont le point de départ est une péripétie après tout normale dans la vie d'un comédien : le maquillage. Louis Malle épie le subtil passage de la fable à la vérité sur les visages sans fard de deux hommes qui se confient leurs souvenirs. Sydney Pollack, pendant le générique, montre en alternance très rapide Dustin Hoffman collant sur sa joue des postiches — favoris, moustaches, — ôtant et remettant des talonnettes pour paraître plus petit ou plus grand, à la demande. Puis indiquant à des élèves les trucs pour trouver le « naturel »...

Faux cils, fausses moustaches, talonnettes, talons hauts. Ambiguïté troublante du travestissement, de la transformation, du jeu des identités variables. Mystère du charisme indispensable aux acteurs. Comme aux femmes. Être jeune et jolie, ce n'est pas toujours drôle. Être d'âge mur et de physique ingrat, c'est pire. Être un jeune homme qui se lance tête baissée dans toutes les expériences et reçoit des coups, ça fait mal. Ne plus *croire en ses illusions, c'est* plus douloureux encore... Retrouver un copain perdu de vue et laisser renaître l'amitié, la laisser traverser le mur de solitude, est un moment sans doute unique, à garder en soi. Pour un homme, vivre un moment d'intimité confiante avec une femme qu'on aime, c'est presque impensable, sauf dans une comédie qui traite de la contradiction masculin/féminin sur le mode optimiste.

C. G.

L'homme est une femme comme les autres

Michael (Dustin Hoffman) acteur, dragueur, chômeur, partage la vie précaire de l'intelligentsia marginale. Il bricole, donne des cours, couche avec une copine introvertie (Terri Garr) qui rate régulièrement ses auditions. Par révolte, il se déguise en femme et se présente pour un feuilleton miteux, mais qui marche fort. Comme il n'a rien à perdre, il gagne. Le voilà devenu Dorothy, Tootsie pour les machos.

Sa vie est un double jeu permanent entre sa copine qui l'aime, sa partenaire (Jessica Lange) qu'il aime. Avec elle, il connaîtra la douceur de l'amitié, avec les autres les épines de la condition féminine ; il devra résister aux avances des hommes mûrs. Il en aura assez, se dévoilera en public, perdra la confiance de la femme de ses rêves et l'amour. « Nous avons déjà été intimes », *dit-elle...* C.G.

VOICI un certain nombre de précisions destinées à donner envie de voir absolument *Tootsie*, qui est la première franche incursion dans le comique d'un cinéaste familier de l'action dramatique, ou mélodramatique (1).

En changeant de genre, Sydney Pollack n'a pas modifié sa vision du monde. Il est humain, généreux, il opte pour la richesse de l'individu. Metteur en scène traditionnel, très conscient de ce que le grand public peut recevoir, il n'est pas non plus paresseux. Classique, oui, mais inventif. On retrouve dans *Tootsie* son goût pour certaines séquences un peu lentes où il prend le temps d'expliquer les composantes psychologiques d'un milieu donné (ici, les comédiens). Et, parallèlement, son sens du spectacle se traduit en raccourcis qui vont mener une histoire bien construite, dense, à son terme.

Tous les personnages de *Tootsie* sont investis par la tendresse qu'il a pour eux. Ils sont réunis, et non dressés les uns contre les autres. Les uns servent de catalyseurs aux autres, et *vice versa*, pour le meilleur d'eux-mêmes, cahin-caha dans l'inévitable aventure pas toujours solidaire des hommes et des femmes.

Ce qui fait rire et met de bonne humeur après le film, c'est la preuve apportée que les hommes verraient les femmes différemment s'ils se mettaient un peu à leur place. Les contraintes de l'habillement, par exemple, les désagréments d'une trop grande beauté ou d'une trop grande banalité, la désinvolture, voire le mépris des interlocuteurs, sont le lot commun à reconsidérer.

Sydney Pollack s'y emploie et sans chercher à réfléchir plus avant, montre que la femme n'est pas le prolétaire de l'homme, et que l'homme est une femme comme les autres.

Pour cela, il fallait de bons comédiens. Ceux du film, les héros au chômage, ou les victimes de la popularité, sont incarnés par des trésors : Jessica Lange, Teri Garr, Billy Murray, Dabney Coleman, Charles Durning et Pollack lui-même. En tête, Dustin Hoffman le rusé, qui est, là, une actrice magnifique.

CLAIRE DEVARRIEUX.

(1) *On achève bien les chevaux, Jeremiah Jonhson, Nos plus belles années, les Trois Jours du Condor, Bobby Deerfield, Absence of Malice*, etc.

★ Voir les films nouveaux.

de Sydney Pollack et « Mon dîner avec André » de Louis Malle

Vieux rêves remis à neuf

SYDNEY Pollack ressemble davantage à son nom qu'à ses films. Il ressemble à un intellectuel d'Europe centrale : grand, mince, des lunettes. Les cheveux bouclés gris, un pull-over gris. Il est gris de fatigue, désorienté par le décalage horaire entre Los Angeles et Paris, où il est resté trois jours, prisonnier dans sa chambre d'hôtel pour répondre aux interviews.

Le temps est compté, on ne le perd pas en fioritures, on va droit au but. Combien de fois Sydney Pollack a-t-il raconté la genèse du film — d'ailleurs écrite dans le dossier de presse. Combien de fois a-t-il répété que deux points étaient importants pour lui. D'abord démontrer la vérité de ce paradoxe : un homme peut devenir plus viril s'il accepte sa part de féminité. Ensuite dire qu'un homme et une femme peuvent s'aimer, être amants, mais que la confiance absolue de l'amitié se trouve seulement entre personnes du même sexe.

« *C'est le point le plus crucial, le seul message du film,* dit Sydney Pollack. *Dustin Hoffman et Jessica Lange ont dormi ensemble sans faire l'amour. Ils s'aiment et ne sont pas amants. Ils ont connu une intimité que l'on ne peut pas décrire. Tout est là.* »

Il y avait déjà quelque chose de semblable dans *On achève bien les chevaux* : la solidarité irraisonnée de Jane Fonda essayant de faire tenir le vieil homme épuisé jusqu'à la fin du marathon de danse, la scène la plus terrible d'un film impitoyable sur la misère et l'humiliation. *Tootsie* parle également d'humiliation, de dépendance chez la femme et chez l'acteur, mais c'est une comédie.

Commander, rassurer, répondre

« *Faire seulement une comédie, essayer d'être drôle tout le temps, m'aurait ennuyé. J'ai voulu des moments sensibles, pathétiques. Le thème du film — la contradiction masculin/féminin — est sérieux. Je l'ai traité sur le mode léger et en définitive optimiste, puisque le personnage de Dustin Hoffman devient meilleur en tant qu'acteur et en tant qu'homme, l'un ne va pas sans l'autre.*

» *Le travail de Dustin Hoffman a été très complexe. Il devait continuellement faire attention aux détails : la façon de pencher la tête, de marcher, de s'asseoir, de tenir les épaules pour porter son sac, le coup de main pour le rouge à lèvres. A la fin, quand il se révolte et reprend son identité, l'effet de surprise doit être crédible et virulent. Dustin Hoffman peut paraître étrange, mais pas grotesque. Dans une comédie, montrer une réaction de dégoût, est délicat. Quand il ôte sa perruque, on a coupé la prise. On a atténué le maquillage autour des yeux, on a tourné en plan rapproché. Si on montrait son corps en même temps que son visage, il avait l'air d'un travesti et ça n'allait plus. Il ne doit pas être pitoyable. Il est un homme en colère.* »

La contradiction masculin/féminin est un thème sérieux, universel. Sydney Pollack a choisi de le situer dans la société du spectacle, parce que le scénario est écrit comme ça, et que cette société il la connaît. Il a d'ailleurs été acteur et professeur, comme Dustin Hoffman dans le film, et dans la réalité. L'un et l'autre avaient besoin de tirer d'eux-mêmes la vérité de la comédie.

« *La vie des acteurs,* dit Sydney Pollack, *c'est ça : les auditions, l'attente. Nous avons seulement souligné, un peu exagéré. C'est parce que je ne voulais plus auditionner, attendre, dépendre de qui que ce soit, que je suis devenu metteur en scène. La situation des femmes est la même partout, c'est vrai. Dans le monde du spectacle, leur seule possibilité de réussir est de devenir actrices. Une femme directrice de studio, chez nous, on dit que ça coûte cher... Des femmes metteurs en scène, il n'y en a pas. Il y en a, mais elles tournent des fims à petits budgets. Un metteur en scène est à la fois un général, un père, une mère, un baby-sitter... Il endosse toutes les responsabilités. Les Américains acceptent mal d'être dominés par une femme. Au théâtre, c'est la même chose, quoiqu'il n'y ait pas cent soixante personnes à régenter sur un plateau.*

» *La misogynie est profonde. Elle ne se modifiera pas en quelques années, même chez les hommes qui veulent sincèrement changer, qui en parlent tout le temps. Comme moi. Au fond, on n'en a pas tellement envie. Les acteurs, même les plus libéraux, s'ils ont à choisir un metteur en scène, choisiront un homme. Regardez dans l'aviation : les femmes pilotes sont nombreuses. Quand elles sont aux commandes, on ferme les portes de la cabine. Si les passagers savaient, ils s'affoleraient tout de suite.*

» *Le metteur en scène est quelqu'un qui doit commander, rassurer, répondre à toutes les questions, trouver des solutions à tout. Je ne possède pas toutes les réponses, mais je ne peux pas le montrer. Je fais comme si. C'est angoissant. Quand je rentre chez moi, ma femme prend soin de moi, elle devient ma mère, mon père, mon baby-sitter...* »

C.G.

Dustin Hoffman

« AUCUN rôle ne m'a jamais autant ému », *a déclaré Dustin Hoffman à propos de Tootsie. Et cela, en partie, parce que sa mère Lillian qui l'a inspiré, dit-il, est morte pendant le tournage. Et aussi parce que, comme son personnage d'acteur déguisé en femme, il s'est épris de son double féminin.*

Dans son interview à l'hebdomadaire People, *Dustin Hoffman à déclaré :* « Ma femme pense que je me suis amélioré. » *Il a compris et partagé les difficultés de Dorothy et de toutes celles qui se sentent ignorées, voire rejetées par les hommes. Parfectionniste, Dustin Hoffman raconte comment, dans son déguisement féminin, il est entré dans un bar élégant de Manhattan sans attirer le moindre regard mâle. Il en veut aux hommes, y compris à lui-même, de ne rechercher que les jolies femmes, et de rester indifférents à* « toutes les Dorothy du monde, pourtant plus intelligentes et plus amusantes »... *Il a été très déçu de constater que, en dépit d'un bon maquillage, Tootsie ne serait jamais belle :* « Elle le mérite pourtant... Et quand j'ai compris qu'elle était trop âgée pour avoir des enfants, je me suis mis à pleurer. »

HENRI PIERRE.

Wally écoute

UNE rue, un soir. A la haute poubelle débordant sur le trottoir douteux, on voit que c'est New-York. Le petit homme un peu chauve en pardessus râpé qui *marche tout seul* et *se parle à lui-même* ressemble exactement à ce qu'il est, dans le film : un artiste fauché, résigné aux échecs, à sa morne existence aux côtés de sa femme, comédienne qui fait la barmaid entre deux spectacles mal payés. Il est auteur et comédien lui-même. Il a renoncé à changer le monde, s'appelle Wally Shawn, s'en va dîner avec un ami qu'il n'a pas vu depuis dix ans, André Gregory, un type qui a eu son heure de gloire dans l'underground et les festivals *internationaux, puis s'est* lancé dans les expériences mystico-théâtrales si fort en vogue entre les années 60 et 70. Tout ça agace le petit homme qui marche les mains dans les poches. Lui, il a des problèmes de travail, d'argent, d'agent, il n'a pas envie de discuter, d'écouter les élucubrations de l'intarissable bavard. Et pourtant *il* y va. *Curiosité,* et puis cette amitié d'autrefois...

André l'a invité dans l'un de ces restaurants vieille Europe, où les maîtres d'hôtel ont l'âge des poussiéreux ornements style nouille, où la carte est composée de plats cuisinés — le chic américain. Tout en dégustant leur caille, les deux théâtreux parlent. Ou plutôt, c'est André qui parle, raconte sa quête fébrile de plénitude, ses aventures polonaises chez Grotowski avec les disciples — *l'essaim d'abeilles,* — *les épreuves* initiatiques de connaissance et de dépassement de soi, les gourous moitié fous-moitié charlatans, les « extraordinaires coïncidences biographiques » entre lui, Antoine de Saint-Exupéry, les surréalistes... Wally tente de revenir sur terre, évoque avec un enthousiasme démesuré les bienfaits des couvertures chauffantes. André tente de lui prouver la dérision du confort, il quitte l'anecdote pour la théorie... Déroulement habituel des conversations de bistrot qui font du bien. On pose sur la table de vieux rêves remis à neuf, on fait la roue pour soi, et parce qu'on sait que l'autre vous connaît trop pour être dupe de vos paroles qu'il décode comme vous décodez les siennes. Et à travers le fatras arrive quelque chose d'authentique. Ici, c'est l'assu*rance d'une amitié seulement* inemployée, et renouée.

Tout au long du dîner, la caméra suit le courant de re-connaissance qui s'établit entre les deux hommes : hésitations, volte-face, approches, connivence, confiance. André parle, Wally écoute et le relance. La caméra enferme deux visages. Le décor du restaurant disparaît pendant de longs moments. Et même les bruits. Les visages, les mots isolés, existent par eux-mêmes. Dans le taxi qui le ramène chez lui, Wally se dit qu'il va raconter à sa femme le dîner avec André, c'est important.

André Gregory et Wally Shawn jouent leur propre personnage ; jouent ce qu'ils sont, se servent de ce qu'ils savent. Ils racontent leur vie, ou presque. André raconte merveilleusement bien, donne l'intensité *de souvenirs encore vifs, plus le recul* du temps, le détachement de ce qui a été fait et n'est plus à faire, ironie et détresse étroitement unies. Il a besoin de Wally, de sa bonne bouille intelligente, de son humour acide comme d'un phare dans une mer de gadoue. Wally a besoin des dérives de cet homme enfantin, qui veut toujours savoir jusqu'où il peut jouer sans dire pouce.

« *Parler, refaire le monde et se retrouver sur des vérités simples, tout le problème était d'arriver là,* dit Louis Malle. *Il ne s'agit pas d'un film d'idées, bien qu'il s'agisse de la fin des années 60 vues à la fin des années 70. C'est une comédie de caractère comique. Je tenais beaucoup au côté Laurel et Hardy des deux personnages, tellement américains, et que je regarde, moi, en européen. Avec deux Français, on aurait eu tout de suite quelque chose de plus idéologique. Eux parlent en anecdotes imagées... André décrivant le Sahara quand il se retrouve à bouffer du sable en compagnie de son moine bouddhiste japonais... Ce serait criminel de visualiser, rien n'est plus intéressant que les visages. Chacun peut se déplacer au fil des mots, faire son flash back.* »

Louis Malle a tourné *Mon dîner avec André* avec une petite équipe, en deux semaines à Richmond, dans la salle de bal d'un hôtel qui venait de fermer. La première semaine s'est passée en mouvements de caméra. La deuxième semaine, Louis Malle a tout recommencé. A l'origine, il y avait un scénario que Wally Shawn — qui avait travaillé sur *Atlantic City* — lui avait proposé et dont il a d'abord monté un « workshop » off Broadway. Aucun producteur de Broadway ne s'y est intéressé — ce n'est pas un sujet pour un public qui paie 40 dollars le fauteuil — et c'est devenu une pièce de théâtre que Shawn et Gregory ont jouée à Londres, au Royal Court. Expérience qui leur a servi de répétition.

Des vies sans fard

« *Il ne faut pas se tromper, c'est de la fiction. Je les connais tous les deux,* dit Louis Malle, *je leur ai conseillé de faire comme s'ils interprétaient des personnages. C'était déjà dans le scénario d'ailleurs. Rien n'est improvisé, tout est écrit à la virgule près. Le montage, que j'ai fait avec Suzanne Baron, nous a donné un mal de chien. Pour chaque page, il y a douze changements de plans. Les variations d'intensité, de rythme, la violence, l'humour, existent par le montage. André Gregory a eu beaucoup de mal à apprendre son texte. Il a de longues tirades, il est plus metteur en scène qu'acteur et ce ne sont pas ses propres mots, ils sont re-writés, en somme, par Wally Shawn. Nous avons d'ailleurs envisagé la possibilité de faire appel à d'autres acteurs. Mais c'était moins intéressant, moins tendu. Il ne doit pas y avoir de « jour » entre l'interprète et le personnage.*

» *L'histoire leur appartient. Wally écrit des pièces très fortes, montées chez Joe Papp, au Public Theater. André est fasciné par Grotowski et, comme lui, il a voulu abandonner le théâtre. En définitive il y est revenu. Il est torturé, rien n'est médiocre chez lui. Et ni l'un ni l'autre ne sont pauvres.*

» *C'est vrai aussi qu'ils ont été amis et se sont perdu de vue pendant dix ans. Je crois que l'idée d'un film sur ces dix ans de vies opposées est venue d'André. Ils ont travaillé pendant des mois. Le texte original — gigantesque — offrait toutes les possibilités. Quand ils m'en parlaient, je ne voyais pas ce que je pouvais en faire. Je n'ai pas de goût spécial pour les tours de force. J'avais peur que ce soit d'une prétention intolérable. Et j'ai plongé. J'avais envie de faire exister ces retrouvailles, cette amitié au-delà des mots.*

» *Le film a été présenté au Festival de New-York, avec de bonnes critiques. Il est allé en salle. Le premier mois, il n'a pas marché. Un week-end, les recettes ont commencé à monter et il est resté un an. Il est parti en province, dans des circuits marginaux. Mon idée était de le laisser longtemps dans une petite salle. Dans les villes comme Boston, Cambridge, près des universités, il a eu un impact étonnant sur la nouvelle génération, qui est plutôt apolitique au sens large, et s'est passionnée pour ce grand débat ironique.* »

L'effet-passion de *Mon dîner avec André* vient de l'intérêt passionné pour ces visages sur lesquels on suit des vies pleines de coups, d'espoirs, de malice, de naïveté, d'humour, de finesse, d'angoisse, de chagrin... Des vies sans fard. Ce que Louis Malle révèle, ici, dans ce va-et-vient qui cherche à saisir l'authentique, c'est sa fascination pour les acteurs et leur mystère.

COLETTE GODARD.





SÉLECTION

CINÉMA

Sans soleil de Chris Marker

Lettres d'un voyageur qui, du Japon à l'Afrique, regarde le monde, ses contrastes, ses injustices, ses beautés, ses rêves aussi, et qui, à San-Francisco, cherche les traces de Hitchcock tournant *Vertigo*, qui s'interroge sur son rôle de témoin, d'instrument, de médiateur. Chris Marker, inventeur du premier documentaire subjectif — *Lettres de Sibérie*, — établit un jeu éblouissant entre les mots, les images, entre la vérité des images brutes et fabriquées par le miracle de l'électronique.

— ET AUSSI : *le Mystère Picasso* de Henri-Georges Clouzot — les secrets de la création. *T'es heureuse?... moi, toujours* de Jean Marboeuf — battements de cœur. *La Traviata* de Zefirelli — Teresa Stratas, Placido Domingo, Verdi. *Tout l'or du ciel* de Herbert Ross — paillettes et dépression. *Le Jour des idiots* de Werner Schroeter — le reflet du soleil.

THÉATRE

Combat de nègre et de chiens à Nanterre

La nuit, unité de temps. Un terrain vague, unité de lieu. Un lieu où semblent se superposer des angles de vision multiples. Un ouvrage d'art, autoroute mythique, écrase quatre exilés de la vie, déboussolés. Ils existent par ce qu'ils disent, par les mots qui développent une âpre musique en quatuor. Un grand texte, de Bernard Marie Koltès, happé par le monde fabuleux de Peduzzi-Chéreau.

MUSIQUE

Fêtes baroques à Mouffetard

Pleins feux sur la musique ancienne à « la Mouffe », en l'église Saint-Médard, avec les « Fêtes baroques » qu'organise Harmonia Mundi. Des artistes exceptionnels : Ensemble Janequin (le 3), Kenneth Gilbert (le 8), puis les Hilliard, les Arts florissants, René Jacobs, le Concerto vocale, etc. (14, rue Mouffetard). De son côté, le Festival des intruments anciens accueille John Elwes dans Couperin et Rameau (Saint-Julien-le-Pauvre, le 5), Blandine Verlet (Conciergerie, le 6, à 17 h 30), Stephen Preston dans Rameau (St-Julien, le 8), etc. (Rens. FIRCA, 353-29-83).

Panorama lyrique : *la Vie brève* de Falla (Champs-Élysées, le 2) ; *Tristan* (Monte-Carlo, les 3, 6, 9), *le Freischütz* (Bruxelles, du 3 au 19) ; *les Noces de Figaro* par Strehler (Opéra de Paris, les 3, 7, 9) ; *Eugène Onéguine* par N. Sadoul (Lille, les 4, 6, 8, 10, 13) ; *la Traviata* par Lavelli (Toulouse, les 4, 6, 8, 11, 13).

Quelques concerts marquants : au Châtelet, Jessye Norman chante Verdi (le 3), Wagner (le 8), Mozart (le 13) ; premières auditions de L. Petitgérard, par l'auteur et E. Friedman (Gaveau, le 4) ; Misha Dichter et la Philharmonique de Varsovie (Châtelet, le 5) ; la *Passion selon saint Jean* dirigée par M. Corboz (Pleyel, le 6) ; Hommage à Poulenc (Espace Cardin, le 7).

JAZZ

Christian Escoudé au TEP

Virtuosité, mélange des genres, science de l'instrument, conscience de son histoire, il a toutes les qualités des grands guitaristes modernes. Il tient toutes les comparaisons. Peut gagner tous les concours de vitesse. Servir tous les « plans » à la mode. Mais à ces pauvres mérites qui enchantent à juste titre les vastes publics d'aujourd'hui — la plupart du temps pour pas grand-chose — il ajoute un petit rien : le sentiment intact (le « feeling ») d'un musicien de jazz. Et c'est toute la différence ! Il se nomme Christian Escoudé. Avec son groupe, des invités : Didier Lockwood au violon et l'harmoniciste Toots Thielmans... (au TEP, le 3 à 20 h 30).

— ET AUSSI : le pianiste Horace Parlan, compagnon de Mingus, Lou Donalson ou Roland Kirk (au New Morning, les 3 et 4) ; la Compagnie Lubat au Forum des Halles jusqu'au 5 ; Michel de Villers au Caveau de la Huchette jusqu'au 6.

DANSE

4e Festival de danse au Théâtre Présent

Jean-Claude Ramseyer présente — étalée sur un mois et en six programmes différents — un aperçu panoramique de la création moderne en France, avec les lauréats de Bagnolet 83, la Compagnie lyonnaise de Michel Hallet, et plusieurs chorégraphes aux écritures très contrastées comme Jackie Taffanel, Karine Saporta... Il y aura aussi des surprises et une improvisation de J.-C. Ramseyer avec le jazzman sud-américain Villaroel (à partir du 8 mars).

Créations à l'Opéra de Lyon

Gray Veredon aime axer ses ballets sur un thème défini. Il propose une soirée triptyque sur « la quête d'identité » avec *Bagurodzica*, ou le peuple polonais à la recherche d'un leader, *Intérieurs*, un moment dans la vie d'une femme, *Celluloïd*, l'univers mythique du cinéma hollywoodien.

— ET AUSSI : une création de Quentin Rouillié à la Maison de la culture du Havre (une option culturelle), *Duos* à la Maison de la danse de Lyon (une soirée, trois couples), première le 8 mars, et *Pandora Suite*, au Théâtre de la Bastille (la perversité amusée de Lila Green) jusqu'au 6 mars.

EXPOSITIONS

Giorgio De Chirico au Centre Georges-Pompidou

Cent tableaux et quatre-vingts dessins et lithographies de la période métaphysique de Ciorgio De Chirico. Initialement organisée par le Musée d'art moderne de New-York, l'exposition a d'abord transité par Londres et Munich avant de finir à Paris, au Centre Georges-Pompidou. L'ensemble a été complété par des œuvres des années 20-30 peintes par De Chirico lors de son second séjour parisien.

Des Burgondes à Bayard au musée du Luxembourg

Mille ans d'histoire médiévale bourguignonne, illustrée par des objets. L'exposition réunit les grandes pièces de l'archéologie de cette région, prêtées par les musées, et celles, en majeure partie inédites, découvertes au cours des fouilles ces dix dernières années.

FORMES

L'avers du décor

LES toiles de Jean-Paul Jappé portent toujours sa griffe — dans tous les sens du terme — prête à les lacérer (1). Du moins multiplie-t-elle sa trace dans une pâte d'une richesse et d'une légèreté en progrès d'année en année. Force nous est de nous rendre à l'évidence : y a-t-il encore une commune mesure entre les œuvres montrées en 1981, remarquables sans doute, et celles qu'il nous a ramenées aujourd'hui de sa Bretagne ? Une Bretagne réduite au sable, à l'eau, à la lumière. L'essentiel, quoi ! Et encore cet essentiel est suffisamment sublimé pour gommer ses origines et se muer en plénitude rayonnante. L'île de Sein, par exemple, et ses libres espaces ont mis l'artiste en condition. La peinture pure a fait le reste et mis l'émotion en couleurs, dont l'éclat somptueux et assourdi nous comble.

Cécile Muhlstein

« LES belles endormies, pas celles de Kawabata, celles de Cécile Muhlstein (2), avaient sans doute besoin d'être ligotées, comme si le sommeil ne suffisait pas à leur faire prendre la pose pour l'éternité. De solides cordes, de vrais câbles, n'arrivent pourtant pas à altérer leur beauté, qu'exalte un dessin sensible, précis, austère, épuré, quasi glacé, ni les voiles ou suaires protecteurs. Elles ne dorment pas toutes. Il leur arrive de secouer leurs liens en hurlant *(les Évadés)* ou de s'en dégager *(les Épouses délivrées)*, convulsives alors. D'autres variantes ajoutent à la composition quelque tête caprine *(la Colère du berger)*. Les symboles sont lisibles, propices à de longues méditations. Au spectateur de jouer. On se contente ici de souligner les qualités formelles d'une œuvre qui se réserve les collages pour faire appel à la couleur.

Madeleine Follain-Dinès

MADELEINE Follain-Dinès a de qui tenir (3). On pense moins aux lois capricieuses de l'hérédité qu'aux vertus de l'exemple et de l'enseignement paternels. Ainsi ont pu s'épanouir en toute indépendance ses dons, qui sont réels, et s'affiner sa vision des choses les plus banales : paysages en général urbains que des snobs attardés diraient « prosaïques », intérieurs très modestes avec leurs lits défaits ou pas, matelas, ou une chaise ou un gros pain. Le soleil est parfois de la fête. On aimera, entre autres, *Patio*. Des personnages aussi qui pourraient être anecdotiques et qui ne le sont pas. Des portraits, comme celui d'Armen Lubin. Le tout d'une facture délibérément traditionnelle ou qui le serait si elle ne rendait pas terriblement présente la vie cachée que ces objets évoquent et ne leur arrachait pas leur langage.

Mnikowski

ARCHITECTE paysagiste saisi comme bien d'autres par la rage de peindre, Mnikowski se décide à montrer sa peinture et quelques dessins (4). C'est un violent qui projette ses figures et autres rêves rouges sur des fonds noirs. Un expressionniste furieux que l'humain seul intéresse. Les visages, une série de petites toiles les multiplient. Les corps, il les soumet puissamment. Ainsi cet autoportrait au raccourci audacieux. Et comment rester de glace devant cet infernal tourbillon qui s'intitule *Varsovie 13 décembre* ? Avec son pendant où s'allume la flamme bleue de l'espoir. Pas celui de la normalisation, bien sûr.

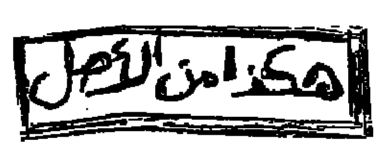
En bref

IL est grand temps de signaler la petite exposition organisée autour du dernier numéro de *Clivages*, revue qui, dans une présentation impeccable, accueille des textes majeurs et des dessins et lavis exécutés exprès pour elle (5). On y voit non seulement toutes les publications antérieures de *Clivages*, mais aussi des œuvres des illustrateurs de cette copieuse livraison ; Cordesse, André Marfaing, Albert Rafols Casamada, Tal Coat.

Aux antipodes de cet art quintessencié, il est permis d'apprécier les aquarelles joliment passéistes de Jacques Vallery Radot (6), vues de Paris ou paysages méridionaux, telle la rade de Cassis aux coloris lumineux.

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) Nane Stern, 25, avenue de Tourville.
(2) Galerie Visconti, 37, rue de Seine.
(3) Brigitte Schehadé, 44, rue des Tournelles.
(4) Le Haut Pavé, 3, quai de Montebello.
(5) Clivages, 46, rue de l'Université.
(6) Denise Valtat, 59, rue La Boétie.



EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 20 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche et le mercredi.

Animation gratuite, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h ; le samedi, à 11 h, entrée du musée (troisième étage) ; lundi et jeudi, 17 h, galeries contemporaines.

GIORGIO DE CHIRICO. Jusqu'au 25 avril, *l'exposition est complétée par des visites-animations.*

HANS/JEAN ARP : Le temps des papiers déchirés. Jusqu'au 28 mars.

YVES KLEIN. Rétrospective. Jusqu'au 25 mai.

IMAGES FABRIQUÉES. – Jusqu'au 13 mars.

NANCY WILSON-PAJIC. – Salon photo. Jusqu'au 20 mars.

TRICOLOR VIDEO DE NAM JUNE PAIK. Forum. – Jusqu'au 11 avril.

DES FEMMES ET DES MÉTIERS *NON TRADITIONNELS*. Photographies de J. Niepce. Jusqu'au 6 mars.

ENSEIGNER LES ARTS PLASTIQUES. – Carrefour des régions. Jusqu'au 13 mars.

JE VEUX UN CHEVAL. Bibliothèque des enfants, piazza. Jusqu'au 21 mars.

C.C.I.

LA VILLE EN SES JARDINS. A propos du parc de *La Villette*. Jusqu'au 21 mars.

LES PORTES DE LA VILLE. Jusqu'au 4 avril.

B.P.I.

L'AMERIQUE REGARDE LA FRANCE : Time 1923-1983. Jusqu'au 7 mars.

FERA-T-IL BEAU DEMAIN ? Météo et climat. – Entrée libre. Jusqu'au 14 mars.

Musées

GRAVURE DE LA COLLECTION DUTUIT, Petit Palais, avenue Winston-Churchill (265-12-73). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Entrée 9 F. Jusqu'au 30 avril.

L'ECOLE DE LA HAYE. Maîtres hollandais du XIXe siècle. Grand Palais. Entrée place Clemenceau (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h. à 20 h ; mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 14 F ; sam. : 11 F. Jusqu'au 28 mars.

CLAUDE GELLÉE DIT LE LORRAIN (1600-1682). – Grand Palais (voir ci-dessus). Entrée 15 F ; le sam. 12 F. *(gratuite le 28 avril). Jusqu'au 16 mai.*

LA LIBERTÉ GUIDANT LE PEUPLE. Jusqu'au 11 avril. – **LES COLLECTIONS DU COMPTE D'ORSAY, dessins du musée du Louvre.** Jusqu'au 30 mai. Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jaujard (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h. Entrée 12 F, gratuite mercredi et dimanche.

COLLECTIONS D'ART KHMER, Musée Guimet, 6, place d'Iéna (723-61-65). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15.

PRÉSENTATION TEMPORAIRE D'ŒUVRES APPARTENANT AUX COLLECTIONS NATIONALES. L'Orient des croisades. Peinture du dix-septième siècle. Aspects de l'art napolitain au dix-septième siècle. – Jusqu'au 25 mars. – **Ensar : un royaume sur l'Euphrate au temps des Hittites.** – Jusqu'à la mi-octobre. – **Georges Shaw : paysages photographiques.** – Musée d'art et d'essai, palais de Tokyo, 13, avenue du *Président-Wilson (723-36-53).* Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 7 F ; le dimanche, 3,50 F.

TAPIO WIRKKALA. – Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 13 h à 19 h ; sam. et dim., de 11 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 11 avril.

ROUCHON, pionnier de l'affiche illustrée. – Jusqu'au 6 juin ; **LE CRU 1982 DE LA CRÉATION PUBLICITAIRE.** – Jusqu'au 13 mars. Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Musée de la Publicité, 18, rue de Paradis (246-13-09).

LES CANARDS ILLUSTRÉS DU XIXe SIÈCLE : Fascination du fait divers. – Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Surcouf (555-91-50). Sauf dim. et jours fériés, de 11 à 18 h. Entrée libre. *Jusqu'au 15 mars.*

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE-LE PREMIER EMPIRE. – Dessins. Jusqu'au 22 mai. **ACQUISITIONS DE LA VILLE DE PARIS pour le musée Carnavalet, 1977-1983.** Jusqu'au 17 avril. – Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h (fermé les 1er et 12 mai). Entrée 9 F, gratuit le dimanche.

DES BURGONDES A BAYARD, mille ans de Moyen Age. – Musée du Luxembourg, 19, rue de Vaugirard (354-95-00). Sauf le lundi, de 11 h à 18 h, le jeudi jusqu'à 22 h. Entrée 11 F, 8 F le samedi (gratuit le 15 mars). Jusqu'au 24 avril.

ANDRÉ DIMANCHE. Galerie de photographie de la Bibliothèque nationale, 4, rue Louvois (261-82-83). Sauf dim., de 12 h à 18 h. Jusqu'au 2 avril.

L'HISTOIRE DE LA CHINE PAR SES TIMBRES-POSTE. – Musée de la Poste, 34, boulevard de Vaugirard (320-*15-30). Jusqu'au 12 mars.*

UNIFORMES CIVILS, CÉRÉMONIAL, CIRCONSTANCES. – Palais Galliera, 10, avenue Pierre-Ier-de-Serbie (720-85-46). Sauf lundi, de 10 h à *17 h 40. Entrée : 9 F. Jusqu'au 17 avril.*

ERIK SATIE A MONTMARTRE. – Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (606-61-11). De 14 h 30 à 17 h 30 ; dim., de 11 h à 17 h 30. Entrée : 8 F. Jusqu'à fin avril.

CHINE : LES FRESQUES DU DESERT DE GOBI. La route de la soie. Muséum d'histoire naturelle, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (336-14-41, de 14 h à 17 h). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 17 août.

MONGOLIE-MONGOLIE. Traditions de la steppe. Musée de l'Homme, place du Trocadéro (553-70-60). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 23 mai.

LES MÉMOIRES DE L'ARC DE TRIOMPHE. - Musée national des monuments français, palais de Chaillot (727-35-74). Sauf mardi (sam. et dim. matin), de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée 5 F.

GUERRE ET RÉVOLUTION EN RUSSIE 1914-1921. Affiches et imagerie. – Musée des deux guerres mondiales. Hôtel des Invalides, corridor de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; dim., de 14 h à 17 h 30. Entrée : *10 F. Jusqu'au 19 mars.*

LE FAIT DIVERS. – Musée des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi (Bois de Boulogne) *(747-69-80). Sauf lundi, de 10 h à* 17 h 30 ; dim., de 14 h à 17 h 30. Entrée : 10 F (gratuite le 4 mars). Jusqu'au 18 avril.

Centres culturels

SERPAN, 1922-1976. Rétrospective. Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Berryer (563-90-55). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 21 mars.

CÉSAR. Pavillon des arts, 101, rue Rambuteau.

***L'HOTEL DE SALM*, palais de la Légion d'honneur,** 2, rue de Bellechasse (555-95-16). Sauf lundi, de 14 h à 17 h. Jusqu'au 10 avril.

INGEGERD MOLLER. Tout près de la terre. Aquarelles, textiles, peintures. Centre culturel suédois, 11, rue Payenne (271-82-20). De 12 h. à 18 h ; sam. et dim., de 14 h à 18 h. Jusqu'au 7 avril

JEAN PROUVÉ. *L'imagination constructive* – ADOLF LOOS, 1870-1933. Exposition du cinquantenaire. Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon (633-90-36). Sauf dim. et lundi, de *12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 16 avril.*

MARIE MARCKS. Dessins humoristiques, bandes dessinées. Centre culturel allemand, 17, avenue d'Iéna (723-61-21). Sauf sam. et dim., de 10 h à 20 . Jusqu'au 30 mars.

DOUZE ARTISTES POUR AVIGNON : la donation Lintas. École nationale supérieure des beaux arts, 11, quai Malaquais. Sauf mardi, de 12 h 30 à 19 . Entrée libre. Jusqu'au 18 mars.

T.L. SOLIEN. Les pierres du Minnesota. American Center, 261, boulevard Raspail (321-42-20). Sauf dim., de 12 h à 19 h ; sam., de 12 h à 17 h. Jusqu'au 26 mars.

CHILDERIC-CLOVIS, rois des Francs. De Tournai à Paris, naissance d'une nation.– Centre culturel Wallonie-Bruxelles, 127, *rue Saint-Martin. Sauf* lundi, de 11 heures à 18 heures. Entrée 10 F. Jusqu'au 15 mai.

A PIERRE ET MARIE. Une exposition de travaux. – Institut Curie, 36, rue d'Ulm (329-68-61). Ven., sam. et dim., de 11 h à 19 h. (Première partie : jusqu'en mars.)

SEVRES, de 1850 à nos jours. Le Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (297-27-00). Sauf lundi, de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 10 avril.

LEOPOLD KRETZ. Sculpture, dessins, peintures. Union de banques à Paris, 22, boulevard Malesherbes (268-33-44). Sauf sam. et dim., de 9 h à 17 h 30. Jusqu'au 18 mars.

GÉRARD RAURICH. Peintures. Carré Silvia Monfort, 106, rue Brancion *(531-28-34). Aux heures de spectacle.* Jusqu'au 17 mars.

LE JEU DU PONT, à Pise depuis la fin du XVe siècle. Chapelle de la Sorbonne, 15, rue de la Sorbonne. Sauf lundi, de 15 heures à 20 heures. Jusqu'au 13 mars.

DIEGO MAZUERA. Huiles. Centre culturel latino-américain, 6, rue des Fossés-Saint-Marcel (336-56-04). De 9 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 30 mars.

HOMMAGE A CARMELO ARDEN QUIN. Espace Latino-américain, 44, rue du Roi-de-Sicile (278-25-49). Sauf dim. et lundi, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 26 mars.

RENÉ CLAIR. – Cinémathèque française, Palais de Chaillot. Jusqu'au 15 mars.

LA CHAUVE-SOURIS. – Opéra (266-50-22). Entrée par la façade. Jusqu'au 31 mars.

LE THÉATRE DE L'ODÉON. 1782-1982. – Foyer du théâtre, place Paul-Claudel (325-70-32). Jusqu'en avril.

Galeries

FORMES MODULAIRES : œuvres de Dias, Krajcberg, Tomasello, etc. Galerie de Bellechasse, 10, rue de Bellechasse (555-83-69). Jusqu'au 15 mars.

AUTOPORTRAITS par les artistes de l'Associété. Jardin de la Paresse, 20, rue Gazan. Jusqu'au 1er avril.

ATELIER SCULPTURE Lebel Georgeon Berthaud. Galerie de la maison des beaux-arts-CROUS, 11, rue des Beaux-arts (354-10-99). Jusqu'au 25 mars.

GRAVURES DE MIRO : Regard de 1969 à 1982. Jusqu'au 15 mai. **GROUPE OBJECTAL : Portraits intermittents.** Jusqu'au 11 avril. Galerie A B C D, 30, rue de Lisbonne (563-36-06).

LES SCULPTEURS POLYCHROMES : Baey, Cebes, Macedo, etc. Galerie G. Lambie, 2, rue Brisemiche (887-45-81). Mars-avril.

ANTI-POISONS : Lepent, Mangou, Plessier. Galerie G. Lavrov, 40, rue Mazarine (326-84-35). Jusqu'au 31 mars.

***NOUVEAU MIXAGE* : Fée, André, Martineau, Lerch, Leforestier.** Galerie Lara Vincy, 47, rue de Seine (326-72-51). Jusqu'au 31 mars.

OLIVIER AGID. Dessins sur la ville. Galerie le Dessin, 27, rue Guénégaud (633-04-66). Jusqu'au 2 avril.

MARCEL ALOCCO. Dix ans de Patchwork. Galerie, 30, rue Rambuteau (278-41-07). Jusqu'au 26 mars.

BALMES. Peintures et dessins. Galerie P. Lescot, 28, rue Pierre-Lescot (233-85-39). Jusqu'au 16 mars.

GEORG BASELITZ. Tableaux récents. Dessins et linogravures. Galerie Gillespie-Laage-Salomon, 24, rue Beaubourg (278-11-71). Jusqu'au 2 avril.

WANDA MARIE BON. Galerie Horizon, 21, rue de Bourgogne (555-58-27). *Jusqu'au 16 mars.*

STANLEY BROUWN. Œuvres récentes. Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Haudriettes (277-63-60). Jusqu'au 2 avril.

BERNARD BUFFET. Paysages. Galerie M. Garnier, 6, avenue Matignon (225-61-65). Jusqu'au 28 mars.

CARABIN, 1862-1932. Dessins. Galerie Plantin, 33, rue de Seine (633-82-41). Jusqu'au 31 mars.

CARDINAL. Peintures récentes. Galerie H. Benezit, 20, rue de Miromesnil (265-54-56). Jusqu'au 26 mars.

ROLAND CAT. Galerie Isy Brachot, 35, rue *Guénégaud (354-22-40). Jusqu'au* 16 avril.

DE CHIRICO : Le retour de l'enfant prodigue. Œuvres 1968-1978. Artcurial, 9, avenue Matignon (256-32-90). Du 4 mars au 30 avril.

CREMONINI. Huiles et aquarelles. Galerie C. Bernard, 9, rue des Beaux-Arts (326-97-07). Jusqu'au 2 avril.

DOMELA. 60 années de travail. Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (274-38-00). Jusqu'au 3 avril.

MONIQUE FRYDMAN. Galerie Baudoin Lebon, 36, rue des Archives (272-09-10). Jusqu'au 19 mars.

PAULA GABRIEL. The state of being side by side. Galerie Bama, 40, rue Quincampoix (277-38-87). Jusqu'au 8 mars.

***GILLIAM*, Galerie Darthea Speyer,** 6, rue Jacques-Callot (354-78-41). Jusqu'au 26 mars.

GOMEZ, peintures. La Galerie, 67, rue Saint-André-des-Arts (633-34-14). Jusqu'au 12 mars.

XAVIER GRAU. Galerie A. Maeght, 46, rue du Bac (222-12-59).

GUARIENTI. Peintures. Galerie A. Loeb, 10, rue des Beaux-arts (633-06-87). – **Aquarelles.** Galerie L. Weill, 6, rue Bonaparte (354-71-95). Jusqu'au 31 mars.

***S.W. HAYTER*. De la gravure à la peinture 1976-1983.** Galerie La Hune, 14, rue de l'Abbaye (325-54-06). – **Peintures récentes.** Galerie J.-C. Riedel, 12, rue Guénégaud (633-25-06). Jusqu'au *19 mars.*

ISTRATI. Peintures 1951-1981. Artcurial, 9, avenue Matignon (256-32-90). Jusqu'au 31 mars.

JOHN KAUCHER. Peintures récentes. Galerie J.-P. Lavignes, 15, rue Saint-Louis-en-l'Isle (633-56-02). Jusqu'au 12 mars.

LAZAR. Galerie du Centre, 5, rue Pierre-au-Lard (277-37-92). Jusqu'au 26 mars.

JEAN LE GAC. Galerie D. Templon, 30, rue Beaubourg (272-14-10). Jusqu'au 10 mars.

***ROBERT LIEBKNECHT*.** Galerie Peinture fraîche, 29, rue de Bourgogne (551-00-85). Jusqu'au 12 mars.

MICHEL MACRÉAU. Dessins. L'Œil de Bœuf, 58, rue Quincampoix (278-36-66). Jusqu'au 31 mars.

MANDELBROJT. Galerie Jaquester, 85, rue Rambuteau (508-51-25). Jusqu'au 2 avril.

BRUCE MCLEAN. – Galerie C.-Crousel, 80 , rue Quincampoix (887-60-81). Jusqu'au 29 mars.

MINAUX. Illustrations pour « Le Roi Cophétua ». Galerie Sagot-le-Garrec, 24, rue du Four (326-43-38). Jusqu'au 19 mars.

MNIKOWSKI. Le Haut-Pavé, 3, quai de Montebello (354-58-79). Jusqu'au 19 mars.

MONINOT. Oeuvres nouvelles. Galerie Karl Flinker, 25, rue de Tournon (325-18-73). Jusqu'au 12 mars.

***JORJ MORIN*. Tapisseries récentes.** *Galerie La Demeure, 26, rue Mazarine* (326-02-74). Jusqu'au 2 avril.

JOAQUIN RAMO. Peintures 1953-1983. Paris art center, 36, Falguière (322-39-47). Jusqu'au 19 mars.

RAMSA. N.R.A., 2, rue du Jour (508-19-58). Jusqu'au 30 mars.

MARIA SIMON. Boîtes. – Galerie Denise René, 196, boulevard Saint-Germain (222-77-57). Jusqu'au 7 mars.

CHRISTIAN SORG. Galerie Regards, 40, rue de l'Université (261-10-22). Jusqu'au 26 mars.

M.-P. THIEBAUT. Plages-sculptures. – *Galerie des femmes, 74, rue de Seine* (329-50-75). Jusqu'au 19 mars.

DARIO URZAY. Projets pour un musée imaginaire. Galerie E. de Causans, 25, rue de Seine (326-54-48). Jusqu'au 19 mars.

VALLERY-RADOT. Galerie D. Valtat, 59, rue La Boétie (359-27-40). Jusqu'au 18 mars.

VIRGILIO. Huiles et gouaches. Galerie Tête d'affiche, 5, rue Caron (272-57-26). Jusqu'au 19 mars.

OLEG ZINGER. Petrouchka : Peintures récentes. Galerie Vialetay, 23, rue de l'Abbé-Grégoire (222-12-76). Jusqu'au 15 mars.

En région parisienne

BRETGNY. Catherine Groussard, André Leocat, Françoise Paressant. Travaux récents. Centre Gérard-Philipe, rue Henri-Douard (084-38-68). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 16 avril.

CORBEIL-ESSONNES. Papiers... œuvres de Bistra, Degottex, Gleb, etc. C.A.C. Pablo Neruda, 22, rue Marcel-Cachin (089-00-72). Sauf dimanche et lundi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h 30 ; mar., ven. et sam., jusqu'à 24 h. Jusqu'au 20 mars.

CRÉTEIL. Une pratique : le moulage en sculpture. *Maison de la culture, place* Salvador-Allende (899-94-50). Jusqu'au 23 mars.

LE VESINET. Les grands conteurs du merveilleux et leurs imagiers. Centre des arts et *loisirs.* – ***Du côté des enfants, les malheurs du conte.*** Bibliothèque municipale, 59, boulevard Carnot (976-32-75). De 10 h à 12 h et de 14 h à 19 (sauf la bibliothèque fermée le dimanche). Du 4 au 27 mars.

MASSY. Poésie murale : Abidine, Corneille, Garcia Fons, etc. Bibliothèque publique, place de France (920-31-17). Jusqu'au 20 mars.

MEAUX. De mémoire d'hommes. Richesse et diversité des Archives et Seine-et-Marne. Musée Bossuet, ancien Palais Episcopal, place Charles-de-Gaulle (434-84-45). Sauf mardi, de 10 h 30 à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 31 mars.

MONTROUGE. L'Atelier Yankel. La Boulangerie, 67, rue de Bagneux. Sauf lundi, de 11 h à 13 h et de 16 h 30 à 19 h 30 ; dim., de 11 h à 13 h. Jusqu'au 13 mars.

NOGENT-SUR-MARNE. Portraits. Maison nationale des artistes, 14, rue Charles-VII. De 14 h30 à 18 h 30. Jusqu'au 27 mars.

PONTOISE. Geneviève Asse. Musée Tavet Delacourt, 4, rue Lemercier (031-93-00). Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Juqu'au 30 avril. – ***Charles Gir et le monde du théâtre de son époque.*** Jusqu'au 30 avril. Musée Pissarro, 17, rue du Château (031-06-75). Sauf lundi et mardi, de 14 h à 18 h.

SAINT-DENIS. Michaël Gaumnitz : *dessins et papiers froissés*. *Cafétéria du* théâtre Gérard-Philipe, 59, rue Jules-Guesde. Sauf dim. et lundi, de 13 h 30 à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 3 avril.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. L'éclatement de l'impressionnisme. – Musée départemental du Prieuré, 2, rue Maurice-Denis (973-77-87). Jusqu'au 16 mars.

VILLEPARISIS. Pour un espace d'Irmgard Sigg. Centre d'action culturelle Jacques-Prévert, place de Pietrasanta (427-94-99). Les mer. sam. dim. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 25 mars.

VITRY-SUR-SEINE. *Constantin Xenakis*. L'itinéraire d'un peintre. Galerie municipale, 59, rue Guy-Môquet (680-85-20). De 15 h à 19 h ; sam., de 10 h à 12 h et de 15 h

En province

ANNECY. Un château pour 10 F. Musée château (45-29-66).

ARRAS. Kijno. Peintures 1965-1982. Centre Noroit, 9, rue des Capucins (21-30-12). Jusqu'au 15 mars.

BESANÇON. Peintures et société, 1870-1914. Musée des beaux-arts, place de la Révolution (81-44-47). Jusqu'au 28 mars.

BOURGES. Estève : proposition pour une rétrospective. Maison de la culture, place André-Malraux (20-13-84). Jusqu'au 6 mars.

CAEN. Roues et chevrons d'E. Haldorf. Atelier de recherche esthétique, rue de Bras (85-73-15). Jusqu'au 31 mars.

CALAIS. Burgin/Tuttle/Brochard/Darras. *Musée, 25 rue de Riche*lieu (97-99-00). Jusqu'au 14 mars. – **D'une photographie l'autre.** Galerie de l'Ancienne-Poste, 13, boulevard Gambetta (97-99-00). Jusqu'au 13 mars.

CANNES. Renaissance du musée des beaux-arts de Cannes. Palais, 50, Croisette. Jusqu'à fin avril.

CHALON-SUR-SAONE. Cobra, *1948-1951*. Maison de la culture, 5, avenue Niepce (48-48-92). A partir du 5 mars.

CHERBOURG. Réouverture du musée Thomas-Henry. *Au Centre culturel,* rue Vastel (44-40-22).

FLAINE. Gaston Chaissac : Dessins, peintures, sculptures. Centre d'art contemporain (90-85-84). Jusqu'au 17 avril.

GRENOBLE. Louis Jay, 1795-1815. Musée, place de Verdun (54-09-82). Jusqu'au 15 mars.

LE CREUSOT. Michèle Blondel : Nuit blanche. CRACAP, château de la Verrerie (55-01-11). Jusqu'à fin avril.

LILLE. Jean-Pierre Jouffroy : Figures humaines. Gravures, *palais* Rihour – **Peintures,** Ecole régionale des beaux-arts. Jusqu'au 11 mars.

LUNÉVILLE. Vêtements liturgiques de Meurthe-et-Moselle des dix-huitième et dix-neuvième siècles. – L'enlèvement d'Europe. Tapisserie. Musée du Château (318-27). Jusqu'au 23 mai.

LYON. Figures imposées. Hiver 1983. ELAC , centre d'échanges de Perrache (842-27-39). Jusqu'au 15 mars.

MARCQ-EN-BARŒUL. Dans la *lumière de Corot*. *Septentrion, fonda*tion Prouvost (46-26-37). Jusqu'au 1er mai.

MARSEILLE. Hantaï, peintures, 1969-1982. ARCA, 61, cours Julien (42-18-01). Jusqu'au 19 mars.

MONTAUBAN. Le Languedoc ou les villes rouges : Hommage à F. Desnoyer (1894-1972). Musée Ingres, *19, rue de l'Hôtel-de-Ville (63-18-04).* Jusqu'au 13 mars.

MULHOUSE. Roberto Matta : Avoir à voir. Galerie AMC, 7, rue Alfred-Engel (45-63-95). Jusqu'au 26 mars.

NANTES. Hommage à Mathurin Meheut, 1882-1958. Château des Ducs de Bretagne (47-18-15). Jusqu'au 30 avril. **Roger Eskenazi.** Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau (74-71-36). **François Morellet.** Galerie Convergence, 18, rue Jean-Jaurès (73-49-71). *Jusqu'au* 24 mars.

NEVERS. Peter Downsbrough. Maison de la culture (36-13-94). Jusqu'au 27 mars.

NICE. Attention peinture fraîche. Galerie d'art contemporain, 59, quai des Etats-Unis (62-37-11). Jusqu'au 15 mai – **Peinture haïtienne.** Musée d'art naïf, *château* Sainte-Hélène (71-78-33). Jusqu'au 29 avril. **Cinéma d'animation français. Un siècle de création.** Jusqu'au 20 mars. – **L'appel de l'islam. Photographies de R. Hubert.** Jusqu'au 30 mars. CARI, villa Arson, 20, avenue Stephen-Liégeard (51-30-00). **Tobiasse.** Galerie des Ponchettes, 77, quai des États-Unis. Jusqu'au 13 mars. ***Aujourd'hui le Moyen Age*.** E.N.A.C. Nice Étoile, av. Jean-Médecin, jusqu'au 24 avril.

NIMES. Jules Salles, 1814-1900. Peintures et dessins. Musée des beaux-arts, rue Cité-Foulc (67-25-57). Jusqu'au 10 avril.

PAU. Cavernes et abîmes. Collection Pierre Minvielle. Musée des beaux-arts, *rue Mathieu-Lalanne* (27-33-02).

QUIMPER. Hommage à Georges-Perros. Musée des beaux-arts, place Saint-Corentin (95-45-20). Jusqu'au 28 mars.

RENNES. Acquisitions 1979-1982. Musée des beaux-arts, 20, quai Emile-Zola (30-83-87). Jusqu'au 10 avril.

STRASBOURG. Markus Lupertz. Musée d'art moderne, Ancienne Douane (35-29-06). Jusqu'au 10 avril.

TOURS. Autour de David et Delacroix, dessins français du musée de Besançon. *Musée des beaux-arts, 18, place* François-Sicard (05-68-73). Jusqu'au 4 avril.

VILLEURBANNE. M. Eigenheer – R. Prince. Le Nouveau Musée, 11, rue du Docteur-Dolard (884-55-10). Jusqu'au 7 mars. – **Pignon.** Hôtel de ville. Jusqu'au 13 mars.

THEATRE

(Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

LES SPECTACLES NOUVEAUX

HOTEL JAWATT ET DE LA PLAGE - Comédie de Paris (281-00-11), 20 h 30 (2).
OM-SAAD – Lucernaire-Forum (222-26-50), 18 h 30 (2).
ARCHITRUC – La Passerelle (543-99-41), 20 h 30 (2).
LES FEMMES D'UN HOMME - Théâtre Tristan-Bernard (522-08-40), 21 h (4).
LADY MACBETH AU VILLAGE - Théâtre du Campagnol (Bagneux) (663-10-54), 20 h 30 ; dim., 15 h (4).
DJEBEL AMOUR - Cirque Moreno à Vincennes, 20 h 30 (4).
HISTOIRES DE FAMILLE - Théâtre de l'Aquarium (374-99-61), 20 h 30, dim., 16 h (4).
ANDROMAQUE - Conservatoire national supérieur d'art dramatique, 20 h 30, les 7, 8, 9.
TRISTAN ET YSEULT - Théâtre A.-Dejazet (887-97-34), 20 h 30, dim., 17 h 30 (7).
PARADIS SUR TERRE – Théâtre-18 (226-47-47), 22 h (8).
LES MARCHES TENEBREUSES - Théâtre de Sartrouville (914-23-77), 20 h 30 (8).
LA MORT TRAVESTIE - Théâtre de l'Epée-de-Bois (808-39-74), 20 h 30 ; dim., 16 h (8).
KLEBER ET MARIE-LOUISE - Théâtre de la Tempête, Cartoucherie (374-94-07), 20 h 30 ; dim., 16 h (8).

HORS PARIS

RENNES – Othello - Théâtre de la Parcheminerie (99-79-47-63), 20 h 30 (4).
CLERMONT-FERRAND - Turcaret – Théâtre populaire en Auvergne (73-35-04-41), 20 h 30 (7).
TOULOUSE - Délivrez-nous d'O'Neil - Théâtre Sorano (61-42-97-79), 20 h 30 (8).

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50). Les 2, 4, 5, 8 à 19 h 30 : la Chauve-Souris ; les 3, 7 à 19 h 30 : les Noces de Figaro ; le 6 à 18 h 30 : concert de musique de chambre.

SALLE FAVART (296-06-11) (J. S. D. L. Mar.), les 2, 4 à 19 h 30 : l'Amour des trois oranges.

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20). Les 2, 5, 6 à 14 h 30 et 7, 8 à 20 h 30 : Intermezzo : les 2, 3, 6 à 20 h 30 : la Seconde Surprise de l'amour ; la Colonie ; les 4, 5 à 20 h 30 : l'Avare.

CHAILLOT (727-81-15), Grand foyer (J. V. D. L), le 2 à 14 h 30 ; le 5 à 15 h : le Réveille-Matin (marionnettes) ; Le 8 à 18 h 30 : Palerme ou Jérusalem - Grand Théâtre (L. mar) : les 2, 3, 4, 5 à 18 h 30 et 6 à 16 h (dernière) : Hamlet (version intégrale). - Théâtre Gémier : Relâche.

ODÉON (325-70-32) (L), les 2, 3, 4, 5, 8 à 20 h 30 et 6 à 15 h : Triptyque.

PETIT ODÉON (325-70-32) le 8 à 18 h 30 : Partage.

TEP (797-96-06) (L), les 2, 4, 5, 8 à 20 h 30 et 6 à 15 h : le Pip Simmons : Snuff le silencieux ; le 3 à 20 h 30 : Ch. Escoudé Group (O. Hutman, T. Rabeson, J.-M. Jafet, D. Lockwood, etc.) ; le 5 à 14 h 30 et 6 à 20 h : The Rocky Horror Picture Show ; Love.

BEAUBOURG (277-12-35) (mardi). Débats-rencontres musée : le 2, de 14 h à 17 h : Quelles orientations et quelles formations professionnelles pour les filles ? ; 17 h : Yves Klein et la vision américaine ; 18 h : Christophe Lukalewics ; 21 h : la revue « Documents » ; le 3 de 14 h à 17 h : Femmes - égalité des chances dans la vie professionnelle ; 18 h 30 : Les bandits, les brigands et le fait divers ; le 4, de 14 à 17 h : La femme créatrice ; le 5, de 14 h à 17 h : Cinéma et sexisme ; 16 h : Elias Canetti ; le 6, de 14 h à 17 h : Atmosphère culturelle et sexisme ; le 7, à 14 h, 17 h, 18 h 30 : Journée photo. - Cinéma-Vidéo : le 2, à 14 h 30 : Ecran des enfants (Bpi), 18 h : Juliette du côté des hommes ; les 2, 3, 4, 5, 6 à 15 h : Yves Klein ; 18 h : Stéphane Marti - Concerts : le 5 à 18 h : Chants et musique du Trio Bleu Horizon (flûte, saxo et violon) : le 7 à 20 h 30 : Ensemble 2e2m - Théâtre-chansons : les 2, 3, 4, 5, 6 à 18 h 30 : Fase, quatre mouvements sur la musique de Steve Reich ; à 20 h 30, les 2 : Catherine Ribeiro ; 3 : Isabel Parra (Chili) ; 4 : Hélène Martin et Angélique Ionnatos ; 5 : Toto à Bissainthe (Haïti) ; 6 : Pauline Julien (Québec).

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), les 4, à 20 h 30, et 6, à 14 h 30 : la Flûte enchantée - Concerts-Concerts/Récitals : (voir les 3, 5, 7, 8).

THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77), (D. L), les 2, 3, 4 et 5 (dernière) à 20 h 30 : les Bas-Fonds ; les 2, 3, 4,5, 8 à 18 h 30 : Yvon Deschamps (Québec).

CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34) (L), les 2, 3, 4, 5, 8 à 20 h 30 et 6, à 16 h : Chaud et froid ; Concert : (voir les 6 et 7).

Les autres salles

ALLIANCE (544-41-42), les 2 et 3, à 20 h 30 : Sega la Vecchia.
ANTOINE (208-77-71) (D. soir, L.), 20 h 30, mat. D., 15 h 30 : Coup de soleil.
ARTS-HEBERTOT (387-23-23) (J., D. soir), 21 h, mat. Sam. et D., 15 h : Moi.
ASTELLE - THÉATRE (238-35-53), Jeu., Ven., Sam., 20 h 30 : le Malentendu ; Ma., 20 h 30, D., 16 h : les Bonnes.
ATELIER (606-49-24) (D. soir, L.), 21 h, mat. D. 15 h et 18 h 30 : L'amour tue ; (D., L.), 18 h 30 : Chant du cygne.
ATHÉNÉE (742-67-27), (D., L.), I : Me., J., Ma., 18 h 30 ; V., S., 20 h 30 : les Corps étrangers. – II : Mer., Ma., 19 h, Jeu, Ven., Sam., 21 h : Ida (dern. le 5).
BASTILLE (357-42-14), (D. soir, L.), 21 h, mat. Dim., 17 h : Krehler.
BOUFFES PARISIENS (296-60-24) (D. soir, L.) 20 h 30, sam., 19 h et 22 h, mat. dim. 15 h 30 : En sourdine, les sardines.
CARTOUCHERIE, Théâtre de la Tempête (328-36-36), I : (D. soir, L.), 20 h 30, mat. dim., 15 h 30 : Lamentu di l'omu persu tra mare e surgente.
CASINO DE PARIS (874-26-22) (D. soir, L.) 20 h 30, mat. D. 15 h 30 : Superdupont ze show.
CENTRE CULTUREL DE BELGIQUE (271-26-16) (D., L.), 20 h 45 : Équi-Libre.
CENTRE CULTUREL DU MARAIS (272-73-52) (D., L., Ma.), 20 h 30 : l'Opéra blanc.
CINQ DIAMANTS (580-18-62) (D., L.), 21 h : la Mort d'Elsa.
C.I.S.P. TH. PARIS 12 (343-19-01), Me., Ven., Sam., 20 h 45, dim., 15 h : Haute fidélité.
CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), Grand Théâtre (D., L., Mar.), 20 h 30 : les Dix Petits Nègres ; Resserre (D., L.), 20 h 30 : le Bon Dieu ; le Marchand d'anchois (dern. le 4) ; Galerie (D., L.), 20 h 30 : l'Etranger dans la maison.
COMEDIE CAUMARTIN (742-43-41) (Mer., D. soir), 21 h, mat. 15 h 30: Reviens dormir à l'Elysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24) (D. soir, L.), 20 h 45, mat. Dim. à 15 h et 18 h 30 : Comédie passion.
CONSTANCE (258-97-62) (D. soir, L.), 20 h 45, mat. dim., 17 h : Distorsion.
DAUNOU (261-69-14) (Mer., D. soir), 21 h, mat. dim., à 15 h 30 : Argent mon bel amour.
DEUX PORTES (361-49-92) (D., L.), 20 h 30 : Les Fourmidiables.
ÉDOUARD VII (742-57-49) (D. soir, L.), 21 h, mat. Dim., à 15 : Joyeuses Pâques.
ELDORADO (208-45-42) (D. soir, L.) 20 h 30, mat. D., 15 h : Azaïs.
ÉPICERIE (272-23-41) (D.), 18 h 30 et 20 h 30 : Orlamonde-les Chants de Maldoror.
ESPACE-GAITÉ (327-95-94), (D. L.) 20 h 30 : Valardy 83 ; (L.) 22 h, D. 20 h 30 : Kedoch.
ESPACE-MARAIS (271-10-19) (D., L.), 20 h 30 : le Mariage de Figaro.
ESSAION (278-46-42) (D., L.), 20 h 30 : la Manekine.
FONDATION DEUTSCHE DE LA MEURTHE (258-67-55) (D., L., Ma.) 20 h 30 : Tambours de la nuit.
FONTAINE (874-74-40) (D. soir, L.) 20 h 15, mat. S. 18 h, Dim., 17 h : Vive les femmes ; II. (D. soir, L.), 22 h, mat. D. 15 h : S. Joly.
GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18) (D. soir, L.) 20 h 30, mat. D. 15 h : la Chienne dactylographe.
GALERIE 55 (326-63-51) (D., L.) 21 h : A Separate Peace – After Magritte.
GRAND HALL MONTORGUEIL (296-04-06) (D. soir, L.), 20 h 30, mat. D. 18 h : Gilles X ; Maréchal de Rais.
GYMNASE (246-79-79) (D. soir, L.) 21 h, mat. D. 16 h 30 : G. Bedos.
HUCHETTE (326-38-99) (D.) 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon : 21 h 30 : le Cirque (dern. le 5) : le 6, à 17 h : V. Adrien Sens et Iago.
LA BRUYÈRE (874-76-99) (D. soir, L.), 21 h, mat. D. 15 h : Mort accidentelle d'un anarchiste.
LUCERNAIRE (544-57-34) (D.) I. 18 h 30 : les Enfants du silence ; 21 h : Six heures au plus tard ; II. 20 h 30 : la Noce : 22 h 15 : Troubadours de Pendule.
MADELEINE (265-07-09) (D. soir, L.) 20 h 45, S., à 18 h et 21 h 15, mat. D. 15 h : la Dixième de Beethoven.
MATHURINS (265-90-00) (D. soir, L.) 21 h, mat. D. 15 h, et 18 h 30 : L'avantage d'être constant.
MARIGNY, Salle Gabriel, (225-20-74) (D.) 21 h : l'Education de Rita.
MICHEL (265-35-02) (D. soir, L.) 21 h 15, sam., 18 h 15 et 21 h 15, mat., D. 15 h 30 : On dînera au lit.
MICHODIÈRE (742-95-22) (D. soir, L.), 20 h 30, mat. Dim. 15 h et 18 h 30 : le Vison voyageur.
MOGADOR (285-28-80) 20 h 30, mat. S. 15 h 30, D. 14 h 45 : Un grand avocat (dern. le 5).
MONTPARNASSE (320-89-90) (D. soir, L.) 21 h, mat. D. 15 h : R. Devos ; Petit Montparnasse (D. soir L.) 21 h, mat. D. 16 h : Trois fois rien.
NOUVEAUTES (770-52-76) (J., D. soir) 20 h 30, mat. D. 15 h : Hold-up pour rire.
ŒUVRE (874-42-52) (D. soir, L.) 20 h 30, mat., D. 16 h : Sarah ou le Cri de la langouste.
PALAIS-ROYAL (297-59-81) (D. soir, L.) 20 h 45, S. 18 h 45 et 22 h, mat. D. 15 h 30 : la Fille sur la banquette arrière ; le 7, à 20 h 30, le 8, à 14 h 30 : Rencontres du Palais-Royal.
POCHE (548-92-97) (D.) 21 h : le Butin.
POTINIERE (261-44-16) (D.) 20 h 45 : Sol : je m'égalomane à moi-même.
SALLE VALHUBERT (584-30-60), ven., sam., mar., à 20 h 30, dim., à 15 h : le Potier d'étain (à partir du 4).
SAINT-GEORGES (878-63-47) (D. soir, L.), 20 h 45, mat. dim., à 15 h. : le Charimari.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10) (D. soir, L.), 21 h, mat. dim, à 15 h 30 : le Fauteuil à bascule.
STUDIO FORTUNE, le 5, à 21 h : Un mort partout, la belle au centre.
TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79) I. (D., L., Ma.) 20 h 30 : Freud ; L., Ma. 20 h 30, V., S. 22 h, D. 15 h : l'Ecume des jours ; II. (D. soir, L. Ma.) 20 h 30, mat. D. 15 h : Huis clos ; Mar., Mer., à 22 h., Sam. et Dim., à 18 h 30 : Feu et Viols.
THÉATRE DES DÉCHARGEURS (236-00-02) (D.), 18 h 30 : Agir, je viens ; 20 h 30 : Yes, peut-être (dern. le 5) ; 22 h : Hamlet (dern. le 5).
TH. DE DIX HEURES (606-07-48) (D.) 22 h 30 : la Croisade ou du sang pour l'éternité.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02) (D.) 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h ; Nous on fait où on nous dit de faire.
TH. DU LYS (327-88-61) (D. soir, L.) 20 h 30, mat. dim. 17 h : Intimité.
THÉATRE DE MÉNILMONTANT (636-97-67), le 5, à 20 h 30, le 6, à 15 h : la Passion à Ménilmontant.
TH. DE PARIS (280-09-30), le 8, à 20 h 30 : Peines de cœur d'une chatte anglaise.
THÉATRE 347 (874-44-30) (D.), 20 h 30 : la Surprise de l'amour.
THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80), Grande salle, les 4, 5, 8, à 20 h 30 ; le 6, à 15 h : Dylan ; les 2, 3, à 20 h 30 ; les Strauss. Petite salle, (D. soir, L.), 20 h 30, mat. Dim., 15 h : l'Ambassade.
THÉATRE DU TOURTOUR (887-82-48) (D.) 18 h 30 : la Crosse en l'air ; 20 h 30 : Le mal court.
VARIÉTÉS (233-09-92) (D. soir, L.) 20 h 30, mat. D. 15 h 30, S. 18 h 45 et 22 h : l'Etiquette.

Les cafés-théâtres

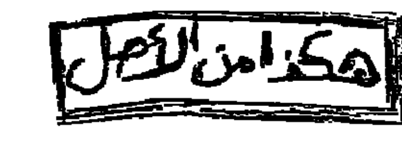
ATHLÉTIC (624-03-83) (D. L. Mar.) 21 h 30 : Homo Tape Dance
AU BEC FIN (296-29-35) (D.), 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h, séance supplémentaire le samedi à 23 h 45 : le Président.
BEAUBOURGEOIS (272-08-51) (D.), 19 h 30 : Service non compris.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) (D.), I : 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : Les Démones Loulou. – II : 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt ? ; 22 h 30 + sam., 24 h : Version originale.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02) (D.), I : 18 h 30 : Laissez chanter les clowns ; 20 h 15 + sam., 23 h 30 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : L'amour, c'est comme un bateau blanc. – II : 20 h 30 : Les blaireaux sont fatigués ; 22 h : De la fantaisie dans l'orangeade.
CAFÉ DE LA GARE (278-52-51) (D. soir, L.), 20 h 15, mat. dim., 17 h : M. Lagueyrie : Rouleur ; 22 h : Plus la peine de frimer.
LE FANAL (233-91-17) (D.), 20 h : J. Mailhot ; 21 h 15 : Étoiles rouges.
LA GAGEURE (367-62-45), 21 h : Ce n'est pas si grave une femme ; 22 h : la Garçonne.
LES LUCIOLES (526-51-64) (L.), 19 h 30 : Si j'aurais su ; 20 h 45 : S. Deschaumes.
PATACHON (606-90-20) 20 h 30 : Un sifflet dans la tête.
LE PETIT CASINO (278-36-50) (D., L.), 21 h : Essayez, c'est pas sorcière ; (D., L.), 22 h 30 : Guide des convenances 1919.
POINT-VIRGULE (278-67-03) (D.), 20 h 15 : Tranches de vie ; 22 h 30 : Elle voit des géants partout.
RESTO SHOW (508-00-81) (D., L., Mar.), 20 h 30 : Le chemin des dames ; (D., L., Mar.), 21 h 45 : Et si c'était vrai.
SENTIER DES HALLES (236-37-27) (D.), 20 h 15 : On est pas des pigeons ; 21 h 30 : A poil ; 22 h 45 : Autant en emporte le banc.
SPLENDID SAINT-MARTIN (208-21-93) (D., L.), 20 h 30 : Le monde est petit, les Pygmées aussi ; 22 h : Albert.
LE TINTAMARRE (887-33-82) (D., L.), 20 h 15 + sam., 24 h : Phèdre ; 21 h 30 : Apocalypse Na ; sam., 16 h : la Timbale.
THÉATRE DE DIX HEURES (606-07-48) 18 h 30, V., D., Me. : le Grand Ecart ; J., S., Ma. : A la rencontre de Marcel Proust ; 20 h 30 : Sautons français ; 21 h 30 : Les huîtres ont des bérets.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45) 21 h., mat. dim., 15 h 30 : A la Courte-Paye.
THÉATRE DES DEUX-ANES (606-10-26) (mer.), 21 h., mat. dim. 15 h 30 : A vos rondś... fisc.

En région parisienne

ANTONY, C.T.M. (666-02-74) (D. soir, L.), 20 h 30, mat. dim. 15 h : l'Opéra de Smyrne ; Th. F.-Gémier (237-31-19), le 5 à 21 h : Une femme.
ARGENTEUIL, C.C.M. (961-25-29), le 4, à 20 h 45 : Images de Kafka.
ASNIÈRES, C.C.A. (790-63-12), le 3, à 20 h 45 : M. Saury.
AUBERVILLIERS, Th. de la Commune (833-16-16) (D. soir, L.), 20 h 30, mat. dim. 17 h : Noce.
AULNAY, M.C., (831-11-45) (D. soir, L.), 20 h 30, mat. dim. 16 h 30 : les Ames mortes.
BAGNOLET, ATEM (364-77-18), J., V., S., 20 h 30, D., 17 h 30 : Si télé m'était contée.
BEZONS, C.A.C. P.-Eluard (982-20-88), le 5 à 21 h : Atalante, rock.
BURES-SUR-YVETTE, M.J.C. (907-74-70), le 5 à 20 h 30 : Exalys.
BOULOGNE-BILLANCOURT, T.T.B. (603-60-44) (D. soir, L.), 20 h 30, mat. dim. 15 h 30 : la Fleur au fusil.
CERGY-PONTOISE, C.C. (032-79-00), le 5 à 21 h : la Belle au bois dormant.
CHATOU, Maison pour tous (071-13-73), le 5 à 21 h : Trio de Janeiro.
CHELLES, C.C. (421-20-36), le 3 à 14 h 30 et 20 h 45, le 4 et 5 à 20 h 45, le 6 à 16 h, le 8 à 14 h 30 : la Colère d'Achille.
CHOISY, Th. P.-Eluard (890-89-79), les 3, 4, 5, à 20 h 30 : Langélique.
CLAMART, C.C. J. Arp (645-11-87), le 8 à 20 h 30 : J. Limon Dance Cie.
COLOMBES, M.J.C. (782-42-70), le 5 à 17 h : l'Ogre de Barbarie.
COURBEVOIE, Maison pour tous (333-58-24), le 5 à 21 h : Groupe Gaz.
ELANCOURT, APASC (050-13-75), le 3 à 21 h : R. Gotainer ; le 4 à 21 h : D. Lockwood, Abus dangereux.
ENGHIEN, Th. du Casino (412-90-00), les 3, 4, 5 à 20 h 45, le 6 à 15 h : Attila Doumai ; le 6 à 18 h - Ensemble instrumental B. Fonteny, Chœur d'enfants de Paris (Dvorak, Milhaud).
GENNEVILLIERS, Théâtre (793-26-30) (D. soir, L.), 20 h, mat. dim. 17 h : la Tragédie de Coriolan.
IVRY, Théâtre des quartiers (672-37-43) (D. soir, L.), 20 h 30, mat. dim. 16 h : Homme pour homme (à partir du 5).
JOINVILLE-LE-PONT, Centre J.-Prévert (885-53-41), le 5 à 21 h : Beshung.
MAISONS-ALFORT, Th. Cl.-Debussy (375-72-58), le 4 à 20 h 45 : les Tin Pan Stompers ; le 6 à 16 h : les Œufs de hasard (marionnettes).
MALAKOFF, Th. 71 (655-43-45) (J., D. soir, L.), 20 h 30, mat. dim. 16 h : Mère Courage et ses enfants.
MARLY-LE-ROI, Maison J.-Vilar (958-74-87), le 5 à 21 h : G. Lafaille.
MASSY, C.C. P.-Bailliart (920-57-04), le 4 à 15 et 21 h : la Fausse Suivante ou le Fourbe puni.
NANTERRE, Th. des Amandiers (721-18-81) (J., D. soir), 20 h 30. Mer., 19 h 30, mat. dim. 17 h : Combat de nègre et de chiens. – *Centre G.-Brassens* (725-36-32), le 4, à 21 h 30 : A. Winderberger-J.-Cl. Dalmas.
POISSY, Usine-Théâtre (074-70-18), le 5, à 21 h : J.-R. Caussimon, C. Nicolas, Tran Quang Hai.
RUEIL-MALMAISON, Th. A.-Malraux (749-77-22), le 2, à 14 h 30 : H. Des ; le 4, à 20 h 30 : Orchestre du conservatoire national de région de Rueil-Malmaison (Haëndel, Bartok, Ravel...).
SAINT-CYR-L'ECOLE, C.A.C. (058-45-75), le 3, à 21 h : K. Saporta, M.-Ch. Georghui ; le 4, à 21 h : Cie D. Bagouet ; le 5, à 21 h : Kaléidanse-A. de Raucourt.
SAINT-MAUR, Rond-Point Liberté (889-22-11), le 5 à 21 h, le 6 à 15 h : Mudra international.
SANNOIS, Centre Cyrano de Bergerac (981-81-56), le 4, à 21 h : A. Beshung.
SCEAUX, Les Gémeaux (350-05-96), le 5, à 20 h 45 : Quatuor Loewenguth, F. Doreau (Shumann, Beethoven).
SUCY-EN-BRIE, C.C. (590-25-12), le 8, à 20 h 45 : J. Vasca.
SURENNES, Th. J.-Vilar (772-38-80), le 4 à 21 h : M. Le Forestier.
LES ULIS, M.J.C. (907-48-04), le 4 à 21 h : M. Wander.
VERSAILLES, Th. Montansier (950-71-18), les 2, 3, 4 à 21 h : Celui qui n'avait rien fait ; le 5 à 21 h : Henri IV.
LE VÉSINET, CAL (976-32-75), le 2 à 21 h : Orchestre Pasdeloup, dir. I. Karatchewski (Beethoven).
VILLENEUVE-ST-GEORGES, C.C.M. (389-21-18), le 5 à 21 h : P. Le Corre ; le 8 à 14 h et 21 h : la Fausse Suivante.
VILLEPREUX, Th. de Val de Gally (462-49-97) ; le 3 à 21 h : la Fausse Suivante ; le 5 à 21 h : Orchestre de l'Ile-de-France, dir. A. Myrat (Sciortino, Messiaen, Gaussin).
VINCENNES, Th. D.-Sorano (374-73-74), (D. soir, L., Mar.), 21 h, mat. Dim. 18 h : Yes, peut-être.
VITRY, Th. J.-Vilar (680-85-20), le 5 à 20 h 30 : Musique traditionnelle du Viet-nam ; le 6 à 17 h : Peter Goss.
YERRES, C.E.C. (948-38-06), le 4 à 21 h : M. Jonasz ; le 8, à 20 h 30 (église de Crosne) : Chorale de l'Ecole de musique de la vallée de l'Yerres.



MUSIQUE

Les concerts

MERCREDI 2

THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h : Orchestre national de France, dir. L.G. Navarro, Chœurs de R.F., chef de chœur : J. Jouineau (Falla).

ÉGLISE SAINT-MÉDARD, 20 h 30 : Deller Consort (Gibbons, Weelkes).

LUCERNAIRE, 19 h 45 : F. Pham-Thanh (Bach, Beethoven, Chopin...).

SALLE PLEYEL, 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. : D. BARENBOIM (Beethoven, Reimann, Strauss).

ÉGLISE SAINT-ROCH, 21 h : Ensemble orchestral de Paris, dir. : J.-P. Wallez (Beethoven).

A. DEJAZET, 20 h 30 : M. Laforet.

RADIO-FRANCE, Auditorium 106, 18 h 30 : F. Elphege, J. Martin (Mozart, Debussy, Brahms).

JEUDI 3

SALLE PLEYEL, 15 h et 18 h : C. Joly (Liszt) ; 20 h 30 : voir le 2.

RADIO-FRANCE, Grand Auditorium, 20 h 30 : Ensemble instrumental du nouvel orchestre philharmonique, dir. : P. Mestral (Debussy, Varèse, Stravinsky...).

ÉGLISE SAINT-MÉDARD, 20 h 30 : Ensemble Cl. Janequin (Josquin des Prés, Janequin, Bertrand...).

THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h 30, Quatuor Amadeus (Brahms).

SALLE GAVEAU, 21 h : Les philharmonistes de Châteauroux, dir. : J. Komives (Milhaud, Bereau, Komives...

MUSÉE CARNAVALET, 20 h 30 : B. Bahurel (Bach, Galuppi, Haydn...).

A. DEJAZET, 20 h 30 : A.-L. Savin.

AMERICAN CENTER, 21 h : G. Douglas (Wolpe, Busoni).

SALLE BERLIOZ, 20 h 30, Quatuor Rosamonde (Mozart, Bartok) ; N. Zabaly (Beethoven, Chopin, Liszt).

THÉATRE MUSICAL DE PARIS, 20 h 30 : Récital Orchestre Colonne, dir. D. Renzetti, Jessye Norman, soprano (Verdi).

VENDREDI 4

THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h 30 : Nouvel orchestre philharmonique, dir. M. Janowski (Strauss, St-Saëns, Dvorak).

LUCERNAIRE, 19 h 45 : voir le 2 ; 21 h : Trio d'Aix-en-Provence (Beethoven, Brahms).

SALLE PLEYEL, 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. D. Barenboim (Beethoven, Brahms).

SALLE CORTOT, 20 h 30 : G. et Ch. Andranian (Mozart, Vallier, Chopin...).

SALLE GAVEAU, 20 h 30 : E. Friedman, L. Petitgirard (Bach, Bloch, Franck...).

CENTRE MUSICAL BOSENDORFER, 20 h 30 : A. Rahman el Bacha (Mozart, Beethoven, Schumann...).

SALLE DE L'ANCIEN CONSERVATOIRE, 20 h 30 : lauréats des concours internationaux.

FIAP, 20 h 30 : J. Hass-Delphis (Schumann, Schubert, Bartok...).

ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS, 21 h : Ensemble choral Contrepoint, ensemble instrumental Dardanus, dir. : O. Schneebeli (Vivaldi, Fuchs, Bach...).

MUSÉE CARNAVALET, 21 h : Y. Naganuma, J. Vandeville (Grieg, Bach) ; B. Bahurel (Bach, Mozart).

A. DEJAZET, 20 h 30 : E. Davoust.

RADIO-FRANCE, AUDITORIUM 106, 18 h 30 : K. Gilbert (Froberger, Haendel, Rameau...).

SAMEDI 5

LUCERNAIRE, 21 h : voir le 4.

ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE, 21 h : ensemble Caix d'Hervelois (Couperin, Rameau).

SALLE GAVEAU, 17 h : Quatuor Talich (Smetana, Borkovec, Brahms) ; 20 h 30 : F. Jacquinot (Schubert, Schumann, Chopin...).

ÉGLISE SAINT-MERRI, 21 h : J. Turaks, E. Joye (Bach, Telemann, Couperin).

ÉGLISE DES BILLETTES, 20 h 30 : Quatuor Gabrieli (Haydn, Chostakovitch, Schubert).

BASILIQUE SAINTE-CLOTILDE, 21 h : ensemble instrumental Gerson, dir. : D. Gencel, chœur d'hommes de Chaillot (Vivaldi, Bach, Schubert).

CONCIERGERIE, 17 h 30 : Trio de Paris, M. Geliot (Haendel, Naderman, Mozart...).

THÉATRE DE PARIS, 18 h : F. Aguessy.

A. DEJAZET, 20 h 30 : A. Audony.

ÉGLISE SUÉDOISE, 18 h : S. et A. Laventure.

ÉGLISE SAINT-GERVAIS, 16 h 30 : G. Litaize (Bach).

RADIO-FRANCE, AUDITORIUM 106, 18 h 30 : M.-M. Diego (Dowland, Frescobaldi, Ravel...).

THÉATRE MUSICAL DE PARIS, 20 h 30 : Philharmonie nationale de Varsovie, dir. Kazimierz Kord, M. Dichter, piano (Bartok, Moussorgsky, Ravel).

DIMANCHE 6

NOTRE-DAME, 17 h 45 : Ch. Mantoux (Grigny, Buxtehude, Franck...).

THÉATRE DU ROND-POINT, 11 h : Trio à cordes de Paris, D. Merlet (Beethoven, Schumann).

LUCERNAIRE, 19 h 45 : voir le 2 ; 21 h : H. Calef (Beethoven).

ÉGLISE SAINT-MERRI, 16 h : G. Cottin, C. de Preissac (Bach, Donizetti, Chopin...).

CENTRE ASSAS, 16 h 30 : Orchestre de jeunes A. Loewenguth (Prokofiev).

CONCIERGERIE, 17 h 30 : B. Verlet (Bach).

SALLE PLEYEL, 20 h 30 : Ensemble vocal M. Piquemal, Orchestre de chambre J.-F. Paillard, dir. : M. Corboz (Bach).

THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 18 h : Orchestre des Concerts Pasdeloup, dir. : I. Karabtchevsky (Villa-Lobos, Tedesco, Nepomuceno).

SALLE CORTOT, 17 h : M.-Ch. Bruneau, A. Suter (Schumann, Ravel, Diessel).

ÉGLISE SAINT-LOUIS DES INVALIDES, 17 h : J.-M. Louchart (Bach, Honegger, Chausson...).

ÉGLISE DES BILLETTES, 17 h : N. Lee, Ph. Bride, P. Boufil (Brahms, Schubert).

CARRE SILVIA MONFORT, 20 h 30 : Groupe Musique oblique, musique du XXe siècle (A. Webern, Sir W. Walton).

LUNDI 7

LUCERNAIRE, 21 h : H. Guery (Prokofiev, Schubert).

THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h 30 : M. Tagliaferro (Chopin).

RADIO-FRANCE, GRAND AUDITORIUM, 20 h 30 : Quatuor Talich (Beethoven, Ohana, Bartok).

ÉGLISE DE LA TRINITÉ, 21 h : Orchestre des Concerts Lamoureux, dir. : J. Von Websky (Brahms).

ÉGLISE ANGLICANE SAINT-GEORGES, 12 h 45 : J. Dufieux.

SALLE A. MARCHAL, 20 h 30 : R. Daugareil, M.-P. Siruguet (Schumann, Ravel, Brahms).

ATHÉNÉE, 21 h : W. Berry, E. Werba (Schubert).

ESPACE CARDIN, 21 h : G. Tacchino, A. Marion, J.-C. Benoit (Poulenc).

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE, GRAND THÉATRE, 20 h 30 : S. Ramon (Bach).

SALLE GAVEAU, 20 h 30 : D. Wayenberg.

ÉGLISE DE L'ANNONCIATION, 20 h 30 : Ensemble musical art et amitié (Vivaldi, Telemann, Bach, Haendel).

RANELAGH, 18 h 30 : ensemble instrumental Sayat-Nova, dir. : J.-P. Nergararian (musiques traditionnelles d'Arménie).

THÉATRE MUSICAL DE PARIS, 20 h 30 : Toronto Symphony Orchestra, dir. : A. Davis, B. Hendricks (Malher).

CARRÉ SILVIA MONFORT, 20 h 30 : Groupe Musique oblique, Musique du XXe siècle (A. Webern, Sir W. Walton).

MARDI 8

LUCERNAIRE, 19 h 45 : E. Pia Manceau, J.-L. Soyer, P. Douillez (Rossini, Schubert, Marconi...) ; 21 h : voir le 7.

ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE, 21 h : S. Preston, M. McGaughey, A. Haas (Rameau).

ÉGLISE SAINT-MÉDARD, 20 h 30 : K. Gilbert (Couperin, d'Anglebert, Dumont...).

SALLE GAVEAU, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. : G. Akoka (Rossini, Paganini, Ravel).

SALLE CORTOT, 20 h 30 : M. Nakai (Beethoven, Schubert, Chopin...).

PORTE DE LA SUISSE, 20 30 : Germ (Celarianu, Berio, Rossé...).

CENTRE CULTUREL CANADIEN, 20 h 30 : N. Tait, N. Carthy.

THÉATRE DE L'ALLIANCE, 20 h 30 : Polyphonies d'Arezzo.

THÉATRE MUSICAL DE PARIS, 20 h 30 : Récital Orchestre de Lyon, dir. : S. Bando, Jessye Norman-Soprano (Mozart).

Jazz, pop, rock, folk

AMERICAN CENTER (321-42-20), le 6 à 16 h 30 : Kim Parker Quartette.

ARC (723-61-27), le 2 à 20 h 30 : Vienna Art Orchestra ; le 3 à 20 h 30 : H. Sokal, R. Schwalle, J.-F. Jenny-Clark, D. Humair.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : M. de Villers (dernière le 6).

CAVERNE D'ALIGRE (340-70-28), 20 h 30 : Solo et Namana.

CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), (D., L.), 22 h 30 : Carnaval Combo.

CLOITRE DES LOMBARDS (233-54-09), les 3, 4, 5 à 23 h : Los Salseros ; le 6 à 23 h : Ganja.

DEPOT-VENTE (637-31-87), le 2 à 21 h 30 : Segan ; 22 h 30 : B. Bennetal, 23 h 30 : D. Dupuis.

DUNOIS (584-72-00), 20 h 30, le 3 : G. Marais, F. Leriche, L. Van Winsberghe, Badault ; le 4 : Le Gos Big Band ; le 5 à 18 h : Trio G. Paczinski, à 20 h 30 : Polycim ; le 6 à 20 h 30 : Polycim.

ELYSEE-MONTMARTRE (606-38-79), le 8 à 20 h 30 : R. Guérin.

FNAC FORUM (261-81-18), le 7 : M. Sauer, M. Ten Hoorn, A. Roelofs ; le 8 : M.-A. Martin, G. Marais.

FORUM (297-53-39), le 7 : Ph. Catherine Quartet ; le 8 : P.-J. Gaucher, A. Devos, J. Gourley, P. Michelot, Ph. Combelle.

LUCERNAIRE (544-57-34), les 2 et 3 à 22 h 30 : B. Pimont.

NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30, les 3, 4 : H. Parlan ; le 5 : M. Chapman ; le 7 : G. Adams, Don Pullen.

OLYMPIA (742-25-49), le 7 à 21 h : Chris de Burgh.

PATIO (758-12-30), 22 h : Cl. Bolling (dernière le 5), (à partir du 7) : Moustache.

PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : mer. : B. Lagrene, Quartet Pifarely ; jeu. : Watergate Seven + One ; ven. : Swing at six ; sam. : Metropolitan Jazz Band ; lun. : Alligator Jazz Band ; mar. : E. Le Lann Quartet.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : Erica (dernière le 6) (à partir du 7) : F. Faure, Ph. Lacarrière, E. Dervieu.

RADIO-FRANCE Auditorium 106 (524-15-16) le 3 à 18 h 30 : Ch. Lavigne, F. Mechali, M. Mouthana.

SLOW CLUB (233-84-30), les 2, 3, 4 à 21 h 30 : M. Laferrière ; les 5 : J. Caroff ; le 8 : S. Guerault.

SUNSET (261-46-60) les 2, 3, 4 : Panam Fusion ; le 8 : J.-M. Kadjan.

VIEILLE HERBE (321-33-01), le 3 à 20 h : Tao.

Le music-hall

ALLIANCE (544-41-42) les 4 et 5 à 21 h, le 6 à 17 h : I Cardellini dell Amiata.

BOBINO (322-74-84) (D. soir, L.), 20 h 45, mat. dim., à 16 h : J. Beaucarne.

CENTRE CULTUREL CANADIEN (551-35-73), le 3, à 20 h 30 : Clairette, D. Cloutier.

GYMNASE (246-79-79) : voir théâtres.

MARIGNY (256-04-41) (D. soir, L.), à 21 h ; mat. dim., à 15 h : Thierry Le Luron.

OLYMPIA (742-25-49), les 2, 3, 4, 5 à 21 h ; le 6 à 14 h 30 et 18 h : Chants et danses de l'ensemble soviétique de Géorgie ; le 5 à 14 h 30 : Groupe Lenchaheb ; le 8 à 21 h : R. Gotainer.

PALAIS DES GLACES (607-49-93) (D. soir, L.), à 20 h 30 ; mat. dim., à 15 h : Dimitri.

PALAIS DES SPORTS (828-40-90), jeu., ven., mar., à 21 h ; sam., à 14 h 15, 17 h 30 et 21 h ; dim., à 14 h 15 et 17 h 30, mer., à 15 h : Holiday on Ice.

PORTE DE LA MUETTE (288-46-10), (D. soir), 20 h 45, mat. merc., sam., 15 h ; dim., 14 h 30 et 17 h 30 : Les nuits du cirque.

PORTE DE PANTIN, sous chapiteau (245-88-11) (D. soir, L.), à 20 h 30 ; mat. dim., à 16 h : J. Clerc.

THEATRE DE PARIS (874-10-75), 18 h 30 : S. Malagugini.

THÉATRE DE LA PORTE-SAINT-MARTIN (607-37-53), les 3, 4, 8 à 20 h 30 ; les 2, 6, à 15 h., le 5 à 15 h et 20 h 30 : A. Cordy.

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41) (D., L.), à 21 h 30 : L. Rizzo, M. Fernandez, Josefina ; dim., à 21 h 30 : O. Guidi, J.-C. Carrasco.

Les opérettes

RENAISSANCE (208-21-75), le 2 à 14 h 30, le 5 à 14 h 30 et 20 h 30, les 3, 4, 8, à 20 h 30 ; le 6, à 14 h 30 et 18 h 30 : Le Vagabond tzigane.

La danse

ATHANOR (859-28-86), les 3, 6, à 20 h 30 : Le regard quarelle.

BASTILLE (357-42-14) (D. soir, L.), 19 h 30, mat. dim., 15 h : Pandora Suite.

CENTRE CULTUREL DE L'ABBAYE (354-30-75), le 3 à 20 h 30 : Bharata Natyam.

CENTRE MANDAPA (589-01-60), 20 h 45 : les 3 et 4 : L. Sarenka ; les 5 et 7 : Won Kyung Cho ; le 8 : Karunakaran.

FOUR SOLAIRE (372-98-81), les 4, 5, 6 à 21 h : Miroir à trois faces.

ESPACE CARDIN (266-17-30), jeu., ven., sam., à 20 h 30 : Contes d'Andersen.

PALAIS DES CONGRES (758-13-03), le 8 à 20 h 30 : la Belle au bois dormant.

SOLEIL D'OR (543-50-12), le 5 à 20 h 30 : Bharata Natyam.

TEMPLIERS (272-94-56), jeu., ven., sam., à 20 h 30 ; dim., à 14 h 30 : *Ballet Iberia*.

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES (723-47-77), les 5 et 8 à 20 h ; le 6 à 14 h 30 : Spectacle de l'école de danse de l'Opéra de Paris.

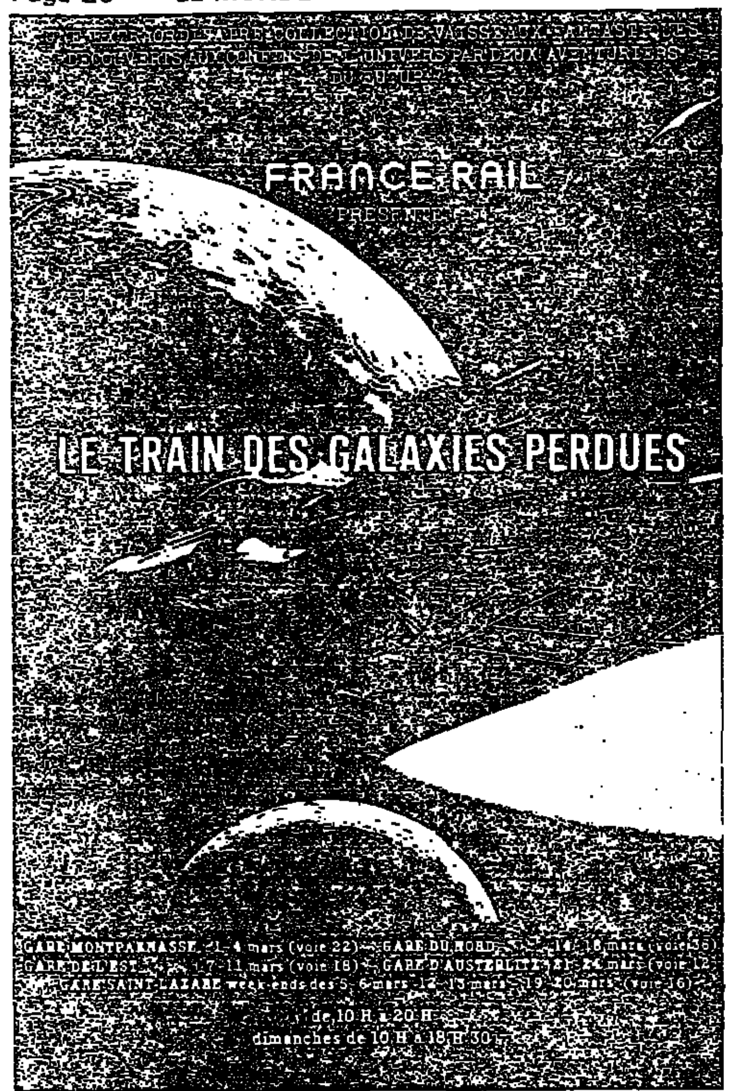
THÉATRE 18 (226-47-47), (D. soir, L.), 20 h mat. dim., 16 h : Et si elle a chaud, elle ! ; 22 h : Le Paradis sur terre (à partir du 8).

THEATRE DE PARIS 12 (343-19-01), le 8 à 20 h 45 : Cl. Rousier.

THEATRE PRESENT (203-02-55), le 8 à 20 h 30 : Danse au présent.







CINEMA

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans. (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

MERCREDI 2 MARS

15 h, Bethsabee, de L. Moguy ; 19 h, Hommage à K. Paxinou : Uncle Silas, de Ch. Frank ; 21 h, Hommage à Jan Lenica : Moving pictures ; Landscape ; UBU ou la Grande Gidouille.

JEUDI 3 MARS

15 h, Il suffit d'une fois, de A. Feix ; 19 h, Hommage à K. Paxinou : l'Ile d'Aphrodite, de G. Skalenakis ; 21 h, les Beaux Souvenirs, de F. Mankiewicz.

VENDREDI 4 MARS

15 h, la Maison dans la dune, de P. Billon ; 19 h, Hommage à K. Paxinou : Noces de sang ; 21 h, le Confort et l'Indifférence.

SAMEDI 5 MARS

15 h, Zouzou, de M. Allégret ; 17 h, la Machine à tuer les méchants, de R. Rossellini ; 19 h, Hommage à K. Paxinou : Tante Zita, de R. Enrico ; 21 h, la Vraie nature de Bernadette.

DIMANCHE 6 MARS

15 h, Macao, l'enfer du jeu, de J. Delannoy ; 17 h, Pavane pour un homme épuisé, de M. Kobayashi ; 19 h, Hommage à K. Paxinou : Echec à Borgia ; 21 h, le Temps de l'avant.

LUNDI 7 MARS

17 h 30, Hommage à J. Ivens : Cinéma et histoire ; 18 h 30, Films IDHEC ; 21 h, Elle voulait faire du cinéma, de C. Huppert.

MARDI 8 MARS

15 h, Chèque au porteur, de J. Boyer ; 19 h, Hommage à K. Paxinou : Electre, de A. Meleropoulos ; Katina Paxinou et la tragédie, de V. Maros ; Mémoire de Katina Paxinou, de C. Aristopoulos ; 21 : Concile d'amour, de W. Scroeter.

BEAUBOURG (278-35-57)

MERCREDI 2 MARS

15 h, Hommage à J. Ivens : Loin du Vietnam ; 17 h 15, le Peuple et ses fusils ; 19 h, Une femme qui s'affiche, de G. Cukor.

JEUDI 3 MARS

15 h, Hommage à J. Ivens : Le 17e parallèle ; 17 h, Borinage ; l'Indonésie appelle ; Nouvelle terre ; 19 h, Hold-up, de H. Cornfield.

VENDREDI 4 MARS

15 h, Hommage à J. Ivens : Les quatre cents millions ; Lettre de Chine ; 17 h, Comment Yukong déplaça les montagnes : les Artisans ; Autour du pétrole-taking ; 19 h, La rançon de la peur, de J. Pevney.

SAMEDI 5 MARS

15 h, Hommage à J. Ivens : Comment Yukong déplaça les montagnes ; Entraînement au cirque de Pékin ; la Pharmacie ; 17 h, Comment Yukong déplaça les montagnes ; l'Usine des générateurs ; 19 h 30, Rétrospective du cinquième Festival de Clermont-Ferrand : Café-plongeoir, de J. Boivin ; Ulysse, de A. Varda ; les Sorties de Charlerine Dupas, de J. Morder ; Sœur Anne ne vois-tu rien venir ? de D. Dubroux ; la Dragonne, de Fr. Dupeyron ; 21 h 30, Rébellion, de M. Kobayashi.

DIMANCHE 6 MARS

15 h, Hommage à J. Ivens : Comment Yukong déplaça les montagnes : le Ballon, lycée n° 31 ; Une répétition à l'opéra de Pékin ; Impressions d'une ville : Shangaï ; 17 h, Comment Yukong déplaça les montagnes : Une femme, une famille ; 19 h 50, Rétrospective du cinquième Festival de Clermont-Ferrand : Fernandel forever, de V. Lombard ; la Frite, de R. Guillot ; Point d'eau, de V. Moncorgé ; Un hiver à Paris, de J. Loyseau ; Laissé inachevé à Tokyo, de O. Assayas ; 21 h 30, Hommage à L. Comencini : Sans rien savoir d'elle.

LUNDI 7 MARS

15 h, Hommage à J. Ivens : Comment Yukong déplaça les montagnes : le Professeur Tsien ; Une caserne ; Un village de pêcheurs ; 19 h, Tu seras un homme, mon fils, de G. Sidney.

MARDI 8 MARS

Relâche.

Les exclusivités

A LA RECHERCHE DE LA PANTHÈRE ROSE (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).

AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62).

ANTONIETA (Fr.-Mex., v.o.) : Trois Parnassiens, 14e (320-30-19).

L'AS DES AS (Fr.) : Gaumont-Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaumont-Ambassade, 8e (359-19-08).

LES AVENTURES DE PANDA (Jap., v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45). – (V.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

LA BALANCE (Fr.) : Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

LE BATTANT (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Maxeville, 9e (770-72-86) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné-Beaubourg, 13e (271-52-36) ; Cluny-Écoles, 5e (354-20-12) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 7 Parnassiens, 14e (329-83-11).

BLADE RUNNER (A.) (v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA BOUM N° 2 (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

BRISBY ET LE SECRET DE NIMH (A.) : (v.f.) (Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).

LE CAMION DE LA MORT (A., v.o.) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

CAP CANAILLE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Montparnasse, 14e (544-14-27) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Images, 16e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

CINQ JOURS CE PRINTEMPS-LA (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C.-Champs-Élysées, 8e (359-12-15) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : U.G.C.-Boulevard, 9e (246-66-44).

CLEMENTINE TANGO (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38).

COMÉDIE ÉROTIQUE D'UNE NUIT D'ÉTÉ (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (623-25-97).

LE CRIME D'AMOUR (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

DANTON (Fr.-Pol.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Cujas, 5e (354-89-22) ; Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Miramar, 14e (320-89-52).

DE MAO A MOZART (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Pagode, 7e (705-12-15).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost. - A.) (V. Ang.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – (V.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94).

DIVA (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Panthéon, 5e (354-15-04).

L'ENFANT SECRET (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

L'EMPRISE (v.o.) (*) : Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; *Paramount Odéon*, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; v.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, Secrétan, 19e (241-77-99).

E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A) (v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50).

L'ÉTAT DES CHOSES (All., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Calypso, 17e (380-30-11).

L'ÉTÉ DE NOS QUINZE ANS (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Le Paris, 8e (359-53-99).

LES FEUX DU THÉATRE (A) (v.o.) : Action Christine Bis, 6e (325-47-46).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38)

LES FILMS NOUVEAUX

L'AFRICAIN, film français de Philippe de Broca : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

ALL BY MYSELF, *film américain de* Christian Blackwood, v.o. : Saint-Séverin, 5e (354-50-91)

CAPITAINE MALABAR DIT « LA BOMBE », film italo-américain de Michele Lupo, v.f. : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Max-Linder, 8e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

COBRA, Film américain d'Enzo Castellari, v.o. : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; *U.G.C.-Gare de Lyon*, 12e ((343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

MY DINER WITH ANDRÉ, film américain de Louis Malle, v.o. : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; La Pagode, 7e (705-12-15).

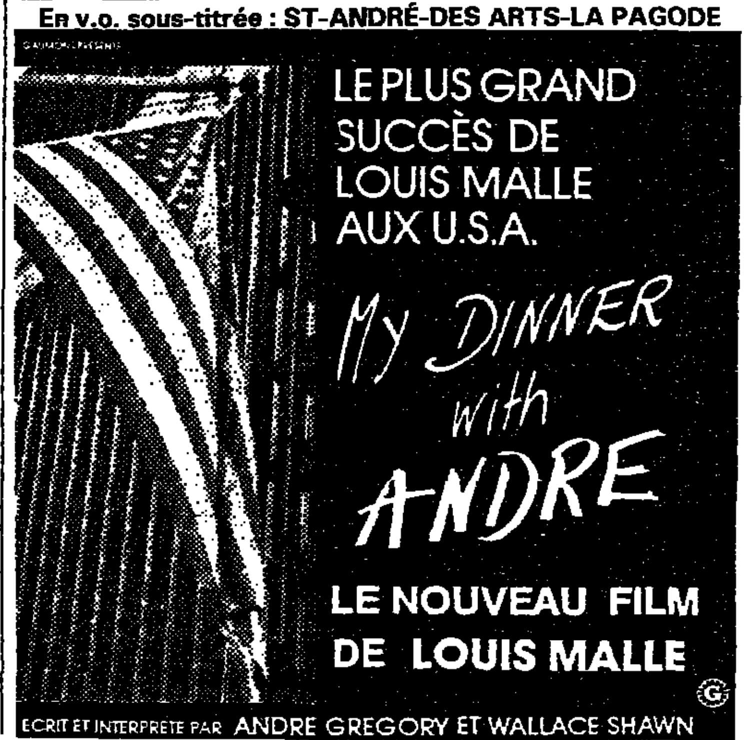
POUR QUI VOTE L'OXYGÈNE, *film hollandais de Johan Van der Keuken*, v.o. : Movies, 1er (260-43-99).

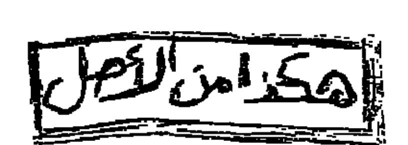
RAMBO (*), Film américain de Ted Kotcheff, v.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. - Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-32) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 18e (241-77-99).

SANS SOLEIL, film français de Chris Marker, Action-Christine, 6e (325-47-46) ;

TOOTSIE, film américain de Sydney Pollack, v.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Saint - Germain-Huchette, 5e (633-63-20) ; U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Ambassade, 8e (329-19-08) ; *Biarritz*, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C.-Boulevards, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (626-10-96).







CINEMA

L'IMPOSTEUR (Ital.) (v.o.) : Forum, 12e (297-53-74) ; St-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. Impérial, 2e (742-72-52) ; Nations, 12e (343-04-67).

J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

LE JOUR DES IDIOTS (All., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

MAYA L'ABEILLE (Autr., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LES MISÉRABLES (Fr.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

MEURTRES, EN TROIS DIMENSIONS (A., v.o.) (*) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).

LA MORT AUX ENCHÈRES (A., v.o.) (**) : St-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; V.f. : Lumière, 8e (246-49-07).

OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : St-Michel, 5e (326-79-17) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

L'ŒIL DU TIGRE : ROCKY III (A, v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Paramount-Montparnasse, Images, 18e (522-47-94) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

PARTNERS (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention-Saint-Charles.

PHOBIA (A., v.o.) : Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

PLUS BEAU QUE MOI TU MEURS (Fr.,) : Arcades, 2e (233-54-58).

LE PREMIER AMOUR (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

LE PRIX DU DANGER (Fr.) (*) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44).

LE RETOUR DES BIDASSES EN FOLIE (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

LE RUFFIAN (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

SUPERVIXENS (A., v.f.) (**) : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).

LA TEMPÊTE (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).

THE VERDICT (A. v.o) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Biarritz, 6e (723-69-23) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; P.L.M. St-Jacques, 14e (589-68-42) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Maxéville, 9e (770-63-68) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

TIR GROUPÉ (Fr.) (*) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97).

TOUT LE MONDE PEUT SE TROMPER (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06).

TOUT L'OR DU CIEL (A., v.o.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).

TRAVAIL AU NOIR (Ang., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Impérial Pathé, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, 8e (350-04-67) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Kinoparama, 15e (306-50-50).

TRON (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

UN CHIEN DANS UN JEU DE QUILLES (Fr.) : St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43).

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; St-Michel, 5e (326-79-17) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.F. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

UNE CHAMBRE EN VILLE (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

YOL (Turc, v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

LES CHARIOTS DE FEU (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

LES CHASSES DU COMTE ZARROF (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

COUP DE CŒUR (A., v.o.) : Escurial (H.S.P.), 13e (707-28-04).

LA DAME AU PETIT CHIEN (A., v.o.) : Olympic petite salle, 14e (542-67-42).

DEEP END (Ang., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).

DELIVRANCE (A., v.f.) (*) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

LA DÉROBADE (Fr.) : Lumière, 9e (246-49-07).

EASY RIDER (A., v.o.) (*) : Templiers, 3e (272-94-56).

EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount-City, 8e (562-45-76).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

L'ÉPOUVANTAIL (A., v.o.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

ELVIS SHOW (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).

ERASERHEAD (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).

FAMILY LIFE (Ang., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

LE FASCISME ORDINAIRE (Sov.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

LE FAUCON MALTAIS (A., v.o.) : Action Christine bis, 6e (325-47-46).

FITZCARRALDO (All. v.o.) : Lucernaire, 6e ((544-57-34).

FRANKENSTEIN JR (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

FRENZY (A., v.o.) (*) : A.-Bazin, 13e (337-74-39).

GILDA (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77).

HIROSHIMA MON AMOUR (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

L'HOMME INVISIBLE (A., v.o.) : Studio Gît-le-Cœur, 5e (326-80-25) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42).

LA HONTE (Suéd., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (533-91-68).

IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).

L'ILE SUR LE TOIT DU MONDE (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Napoléon, 17e (380-41-46).

JEREMIAH JONHSON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-52-56).

JE SUIS UN ÉVADÉ (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

JÉSUS DE NAZARETH (It., 1re partie, 2e partie) (v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

KEY LARGO (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

LE LAURÉAT (A.,v.o.) : Quartier Latin, 5e (326-84-25).

MAD MAX I (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-39-96).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

LA MÉLODIE DU BONHEUR (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).

MOURIR A TRENTE ANS (Fr) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Publicis St-Germain, 6e (222-72-80).

LE MYSTÈRE PICASSO (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81).

NEW-YORK, NEW-YORK (A., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).

OUT ONE : SPECTRE (Fr.) : République-Cinéma, 10e (805-51-33) H. Sp.

PAPILLON (A., v.f.) (*) : Capri, 2e (508-11-69).

PARADIS POUR TOUS (Fr.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Cinoches St-Germain, 6e (633-10-82).

LA POURSUITE IMPITOYABLE (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (354-47-62).

LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (Fr.) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; 7 Parnassiens, 14e (329-83-11).

SHERLOCK HOLMES ATTAQUE L'ORIENT-EXPRESS (A., v.o.) : Ranelag, 16e (288-64-44).

LE SHÉRIF EST EN PRISON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

SI DISNEY M'ÉTAIT CONTÉ (A., v.f.) : La Royale, 8e (265-82-66).

LA STRADA (It., v.o.) : Cinoches St-Germain, 6e (633-10-82).

TÉMOIN A CHARGE (A., v.o.) : Acacias, 17e (764-97-83).

TOM JONES (Ang., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77).

TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE SANS JAMAIS OSER LE DEMANDER (A., v.o.) (**) : Cinoches St-Germain, 6e (633-10-82).

UNE NUIT A CASABLANCA (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

LA VEUVE MONTIEL (Mex-Cub., v.o.) : 3-Parnassiens, 14e (320-30-19).

LES VIKINGS (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

WOMEN (A., v.o.) : Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42).

Les grandes reprises

AGENT X 27 (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07).

ALPHAVILLE (Fr.) : Studio Logos, 5e (354-26-42).

LES ARISTOCHATS (A. vf.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

L'AVVENTURA (It., v.o.) : Olympic Halles, 4e (278-34-15) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42)

LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) (*) : Champo, 5e (354-51-60).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

CABARET (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34).

CINEMA

Les festivals

BUSTER KEATON : Marais, 4e (278-47-86), mer. : Ma vache et moi ; jeudi : Steamboat Bill Jr ; vend. : le Mécano de la « General » ; sam. : Sherlock Jr ; dim. : les Lois de l'hospitalité ; lun. : Fiancées en folie ; mar. : le Dernier Round.

MARX BROTHERS (v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07), mer. : Une nuit à l'Opéra ; jeudi : Chercheurs d'or ; vend. : Noix de coco ; sam. : Monkey Business ; dim. : la Soupe au canard ; lundi : Explorateurs en folie ; mar. : Un jour au cirque.

FANTASTIQUE (v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37), en alt. : Dans les griffes de la momie ; Dracula, prince des ténèbres ; Zardoz ; la Mouche noire.

NUIT DU COURS MÉTRAGE : La Pagode, 7e (705-12-15), sam., à partir de 22 heures.

CARY GRANT (v.o.) : Action-La Fayette, 9e (878-80-50), mer. : l'Impossible M. Bébé ; jeudi : Soupçons ; vend. : Chérie, je me sens rajeunir ; sam. : les Enchaînés ; dim. : Elle et lui ; lundi : Honeymoon ; mar. : la Mort aux trousses.

L'ÉTERNEL RETOUR DE BOGART (v.o.) : Action-La Fayette, 9e (878-80-50), mar., mer. : le Grand Sommeil ; jeu. : Dark Victory ; vend. : Passage to Marseille ; sam. : La mort n'était pas au rendez-vous ; dim. : Casablanca ; lundi : le Port de l'angoisse.

JACQUES RIVETTE : Républic-Cinéma, 11e (805-51-33), mer. : le Pont du nord ; jeu., vend. : Duelle ; vend., dim., mar. : Out One : Spectre ; sam. : Céline et Julie vont en bateau ; sam. : Merry go round ; dim. : Noroit.

MARLON BRANDO (v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04) : Viva Zapata ; l'Homme à la peau de serpent ; la Comtesse de Hong-Kong ; Queimada.

SEMAINE DU CINÉMA GREC (v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01), mer. : Blocko ; jeu : Témoins et martyrs ; ven. : Happy Day ; sam. : 1922 ; dim. : Alexandre le Grand ; lun. : la Grille ; mar. : la Digue.

YVAN PASSER (v.o.) : Espace-Gaîté, 14e (327-95-94), mer., ven., dim., mar. : Cutter's Way ; jeu., sam., lun. : Né pour vaincre.

HOMMAGE A SIDNEY POLLACK (v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), mer., sam. : Nos plus belles années ; jeu., dim. : Jeremiah Johnson ; ven. : le Chasseur de scalps ; lun. : Yakusa ; mar. : le Cavalier électrique.

CROISIÈRE POUR LE COURT MÉTRAGE : la Péniche des Arts, 16e (527-77-55), t.l.j. 20 h 30.

RITA HAYWORTH (v.o.) : Mac-Mahon, 17e (380-24-81), mer., lun. : Stawberry Blonde ; jeu., mar. : Cover Girl ; ven. : O toi ma charmante ; sam. : la Blonde ou la Rousse ; dim. : L'amour vient en dansant.

STUDIO 28 (606-36-07), mer. : la Boum II.

STUDIO 43 (770-63-40). Des images et des jours ; jeu. 18 h, dim. 16 h et 22 h : la Guerre d'un seul homme, le Journal filmé (Joseph Morder) ; mer. 20 h : l'Été madrilène ; mer. 22 h : Un chien amoureux ; jeu. 20 h : la Femme en vert ; ven. 20 h : Certains tombent en amour ; sam 20 h : le Lapin rose ; dim. 20 h : le Lapin à deux têtes ; lun. 20 h : Au petit suisse ; jeu. 22 h, dim. 18 h : Heroes ; ven. 22 h, lun. 18 h : Octobre à Madrid ; ven. 18 h, sam. 22 h : l'Ambassade ; ven. 22 h, lun. 18 h : Victor Cordier ; dim. 14 h, lun. 22 h : Anne Rochelle ; dim. 14 h, lun. 22 h : Souvenirs de printemps dans le Liao-Ning ; ven. 18 h, sam. 22 h : Bob ; ven. 18 h, sam. 22 h : le Horla ; jeu. 22 h, dim. 18 h : Confession d'un cinéaste ; sam. 17 h : Diaries Notes and Sketches ; mar. 20 h : Peu d'hommes, quelques femmes.

STUDIO 28, 18e (606-36-07), mer. : la Boum II ; jeu. : l'Épouvantail ; ven. : le Mépris ; sam. : Danton ; dim., mar. : la Balance.

Les séances spéciales

AMERICAN GIGOLO (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 15 h 35, ven. 0 h 15.

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 17 h 40, sam., 0 h 15.

BABY DOLL (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36), dim., lun., mar., 12 heures ; Olympic, 14e (542-67-42), 18 heures (sf sam., dim.).

LE BEAU MARIAGE (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36), 11 h 55.

CÉLINE ET JULIE VONT EN BATEAU (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), mer. 21 h 15.

LE CHAGRIN ET LA PITIÉ (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56), mar. 19 h 45.

LE COUP DE GRACE (All., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36), mer., jeu., ven., 11 h 40.

DÉLIVRANCE (A., v.o.) (*) : Studio Galande, 5e (354-72-71) 14 heures + Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), dim. 19 h 45, lun., 18 heures.

EASY RIDER (A., v.o.) (*) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 22 h 15.

ET DIEU CRÉA LA FEMME (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56), sam., dim., 17 h 30.

L'EXORCISTE (A., v.o.) (**) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h 10.

L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Templiers, 3e (272-94-56), 22 heures (sf mar.).

EXTÉRIEUR NUIT (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36), 11 h 50.

LA FÉLINE (A., v.o.) (*) Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 heures et 24 heures.

LA GUERRE DU FEU (Fr.) Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 13 h 50.

HAMMETT (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h 20.

L'HOMME A LA PEAU DE SERPENT (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 h et 24 h.

LE JAPON DE FRANÇOIS REICHENBACH (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36), sam., dim., lun., 11 h 45.

JE T'AIME MOI NON PLUS (Fr.) (**) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14) 14 heures.

LETTRE D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.) Olympic-Saint-Germain, 6e (222-87-23), 12 heures.

MARAT-SADE (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), dim., 21 h 45.

MARATHON MAN (A., v.o.) Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14) 22 h 10.

MEAN STREET (A., v.o.) (**) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 heures et 24 heures.

MÉDÉE (It., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), jeu., 19 h 15, jeu., ven., 19 h 15, mar., 22 heures.

MÈRE JEANNE DES ANGES (Pol., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 heures en semaine.

MISSING (A., v.o.), Cité internationale, 14e (589-38-69), mar., 21 h.

MORT A VENISE (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 16 heures.

MURIEL (Fr.), Olympic, 14e (542-67-42), 18 h 20 (sf sam., dim.).

NEIGE (Fr.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 18 h 20.

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (**) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 20 heures.

PLAY-TIME (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56), mer., 21 h 45.

PROFESSION : REPORTER (Ang., v.o.), Olympic, 14e (542-67-42), 18 heures (sf sam., dim.).

PSYCHOSE (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), t.l.j. 18 h 20.

QUERELLE (All., v.o.) (*) : Boîte à films, 17e (622-44-21), mer., jeu., ven., lun., mar., 13 h 30 + t.l.i. 22 h 30 : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 18 h 10.

QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h 30.

RAGTIME (A., v.o.), Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 15 h 30 ; Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04), mer., jeu., ven., sam., dim., lun., 21 heures ; sam., 21 h 15.

LES RAISINS DE LA COLÈRE (A., v.o.) : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37), 14 heures.

RENCONTRE AVEC DES HOMMES REMARQUABLES (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), jeu., 21 h 15, mar., 20 heures.

LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), ven., lun., 21 h 30.

SAMEDI SOIR, DIMANCHE MATIN (Ang., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (272-52-36), sam., 11 h 55.

SOUDAIN L'ÉTÉ DERNIER (A., v.o.), Olympic, 14e (542-67-42), 18 heures (sf sam., dim.).

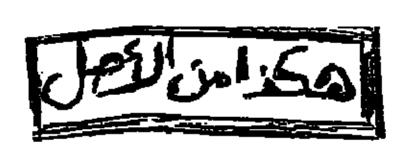
SUBWAY RIDERS (A., v.o.), Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 24 heures.

LE TAMBOUR (All., v.o.) (*) : Templiers, 3e (272-94-56), t.l.j. sauf mar., 19 h 50.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) (*) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 22 h 25-0 h 10.

TOMMY (Ang., v.o.) (*) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), sam., 23 h 15.

WANDA (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-19-68), 12 heures.



COMMUNICATION

Mercredi 2 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 25 Coupe d'Europe de football.
Paris-Saint-Germain-Waterschei en direct du Parc des Princes. 1/4 de finale match aller.

22 h 25 Les mercredis de l'information.
d'A. Deavers.
Laquais ou prophètes, le dilemme des prêtres en Amérique centrale.

23 h 25 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Téléfilm : Sur un même bateau.
De M. Failevic.
Au XVIII[e] siècle, un navire chargé d'esclaves fait naufrage vers une petite île des Antilles. Deux Blancs – le maître et son valet – et trois Noirs se retrouvent quasimus, sans armes, sur la plage. Que va-t-il se passer ? Une fable au passé, une nouvelle version de Robinson Crusoé, racontée avec peu de mots, et beaucoup d'humour.

22 h 10 Magazine : Cinéma-cinémas.
de M. Boujut, A. Andreu et C. Ventura.
Au sommaire : la lettre d'un cinéaste : J.-P. Mocky ; une journée de tournage de R. Goupil ; le cinéma du George V ; un entretien avec le photographe G. Hurell ; un document sur le cinéaste Paradjanov.

23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Variétés : Cadence 3.
Emission de Guy Lux, Lela Milcic et Pascal Danel. Avec Sheila.

21 h 35 Journal.

21 h 55 Dramatique : La Narration.
Réal. G. Jorre avec B. Agenin, A. Chenin, J. Herviale...
Les retrouvailles d'une mère et d'un fils dans une maison-souvenir sur le bassin d'Arcachon : quelques moments tendres et émouvants.

22 h 48 Une minute pour une image.
D'Agnès Varda.



22 h 50 Prélude à la nuit.
Etude N° 1 « Allegro Sostenuto » et étude N° 2 « Presto » de F. Chopin, par J.-B. Pommier, au piano.

FRANCE-CULTURE

19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, La science en marche : Hippocrate dit oui, Gallien dit non.
22 h 30, Nuits magnétiques : futur antérieur.

FRANCE-MUSIQUE

20 h, Musique espagnole (en direct du Théâtre des Champs-Elysées, à Paris) : « Airs, duos et préludes de Zarzuela », « la Vie brève » opéra de M. de Falla ; par l'Orchestre national de France et les chœurs de Radio-France ; dir. L. Garcia Navarro ; sol. C. Hernandez, M. Ysas, Perez-Inigo, M. Cid...
23 h, La nuit sur France-Musique : le club des archives.

Jeudi 3 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 15 Vision plus.
12 h HF 12 (info.).
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 50 Objectif santé.
Tumeur de la vessie.
14 h Les rendez-vous du jeudi (C.N.D.P.).
18 h C'est à vous.
18 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 50 Histoire d'en rire.
19 h 5 Météorologie.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 S'il vous plaît.
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : Liberté - liberté.
Réal. A. Dhouailly, avec C. Hubeau, M. Beaune, M. Lonsdale...
Un professeur de philosophie, coincé par une éducation rigide et un immigré sorti de prison. Des conceptions de la liberté diamétralement opposées. Malheureusement les deux personnages sont de pâles caricatures et rendent le téléfilm bien ennuyeux.
22 h 10 Documentaire : Un continent perdu, les Pique-Talosse.
Réal. H. Knapp.
N° 2 : La galère et le fusil : Témoignages, souvenirs sur les temps anciens d'un vieux militant syndicaliste, d'un vétérinaire, tous deux natifs du pays de Chalosse dans les Landes. Intéressant.
23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 5 Jeu : L'Académie des neuf.
13 h 30 Émissions régionales.
13 h 50 Série : La vie des autres.
14 h 5 Aujourd'hui la vie.
Sommes-nous tous spasmophiles ?
15 h Film : Intrigue à Suez.
Film italien de P. Heush (1969), avec R. van Nutter, M. Tolo, E. Fajardo, P. Hersent, J. Jaspes.
Après l'enlèvement de deux savants atomistes irradiés, un agent spécial de la C.I.A. vient enquêter à Istanbul. Il découvre qu'un armateur presque ruiné prépare une opération insensée dans le canal de Suez.
Espionnage atomique, bagarres, catastrophe en perspective. Ce film est bâclé, invraisemblable et très ennuyeux.
16 h 30 Un temps pour tout.
17 h 45 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 35 Planète bleue : Les codes secrets de la vie, de L. Broomhead.
Les espoirs et les limites de la biotechnologie : soigner les maladies incurables, les nouvelles substances alimentaires et énergétiques, etc.
21 h 40 Magazine : Les enfants du rock.
Les Stranglers ; Gary Brooler. Chagrin d'amour. Ice House ; portrait de Gérard Manset.
23 h 10 Coupe d'Europe de football.
23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Scènes de la vie de province.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
20 h Les jeux.
20 h 34 La minute nécessaire de M. Cyclopède.
20 h 35 Hommage à Maurice Biraud : Notre bien chère Milly.
De Ch. Watton, réal. A. Boudet, avec M. Biraud, M. Baquet, B. Avoine...
Deux hommes sont brutalement frappés par la mort d'Emilie. Albert et Charles, que le deuil rapproche, rencontrent une jeune lycéenne du même nom, surnommée Milly. Bonne chance !
22 h 05 Journal.
22 h 28 Une minute pour une image.
D'Agnès Varda.

22 h 30 Prélude à la nuit.
Sonate pour hautbois et piano, *de Schumann, par D. Walter, hautbois, et D. My, au piano.*

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : l'ordinateur, un objet mythique.
8 h, Les chemins de la connaissance : images de la solitude volontaire ; à 8 h 32, Ulysse parmi nous, à 8 h 50, le sillon et la braise.
9 h 7, Matinée de la littérature.
10 h 45, Questions en zigzag : L'Opéra, des origines à demain, de J. Bourgeois.
11 h 2, Libre parcours variétés (et à 13 h 30 et 17 h 32).
12 h 5, Agora.
12 h 45, Panorama.
14 h, Sons.
14 h 5, Un livre, des voix : « Portrait et un rêve », de C. Weinzapflen.
14 h 45, Les après-midi de France-Culture : Départementale à Bonnieux ; à 17 h : Roue libre.
18 h 30, Bonnes nouvelles, grands comédiens : « La Lumière du Nord », de M. Schneider, lue par François Périer.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : La pathologie anténatale.
20 h, « En quête d'un lecteur sérieux »... ou « La dernière adresse de Malcolm Lowry », par F. Oger.
22 h 30, Nuits magnétiques : Liaisons dangereuses.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques du matin : œuvres de Doppler, de Visée, Reichardt, Roussel, Viotti, Telemann.
8 h 7, Le Bougolama 8-9.
9 h 5, L'oreille en colimaçon : Histoire raccommodée.
9 h 20, Musiciens d'aujourd'hui : Kenneth Gilbert.
12 h, Le royaume de la musique : Les lauréats du Septième Concours suisse de musique pour la jeunesse.
12 h 35, Jazz : Tout Duke.
13 h, Musique légère : œuvres de Carradot, Hall, Strauss, N. Löhr, A. Ponchielli, R. Bourdin, L. Delibes.
14 h 4, Emissions d'auteurs : « Shakespeare at home » ou trois siècles de musique dans ses pièces.
17 h 5, Repères contemporains.
17 h 30, Les intégrales : l'œuvre pour piano de J. Brahms.
18 h 30, Studio-Concert : (en direct du studio 106) : Jazz, avec E. Bex, X. Jouvelet, le trio du pianiste C. Lavigne.
19 h 38, Jazz : le bloc-notes.
20 h 5, Concert (en direct de Munich) : « Variations et fugues sur un thème de Beethoven », de Reger ; « Concerto pour violon et orchestre », de Strauss ; « Symphonie en si bémol majeur », de Glazounov, par l'Orchestre symphonique de la radio bavaroise, dir. N. Järvi, sol. E. Sebestyen, violon.
22 h 15, La nuit sur France-Musique : Musiques de nuit ; à 23 h : Studio de recherche radiophonique ; à 0 h 15 : Nocturnes.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 2 MARS

— *M. Jean Lecanuet*, président de l'U.D.F., est l'invité de l'émission « Le Grand Jury-R.T.L.-*le Monde* » sur R.T.L., à 18 h 15.

— *MM. Daniel Benassaya*, conseiller municipal de Paris (P.S.), et *Alain Juppé*, membre du conseil politique du R.P.R., participent au débat organisé par Radio-Express à 19 h 30 (100,85 MHz, Paris).

— *MM. Alain Peyrefitte*, député R.P.R. de Seine-et-Marne et *Louis Mermaz*, président de l'Assemblée nationale, participent à un débat sur Europe 1, à 19 h 30.

— *M. Jacques Toubon*, député R.P.R. de Paris, est invité sur France-Inter, à 19 h 20.

JEUDI 3 MARS

— *M. Charles Pasqua*, sénateur R.P.R. des Hauts-de-Seine, est à l'émission « Plaidoyer » sur R.M.C., à 8 h 30.

— *M. Roger-Gérard Schwartzenberg*, président du M.R.G., est reçu au journal de T.F.-1, à 13 heures.

— *M. Jacques Chirac*, maire de Paris, président du R.P.R., participe à l'émission « *Le Grand-Jury-R.T.L.-le Monde* », à 18 h 15, sur R.T.L.

— *M. Paul Quilès*, député P.S. de Paris, est invité à l'émission « Un candidat face à la presse », à 19 heures, sur Radio-Tour-Eiffel, 101,5 MHz, Paris.

— *M[me] Hélène Alessandrini*, conseiller P.S. de Paris et *M. François Collet*, sénateur R.P.R., adjoint au maire de Paris, sont réunis autour du thème « L'école », sur Radio-Express, à 19 h 30 (100,85 MHz, Paris).

La soirée électorale sur les trois chaînes de télévision

Yves Mourousi sur la « 1 », Christine Ockrent et Patrick Poivre d'Arvor sur la « 2 » et vingt-cinq stations sur la « 3 » : la concurrence sera sévère entre les trois chaînes pour donner et commenter les résultats des élections municipales le 6 mars au soir. Antenne 2 innove avec des technologies de pointe et FR 3 en alternant émissions nationales et régionales.

TF 1 : des envoyés spéciaux

Sur TF 1, le magazine « Sept sur sept » se terminera un quart d'heure plus tôt que d'habitude (à 19 h 45) afin de diffuser exceptionnellement le journal *télévisé de 19 h 50* à 19 h 59. A partir de 20 heures, Yves Mourousi animera la « soirée électorale » en direct du studio 102 de la Maison de Radio-France. Les premières estimations Sofrès/TF 1 seront commentées par Noël Copin et Roland Cayrol et par les envoyés spéciaux à Lyon (Bernard Chevallier), à Toulouse (Jean-Claude Narcy), à Marseille (Patrick de Carolis) et à Rennes (Françoise Kramer).

Coupure à 20 h 30 avec la diffusion du film *Duo sur canapé.*

La « soirée électorale » reprend à 22 heures, toujours en direct du studio 102, avec une série de résultats communiqués par Bruno Masure et par Jean-Marie de Morant. François Lanzenberg et Roger-Xavier Lanteri recevront des personnalités politiques. Déjà annoncés : MM. Bernard Pons (R.P.R.), Jean Lecanuet (U.D.F.), Lionel Jospin (P.S.) et Georges Marchais (P.C.). Et des représentants de l'art, de la culture, de la presse (MM. Jean Cau, Philippe Tesson, René Andrieu, etc.). Christian de Dadelsen interviewera de son côté, dans les studios de Cognacq-Jay, les représentants des « petites formations », tandis que les envoyés spéciaux interviendront à partir des villes déjà citées, ainsi que de Bordeaux (Patrick Bourrat), Besançon (Julien Brunn) et Lille (Francine Buchi).

Antenne 2 : les nouvelles technologies

Sur Antenne 2, Patrick Poivre d'Arvor ouvre la soirée à 20 heures en direct du studio 4 de Cognacq-Jay. Dès cette heure-là, C.I.I.-Honeywell-Bull présentera une estimation des pourcentages obtenus par chaque liste dans douze villes de province. A 20 h 30 une deuxième estimation portera sur quatre secteurs de Paris et sur trois secteurs de Marseille. Autour de Patrick Poivre d'Arvor, Albert Du Roy, Paul Amar, René Rémond et le service politique commenteront les résultats présentés par Philippe Harrouard et Patricia Charnelet.

Vers 21 h 30, Christine Ockrent prend le relais pour animer deux débats successifs, le premier réunissant des responsables des quatre principaux partis, le second avec plusieurs membres du gouvernement et des anciens ministres. Le tout entrecoupé des résultats et des réactions venus de tous les coins de France en duplex.

Cette présentation, somme toute assez classique, sera pimentée par des dispositifs de visualisation utilisant les technologies les plus avancées. Tout commence avec le générique : en envol sur le titre « Municipales 83 » suivi d'une plongée au cœur d'un petit village français. Ces images spectaculaires sont entièrement artificielles, produites par le simulateur de vol du groupe Thomson. Une équipe de graphistes et d'informaticiens ont adapté le programme qui sert à la formation des pilotes pour calculer chaque image, chaque couleur, chaque mouvement de caméra. Il s'agit d'une des premières applications télévisuelles des images de synthèse en temps réel, puisqu'un simple manche à balai permet de piloter la « caméra artificielle » à travers le décor généré par l'ordinateur.

La société Thomson a également fourni le Vidifont graphics V, déjà utilisé aux Etats-Unis mais dont c'est la première exploitation sur les écrans français. Cet appareil permet de traiter les estimations ou les résultats obtenus par les candidats au fur et à mesure de leur arrivée et d'en donner immédiatement une représentation graphique. On verra donc grimper les pourcentages jusqu'à la barre fatidique des 50 %.

Enfin, l'association IMEDIA, qui regroupe des ingénieurs de la Direction générale des télécommunications et du Centre national des études en télécommunications, a conçu un troisième système de visualisation associant vidéodisques et micro-ordinateurs. Les vidéodisques stockent les photos des deux ou trois principaux candidats dans plus de deux cents villes. Le micro-ordinateur anime une Marianne symbolique qui viendra coiffer la photo du vainqueur.

L'ensemble de ce dispositif représente un effort assez exceptionnel de mise en œuvre des technologies les plus sophistiquées. Un effort coûteux, puisque le budget de l'opération dépassera sans doute 1 million de francs.

FR 3 : « décrochages » régionaux

FR 3 se targue de réaliser une véritable performance technique et journalistique en mobilisant toutes les stations régionales, soit vingt-cinq bureaux d'information, sept cents journalistes, la totalité des relais de T.D.F. et même un ou deux circuits P.T.T. supplémentaires.

● *D'une part, des émissions nationales* — à heure fixe — diffusées sur l'ensemble de la France et réalisées depuis le studio 101 de la Maison de Radio-France. Celles-ci seront animées par Gilles Vaubourg et Michel Naudy, qui présenteront des analyses, des commentaires des premières *estimations et des résultats*, et organiseront des débats avec les grandes formations politiques. Déjà annoncés : MM. Michel Pinton (U.D.F.) et Jean Poperen (P.S.). *Jean-Jacques Peyraud présentera* l'essentiel de l'actualité nationale et internationale dans « Soir-3 », vers 22 heures. Au cours de ces émissions, Paris sera en liaison permanente *avec les stations afin que* celles-ci puissent intervenir quand il est besoin.

● *D'autre part, des émissions régionales* proprement dites, réalisées par chacun des vingt-cinq B.R.I. (bureaux régionaux d'information), qui reprendront ainsi leur autonomie et « décrocheront » — également à heure fixe — afin de diffuser sur leur zone leurs propres reportages et analyses et de donner des résultats d'intérêt local.

La soirée du 6 mars se déroulera donc de la façon suivante : à 19 h 45, programme national (avec inserts régionaux) ; à 20 h 30, décrochage des vingt-cinq B.R.I. : à 21 heures, national (avec inserts régionaux et « Soir-3 ») ; à 21 h 30, décrochages des vingt-cinq B.R.I. ; à 22 heures : national ; à 22 h 30, décrochage des vingt-cinq B.R.I. : à 23 h 15, « Prélude à la nuit ».

Enfin, dès 20 heures, FR 3 sera en mesure de fournir aux téléspectateurs une première estimation des résultats élaborés par C.I.I.-Honeywell-Bull sur dix-neuf tests, opération conjointe avec Europe 1 et Antenne 2.

Vu

Janus

Hommes, femmes, vieux combat. On a tout dit, tout écrit sur ce qui les distingue, sur ce qui les oppose, sur ce qui les éloigne. Ça va de l'antinomie à l'antonymie en passant pas l'anatomie. C'est une différence spécifique, fondamentale, essentielle, hormonale, génétique, existentielle, métaphysique. Aux yeux des sexistes en tout cas. Des sexistes des deux sexes. Les uns et les autres attribuent ces mystérieuses et insondables dissemblances à un principe femelle : cet éternel féminin devant lequel les hommes autrefois se perdaient en conjectures agacées ou éblouies, cette féminitude derrière laquelle les femmes aujourd'hui se dérobent à la concurrence et à la comparaison.

Femmes, hommes, même combat, nous affirmaient, au contraire, mardi après-midi sur T.F. 1, ces femmes soldats, ces officiers mécaniciens aux ongles peints. Elles sont seize mille environ à porter l'uniforme en France. Et devant cette assurance crâne, cette façon absolument naturelle de piloter un hélicoptère, de sauter en parachute ou de prendre un tour de garde, on ne pouvait *s'empêcher de sourire en songeant* à toutes les billevesées déversées sur nos pauvres têtes depuis des siècles.

Parce que c'est là, précisément, c'est sur le champ de bataille, que se situe la pierre de touche. La femme est destinée à donner la vie, pas la mort. Le fait *qu'elle puisse s'entraîner à viser*, à tirer (même si ce n'est pas sa fonction première à l'armée où on l'utilise au titre d'auxiliaire), le fait qu'elle apprenne à tuer, en disent long sur l'évidente dualité, sur l'ambivalence profonde de l'être humain. C'est au cœur de chacun de nous que se dessine la ligne de partage. Partage des traits de caractère, des attitudes et des rôles. Rien n'est mieux confondu et distribué que la tendresse et l'agressivité. Rien n'est *plus difficile à distinguer* dans un ordre aboyé qu'un contralto de ténor léger.

CLAUDE SARRAUTE.

Lu

« LE GAULLISME D'OPPOSITION », de Jean Charlot

L'ombre du général

Le gaullisme d'opposition qu'étudie Jean Charlot, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, n'est pas celui du R.P.R. d'aujourd'hui contre le gouvernement de la gauche. Ce n'est pas non plus celui du mouvement de M. Jacques Chirac contre le giscardisme des années 1976-1981. C'est celui d'avant-hier où, pendant douze ans, de 1946 à 1958, de Gaulle et ses partisans ont combattu la IV[e] République.

Lorsqu'il se démet de ses fonctions de chef de l'Etat et de chef du gouvernement le 20 janvier *1946 pour ne pas céder « au régime exclusif des partis »*, de Gaulle pense-t-il qu'il sera rapidement rappelé aux affaires ? Rien ne permet de l'établir vraiment, et les sondages révèlent qu'une majorité de Français ne souhaitaient pas son retour. Pourtant de Gaulle se ressaisit vite. Il part en guerre contre les institutions, contre le régime des partis, mais se voit contraint de fonder en 1947 son propre mouvement, le Rassemblement du peuple français. *C'est aussitôt le succès populaire*, et la victoire avec 38,7 % des voix (41 % dans les grandes villes) aux élections municipales d'octobre 1947 malgré les efforts (déjà) du ministre de l'intérieur, M. Depreux, (S.F.I.O.), pour en minimiser la portée.

Le R.P.F. apparaît ainsi comme *« le rassembleur d'une droite désorientée et d'une gauche désunie et déjà usée par le pouvoir »*, ainsi que le rappelle Jean Charlot en citant Jérôme Jaffré. De Gaulle veut exploiter son triomphe, et il proclame : *« Les pouvoirs publics actuels se trouvent privés de la base légitime qui est la confiance de la nation. »* La querelle de la légitimité n'est décidément pas, en France, une invention des années 1982-1983.

De Gaulle demande la dissolution de l'Assemblée nationale, esquissant ainsi ce que l'on n'appelait pas *encore un « scénario »*. Cette revendication provoque un réflexe de défense de la classe politique, qui organise le barrage contre l'intrus. La *« troisième force »* se constitue au Parlement entre les communistes et les gaullistes, les intrigues se développent, et une loi électorale sur mesure, celle des apparentements, mêlant les scrutins majoritaire et proportionnel, empêche le R.P.F. de remporter en 1951 une franche victoire législative. Malgré la *campagne que le général mène* lui-même, ses élus ne sont plus en état de combattre la troisième force. Jean Charlot montre clairement le jeu des hommes du pouvoir et les dissensions progressives du camp gaulliste, dont certains éléments se laissent séduire par *« les délices et les poisons du système »*, selon l'expression méprisante de de Gaulle.

C'est ensuite la disparition du R.P.F. et la « traversée du désert », avec ses périodes d'amertume et ses bouffées d'espérance, jusqu'au retour de mai 1958, favorisé non par des complots que Jean Charlot juge quelque peu mythiques mais par l'effondrement du régime.

L'auteur, qui a lu tout ce qui a été écrit sur de Gaulle, estime que, si le général avait accepté de transiger, de composer avec les institutions de la IV[e] République, il *aurait sans doute pu les absorber*. Mais ce qu'il voulait, c'était une victoire totale et populaire. Cette intransigeance l'a contraint à une double cure d'opposition et de silence, sans laquelle, peut-être, il n'aurait pas pu ensuite diriger le pays pendant onze ans, y fonder de nouvelles institutions et y imprimer sa marque durable puisque, quatorze ans après son départ, son ombre plane encore sur la France et que la référence à son œuvre — même par ses pires ennemis de *naguère — est entrée* dans le patrimoine politique national.

ANDRÉ PASSERON.

★ *Le Gaullisme d'opposition*, de Jean Charlot. Fayard. 436 pages. 95 francs.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

directeur des achats
FLODOR

Nous sommes le leader français des produits dérivés de la pomme de terre : 450 millions de chiffre d'affaire et 700 personnes. Nous recherchons notre Directeur des achats. Rattaché au Directeur de l'usine, ce collaborateur gère un budget de 150 millions de francs et dirige un service de 5 personnes : approvisionnement, contrôle, gestion de stock. Il contact et négocie personnellement avec nos fournisseurs d'arômes, d'emballages et de carburants. C'est un spécialiste de la fonction achats que nous voulons recruter, ayant si possible l'expérience de l'achat des emballages. Une bonne pratique de l'Anglais serait appréciée. Le poste est à pourvoir à PERONNE, dans la Somme.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 245.82 M à notre Conseil - 61, bd Haussmann 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Organisation et Publicité



ROUGIER OCEAN LANDEX

1er fabricant français contreplaqués-particules

crée le poste d'ADJOINT AU CHEF DE FABRICATION au sein de l'usine de Labouheyre. Cette usine, implantée dans le massif forestier des Landes, est la seule à produire du contreplaqué en pin. Le succès de ses productions entraine un accroissement de sa capacité de 10% par an. On cherche pour ce poste un

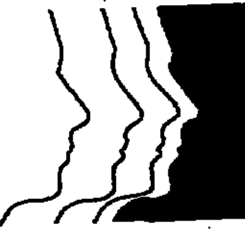
JEUNE INGENIEUR

E.S.B. - E.N.I. - I.N.S.A. - COMPIEGNE... Une première expérience en production serait appréciée.

Résidence à Labouheyre. Un logement est réservé au futur embauché.

Ecrire avec C.V. explicite sous réf. : R/ACF à CETAGEP
30, avenue Amiral Lemonnier 78160 MARLY LE ROI.

CETAGEP



AGFA-GEVAERT

Dans le cadre de la **décentralisation des pouvoirs de décision** voulue par la Direction Générale, la **DIVISION EQUIPEMENT DES ENTREPRISES** recherche pour développer ses activités **BUREAUTIQUE :**

PHOTOCOPIE, MICROFILMS, SYSTEMES INFORMATIQUES COM., IMPRIMANTES A LASER.

UN DIRECTEUR REGIONAL

pour **l'agence de STRASBOURG, et la région ALSACE-LORRAINE, CHAMPAGNE, ARDENNES.**

Si vous êtes de Formation Commerciale Supérieure, âgé d'environ 35 ans, ayant la pratique de la direction d'une agence dans ce domaine et les **introductions nécessaires à l'efficience commerciale dans la région,** cette proposition vous intéresse.

La rémunération composée d'un salaire fixe important et d'un intéressement sera supérieure à 200 000 F par an. Une voiture de fonction (CX 2000) est fournie.

Merci d'écrire sous la référence 212051 M à :

BKC BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac 75007 PARIS — Tel. 544.38.29.

L'UNIVERSITÉ D'ANGERS
recherche

UN INFORMATICIEN

responsable du Service de Gestion Administrative et Financière contractuel type CNRS catégorie 3 A — rémunération 7.200 F par mois, primes comprises. Diplôme indispensable : 3e cycle ou DEA informatique, exceptionnellement MIAGE.
Candidature à présenter à :
l'Université d'Angers,
30, rue des Arènes,
B.P. 3532
49035 ANGERS CEDEX
Téléphone secrétaire général : (41) 88-49-24.
Date limite : 15 mars 1983.

IMPORTANT GROUPE LAITIER
rech. pour son département « ULTRAFRAIS »

VENDEUR HAUT NIVEAU

pour développer ce secteur et implanter sa marque auprès des centrales.

Profil : vendeur jeune, dynamique, parfaite connaissance des centrales, solide expérience du marché de l'Ultrafrais.

Fonction : prospection des centrales ; assistance des directions régionales.
Ce poste est basé à Paris avec de nombreux déplacements dans toute la France.
Salaire : 150.000 F + voiture.
Ecr. s/nº 7.816, le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Un patron technique pour une petite unité opérationnelle
Ingénieur production et développement

Nous sommes une société française exploitant des techniques de pointe, filiale d'un groupe international en forte expansion.
Nous recherchons pour seconder le directeur d'une division très performante, un ingénieur qui aura des talents d'organisateur lui permettant de prendre en charge l'ensemble des problèmes et des orientations techniques de cette division.
Véritable responsable d'une unité opérationnelle, il devra s'intégrer à une équipe petite mais très motivée.
Son champ d'action incluera notamment :
- les opérations de production (fabrication, conditionnement et contrôle),
- la définition des axes de développement et l'interface avec nos groupes de R & D basés à l'étranger.
- l'assistance technique aux ventes.

Pour bien réussir dans cette fonction, il faut une formation Arts et Métiers ou équivalent, avec quelques années d'expérience et une bonne pratique de l'anglais.
Une connaissance des matières plastiques serait un atout supplémentaire.
Pour un candidat motivé, les possibilités d'évolution sont importantes au sein du groupe.
Le poste est à pourvoir dans l'Oise.

Adresser CV, photo et prétentions, en mentionnant sur l'enveloppe la réf. 2993, à Média-System.
104 rue Réaumur 75002 Paris.

Chef de service
formation-information

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE INDUSTRIELLE, plus de 2000 personnes, plusieurs usines, leader dans son domaine, recherche pour son usine principale, **grande ville Ouest France,** un **Chef de Service Formation-Information.**

Compte tenu à la fois de l'évolution des technologies et de l'organisation du travail dans les 10 prochaines années, il devra adapter les niveaux de qualification du personnel en conséquence :
- par une formation interne et/ou externe dont il sera le maître d'œuvre,
- par une orientation du plan d'embauche à moyen ou long terme.

Connaissant bien ainsi l'ensemble des activités de l'usine, il sera responsable de la communication interne et externe qu'il aura à développer, à l'aide de supports modernes.
Peu à peu son activité sera étendue aux 4 autres usines.
Ce poste conviendrait à un candidat dynamique, d'excellent contact, réalisateur, diplômé d'une grande école, ayant une première expérience de la fonction Formation.
La réussite dans ce poste ouvrira de larges perspectives de carrière soit dans la fonction Personnel, soit (pour un ingénieur) dans des postes de responsabilités opérationnelles.

Ordre de grandeur de rémunération :
250 000 F

Écrire sous référ. RB 440 CM

etap
4, rue Massenet 75016 Paris

assistant marketing industriel

l'électricfil LYON, Leader européen sur l'un de nos marchés de composants électriques automobiles (BOUGICORD) nous sommes de plus en plus implantés dans d'autres secteurs industriels. Notre stratégie d'expansion et de diversification sur le plan international nous amène à créer la fonction d'Assistant Marketing. Rattaché au Directeur Commercial, il participera, à partir de l'analyse de l'évolution des besoins du marché et des moyens de l'entreprise, à l'élaboration de la politique produits et assurera le développement de l'image de l'entreprise auprès de ses différents interlocuteurs.

Ce poste évolutif s'adresse à un jeune diplômé de l'Enseignement supérieur (Ecole d'Ingénieurs + CESMA, ESCL ou niveau équivalent) possédant une expérience professionnelle d'environ 3 ans dans l'exercice d'une responsabilité marketing variée appliquée à des produits à dominante technique. Il sera capable de démontrer son efficacité par des réalisations très concrètes. La maîtrise de l'anglais est nécessaire, complétée si possible par une autre langue.

Nous vous remercions d'adresser un dossier détaillé de candidature
sous réf. 02101 à REALISE
57, place de la République 69002 LYON,
qui nous assiste dans cette recherche
et garantit une totale discrétion.

IMPORTANT GROUPE PAPETIER FRANÇAIS
recherche
pour une de ses usines de fabrication
de papier d'impression-écriture
région SUD-EST

INGÉNIEUR PROCESS PAPETIER

Profil souhaité : Ingénieur EFP ou Chimiste.
Quelques années d'expérience d'exploitation, en particulier en couchage, seraient appréciées.
Adresser lettre manuscrite, CV, prétentions sous référence nº 2371 à

Emplois et Entreprises
18, RUE VOLNEY 75002 PARIS

Ingénieur débutant
pour poste évolutif en production

FIRME INDUSTRIELLE EN CROISSANCE appartenant à un secteur porteur (production liée à l'alimentaire) offre à un jeune ingénieur débutant AM, ENSI, INSA..., une réelle opportunité de carrière en production.

L'équipe de Direction Technique dynamique et performante souhaite, suite à la promotion d'un de ses jeunes ingénieurs de fabrication, confier ce poste, après une période de formation sur le terrain ; à un candidat ayant le goût de l'encadrement et des réalisations concrètes. Poste motivant dans un groupe disposant d'équipements modernes s'appuyant sur une informatisation de sa gestion de production et pratiquant une politique de développement alliant l'économique et le social.
Lieu de travail : région Chartres-Rambouillet.

Écrire sous référ. AP 333 CM

etap
4, rue Massenet 75016 Paris



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

Al-Fateh University, Tripoli

invites applications for the posts of Faculty Members (Professors / Associate Professors / Assistant Professors / Lecturers) in the following fields of specialization:

French Language and Literature.

Master Doctorate or equivalent degrees and University Teaching and Research experience required.

Annual salary scales:

Professor	LBD 25.920
Associate Professor	LBD 22.680
Assistant Professor	LBD 20.529
Lecturer	LBD 18.720
Assistant Lecturer	LBD 15,795.

Round trip air ticket annually for staff member's spouse and four children under eighteen years of age.

Real baggage allowance up to 25% of the price of air ticket.

Children LBD 1.500 allowance for those studying abroad in private schools under eighteen years of age.

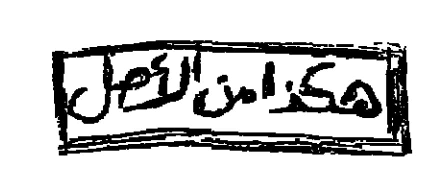
Free furnished accommodation gratuity — equal to two months salary for the first two years of service and equal to three months salary for the subsequent years of service.

45 days paid annual leave and free medical service.

Applications accompanied by non-returnable photocopies of academic and specialized experience credentials should be mailed to:

LIBYAN PEOPLE'S BUREAU
Ambassade de la République Arabe Libyenne
2, rue Charles Lamoureux
F-75016 PARIS

AHLAN S.A. 30217



ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lg. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Ingénieurs qualité-fiabilité

Le Centre National d'Études Spatiales recrute plusieurs ingénieurs qualité-fiabilité :

— **Ingénieurs moteurs, structures et équipements**

— **Ingénieurs systèmes électriques**

— **Ingénieurs fiabilistes**

Vous êtes attiré par la conquête de l'espace.

Vous avez une **expérience industrielle** (qualité, études production) dans l'aéronautique, moteurs, cellules équipements ou autres systèmes complexes.

La qualité est une discipline d'avenir dans les techniques de pointe et la clé de leur succès. Elle a besoin d'ingénieurs de 1er plan.

Lieu de travail : **Région Parisienne.**

Envoyer lettre manuscrite C.V. au service du Personnel du **C.N.E.S.** - 129 rue de l'Université - 75007 PARIS.

cnes CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

MEDIA BA

csee

5300 personnes dont 620 ingénieurs et cadres

INGENIEURS ENTREPRENEURS ELECTRICITE

installation d'automatismes industriels et d'équipements en industriel et tertiaire

- ingénieur d'affaires courants faibles — (94) RUNGIS
- 2 ingénieurs d'affaires courants forts — (94) RUNGIS
- jeune ingénieur BE/devis automatismes — REIMS
- jeune ingénieur secondant chef de centre — ROUEN
- jeune BE affaires export — (92) PLESSIS ROBINSON

L'ingénieur d'affaire a une responsabilité globale : commerciale, étude, production, gestion. Les exigences csee sont : fiabilité/sécurité, innovation, rigueur, qualité des relations.

COMPAGNIE de SIGNAUX et d'ENTREPRISES ELECTRIQUES Direction du Personnel Service Emploi et Développement des Cadres, 17 place Etienne Pernet 75015 Paris

---

UN DES PREMIERS GROUPES ALIMENTAIRES
implantation mondiale, recherche

UN JEUNE FINANCIER
de grande envergure

Une formation supérieure HEC, ESSEC, ESCP... + MBA appréciée, associée à une première expérience réussie en **Finances, Contrôle de Gestion - Planification,** lui permettra, au sein de la société mère, d'être le **Responsable plan-budget** pour les filiales France - étranger.

Un candidat de valeur pourra accéder à des postes de haut niveau dans le groupe.
Poste à Paris.

Ecrire sous **référence 3.281** à **PUBLIPANEL** 20 rue Richer 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

LA FILIALE PETROLIERE D'UN DES PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS FRANCAIS
recherche des :

FORMATEURS
de très haut niveau

Dans les domaines d'activités suivants :
- Electromécanique
- Electricité
- Electronique
- Instrumentation - Automatisme
- Hydraulique - Pneumatique - Logique
- Production pétrolière et utilités.

PROFIL : • *Ingénieurs ou techniciens* supérieurs confirmés dans un des domaines ci-dessus. • Expérience de formateur ou pédagogue. • 5 ans d'expérience de conception ou d'opérations en milieu pétrolier, para-pétrolier ou industriel des technologies utilisées dans un des domaines ci-dessus. • Très bonne maîtrise de l'anglais souhaitable. • Age indifférent.

POSTE : • Formateur de personnels opérateurs d'ensembles pétrolier ou industriels pour : — analyser les besoins en formation. — Concevoir des programmes de formation, les préparer, les diffuser, en contrôler l'efficacité. — Réaliser les documents et supports utiles à cette formation et à son contrôle.

Poste basé à PARIS et à l'ETRANGER, déplacement en rotation ou permanent en famille.

Prière d'envoyer curriculum-vitae, références, photo et niveau de rémunération (discrétion assurée) sous référence S 773 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

LA SOCIETE GENERALE POUR LES TECHNIQUES NOUVELLES
importante Société d'Ingénierie,
1100 personnes dont 550 ingénieurs et cadres,
exportant la technologie française à l'étranger et ayant en charge, dans le domaine nucléaire, la réalisation d'unités industrielles de très grande dimension, propose de former des :

HEC. ESSEC. SUP DE CO

débutants ou première expérience aux fonctions :

Acheteurs
Négociateurs de travaux

Ils s'intègreront dans les équipes chargées de négocier de très importants marchés,
- soit avec des fournisseurs : achat du matériel destiné à équiper des installations industrielles,
- soit avec des Entreprises : passation de marchés de travaux de construction.

Par leurs compétences de management et leur sens commercial, ils complèteront efficacement les compétences scientifiques et techniques des ingénieurs en place.

Envoyer CV, photo et prétentions sous référence AN à



Direction du Personnel
1 rue des Hérons - Montigny le Bretonneux
78184 St-Quentin-en-Yvelines Cédex

SOURCES

Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet
Membre du Groupe ABN

recherche

dans le cadre du renforcement du réseau commercial de ses agences parisiennes

DEMARCHEURS EXPERIMENTES

pour :
- la RECHERCHE d'une Clientèle de Dépôts : Particuliers de bon niveau, Commerçants et Professions libérales,
- l'entretien et le développement de cette clientèle.

L'expérience de la Banque et des Produits bancaires est souhaitable mais n'est pas impérative.

En revanche une expérience de la démarche, même dans d'autres secteurs que la Banque, sera un atout très favorable. Seront considérés comme indispensables, le sens commercial, le dynamisme et le goût de convaincre.

Nous remercions les candidats intéressés d'adresser leur C.V. photo et prétentions à Banque N.S.M. - Section Recrutement B.P. 466.08 - 75366 PARIS CEDEX 08.

PARIS
importante entreprise française du secteur aéronautique, recherche

INGENIEUR ELECTRONICIEN

débutant, diplômé grande école ou TECHNICIEN TRES EXPERIMENTE et formé à l'ELECTRONIQUE NUMERIQUE.

Il prendra une part majeure aux études-définitions-mises en place de nouveaux moyens d'essais, en liaison avec les fournisseurs spécialisés et les services de l'entreprise concernés.

Adresser lettre de candidature et CV sous référence 203 M à

BAILLY CONSEIL
40, avenue Hoche
75008 PARIS

Emplois et Entreprises

INSTITUT FRANÇAIS DE L'ÉNERGIE

recrute pour son
CENTRE D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS
LE RESPONSABLE ÉTUDES

GÉNIE CLIMATIQUE ET RÉGLEMENTATION

Ingénieur - maîtrise - D.E.A. - D.E.S.S. en thermique ou thermique du bâtimant

- *Langues : anglais - allemand.*
- Habitude à rédiger des documents techniques.
- Expérience pratique en entreprise souhaitée.

Adr. C.V., ph., prét. à I.F.E., 3, rue H.-Heine, 75016 Paris.

Un Groupe Français en pleine expansion en Région Parisienne
recherche pour son siège social

un adjoint administratif et relations publiques

Directement attaché au Directeur commercial

Ce poste s'adresse à un jeune homme ou jeune femme de formation juridique ou économique ayant une première expérience professionnelle réussie.

Sa mission :
- Organisation du service commercial siège.
- Supervision de tous problèmes, relations publiques, publicité et expositions.

Veuillez adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions sous réf. 6046/M à : A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres - 75015 PARIS

SOURCES

GROUPE INTERNATIONAL CONSEILS IMMOBILIERS D'ENTREPRISE recrutent

ATTACHÉ (E) CCIAL (E) NÉGOCIATEUR - TRICE

DE HAUT NIVEAU
Rémunération contractuelle motivante.
Adresser C.V. + photo à :

KFR
16, place Vendôme.
(75001) PARIS.

La Direction départementale des Affaires sanitaires et sociales recrute

UN ÉDUCATEUR SPÉCIALISÉ (D.E.)

pour un travail en externat à l'agence de l'aide sociale à l'enfance de VILLENEUVE-LA-GARENNE
18/20, av. Ch.-de-Gaulle.
Tél. : 798-13-86

Les candidatures accompagnées d'un C.V. doivent parvenir au service du Personnel de la D.D.A.S.S. des Hauts-de-Seine au 130, rue du 8-mai-1945
92021 NANTERRE CEDEX
Bureau 12-17.

PARIS (17e)

ORGANISME FINANCEMENT du LOGEMENT SOCIAL

offre poste stable de

CHEF SERVICE FINANCIER et STATISTIQUES

Ce poste conviendrait à candidat âgé de 35 ans minimum.
- De formation supérieure,
- rompu aux travaux d'études,
- ayant expérience de l'organisation et de l'animation d'un service (7 personnes).

RÉMUNÉRATION
180.000 F (+)

Adresser lettre man. avec C.V. détaillé à B.E.O. (réf. 8.202), 3, rue de Téhéran, 75008 Paris.

CENTRE DE FORMATION

recherche

FORMATEUR (TRICE)

3 ans d'expérience minimum pour actions de préformation et de formations qualifiantes à temps plein.

Envoyer C.V. + lettre, motivations + photo sous no T 038.528 M à RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

TRES GRANDE ENTREPRISE METALLURGIQUE
recherche pour son établissement
NORD (59) de 1000 personnes

directeur de production

conviendrait à ingenieur grande école, minimum 35 ans, ayant le souci de l'organisation et de la productivité joint, à un sens développé du commandement.

Adresser CV détaillé, prétentions sous No 62520 à Contesse Publicité, 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

---



COMPAGNIE INDUSTRIELLE DES LASERS URGENT
(300 personnes - C.A. de 130 millions de Francs) spécialisée dans la conception et la réalisation de matériels d'optronique, recrute pour son **Service Industrialisation/Développement**

ingénieur I ou II

électromécanicien ou électronicien

Formation Ecole d'Ingénieurs. Débutant ou quelques années d'expérience pour conception et réalisation d'alimentations pour lasers militaires et industriels.

Adresser votre candidature (CV, photo et prétentions) à Mme SUSINI Chef du Personnel de CILAS Route de Nozay 91460 MARCOUSSIS

Performante en matière de systèmes d'information et de gestion, adaptation des structures, organisation administrative et bureautique, notre équipe de CONSULTANTS EN MANAGEMENT - basée à Paris - souhaite s'adjoindre un

consultant

diplômé GRANDE ECOLE

avec complément de formation (comptable ou informatique) + 1 à 3 ans de pratique en entreprise.
Une expérience en Bureautique serait très appréciée.

Si vous souhaitez rejoindre notre équipe, et pour étude confidentielle de votre candidature, adressez votre dossier sous réf. 1948 à AXIAL 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

Association implantation nationale, cas sociaux garçons, recherche

ÉDUCATEURS(trices)

pour petite structure
POISSY
et MANTES-LA-JOLIE (78)
Envoyer curriculum vitae manuscrit + photo à J.C.L.T., 17, rue Gerbert, 75015 Paris.

Association implantation nationale, cas sociaux garçons, recherche

ÉDUCATEURS(trices)

pour foyer 30 lits scolaires et formation professionnelle extérieure
BEAUVAIS (60)
Envoyer curriculum vitae manuscrit + photo à J.C.L.T., 17, rue Gerbert, 75015 Paris.

ANIMATEUR (TRICE)
Foyer j. travailleurs, vie collect., loisirs insert. sociale, expér. même bénévole, formation souhaitée c. collective F.J.T.
Logement de fonction F 2 — C.V. + lettre + photo à C.L.J.T.,
16E, rue de Charonne.
75011 Paris.

Société industrielle Paris recherche

RESPONSABLE D'EXPLOITATION DE 2 CENTRALES TRANSFORMATION ÉNERGIE

Puissance totale 15 mW, formation DUT ou BTS ou diplôme d'officier mécanicien 2e classe de la marine marchande. *Bonne* connaissance électromécanique HT-BT et thermique.
Age : 30 ans minimum, expérience responsabilité de personnel, gestion matériel de production d'énergie.
Situation stable

Ecrire avec curriculum vitae, photo et prétentions au Service du Personnel
Société Urbaine d'Air Comprimé
5, rue de Liège
75009 PARIS

Organ. de formation ch. professeurs allem., angl., pour PARIS et 93.
Téléphone : 226-52-30.

OFFRES D'EMPLOIS

Sociétés d'études de marché et tests publicitaires recherchent

Chargés(ées) d'études

CONFIRMÉS(ÉES)
Expérience annonceurs, agences ou cabinets d'études 4 ans min. tentés(ées) par activité complète : préparation, suivi et vente.
Env. C.V. + prétent. + photo (les 3 sont indispensables).

Technico-ciaux(ciales)

Ayant expérience études ou marketing pour vente nouveau produit. *Formation complémentaire assurée.* Rétribution au % uniquement.
Envoyer curric. vitae + photo

GROUPE SERVO
12, rue Henner, 75009 Paris.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL
recrute

Pour des missions auprès de comités d'entreprises (études économiques financières, stratégies *industrielles*).

CONSULTANTS

- Formation supérieure (universités, H.E.C., ESSEC, etc.) ;
- Si possible expérience cabinet ou entreprise ;
- Travail temps plein ou partiel.

Envoyer C.V. détaillé avec prétentions sous le nº T 038.700 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Large construction Company (Paris - région) needs

PROFESSIONAL ENGLISH TEACHER

ESP

English mother tongue
He or she must be a « travailleur independant » and be duly registered (Urssaf, etc.)

Possible heavy work load.

Write to Media System, 104, rue Réaumur 75002 Paris, under ref. 2.988 including photo, C.V. and giving references.

ADMINISTRATION PARIS
recherche

JEUNE INFORMATICIEN

niveau maîtrise ou École d'ingénieur pour participer avec l'équipe en place :
- à la gestion du système *d'exploitation* (génération, maintenance, interface avec les sous-systèmes de temps partagé et transactionnel) ;
- A la réalisation et la maintenance de logiciels généraux ;
- A la formation technique des personnels.

Syst. util. : I.B.M. 4341 sous OS/VS1, C.I.C.S., B.T.A.M.
Le candidat retenu sera recruté en qualité d'agent de l'État (contrat à durée illimitée) après un stage probatoire.

Env. C.V. : MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE CISAD, 58, bd du Lycée. 92170 VANVES.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER spécialisé dans la gestion de portefeuilles cherche

ACTUAIRE FINANCIER

Le candidat qui aura une *connaissance approfondie* du marché obligataire français sera chargé :
- des interventions sur le marché secondaire ;
- de la gestion des portefeuilles existants ;
- du développement de la clientèle institutionnelle en liaison avec le département des émissions.

Bonne rémunération et intéressement aux résultats.

Avec C.V. détaillé et prétentions.
Ecrire sous le nº T038.662 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

secrétaires

Etablissement scolaire privé Région Lyon cherche

2 SECRÉTAIRES

Une trilingue anglais allemand.
Une ayant pratique de la formation continue.

Ecrire sous le nº T 038.691 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

MUTUALITÉ AGRICOLE
recherche

DACTYLO
EXPÉRIMENTÉE
Bonnes notions secrétariat Niveau Bac. Ecrire avec C.V. au 29, rue de la Tombe-Issoire, 75014 PARIS.

DEMANDES D'EMPLOIS

Architecte d'intérieur
10 ans d'expérience
Formateur d'arts plastiques dans différents centres de formations
recherche
Emploi temps complet ou partiel toutes régions
Ch. Blaise, maison Chabert, 38320 HERBEYS-EYBENS.

DIRECTEUR D'EXPLOITATION

dans société nettoyage et manutention
50 ans — 13 ans expérience de marchés tous types (publics, privés, S.N.C.F., R.A.T.P.).
Gérant actuellement un département de 800 agents pour un chiffre d'affaires annuel de 84 millions. (C.A. X 4 en francs constants depuis 1976.)
cherche

EMPLOYEUR DYNAMIQUE

et sachant déléguer auprès d'un collaborateur direct de grande compétence.
L'expérience acquise peut être mise au service de tout secteur d'activité.
Ecr. ss le nº 2.498 à Parfrance, 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS, qui transmettra.

COMPOSITEUR ARCHI

34 ans, 13 ans expérience exécution études, conception, coordination étudierait propositions régions parisienne, marseillaise ou étranger. Tél. : 621-46-95.

TRANSPORT LOGISTIQUE

Homme 36 ans, spécialiste transport national, gestion de stocks, notions en informatique.
- Anglais/espagnol.
- 7 ans officier de marine.
- Expér. com. intern. (USA).

Capable gestion filiale ou division transport.
Etud. toutes propos. sérieuses. Ecr. s/nº 6.460, *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Assistante de Direction

parfaitement bilingue anglais, *notions suédois*
Position cadre. DUT de gestion.
Expérience commerciale administration, export
RECHERCHE POSTE STABLE ET ÉVOLUTIF
Ecr. s/nº 6.471, *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F., 28 a., secrét. sténodactylo, 6 ans d'expérience, cherche place stable à Paris
Téléphonez au : 542-13-15.

J.H., 25 ans, 5 ans d'expér. vendeur, responsable photo, son vidéo, ciné, cherche place. Téléphonez au : 888-56-41.

SERRURIER MONTEUR MENUISIER ALUM.

recherche emploi sur chantiers à l'étranger. Tél. (32) 44-67-18.

représentation demandes

MARNIER - 222-69-50
UN NOM... une garantie
207, bd St-Germain - 7e.

propositions diverses

MEDECIN EN AFRIQUE NOIRE (région fort nécessiteuse d'un pays francophone) lui-même au seuil du 3e âge, étant seul à réaliser hôpital dont le financement (construction et fonction*nement*) est garanti - premier service (pédiatrie) terminé sous peu, rech. d'urgence. CONFRÈRE OU CONSŒUR dévoué (e), avec ou sans expérience chirurgicale, prêt (e) à un engagement total au service des déshérités, disposé (e) à renoncer à la majorité des agréments européens et capable de s'adapter pleinement à la vie africaine.
Env. lettre manus., C.V. et photo s/nº 7.820 *le Monde* Pub, Service ANNONCES CLASSÉES 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe). Demandez une documentation sur notre revue spécialisée MIGRATIONS (LM)
3, rue de Montyon, 75429 PARIS CEDEX 09.

GAGNEZ PLUS...

Avec notre activité lucrative. Possibilité de recyclage.
TESSON.
Téléphone : (40) 22-43-09 ou (6) 072-02-22.

capitaux propositions commerciales

Région d'Alger futur quartier Résidentiel - cherche société ou AMBASSADE pour CONSTRUCTION d'une VILLA (150 m²) base contre contrat location
Ecrire : HAMOUDI AHMED 12, rue Jean Charcot 95100 argenteuil.

Présente cabinet comptable ou étudie ttes propositions M. MARQUE, 31, av. de Paris 94300 VINCENNES.

automobiles

divers

deux-roues

YAMAHA XT 500
Année 1980 - 30.000 km.
Révisée entièrement
Excellent état
Accessoires
Prix : 8.500 F.
Tél. : 631-32-39 (apr. 19 h.).

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

Forum Halles bel imm. pierre. STUDIO 150.000 F.
2 pièces. 400.000 F.
3/4 pièces tt cft 800.000 F. Téléphone : 508-41-35.

2e arrdt

LOUVRE, DUPLEX, 2 PIÈCES, 57 m², charme, chem., soleil. MARNIER. Tél. : 222-69-50.

3e arrdt

MARAIS, 230 m²

Duplex, grand luxe, 6 pièces, 7e et 8e étage + 50 m² terrasse, cave, parking. Tél. 522-05-96.

140 m² - 5 PIÈCES MILAN - 261-02-65.

4e arrdt

Pr. Vosges, 150 m². 354-42-70

MAISON, JARDIN

5e arrdt

RUE GAY-LUSSAC
PRÈS LUXEMBOURG, 6 PCES 175 m², tt à refaire. CHARME. DORESSAY. Tél. 624-93-33.

JARDIN-DES-PLANTES
2 PCES CONFORT, 4e ascens. 320.000 F. Tél. : 526-54-61.

VAL-DE-GRACE
plusieurs studios, caractère. SPEI. Tél. : 354-09-71.

6e arrdt

30, RUE MAZARINE

LUXUEUSE RÉNOVATION de l' HOTEL DES POMPES, asc., jdin, terrasse, STUDIOS, 2 P. et 3 P. de 25 à 70 m². Vis. jeudi 14-18 h. Tél. 272-40-19.

RUE DES BEAUX-ARTS
ÉLÉGANT 6 PCES GD CHARME.
Prix : 2.500.000.
DORESSAY. Tél. 624-93-33.

7e arrdt

STE-CLOTILDE, 200 m²

SUPERBE APPT. 329-85-06.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS 82 m², 3e ASCENS. SOLEIL. IMMEUBLE LUXE. 522-05-96.

ÉGLISE SAINTE-CLOTILDE imm. pierre de taille. SOLEIL.

6 PIÈCES, 2 BAINS

TRÈS BELLE RÉNOVATION. Téléphonez au : 267-39-34.

CHAMBRE-DES-DÉPUTÉS

2/3 P., 70 m² env. imm. gd stand. parf. état, cuis. équipée, parking. Jdi de 14 h 30 à 17 h. 276, bd SAINT-GERMAIN.

8e arrdt

RUE DE ROME

Pierre de taille, duplex, grande réception, 50 m². 1.210.000 F. M.G.N., téléph. 387-71-55.

ROME, 90 m², 3 PIÈCES Balcon, vue, 5e ét. asc., conf. imm. pierre de t. 522-05-96.

AVENUE HOCHE

ÉLÉGANT PIED-A-TERRE DE RÉCEPT., 100 m². 1.300.000 F. DORESSAY, tél. 624-93-33.

SUR RUE COURCELLES

à 150 m av. Friedland, Paris (8e), ds imm. P. de T. catégorie exception., appt 7 P. 285 m² avec 2 chbres serv., 2 caves. 2.704.000 F - 526-46-76.

9e arrdt

GODOT-DE-MAUROY, 2 pces, *cuis., bains, ref. neuf, 46 m².* Charme. 450.000. 566-53-40.

CITÉ MALESHERBES, charme, original, gd 3 p., cft, park., bel imm. caract. Soleil. 800.000. VERNEL. Tél. : 526-01-50.

10e arrdt

RUE PARADIS

Propriétaire vd avec gd balcon, 2 p., cft. 315.000 F. Studio. 224.000 F. Tél. : 553-91-45.

SUR LES RIVES DU CANAL ST-MARTIN

Du studio au 6 pièces

Sur place ce jour et demain 14-19 h samedi et dimanche, 11 h à 13 h - 14 h à 19 h.
SAINT-MARTIN
GRANGE-AUX-BELLES
152, quai de Jemmapes.
245-73-13 SERCO 723-72-00.

MAIRIE. 5 P. 133 m² + 71 m² terr. Cft. Expos Est-Ouest. 1.100.000 F. Tél. 246-25-33.

11e arrdt

LEDRU ROLLIN

Gd studio confort décoration originale exceptionnel

150.000 F.

Etude BOSQUET 705-06-76.

12e arrdt

NATION - 120 m²
Bel immeuble pierre de taille, double living, 3 chambres aménagements luxueux
GARBI, téléphone : 567-22-88.

ST-MANDÉ rare 3/4 P. tt cft, soleil, imm. récent stdg. Px 580.000 F. T. 347-57-07.

DAUMESNIL
3 P. CONFORT, à rénover Bas prix. Tél. : 526-89-04.

13e arrdt

MAISON INDÉPENDANTE

180 m² env., dble liv., 4 ch., grande terrasse. Direct pptaire. 325-33-09 (après 19 h 326-13-00).

BLANQUI, DUPLEX, 195 m². Terrasse 145 m², imm. récent, 2 parkings. Tél. : 522-05-96.

PARIS (13e) - Mº TOLBIAC. *Beau 2 pièces, 57 m². Cuis.*, séj., chambre, salle de bains, w.-c., placards, balcon, parking sous-sol. — Prix : 460.000 F. I.N., téléphone : 045-29-09.

Exceptionnel, 4 pces, duplex, 109 m² + terrasse, 45 m², récent, parking, cave, sur jardin sans vis-à-vis. 1.400.000 F. *SPEI - 354-09-71.*

14e arrdt

Plaisance, beau studio refait à neuf, sur rue, immeuble ravalé 175.000 F CTIM. 585-57-53.

Proche mairie, imm. ancien 2 P., cuis., bains, clair. Prix : 300.000 F. SPEI : 325-89-35.

Imm. récent. 160 m² + 30 m², terr., 4 chbres, 3 bns, 2 park. 1.580.000 F. Tél. 545-34-28.

15e arrdt

Mº VAUGIRARD, imm. 1980, 8e ét., séj. + 3 ch., balc. 100 m², verdure, 2 BOX, frais réduits. 1.400.000 F. Sol. 500-78-65.

PARC DE VAUGIRARD
Récent sur jardins, calme, beau living, 28 m² + 3 chambres, 3 bns. 870.000 F. 577-74-38.

CONVENTION
Studio 26 m². Plein midi. 200.000 F. Tél. : 828-58-64.

Mº SÉGUR, tél. : 842-57-00. Original, grenier aménagé, séj., 3 ch., 2 bains. 1.750.000 F.

AVENUE DE BRETEUIL

dans bel imm. rénover, pptaire vend à aménager studio 27 m², plein soleil. Tél. 500-54-00.

DUPLEIX, 2 pces tout confort, standing, ascenseur, parking. 430.000 F CTIM. 557-61-37.

EXCEPTIONNEL

BOUCICAUT - RÉCENT
Liv. dble, 3 chbres, état neuf, 10e ét. sur terrasse de 108 m², park. 1.600.000. 532-66-10.

PLAISANCE

Imm. récent, séj. + 3 chambres, 95 m², balcon + parking. Prix 800.000 F. 522-13-09.

PONT MIRABEAU

Imm., stand. Grand confort, 5 P. Nombreuses dépend. Situation et prix except. 1.500.000 F. Tél. 543-77-20.

Rue Georges-Pitard

60 m². 480.000 F.

2 p., récent, tt cft. 294-22-78.

CAMBRONNE

studios et petits 2 pces entièrement refaits à neuf, cuis. équipées, luxueusement décorés. 225.000 F. et 285.000 F. Téléphone : 280-06-94.

MÉTRO DUPLEIX

Maison individuelle, 140 m² *s/jardin privatif,* séjour dble, 4 chbres, 2 bains, 2 w.-c., entièrement aménagée à la demande, prix finie, 1.450.000 F. Téléphone : 280-06-94.

DUPLEIX Beaux studios et 2 pièces, tt cft, refaits neufs, asc., depuis 185.000 F. Tél. 280-06-94.

16e arrdt

MIRABEAU
Immeuble grand standing
Garçonnière 45 m², tt confort. 420.000 F. Tél. : 504-71-78.

XVIe - SAINT-DIDIER

PARFAIT ÉTAT. SPLENDIDE APPT BALCON-TERRASSE gde récept. 3 ch., 2 bns, park. SAINT-PIERRE - 563-11-88.

AVENUE MOZART, tt confort, grand séjour + chambre Rez-de-chaussée, bel immeuble. GARBI, téléphone : 567-22-88.

PORTE D'AUTEUIL, gd standing double living + chambre. Prix 850.000 F. 755-89-27.

AVENUE FOCH

Exceptionnel, appart. 200 m², intérieur *luxe.* Terrasse, balcon, 2 garages. Visites sur rendez-vous TRÉVAL, tél. 277-62-23.

Av. de Versailles, Mº Pte-de-Saint-Cloud, 2 p., cuis., bains, asc., chauf. central. 320.000, ACOPA 251-10-60.

MUETTE

Particulier vend 2 pces, 52 m², tout confort, grand standing, 1er étage, clair. 505.000 F. Téléphone : 578-08-10
8 h. à 12 h. et 19 h. à 22 h.

Métro EXELMANS

Imm. récent, séj. + chbre tt conft. 54 m² balcon 5e ét. s/jdin. Px 580.000 F Jean Feuillade — 566-00-75.

17e arrdt

ÉTOILE, 3 P., 70 m², CONF. 4e ascens. IMM. 1900, SUD. 850.000 F. Tél. : 522-05-96.

BOULEVARD PEREIRE, 75 m² Living 30 m², chbre 20 m², cft. 585.000 F. Tél. : 522-05-96.

Mº MALESHERBES, 4 PIÈCES, cuis., bains, 2 w.-c., dche, ch. ctl. A saisir. Tél. : 634-13-18.

GRANDE CLASSE

Métro Wagram, 400 m². Tél. : 550-34-00.

PETIT 2 PIÈCES, soleil
Prix : 180.000 F.
SPEI - 354-09-71.

18e arrdt

ABBESSES
Propriétaire vd GD STUDIO, cft, bel imm., ascens. 020-30-06.

Mº J.-JOFFRIN. Gd 3 p., bel imm. pierre de t. tt cft. A saisir. 300.000 F CTIM. 239-47-48.

IMM. NEUF, 2/3 P

PIED SACRÉ-CŒUR
Depuis 356.000 F. 783-47-19.

VOUS DÉSIREZ VENDRE

1 logement avec ou sans cft, adressez-vous à un spécialiste

IMMO MARCADET

88, rue Marcadet, Paris-18e.
Estimation gratuite.
Publicité à nos frais.
Réalisation rapide.
Paiement comptant assuré.
252-01-82.

18e, RUE COYSEVOX
Imm. pierre de taille 1912, 2e sur rue et cour, 3 P. tt confort, 66 m². — Prix : 550.000 F. AGENCE Mme PIERSON, 627-78-31, le matin.

BUTTE-MONTMARTRE
Gd studio cuis., w.-c., s. d'eau. A saisir. Téléphone 634-13-18.

BUTTE MONTMARTRE
Vue dégagée. Beau studio, cft. CHARME, SOLEIL. 240.000 F. VERNEL, téléph. 526-01-50.

Montmartre, imm. p. de taille ATELIER DUPLEX.
75 m², poss. terrasse 680.000 F. Tél. 250-04-28.

20e arrdt

2 pièces, impeccable, imm. 70, parkg, cave. Sur jardin. 385.000 F. SPEI, 354-09-71.

91 - Essonne

35 km Sud Paris
Coudray-Montceaux, récent, vue imprenable, parc + golf, séj. + 3 chbres, 105 m². 475.000 F. Tél. 783-89-86 - 548-54-99.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY, imm. réc. gd stand., gd studio sur jardin, confort. 455.000 F. Tél. 522-05-96.

BOULOGNE, PTE ST-CLOUD. Gd 4 p. cuis., bains, 2 caves. Urgt 590.000 F. 578-17-38.

CŒUR DU MARAIS

dans GD HOTEL PARTIC. TTES SURFACES à rénover. PROPRIÉTAIRE 766-03-18.

NEUILLY BOIS

BEL IMM. P. DE TAILLE, ASC.

5 PIÈCES

DBLE-LIV. + 3 P., 2 BAINS
A rénover, poss. service

PRIX : 1.545.000 F

Visites ce jour 14 h à 17 h 4, bd MAILLOT (A.-Maurey) ou 723-91-22.

NEUILLY

ILE DE LA JATTE
Jamais habité, immeuble 1981. luxueux 2 pces, cheminée, balc. Park. Frais réduits. 790.000 F. *SEGONDI, téléph. 874-08-45.*

MEUDON immeuble 1975 3 p., cft. 75 m² + 13 m balcon parking — prix 660.000 F. ACOPA 251-10-60.

94 Val-de-Marne

CHARENTON ÉCOLES imm. récent. 3/4 p., cuis. tt cft. 7e ét., asc. Px 430.000 F. T. 345-89-53.

VINCENNES RÉSIDENTIEL PRÈS BOIS. IMM. TT CFT. 4 P., 93 m², 700.000 F ; 3/4 P., 101 m², 780.000 F ; 4/5 P., 115 m², 880.000 F. TÉL. : 233-58-45.

Pptaire vd à Vincennes, très beau studio, cft. Invest. de 1er ordre. Tél. : 020-30-06.

Province

CANNES

Urgent. 3 pièces luxe, vue mer. Promoteur BEL'AUBE, 7, r. des Michels, 06110 LE CANNET.

Particulier, Cause changt, VEND au CAP d'AIL (06) 3 km de MONACO appartement de 3 pièces dans petit immeuble de standing (79 m² + 14 m² terrasse) Exposition Sud — Vue mer à 5 mn et montagne. Téléphone : 26-10-20 (24).

appartements achats

DORESSAY : 624-93-33

rech. URGENT

150 à 450 m²

Du 1er au 8e, 16e-NEUILLY DISCRÉTION ASSURÉE

M.G.N. 387-71-55

38, bd des BATIGNOLLES, 75017 PARIS
Fichier informatique recherche pour clients appartem., hôtels particuliers, bureaux, etc.

Jean FEUILLADE, 54, av. La Motte-Picquet (15e). 566-00-75. Rech. pour clients sérieux, 15e et 7e arrdt, appts ttes surf. et imm. Paiement comptant.

Recherche 1 à 3 pièces Paris, préfère rive gauche, avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. 873-20-67 même le soir.

MARNIER, Tél. : 222-69-50
UN NOM... une garantie
207, bd Saint-Germain, 7e.

Particulier achète petit logement 1 ou 2 P. même avec travaux. M. CAMUS, 19, rue Emile-Zola, 77500 CHELLES.

appartements occupés

FG SAINT-HONORÉ

Pptaire vend appts commerciaux OCCUPÉS 50 m², 85 m², 142 m², tout confort, hauteur sous plafond 3,30 m. BON RAPPORT, 562-38-53.

locations non meublées offres

Région parisienne

SAINT-BRICE-SOUS-FORÊT dans résidence, cadre verdure, 3 étages, balcon, parking, tennis 3 et 4 pièces. MILAN. 261-02-65.

---

78 SARTROUVILLE
Pavill. 6 p., cft, uniquem. usage professionnel. Tél. 914-18-01.

locations non meublées demandes

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES Durée 3 et 6 ans. 283-57-02.

locations meublées offres

Province

A LOUER
RÉGION HYEROISE (Var) ttes périodes de l'année F3 Rez-de-Chaussée en villa 2 Ch. Séj. Cuisine S. de Bns meublé entièrement équipé chf. ctral. Téléphone : (94) 66-78-42.

locations meublées demandes

Paris

INGÉNIEUR MUTÉ PARIS rech. STUDIO ou 2 PCES Tél. M. ROULAT, 256-30-57.

SERVICE AMBASSADE
Pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 6 P. LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades, 281-10-20.

domaines

Achèterais
VASTE PROPRIÉTÉ DE CHASSE SOLOGNE
Ecrire sous le nº 255.853 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

pavillons

PAVILLONS

JUSQU'A 120 KM DE PARIS
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire
Centre d'information
FNAIM de *Paris Ile-de-France*
LA MAISON DE L'IMMOBILIER.
27 bis, avenue de Villiers, 75017 PARIS. T. : 227-44-44.

villas

A VENDRE *de préférence particulier à particulier à 1 km de la mer et 10 km de La Baule. Maison rénovée.* 4 pces 130 m² (séjour 50 m²).
Poutres apparentes, cheminée pierre, salle d'eau + salle de bains, cave, gar., ter. 850 m², clôt. et planté avec bassin. Tél. : 588-37-28 après 18 h.

propriétés

SOLOGNE

A vendre pour chasse et placements forestiers GOS TERRITOIRES + OU - GRANDS avec ou sans *étangs et bâtiments.*
Ecrire à : AGENCE HAVAS Nº 200.907, B.P. 1519, 45005 ORLÉANS Cedex.

QUERCY. Vends presbytère XVIIIe, 6 p., cft, boiseries. Parc. Px 650.000 F. Cab. Jergeau, 47500 LIBOS - (53) 71-01-28.

viagers

88.000 F + 1.000 F/m., 3 p., tt cft. Occupé fme 72 ans. Mº Bonne-Nouvelle, 2e arrdt. Cruz, 8, r. La Boétie, 266-19-00.

maisons de campagne

70 KM OUEST PARIS

CHOIX de 50 PROPRIÉTÉS A LA VENTE
M.G.N. NOGENT-LE-ROI
Face église (37) 43-44-34
Bureau Paris : 387-71-55.

Vends bord de l'AIN et autoroute GENÈVE MAISON tout confort calme, 8 pièces sur 2.500 m². Prix 525.000 F. Téléphone : (74) 37-77-65.

PROVENCE VIEIL EYGALIÈRES. Maison 2 ét., cave voûtée, 4 p., s. de bns, cuis., loggia, tt cft. Tél. : (90) 92-14-84. Prix : 500.000 F.

Particulier vend :
TOURETTES-SUR-LOUP
20 mn. aéroport Nice, maison de village, 5 p. en triplex 120 m², 2 bains, possib. atelier/échope en rez-de-chaussée sur grand-rue. Prix 735.000 F. Tél. : 720-43-19.

manoirs

3 h. Ouest Paris adorable petit manoir XVe restauré 750.000 F. exceptionnel. Tél. : 488-04-34.

immobilier information

ANCIENS NEUFS

DU STUDIO AU 6 PIÈCES
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR.
Appeler ou écrire :
Centre d'information
FNAIM de Paris, Ile-de-France
LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27, avenue de Villiers.
75017 PARIS. 227-44-44.

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux bureaux

Ventes

MONCEAU
Bureaux luxueux 250 m², immeuble p. de t. T. 522-05-96.

Locations

EMBASSY-SERVICE
562-62-14
RECH. 150 A 200 m²
Bureaux quartier affaires

BUREAUX MEUBLÉS
à Paris 8e, 9e ou 15e
SIÈGES SOCIAUX ET DOMICILIATIONS
télex, secrétariat, tous services
CONSTITUTIONS STÉS,
prix compétitifs, délais rapides
ASPAC, 293-60-50 +

DOMICILIATION 8e
R.M.-R.C. 220/330 MOIS
PERMANENCE TÉLÉPH.
TELEX SECRÉTARIAT
CRÉAT. DE SOCIÉTÉ
TOUTES DÉMARCHES
AGECO. 294-95-28
(STATIONNEMENT AISÉ)

VIIIe, BURX STAND. 105 m² revenu, 70.000 F. en sept. 650.000 F. Tél. : 522-05-96.

Domiciliations : 8e-2e
SECRÉTARIAT, TÉL., TÉLEX, Loc. bureau, toutes démarches, pour constitution de sociétés.
ACTE S.A. 359-77-55.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
S.A.R.L.-R.C.-R.M.
Constitution de sociétés
Démarches et tous services
Permanence téléphonique
355-17-50.

locaux commerciaux

Locations

SURVILLIERS SUR R.N. 17. Loue 1.200 m², accès camions, 120 F le m²/an. 522-05-96.

fonds de commerce

Ventes

CÈDE ÉCOLE PRIVÉE NORD-SEINE — Excellente rentabilité. Ecr. s/nº 7822 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

- *Proche Opéra* - 70 m², prêt-à-porter. Bon C.A.
- HALLES - Boutique d'angle + 2 burx. Activités variées.

MILAN - 261-02-65.

l'agenda du Monde

Particuliers

(offres)

A VENDRE
MEUBLES DE BUREAUX + ARMOIRES + FAUTEUILS.
Tél. H.B. = 723-93-80.

Ameublement

COURT-CIRCUIT SUR CANAPÉS

CAP., spécialiste réputé de canapés haut de gamme, vous fait profiter du circuit court et bénéficier de ses prix sur sa vaste collection.
- EN TISSU : 100 qualités et coloris différents.
- EN CUIR : 9 qualités et 44 coloris différents.

Toutes les possibilités existent : 3 places, 2 places, fauteuil, déhoussables, réversibles, convertibles (sommiers à lattes).
Par exemple :
Un ravissant canapé 2 places tissu à partir de 3 100 F. Un cossu 3 places en cuir véritable à 5 750 F, en veau pleine fleur à 7.500 F.
Alors, mettez le cap sur CAP : vous verrez, c'est direct.
CAP - 37, rue de Citeaux, 75012 Paris. Tél. 307-24-01.

Bijoux

BIJOUX ANCIENS
BAGUES ROMANTIQUES
se choisissent chez GILLET
19, r. d'Arcole, 4e. 354-00-83.
ACHAT BIJOUX OR-ARGENT.

ACHATS BRILLANTS

Toutes pierres précieuses bijoux or, etc. argenterie.
PERRONO JOAILLIERS ORFÈVRES à l'Opéra, 4, Chaussée-d'Antin à l'Etoile, 37, av. Victor-Hugo.
Vente. Occasion/Echanges.

Garde d'enfants

Benjamin 18 mois ch. nourrice mi-temps, mat. 11 m. s/12. Urgt. Tél. 722-44-51 Neuilly.

Hôtes payants

Dame garderait personne agée dans cadre familial à 60 km de Paris pendant vacances scol. ou ttes autres périodes. Téléphone : (37) 24-62-15.

Instruments de musique

PIANOS - OCCASIONS RÉCENTES ET REPRISES

ayant inventaire
RIPPEN droit 9.000
GAVEAU 1/4 queue 14.000
RIPPEN droit 14.500
ERARD (1,65 m) 35.000
SCHIMMEL 1/4 queue 39.800
STEINWAY 1/2 queue 99.000
etc. Garanties - S.A.V.
Location ou bail - Livraisons
PIANOS DANIEL MAGNE
553-20-60.
17, av. Raymond-Poincaré
Paris 16e, Métro Trocadéro.

A VENDRE PIANOS
GRANDES MARQUES
refaits et garantis
par artisan, facteur.
DEVIS GRATUIT
POUR RESTAURATION
PIANOS TORRENTE
Téléphone : 840-89-52.

Livres

Henri Laffitte
« Achat de livres », 13, rue de Buci. Téléphone : 326-68-28.

Matériel de bureau

Parfait état photocopieur Agfa 20 copies minute : 6.000 F; et Olympia : 6.010. Mach. à écrire à mémoire : 8.000 F. Téléphone : 605-36-20.

Mode

CUIRS

Centre spécialisé
modèles femmes et hommes
promotion du mois
grand choix de blousons
à partir de 790 F.
LES 2 OURSONS, 106, bd de Grenelle, 15e. 575-10-77.

Psychanalyse

Pour une prise de conscience totale en peu d'entretiens quel que soit votre trouble. Téléphonez au 766-46-90.

Sécurité

BLINDEZ VOS VITRES

Protection invisible posée sur vos vitrages actuels, vous protège des cambriolages et des U.V. Très efficace et peu onéreux.
POLYPROTEC, 8, place de la Madeleine, 75008 Paris. Tél. 261-58-59 + (hres bur.).

Stages

ACTIVA
2, av. Chiris, GRASSE (06)
Stages toute l'année art textile
Gravure Defs
Tissage avril-mai-juin.
Téléph. : (93) 36-18-47.

Stock achat

ACHÈTE COMPTANT

LOTS IMPORTANTS
de produits de
Grande Consommation

PROMO FLASH

Téléphone : 259-55-40, P. 69.

Transports

JET COURSES

courses
et
transports
16, passage Cardinet,
75017 PARIS.

TÉL. : 380-23-08.

Vacances Tourisme Loisirs

PAQUES au pied des CEVENNES mixte, enfants-adolescents initiation — perfect. pet. gpes, 6 courts, encadr. qualif. LE CLUB VERT. Tél : (6) 903-50-80 — le matin.

« A louer la Ciotat, R.-de-Ch. de Villa très grand standing mois : mai, juillet, août, septembre. Tél : (16.91) 98-06-84 le soir sauf week. end. »

Floride sur place appart. 4 pers cadre except. 8500 F. le mois Téléphone. : 500-75-91.

OCCASION A SAISIR
COMITÉ D'ENTREPRISE :
RESTE A LOUER :
2 studios (4 pers. par studio).
à SUPERDEVOLUY
Période du 6 au 13 mars 1983.
750 F. la semaine, par studio.
Contacter Mme ARFI au 574-98-70.

Loue Corse-Sud, août-sept., villa en bord mer, 2 chambres, garage. Ecrire Zafrilla, quartier du Puy, 84350 COURTHEZON.

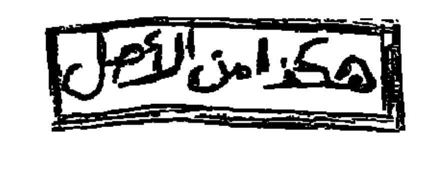
PLEYBER-CHRIST

(20 km mer de Perros-Guirec). Part. loue sous-sol aménagé (confort) dans villa.
Libre juin/août septembre.
Téléphone : (16) 98-78-50-66.

CORSE hôtels locations, villas, passages bateau. EDEN-TOURS : 636-36-50.

ANGLETERRE, U.S.A. 10 à 21 ans. PAQUES, ÉTÉ, encadr. par prof. - 322-85-14.

Centre FLORENCE appt 5 lits, grand cft. 2.500 F/semaine. COLLINE TOSCANE/OMBRIE - ILE D'ELBE vacances idéales de Pâques à automne, belles demeures restaurées toute taille, à partir de 2.500 F/mois. Téléphone : 504-29-73 Paris ou (39-55) 215-352 DAFFLITTO via Servi 9 FLORENCE.



INFORMATIONS « SERVICES »

LA MAISON

Le salon des arts ménagers change de style

Soixante ans après sa création, le salon des arts ménagers éclate en deux manifestations dont les dates, les lieux, les visiteurs, et même le contenu, sont différents.

A la demande des exposants-fabricants d'appareils électroménagers, un salon réservé aux professionnels a eu lieu du 14 au 17 février, au parc des expositions de Paris-Nord à Villepinte. Le palais du C.N.I.T., lui, abritera, du 5 au 14 mars, un salon des arts ménagers destiné au public.

A Villepinte, les constructeurs français et étrangers ont présenté leurs nouveautés (1). Pour la cuisson des aliments, le choix des fours à micro-ondes s'élargit et leurs prix se situent aux alentours de trois mille francs. Parmi les nouveaus modèles deux grands fours de trente-cinq litres (Brandt, Thermor), un appareil à sélecteur de puissance (Kenwood) et un autre doté d'une sonde thermique augmentant la souplesse d'utilisation (De Dietrich).

Les fours électriques multifonction, apparus l'an dernier permettent — dans une même enceinte — plusieurs modes de cuisson : par convection naturelle, chaleur tournante ou gril, porte fermée (Airlux, A.E.G., De Dietrich). Une innovation technique : un four aux multiples fonctions intègre un émetteur de micro-ondes, réunissant ainsi deux appareils de cuisson complémentaires en un *seul* (Bosch, Siemens). Dans des fours électriques normaux, un dispositif contrôle le niveau de cuisson à l'intérieur de la viande. Piqué dans celle-ci, une sonde reliée au programmateur du four permet de choisir la température de cuisson « à cœur » ; lorsque celle-ci est atteinte, un signal sonore se déclenche et le four s'éteint (« Pic-control » Arthur Martin ; « Thermosonde » Electrolux).

Les appareils de *froid* dits « combinés » ont maintenant leur partie congélation presque aussi grande que celle de réfrigération (Brandt, Kelvinator, Laden, Philips, Vedette, Zanussi). Sur de nouveaux réfrigérateurs, à glisser sous un plan de travail, les clayettes sont remplacées par des tiroirs (Bosch, Neff). La plupart des nouveaux congélateurs — coffres ou armoires — ont une isolation renforcée qui, outre une économie d'énergie, permet de résister à une panne de courant pendant deux jours.

Les lave-linge se partagent en deux clans : les français, étroits et faciles à caser dans une petite cuisine (celui de Vedette ne mesure que trente neuf centimètres de large) et les étrangers — allemands et italiens surtout — plus larges et à hublot. Les vitesses d'essorage sont accrues (Bauknecht 1.000 tours-minute ; Miele 1.200 tours-minutes) réduisant ainsi le temps de séchage. Les sèche-linge rotatifs électroniques se multiplient.

Peu d'innovations sur les lave-vaisselle ; leur niveau sonore continue de s'abaisser jusqu'à égaler celui d'un réfrigérateur. Pour réduire la consommation d'électricité, certains appareils (Kelvinator, Laden, Zoppas) peuvent se brancher sur une arrivée d'eau chaude.

JANY AUJAME.

(1) *La majorité de ces fabricants ne participeront pas au salon du C.N.I.T.*

EN BREF

LA MAISON

EN MARS AU CNIT. — Une nouvelle formule du Salon des arts ménagers sera proposée au public, du 5 au 14 mars. Si les appareils électro-ménagers y auront une place restreinte, l'aménagement *de la cuisine et de la salle de bains* gardera son importance. Orientation vers la décoration avec trois nouvelles sections : l'ameublement contemporain, le « Foyer d'aujourd'hui » et les métiers d'art. Le temps libre et les loisirs qu'il engendre seront l'occasion de présenter divers produits, de la machine à coudre à l'orgue électronique. La gastronomie et les vins conserveront *leur place* habituelle.

★ **Du 5 au 14 mars, au CNIT à La Défense. Tous les jours de 10 heures à 19 heures, le mercredi et le vendredi jusqu'à 23 heures. Entrée : 15 F, le vendredi : 20 F.**

TÉLÉCOMMANDE. — Pour mettre en marche ou arrêter, à distance, un chauffage, un arrosage, un appareil ménager, *l'Automaphone* est un produit français agréé par les P.T.T. Il comprend une boîte émettrice, grosse comme une calculatrice de poche, qu'il suffit d'approcher du combiné téléphonique de départ (après avoir fait le numéro de l'endroit où se trouve l'appareil à commander) et un coffret récepteur, branché sur le téléphone d'arrivée, qui transmet l'ordre à exécuter et avertit de sa bonne exécution. Cet Automaphone CR-1, pour la commande d'un appareil, vaut 2 500 F environ. Un autre modèle permet une télécommande et le contrôle d'un appareil déjà en fonctionnement.

★ **Société B.F.A. - Federex, 3 bis, rue de Nanterre, 92150 Suresnes. Tél. : 506-10-01.**

PRÉCISION. — Dans l'article « Le meuble en mouvement », paru le 26 janvier 1983, était annoncée la création d'une chaîne de magasins, à l'enseigne « A + B », par la société Ciphat. Celle-ci nous demande de *préciser qu'elle n'est* pas une « filiale de Conforama », mais que dans son équipe se trouvent plusieurs affiliés à Conforama, lesquels participent à titre personnel.

RIDEAUX OPAQUES. — Un spécialiste des tissus enduits pour occulter les fenêtres élargit sa gamme vers *des décors pour l'appartement.* Ils peuvent être confectionnés en stores ou en rideaux totalement opaques, pratiques en l'absence de volets, par exemple. Ces nouveaux tissus de Cholleton sont ininflammables et à motifs géométriques gaufrés, en coloris unis : bleu vif, orange, beige, brun (140 F le mètre, en 140 centimètres de large). Trois imprimés, signés Manuel Canovas, sont de style contemporain, dans des harmonies de bleu grisé, de rose saumon ou de rouille (180 F le mètre en 140 centimètres).

★ **Cholleton, 7, rue Carvès, 92120 Montrouge. Tél. : 655-10-21.**

FORMATION

CONFÉRENCES SUR LA FORÊT. — L'Association française des eaux et forêts (AFEF) organise une série de conférences sur la forêt qui auront lieu chaque lundi ouvrable à 18 heures, dans les locaux de l'Ecole nationale du génie rural, *des eaux et forêts (ENGREF), 19,* avenue du Maine, 75014 Paris.

★ **Renseignements et inscriptions : AFEF, 1, *ter*, avenue de Lowendal, 75007 Paris. Tél. 555-95-50, poste 3253, après 15 heures.**

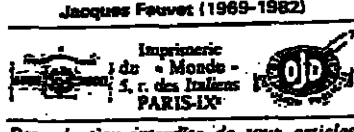
JUSTICE

CONSEILS TÉLÉPHONIQUES. — Création d'un service téléphonique « avocat-conseil consommation » *à Paris. A l'initiative des avocats* du barreau de Paris, un nouveau service de conseils juridiques aux consommateurs fonctionne depuis le 17 février. Des renseignements concernant les litiges courants sont donnés en téléphonant au 233-80-55, de 11 heures à 19 heures, du mardi au samedi inclus. D'autre part, l'AARC (Avocat, assistance et recours du *consommateur), qui existe déjà,* peut, sur rendez-vous, donner des consultations payantes (60 F) et prendre en charge les procédures de mise en demeure (120 F), au Forum des Halles, 202, Porte Berger, niveau 2 (AARC : 233-80-55).

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Laurens, directeur de la publication

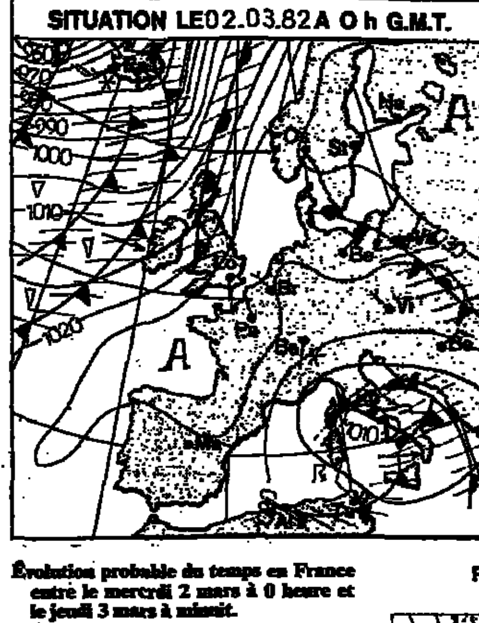
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)



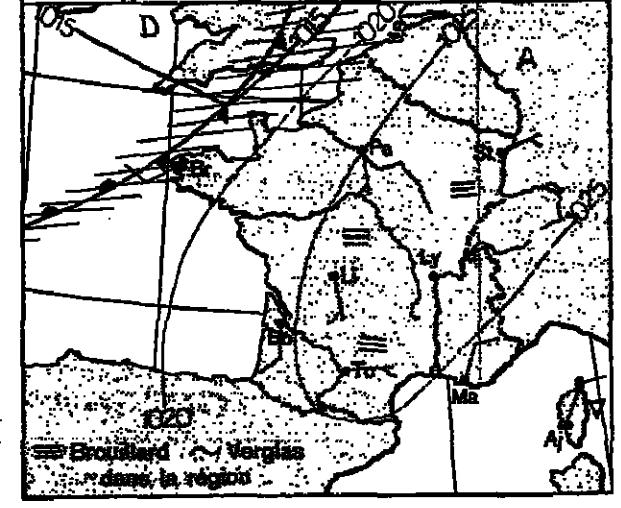
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 02.03.82 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 03.03.83 DÉBUT DE MATINÉE



Évolution probable du temps en France entre le mercredi 2 mars à 0 heure et le jeudi 3 mars à minuit.

Mercredi matin, de hautes pressions recouvraient la France ; ces hautes valeurs vont se décaler lentement vers l'Est, et laisser pénétrer sur le Sud-Ouest les perturbations atlantiques, qui amèneront quelques pluies, le soir, jusqu'à la Vendée, le Bassin parisien, la Champagne et le Nord.

Jeudi matin, le temps sera couvert et faiblement pluvieux sur la Bretagne et les côtes de la Manche, les vents de sud à sud sud-ouest seront faibles à modérés, et les températures comprises entre 7 et 9 degré.

Sur les autres régions, il y aura des brouillards, des brumes et des gelées de − 2 − 3 dans le Nord-Est, le Centre-Est et 0 à − 2 dans le Sud-Ouest, − 5 à − 8 dans les Alpes ; il ne gèlera pas, par contre, du Nord au Bassin parisien et au Centre-Ouest, ni auprès de la Méditerranée.

En cours de journée, les nuages porteurs de pluie gagneront les régions de l'intérieur, arrivant le soir sur la Belgique, la Champagne, après avoir touché *la région parisienne l'après-midi, les* régions de la Loire et la Vendée ; les vents de sud-ouest, faibles dans les terres, deviendront modérés sur les côtes.

Ailleurs, après la dissipation des brumes et brouillards, le temps sera nuageux du Nord-Est au Centre, peu nuageux avec du soleil sur les régions méridionales, les vents seront faibles, mais modérés de secteur nord près de la Méditerranée.

Les températures maximales seront de 1 à 8 degrés dans le Nord et à Paris, de 10 à 11 degrés en Bretagne et à l'Ouest, 5 à 6 degrés dans le Nord-Est, 7 à 8 degrés dans le Centre-Est, 11 à 13 degrés dans le Sud-Ouest, 13 à 14 degrés sur les côtes méditerranéennes.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 2 mars à 7 heures, de 1 027,6 millibars, soit 770,8 millimètres de mercure.

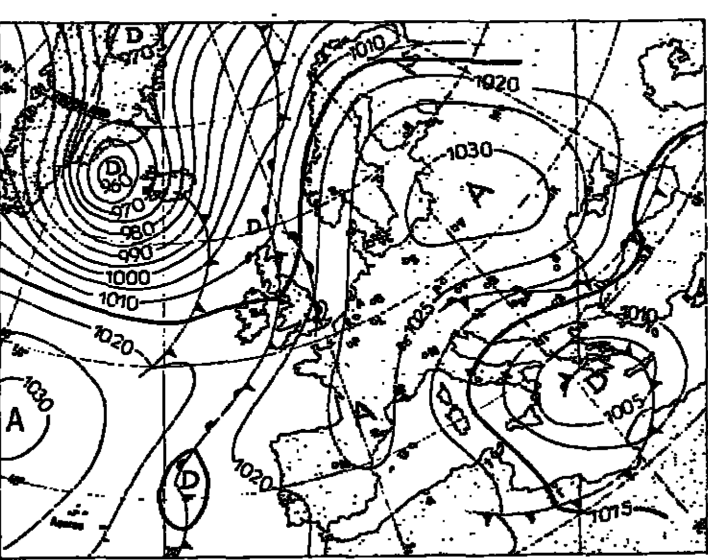
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 28 février ; le second le minimum de la nuit du 28 février au 1er mars) :

Ajaccio, 11 et 4 degrés ; Biarritz, 10 et 5 ; Bordeaux, 11 et 0 ; Bourges, 7 et 0 ; Brest, 11 et 9 ; Caen, 7 et 3 ; Cherbourg, 7 et 4 ; Clermont-Ferrand, 7 et 0 ; Dijon, 7 et − 2 ; Grenoble, 6 et − 1 ; Lille, 6 et 3 ; Lyon, 7 et − 1 ; Marseille-Marignane, 11 et 4 ; Nancy, 5 et − 2 ; Nantes, 11 et 3 ; Nice-Côte d'Azur, 4 et 6 ; Paris-Le Bourget, 8 et 3 ; Pau, 9 et 3 ; Perpignan, 12 et 8 ; Rennes, 10 et 4 ; Strasbourg, 5 et − 2 ; Tours, 9 et − 1 ; Toulouse, 10 et 1 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 6 degrés ; Amsterdam, 6 et 2 ; Athènes, 14 et 9 ; Berlin, 7 et − 1 ; Bonn, 5 et − 5 ; Bruxelles, 6 et 1 ; îles Canaries, 19 et 16 ; Copenhague, 3 et 1 ; Dakar, 29 et 19 ; Djerba, 19 et 11 ; Genève, 5 et − 2 ; Jérusalem, 14 et 3 ; Lisbonne, 20 et 10 ; Londres, 9 et 4 ; Luxembourg, 4 et − 1 ; Madrid, 20 et 4 ; Moscou, −8 et −12 ; Nairobi, 27 et 16 ; New-York, 7 et 6 ; Palma-de-Majorque, 19 et 10 ; Rome, 14 et 6 ; Stockholm, −1 et −9 ; Tozeur, 21 et 11 ; Tunis, 16 et 7.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 3 MARS A 0 HEURE (G.M.T.)



PARIS EN VISITES

VENDREDI 4 MARS

« L'église Saint-Roch », 15 heures, 296, rue Saint-Honoré, Mme Bouquet des Chaux.

« Musée de Cluny », 15 heures, 6, place Paul-Painlevé, Mlle Brossais.

« Institut du radium », 15 heures, angle rue Pierre-Curie - rue d'Ulm, Mme Legrégeois.

« La crypte de Notre-Dame », 15 heures, entrée (Caisse nationale des monuments historiques).

« Palais de justice », 15 heures, métro Cité, M. Czarny.

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

CONFÉRENCES

VENDREDI 4 MARS

17 heures et 20 h 30, 107, rue de Rivoli, M. R. Percheron : « Hang-Tcheou et l'apogée des Song du Sud ».

19 h 30, sorbonne, amphithéâtre Bachelard, M. M. Tavernier : « Le chômage : une chance pour la France et le monde » (Université populaire de Paris).

20 h 15, 6, place d'Iéna : « La magie du folklore et de la tradition chinoise ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du mercredi 2 mars :

UN DÉCRET

● Portant publication de l'accord portant création d'une Grande Commission mixte de coopération franco-gabonaise, signé à Paris le 2 octobre 1980.

UN ARRÊTÉ

● Relatif au financement de certains organismes interprofessionnels de vins.

UNE LISTE

○ Des auditeurs de la soixante-septième session régionale de l'Institut des hautes études de défense nationale.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3397

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									■
II				■					
III					■				
IV							■		■
V									
VI		■					■		
VII	■			■		■		■	
VIII				■					
IX									
X			■			■			
XI		■							

HORIZONTALEMENT

I. Il a fait des farces à l'hôtel de Bourgogne. — II. Plus près du zéro que du neuf. Avec lui, un et un font deux. — III. Même riche, elle n'enrichit pas toujours son auteur. L'ennemi du plaisir. — IV. Perd la notion du temps quand celui-ci se couvre. — V. Science prenant ses lettres de noblesse par l'étude de certains « châteaux ». — VI. Possessif. Racine à extraire. — *VII.* Démonstratif. — VIII. Promu à une heureuse survie. Nettoyé ou lessivé. — IX. Pour lui la balance penche du mauvais côté. — X. Préposition. Point de départ. Bugle n'intéressant que de loin un musicien. — XI. Actions profitables, même faites pour des prunes.

VERTICALEMENT

1. Gardien des coffres d'un roi serrurier. Attribut académique de Daniel-Rops et partie du nom d'une de ses œuvres. — 2. Où le singe prend le pas sur les hommes. Ce n'est pas *elles* qu'on enferme quand on les met au trou. — 3. Adepte de la théorie du mouvement. — 4. Présence silencieuse des premiers rendez-vous. Peu accessible. — 5. Note. Toujours en avant lors d'une grève des bras croisés. — 6. Blé ou oseille, pour rester dans ce genre de culture. Préposition. — 7. Fin qu'impose la nécessité. Le bon côté de la balance. — 8. L'est bien celle qui a du bien. Voyage de nuit. — 9. Article. Ne blanchissent qu'à moitié, même après le passage d'un savon.

SOLUTION DU N° 3396

Horizontalement

I. Habitude. — II. Epatement. — III. UP. One. Ai. — IV. Raine. — V. Ers. Bhaja. — VI. Astres. — VII. Tuées. AL. — VIII. Etui. Il. — IX. RD. Extase. — X. Ouen. Emeu. — XI. Couturier.

Verticalement

1. Heure. Froc. — 2. Apparat. Duo. — 3. BA. Issue. Eu. — 4. Iton. Tètent. — 5. Ténébreux. — 6. Ume. Hésiter. — 7. Dé. Cas. Ami. — 8. E.N.A. Aisée. — 9. Tirailleur.

GUY BROUTY.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	554 F	767 F	980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	601 F	1 074 F	1 547 F	2 020 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	634 F	887 F	1 140 F
II. — SUISSE, TUNISIE	454 F	779 F	1 105 F	1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

économie

SOCIAL

Journée de grève à l'Agence nationale pour l'emploi

Le 2 mars, les syndicats C.G.T., C.F.D.T., C.G.C. de l'Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.) ont appelé les onze mille cinq cents salariés de cet organisme à faire grève. Expliquant *« les raisons de la colère »* — une Agence *« malade de sa direction et de son ministre de tutelle »*, — ils réclament l'embauche de mille cinq cents agents supplémentaires dès 1983. A moyen terme, l'effectif total devrait être de vingt mille employés, parce que l'Agence *« accueille quatre millions de personnes par an »*. Ces syndicats demandent également pour le personnel le statut de la fonction publique.

Force ouvrière, dans un tract, se montre très hostile à cet appel à la grève, jugeant la négociation en cours satisfaisante.

Selon les premières informations communiquées par la direction de l'A.N.P.E., la grève est suivie *à un taux variant entre 25 % et 30 % sur le plan* national, 30 % et 33 % sur Paris.

Selon diverses rumeurs, M. Jacques Delpy, directeur de l'A.N.P.E., serait prochainement remplacé par M. Gérard Vanderpotte, actuel numéro deux.

« On n'a pas le temps de tout faire »

Porte de Clichy, à Paris... En ce début de matinée, à l'agence locale de l'emploi, des dizaines de personnes se pressent, attendent leur inscription comme demandeurs d'emploi. C'est ainsi chaque jour. On le sait. On l'accepte plus ou moins bien. Les employés s'efforcent de garder leur calme. Des demandeurs maugréent. Gare à celui qui, dans la file, cherche à devancer le voisin. Les protestations fusent ; on frise l'altercation. Au libre service des « offres », la foule est tout aussi nombreuse. Parmi les propositions d'emploi enregistrées par l'A.N.P.E., quelques-unes s'inscrivent dans le cadre des contrats de solidarité.

Chacun étudie le tableau des « petites annonces », fait son choix. Puis il attend d'être reçu par un employé de l'agence, qui s'assurera sur le champ de la validité de l'offre, téléphonant au chef d'entreprise demandeur, présentant le candidat et lui prenant éventuellement un rendez-vous.

Les bureaux de l'agence ferment à l'heure du déjeuner. Mais, dès 11 heures, au libre service des offres, l'affluence est telle qu'il faut fermer les portes si on veut pouvoir satisfaire tous les candidats avant midi. Deux personnes assurent la permanence de ce service, plus rapide aujourd'hui qu'hier, et donc plus efficace. L'agence déborde d'activité. Ici, se fait l'accueil collectif des nouveaux arrivants. Deux fois par jour, leur sont données les informations de démarrage. Là, les prospecteurs-placiers, les conseillers professionnels, reçoivent chaque postulant, sur rendez-vous. Le délai d'attente est d'environ quinze jours.

Au total, une trentaine de personnes, dont quatre temporaires, assurent le fonctionnement de cette agence qui a enregistré, à la fin février, quelque cinq mille demandeurs de l'emploi. Parmi ces derniers, beaucoup n'ont aucune qualification, un bon nombre sont étrangers.

A la rentrée de septembre, les tâches déjà nombreuses se sont multipliées au fil des opérations successives lancées par le ministère de l'emploi. Ce furent les actions dites *« seize-dix-huit ans »*, *« chômeurs longue durée »*, *« contrats de solidarité »*, *« dix-huit-vingt et un ans »*. Chaque fois, un accueil et une orientation spécifiques s'ajoutèrent aux traditionnels services de l'agence sans que ses effectifs soient augmentés. Certes, la mensualisation du pointage (il était quinzainier avant octobre 1982) avait permis de libérer du temps — équivalent à vingt jours de travail d'un salarié pour l'ensemble de l'agence. Mais les nouvelles actions ont amené très vite la saturation.

« On n'a pas le temps de tout faire. Comprenez bien, nous sommes favorables à ces actions, surtout celles concernant les chômeurs longue durée. Elles sont un progrès pour le client mais nous n'avons pas les moyens de les mener à terme », expliquent quelque militants C.G.T. et C.F.D.T. de l'agence. Le départ en retraite du directeur se fera en fin de semaine. Mais par qui sera-t-il remplacé ? Nul ne le sait. D'aucuns redoutent, en attendant, *« la valse des chargés de mission, qui désorganise le travail »*. De même, quand sera donc informatisée l'agence ? se demande-t-on sans trop d'illusion. Les unités pilotes, comme celle d'Avignon déjà équipée, paraissent un luxe lointain, porte de Clichy, à Paris. Lourdeurs administratives, manque de moyens, incertitude sur l'avenir de l'organisme, tels sont les griefs qui alimentent le malaise.

« Une agence malade »

Feutrée porte de Clichy, la contestation se fait plus vive dans d'autres agences et à la direction générale, secouée depuis un mois par sept grèves successives dans divers services. *« L'Agence est malade de sa direction et de son ministre de tutelle »*, accusent les syndicats nationaux C.G.T., C.F.D.T. et C.G.C., qui appellent à la grève le 2 mars. Le malaise semble réel en cette période de l'année où, d'ordinaire, on discute les mutations, les augmentations d'effectifs.

Les responsables syndicaux ont, depuis quelques mois, une cible : M. Le Garrec, ministre de tutelle. Ils lui reprochent son manque d'esprit de concertation. *« Il ne consulte personne quand il prend des décisions importantes. »* Autre cible : l'actuel directeur des affaires sociales, M. Claude Juin. *« Les ponts sont coupés depuis janvier avec la direction générale »*, affirment les trois syndicats. Ils réclament une meilleure gestion du personnel et réitèrent une demande ancienne : le statut de fonctionnaire pour le personnel de l'Agence. Selon eux, M. Mitterrand, alors candidat à la présidence, leur aurait, dans une lettre, promis la titularisation dans la fonction publique. *« Jusqu'à maintenant*, disent-ils, *M. Le Garrec a refusé de nous recevoir pour aborder cette question. »*

Sur ce problème du statut, sont-ils suivis par leur base ? Les employés de l'A.N.P.E., cette fois-ci, paraissent plus sensibles aux blocages de gestion qu'à la modification de leur statut — un serpent de mer quelque peu défraîchi. Le fonctionnement de l'A.N.P.E. a sans doute pâti des remous qui agitent la direction générale depuis la nomination de M. Le Garrec. Dès septembre, la rumeur annonçait le départ « forcé » de M. Delpy, arrivé à la tête de l'Agence deux mois plus tôt. On lui reproche en haut lieu, disait-on, ses sympathies rocardiennes. On avançait même le nom de son remplaçant, conseiller à Matignon. Par la même occasion, l'A.N.P.E. fusionnerait avec les services extérieurs de la main-d'œuvre, l'Association pour la formation professionnelle des adultes dans un unique « service public de l'emploi », tel qu'il existe par exemple en R.F.A. Les syndicats s'en inquiétèrent sérieusement. M. Le Garrec fit alors quelques déclarations qui mirent la rumeur en sourdine. Pour un temps. Aujourd'hui, le départ de M. Delpy est à nouveau évoqué, et cette fois-ci donné pour très proche. Il pourrait être remplacé par M. Vanderpotte, l'actuel numéro deux. Le ministère de l'emploi dément. Quoiqu'il en soit, *« mieux vaut s'adresser à Dieu qu'à ses saints. De toute façon, à qui s'adresser à la direction ? »*, font remarquer certains grévistes venus en manifestation au ministère de l'emploi.

DANIÈLE ROUARD.

LES NÉGOCIATIONS SUR LE STATUT DE L'ENCADREMENT

Le C.N.P.F. proposera un texte aux syndicats avant le 28 mars

Dans une discrétion qui contraste avec le climat des précédentes réunions paritaires — sur l'assurance-chômage, la formation ou la retraite à soixante ans, — le C.N.P.F. et les cinq centrales syndicales ont continué, le 1er mars, les négociations entamées le 3 février sur le *« statut de l'encadrement »*. Pour la C.G.C., cette négociation est l'aboutissement d'une vieille revendication présentée avec éclat lors des *« Etats généraux de l'encadrement »*, le 7 novembre 1980 à Vincennes. Le 26 mars 1981, M. Ceyrac avait donné son accord à M. Menu pour l'ouverture de discussions sur ce point, mais il aura fallu près de deux ans pour qu'elles s'engagent. Il est vrai que le combat de la C.G.C. est un peu solitaire et qu'il y a bien peu de chances pour que d'ici à la prochaine réunion, le 28 mars, un statut de l'encadrement, au plan national, soit défini en bonne et due forme.

Comme les quatre autres organisations, la C.G.C. a remis un projet en onze points au C.N.P.F. Pour la centrale de M. Menu, l'encadrement, tout en faisant partie du salariat, est *« une entité caractérisée par la nature de ses tâches, l'exercice de ses responsabilités et ses aspirations propres. »* C'est cette *« spécificité »* qui doit être consacrée par un statut, d'autant plus que pour la C.G.C. il est nécessaire de *« lutter contre la notion insidieusement répandue d'un monde du travail monolithique, sans catégories, sans collèges et soumis à la loi du nombre »*. La C.G.C. demande donc un « accord-cadre » définissant le minimum du contenu d'un statut, une seconde étape au niveau des branches, permettant de toiletter et de *« compléter »* les conventions collectives.

Pour MM. Menu et Marchelli, un tel statut doit définir clairement l'encadrement (ingénieurs, cadres, agents de maîtrise, techniciens et représentants), en y intégrant les salariés qui ont un pouvoir d'animation ou de commandement ou dont l'emploi nécessite un bon niveau de connaissance et de maîtrise de techniques. Dans cette optique, un tel statut devrait également préciser les conditions d'activité de l'encadrement (responsabilités « particulières », concertation, évolution de carrière, horaires, action syndicale, expatriation, etc.). La C.G.C. indique ainsi, dans son projet, que l'encadrement doit *« organiser, animer et gérer »* l'expression des salariés.

Déclaration d'intention, ou « accord-cadre » ?

Si l'U.G.I.C.T.-C.G.T. inclut globalement les mêmes catégories que la C.G.C. dans l'encadrement, elle ne revendique pas un statut — M. Obadia, secrétaire général, s'y est même déclaré hostile, le 14 février — mais une *« approche diversifiée »*. Dans le projet qu'elle a remis au C.N.P.F., L'U.G.I.C.T. fait le distinguo entre ce qui pourrait être défini nationalement, au niveau interprofessionnel (l'emploi des jeunes diplômés et des cadres de plus de cinquante ans, les cadres expatriés, le rôle de l'encadrement dans l'expression des salariés), et les *« dispositions spécifiques à inclure dans les conventions collectives »*, étant entendu que c'est prioritairement à ce niveau qu'il faut, pour elle, aborder les problèmes de l'encadrement.

A la charnière de la C.G.C. et des autres organisations syndicales, l'UGICA-C.F.T.C. a proposé un *« statut minimum de l'encadrement, »* lequel lui apparaît *« trop souvent coincé entre les directions arbitraires et une base marxisée »*. Mais elle met surtout l'accent sur la négociation de *« contrats d'objectifs »* entre les cadres et les directions *« pour mettre au point la répartition des charges de travail, la définition des objectifs recherchés, la délimitation des moyens, la formation »*.

L'U.G.C.-C.F.D.T. pour sa part ne veut entendre parler ni de statut ni d'encadrement. Elle a ainsi soumis au patronat un *« projet de déclaration commune sur les problèmes des ingénieurs, cadres et agents de maîtrise »*, qui propose de se livrer, dans les branches, à un *« examen méthodique »* des avenants de ces catégories dans les conventions collectives autour de six points principaux : le contrat de travail, les classifications, le temps de travail (avec une suppression du salaire au forfait), la formation, les conditions de travail et des questions diverses. Un an après le coup d'envoi des négociations dans les branches professionnelles, les partenaires sociaux feraient le point au niveau national, proposition que formule également la C.G.C.

Dans une récente pré-enquête (auprès d'un petit échantillon de trente ingénieurs et cadres), l'UCI-F.O. a noté que les cadres *« supportent mal de se sentir un maillon sans cesse plus petit dans une entité qu'ils connaissent, contrôlent et comprennent de moins en moins »*. Cependant, pour M. Hubert Bouchet, nouveau secrétaire général, il n'est pas question de statut ni d'intégration des agents de maîtrise et des techniciens dans l'encadrement. L'UCI-FO suggère ainsi une « recommandation » ouvrant dans les branches professionnelles une réflexion sur les nouvelles techniques et les métiers de demain à travers les problèmes d'information, d'emploi et de formation.

Face à une telle diversité de positions syndicales, le C.N.P.F., pour lequel cette négociation est techniquement légère mais politiquement importante, devrait présenter un projet de texte quelques jours avant le 28 mars sans avoir encore précisé — *« le contenu donnera l'intitulé »* — s'il s'agira d'une déclaration ou d'un *« accord-cadre »* (pour l'U.I.M.M., un tel accord devrait respecter *« intégralement l'autonomie des conventions collectives »*). Le choix du patronat pourrait consister à souligner solennellement l'importance du rôle de l'encadrement et à formuler quelques recommandations aux branches. Mais il n'est pas question de définir au niveau interprofessionnel un statut. Juridiquement, il n'est pas habilité à le faire. Economiquement, ce serait, pour lui, mais aussi pour d'autres organisations comme l'U.G.I.C.T, sans doute une erreur dans une période où l'encadrement est soumis à de profondes mutations technologiques. C'est à chaque branche qu'il devrait donc revenir de définir ses cadres et d'en préciser les conditions d'activité.

MICHEL NOBLECOURT.

ÉNERGIE

La politique charbonnière

(Suite de la première page.)

Pour cette dernière, l'objectif est clair. Elle dispose en 1983 d'une aide de l'Etat globale de 6,5 milliards de francs dont 3,855 milliards consacrés à subventionner le charbon national pour l'aider à faire face aux charbons importés. *« L'effort accru de gestion des Charbonnages de France »* annoncé le 31 janvier par M. Mauroy dans une lettre adressée à M. Marchais passe donc par la fermeture des puits les moins rentables qui « mangent » l'essentiel de cette subvention et empêchent de consacrer ces sommes à des puits d'avenir.

Dans les Cévennes, les puits du Gard (Destival, Ladrecht) semblent condamnés. Le prix de revient à la tonne de Destival — qui supporte, il est vrai, le coût de certains travaux de reconnaissance — atteint 2 865,87 francs soit plus de cinq fois son prix de vente (567,43 francs). La plupart des sièges du Nord, d'autres puits des bassins du Centre-Midi seront aussi plus tard fermés. Seules resteront à terme, les houillères du bassin de Lorraine, la Provence et les découvertes du Centre-Midi. Cela permettra au mieux un maintien de la production nationale à 20 millions de tonnes, plus vraisemblablement un déclin vers 1990 autour de 15 millions de tonnes, soit 5 millions de tonnes de plus que ne le prévoyait le plan Giraud.

Une autre politique est-elle encore possible ? Malgré une aide croissante de l'Etat — 5,791 milliards de francs en 1982, 6,5 milliards en 1983 — l'endettement des Charbonnages va augmenter pour passer de 12,41 à 14,69 milliards de francs. Les embauches seront donc réduites au maximum (648 au fond pour 1983), et les Charbonnages escomptent une meilleure productivité (3,2 tonnes par homme-poste au lieu de 3,3 en 1982) pour éviter le déclin de la production cette année.

La gestion des Charbonnages sera d'autant plus difficile qu'ils vont devoir faire face au double problème de la consommation et de la concurrence. M. Hug a toujours défendu que la reprise de la consommation française de charbon tirerait la production nationale. Or les gros consommateurs que sont E.D.F. et la sidérurgie prévoient une baisse de leurs enlèvements. Les industriels qui devaient prendre le relais, seront sans doute d'autant plus réticents qu'il est question d'abaisser les prix de l'électricité dans l'industrie, et que, avec le déclin des prix du pétrole, le fuel lourd continuera de concurrencer la houille. Sans parler des charbons importés dont les prix, là aussi, se tassent. Dans ces conditions, la subvention pour « préférence nationale » risque d'être insuffisante.

Ce raisonnement économique, tenu dans les cabinets ministériels, a toutefois du mal à être accepté sur le terrain. Carmaux vit de sa mine, quasi mono-industrie. Trois mille personnes attendent d'y être embauchées. Que leur importe que la mine, qui emploie 2 238 personnes — dont 900 au fond — ait un déficit de 200 millions de francs en 1982 (plus de 50 % du budget de la région). Peut-être cet argent pourrait-il être dépensé plus utilement ? Mais la reconversion, les mineurs n'y croient pas : ne l'ont-ils pas vu échouer à Decazeville et ailleurs. Symbole de la relance ou du déclin du charbon français, Carmaux pourrait bien être aussi celui du hiatus entre une politique, certes cohérente au plan national, et une politique qui perd toute logique au plan local.

BRUNO DETHOMAS.

L'affaire de toute une population

De notre correspondant

Toulouse. — Huit mille personnes dans les rues de Carmaux, une ville morte, magasins fermés et activité paralysée dans tout le bassin, au dix-neuvième jour de grève, le conflit de Carmaux est devenu l'affaire de toute une population qui veut que sa mine vive. Au point que les maires des vingt-cinq communes avoisinantes ont menacé de ne pas organiser le scrutin du 6 mars. La semaine dernière, la mise en exploitation de la découverte de Sainte-Marie (6 millions de tonnes de charbon) avait été accepté par les Charbonnages. Selon les mineurs le gisement devrait commencer à produire à partir de 1984 et permettre un maintien des activités jusque vers l'an 2000.

Mais l'autre grande revendication des deux mille mineurs en grève à Carmaux concerne les embauches. Invités par les Charbonnages de France à se rendre à Saint-Etienne pour entamer les négociations, les mineurs refusaient ce déplacement, exigeant que les discussions se déroulent dans leur région.

Les deux cents à trois cents mineurs qui avaient suivi les discussions de l'intersyndicale de Carmaux ont vainement battu la semelle la nuit du 1er au 2 mars devant l'annexe de la préfecture de région à Toulouse. Le chiffon *rouge et la Carmagnole*, version tarnaise, n'ont pas suffi à réchauffer les cœurs. Au fil des heures, l'enthousiasme se perdait dans la fraîcheur de la nuit.

Commencées à 21 heures dans les locaux mis à la disposition par la préfecture de région, les négociations, auxquelles participaient d'un côté M. Badey, directeur de Houillères de Carmaux, et M. Bayle, directeur des services sociaux des Charbonnages, et, de l'autre, une douzaine de syndicalistes C.G.T., C.F.D.T. et F.O., se sont poursuivies jusqu'à 2 heures du matin, heure à laquelle les syndicats décidaient d'interrompre ces discussions qui n'avançaient pas. La direction des Houillères proposait trente-cinq embauches, les organisations syndicales en réclamaient toujours entre cent et cent quarante. Les négociateurs se sont séparés sur ce constat de désaccord, les syndicalistes déçus et fatigués déclarant à la sortie ne plus pouvoir répondre des réactions des Carmausins.

C'est probablement au cours de l'interruption de séance à 23 heures que le sort de la négociation s'est scellé. Les représentants des Charbonnages recevaient alors un long appel téléphonique de M. Michel Hug, directeur général des Charbonnages.

GEORGES VALES.

M. Francis Blanchard est réélu directeur du B.I.T.

De notre correspondante

Genève. — M. Francis Blanchard (France), directeur général du Bureau international du travail, a été réélu, le 1er mars, pour un nouveau mandat de cinq ans par le conseil d'administration du B.I.T. Ce vote a été acquis par 46 voix, 8 abstentions et 1 bulletin nul. Un délégué n'a pas pris part au vote, les deux autres candidats, MM. Albert Tévoèdjré (Bénin) et Alberto Martini (Venezuela) s'étaient retirés, estimant que la candidature de M. Blanchard — qui est né en 1916 — n'était pas conforme au statut du personnel, lequel fixe l'âge de la retraite à soixante ans, avec prolongation exceptionnelle jusqu'à soixante-cinq ans.

Le conseil d'administration, composé de cinquante-six membres (vingt-quatre gouvernementaux, quatorze employeurs et quatorze travailleurs), est l'organe qui élit le directeur du B.I.T. en vertu de sa Constitution, dont l'article 9 indique que *« le personnel du Bureau international du travail sera choisi par le directeur général »*. Il est apparu donc pour le moins illogique, aux délégations, que le statut du personnel puisse être interprété au détriment de celui-là même qui l'établit. Où irions-nous, nous faisait ironiquement remarquer un délégué, si les gouvernements de nos pays et les représentants de nos Assemblées législatives devaient résilier leur mandat à l'âge où les fonctionnaires placés sous leurs ordres prennent leur retraite ? Notons encore que, au B.I.T. et dans les autres institutions des Nations unies, la notion de limite d'âge n'a jamais prévalu.

Selon M. Séné, ambassadeur du Sénégal : *« En Afrique, l'âge avancé est souvent synonyme d'expérience et de sagesse. »* Il a ajouté, à l'adresse du directeur général, que *« la majorité absolue de notre conseil qui vient de s'exprimer a voulu rendre hommage à vos grands mérites »*. En dépit du caractère secret du scrutin, des sondages de couloir permettent d'avancer que les abstentions sont celles de ressortissants des pays de l'Est et de leurs alliés.

Dans son allocution de remerciements, M. Blanchard, dontle mandat actuel n'expirerait qu'en février 1984, a demandé que lui soit accordée *« la liberté de considérer que ce jour est (...) le premier jour de cette nouvelle et dernière étape »*, réduisant ainsi de son chef son nouveau mandat d'une année.

M. Tévoèdjré, qui dirige l'Institut d'études sociales rattaché au B.I.T., a l'intention de porter plainte en violation du statut du personnel auprès du tribunal administratif du B.I.T.

ISABELLE VICHNIAC.

LE SMIC A 21,02 F L'HEURE AU 1er MARS

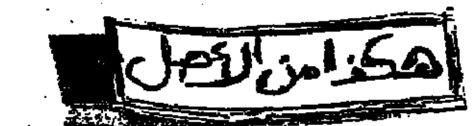
Le conseil des ministres du mercredi 2 mars devait entériner une augmentation de 3,6 % du SMIC au 1er mars 1983, soit un taux horaire de 21,02 F, contre 20,29 F, depuis le 1er décembre 1982.

Sur la base légale de 39 heures hebdomadaires, soit 169 heures par mois, le SMIC mensuel devrait atteindre 3 552,38 F, et, sur la base de 40 heures, soit 173,33 heures, 3 643,40 F.

Conformément aux dispositions légales, il y aura 2,8 % d'indexation automatique sur l'évolution des prix : 1 % au 1er novembre 1982, 0,9 % au 1er décembre 1982 et 0,9 % au 1er janvier 1983. La revalorisation est automatique dès que l'inflation dépasse le cap des 2 %.

Doivent s'y ajouter 0,8 % de progression de pouvoir d'achat, reliquat qui n'avait pas été attribué durant l'année 1982, au cours de laquelle avaient été accordés à ce titre 3,2 % et non les 4 % promis.

Au total, avec ces 0,8 %, la progression globale de pouvoir d'achat du SMIC aura été de 14,6 % depuis mai 1981, selon les calculs des pouvoirs publics.



CONJONCTURE

Le rapport de la commission de la concurrence

Il est très important que la commission de la concurrence puisse *« faire entendre ses préoccupations »* au moment *« où la tentation du protectionnisme est renaissante et où l'État intervient par voie réglementaire ou contractuelle dans l'évolution des prix »*, a déclaré M. Jean Donnedieu de Vabres, président de la commission, en présentant mardi 1er mars à la presse le bilan pour 1982 des activités de cet organisme.

Un certain désenchantement

La décision de bloquer les prix et les marges arrêtée en juin 1982 a-t-elle nui à la politique de la concurrence et plus précisément à la chasse aux ententes et aux positions dominantes. M. Donnedieu de Vabres n'a pas clairement répondu par l'affirmative mais le sens de ses déclarations est clair. Dans la conclusion de son rapport on peut d'ailleurs lire : *« Dans la perspective des mois à venir la commission souhaite que les accords de régulation des prix, actuellement mis en œuvre, n'incitent pas les organisations professionnelles à des comportements directifs, en particulier sous la forme de diffusion de barèmes. »*

Deux autres signes expriment un certain désenchantement de la commission. Celle-ci a rendu vingt et un avis en 1982, dont seize ont fait l'objet d'un contentieux (quatre étaient des avis sur des projets de loi, un était un avis sur la prise de contrôle envisagé, de Jacques Borel par Sodexo). Sur ces seize avis donnant lieu à contentieux (vingt et un en 1981), deux seulement ont débouché sur des amendes : l'affaire des horlogers et celle du commerce des produits agricoles du département de l'Hérault, la première étant beaucoup plus grave que la seconde. Une troisième affaire – celle des fabricants de skis et d'attaches de ski (*le Monde* du 17 février) – est sous le coude du ministre des finances depuis des mois, ce qui semble beaucoup affecter la commission. Ce dossier, qui concerne principalement Rossignol et Look, est en effet révélateur des pressions exercées par le *petit commerce spécialisé sur les fabricants* pour éviter la concurrence des grandes surfaces.

LES HAUSSES DE PRIX A LA PRODUCTION CONTINUENT DE SE MODÉRER

Les perspectives d'activité ont peu varié et les industriels s'attendent à une stabilisation de leur production au cours des prochains mois, écrit l'INSEE au vu de sa dernière enquête de conjoncture effectuée en février auprès des chefs d'entreprise.

L'INSEE *ajoute que « les perspectives de prix continuent de se modérer »*.

AFFAIRES

LA REMISE DES PÉNALITÉS DUES PAR THOMSON AUX P.T.T.

La méthode du discours

Emporté par son volontarisme, M. Chevènement n'est-il pas allé un peu vite sur certaines sommes lorsqu'il annonçait, le 9 février, que les entreprises nationales recevraient 20 milliards de francs de fonds propres ? En particulier lorsqu'il précisait : *« Thomson bénéficiera, de remises des pénalités de retard sur les livraisons de centraux téléphoniques d'un montant d'environ 400 millions de francs. »* En tout cas, grande a été la surprise des P.T.T. – responsables de ces pénalités – en l'apprenant par la presse du lendemain. Le ministère de l'avenue de Ségur n'en avait pas été prévenu, non plus que le ministère du budget, semble-t-il.

Surprise, puis interrogations. Que recouvrent exactement ces 400 millions ? Les pénalités « notifiées » par les P.T.T. au groupe Thomson ne dépassent par 200 millions. Les services du ministre de la recherche et de l'industrie comptent-ils les pénalités infligées par les administrations étrangères pour les retards à l'exportation ? A moins – ce qui semble être le cas – qu'ils prennent aussi en compte les pénalités qui seront dues fin 1983 si le groupe ne livre toujours pas.

Quoi qu'il en soit, les P.T.T. indiquent que Thomson n'est pas le seul à subir des pénalités pour retard. Beaucoup de fournisseurs de l'administration sont dans le même cas, la C.G.E. en particulier, pour une petite centaine de millions de francs. *« Il est légalement impossible de faire des exceptions : ou bien nous effectuons des remises à tout le monde ou bien à personne »*, fait-on savoir. *« De toute façon, il existe une procédure administrative de remise de pénalité qu'il faudra suivre. »* Les P.T.T. ajoutent qu'il n'est pas souhaitable de créer un précédent d'annulation totale de pénalité. En revanche, ils ne sont pas hostiles à une remise « négociable ». Le code des marchés des P.T.T. conçu dans la période où il fallait vite combler le retard du téléphone pourrait être revu à l'occasion.

Mais rien n'est encore décidé et les négociations prendront du temps.

M. Chevènement aime bousculer. Il pratique volontiers la méthode qui consiste à annoncer dans un discours des décisions encore en suspens. Puis à se référer ensuite au discours pour que la décision ne le contredise pas. On l'a vu dans la chimie et l'informatique. C'est habile. Est-ce souhaitable ? – E. L. B.

GRUNDIG-THOMSON : PHILIPS ATTEND...

Le groupe néerlandais Philips s'est refusé, selon l'A.F.P., à démentir ou à confirmer les informations selon lesquelles il préparerait une contre-proposition visant à prendre le contrôle de la société allemande Grundig (*le Monde* du 2 mars).

Son porte-parole à *Eindhoven* a indiqué que Philips attendrait la décision de l'Office des cartels de Berlin-Ouest sur le projet de rachat par Thomson de 75,5 % du capital de Grundig avant de déterminer sa propre attitude.

Le *porte-parole* a *rappelé qu*'en 1979 l'Office des cartels avait empêché Philips de prendre le contrôle de Grundig et que le groupe néerlandais avait dû se contenter de 24,5 %. *« C'est toujours cela de pris »*, a ajouté le porte-parole.

D'autre part, M. Max Grundig a prorogé, mardi 1er mars, pour quelques jours le protocole d'intention signé avec le groupe Thomson. Signé le 18 novembre, celui-ci était arrivé à échéance. Il semble donc que les grandes manœuvres vont marquer une pause jusqu'à la décision de l'Office, attendue pour la semaine prochaine.

MOTOBÉCANE CONTINUE SES ACTIVITÉS

Le tribunal de commerce de Paris a décidé, ce mardi 1er mars, la mise en règlement judiciaire de Motobécane après le dépôt de bilan intervenu le 23 février (*le Monde* du 25 février). L'activité du deuxième constructeur français de cyclomoteurs *et de bicyclettes continuera* dans l'attente d'un plan de restructuration industrielle. Le gouvernement a déjà promis son soutien financier à un tel plan, pour lequel divers partenaires français et étrangers auraient été contactés.

● **Les 2 milliards de francs du fonds spécial de grands travaux** réservés aux économies d'énergie sont pratiquement épuisés, a déclaré mardi 1er mars M. Michel Rolant, président de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (A.F.M.E) : 1,95 milliard de francs ont été engagés pour les économies d'énergie dans les bâtiments existants, ce qui doit se traduire par l'économie de 540 000 TEP, estime-t-il. Une demande « insatisfaite » de 450 millions de francs subsiste pour les hôpitaux et les réseaux de chaleur.

ÉTRANGER

Aux États-Unis

Les travailleurs de la sidérurgie acceptent une réduction de 9 % de leur salaire horaire

De notre correspondant

Washington. – **Les ouvriers des sept plus grandes sociétés sidérurgiques américaines (U.S. Steel, Bethlehem, L.T.V., National, Republic, Inland et ARMCO) ont accepté une réduction de leurs salaires pour soulager cette industrie en crise. C'est la première fois depuis la seconde guerre mondiale qu'ils se résignent à une telle formule. L'an dernier, les ouvriers de *l'automobile* avaient fait des concessions similaires chez Ford et chez General Motors.**

L'accord ne devait pas être soumis à la base, mais aux présidents des unions locales, qui l'ont approuvé, mardi 1er mars, par 169 voix contre 63 et 3 abstentions. Deux autres projets, encore moins avantageux, avaient été rejetés en juillet et en novembre.

Le contrat, d'une durée de quarante et un mois, concerne deux cent soixante-six mille métallos, mais se répercutera sur cent mille autres, employés par des compagnies plus petites. Son effet immédiat est d'annuler la grève éventuelle que le syndicat menaçait d'organiser pour la première fois depuis 1959. Plusieurs gros clients de la sidérurgie – dont General Motors, *qui absorbe 7 % de* l'acier local – avaient fait savoir qu'en cas d'arrêt de travail ils se fourniraient chez des producteurs étrangers.

Quatre dispositions principales sont contenues dans le contrat :

● *Le salaire horaire est réduit de* 1,25 dollar, soit 9 %. Les métallos récupéreront ce manque à gagner en trois étapes, à partir de février 1985. Le dimanche, ils ne toucheront plus qu'une fois et quart le montant horaire, au lieu d'une fois et demie ;

● *Les ajustements sur le coût de* la vie sont supprimés jusqu'en juillet 1984. A partir de cette date, le mécanisme indiciaire n'entrera en vigueur – et partiellement – que si l'inflation est supérieure à 4 %. Ce plafond sera ramené à 1,5 % durant la dernière année du contrat ;

● Les ouvriers renoncent à une semaine de vacances la première année et à une journée de congé payé ;

● Le patronat augmente sa contribution à un fonds spécial de chômage. Il s'engage à consacrer l'argent épargné grâce au contrat (quelque 2 milliards de dollars) à la modernisation des équipements.

« Je ne suis pas transporté de joie », a avoué M. Joseph Odorcich, chef de la délégation syndicale. Le patronat ne pavoise pas non plus, soulignant que le coût du travail horaire restera *« le plus élevé du monde »*.

Il est vrai que les métallos avaient obtenu de nombreux avantages depuis vingt-cinq ans, et que la hausse du dollar pénalise l'industrie locale. Au cours des neuf premiers mois de 1982, le coût total du travail horaire dans la métallurgie américaine était de 24 dollars – presque le double de ce qu'il est en France (12,37 dollars). Les autres grands producteurs d'acier se situaient également très loin derrière (11 dollars pour le Japon, 13,45 dollars pour la Grande-Bretagne) ; la Corée du Sud en était à 2,39 *dollars*.

La sidérurgie américaine vient de traverser une crise terrible. Ses effectifs fondent d'année en année. Un ouvrier sur trois est au chômage. Aucune des huit principales sociétés n'a fait de bénéfices en 1982. Ensemble, elles ont perdu plus de 3 milliards de dollars.

La production locale d'acier n'a été que de 59,9 millions de tonnes l'an dernier – le volume le plus faible depuis 1949. On sait qu'elle ne retrouvera jamais le niveau-record de 1973 (150,8 millions de tonnes). Les responsables mettent en cause la *« concurrence déloyale »* des Européens et des Japonais, n'étant satisfaits ni de l'accord de limitation établi au grand jour avec les premiers ni de celui qui a été conclu « sous la *table » avec les seconds. Mais ils savent* que d'autres causes ont été déterminantes : coût du travail trop élevé, équipements inadaptés, demande plus faible. A elle seule, la réduction de la taille de certaines voitures américaines a eu des effets désastreux sur les commandes d'acier.

Une reprise est en cours, mais la prévision modeste du gouvernement (80 millions de tonnes produites en 1983) laisse sceptiques des spécialistes. La semaine dernière, les usines sidérurgiques américaines ne tournaient encore qu'à 50,3 % de leur capacité.

ROBERT SOLÉ.

En Allemagne fédérale

LES PRIX ONT AUGMENTÉ DE 3,7 % EN UN AN

Les prix, en R.F.A., ont augmenté en moyenne de 0,1 % en février, contre 0,2 % en janvier, selon les statistiques *provisoires de l'Office des* statistiques de Wiesbaden, publiées mardi 1er mars.

Sur un an, de février 1982 à février 1983, le coût de la vie en R.F.A. a enregistré une hausse de 3,7 %, ajoute l'Office, soit moins *qu'en janvier où sa progression sur* un an était de 3,9 %.

● **La croissance économique a été de 6,3 % à Singapour en 1982.** – *« La persistance d'une baisse de la demande extérieure aurait des conséquences particulièrement néfastes pour la santé de l'économie de Singapour, dont elle dépend presque exclusivement »*, constate, notamment, le rapport du ministère du commerce et de l'industrie. – *(A.F.P.)*

En Espagne

L'opposition critique davantage la forme que le principe de la nationalisation de la Rumasa

De notre correspondant

Madrid. – L' « affaire Rumasa » continue de défrayer la chronique en Espagne. Tandis que le ministre de l'économie, M. Miguel Boyer, se présentait le mardi 1er mars devant le Congrès des députés pour obtenir la ratification du décret-loi de nationalisation du holding promulgué le 23 février, on affirmait le même jour dans les milieux bancaires que les retraits effectués dans les banques du groupe, lundi, jour de leur réouverture, atteindraient 40 milliards de pesetas (2,1 milliards de francs), soit 8 % du total des dépôts.

Durant le débat au Congrès, qui a duré cinq heures et prendra fin le mercredi 2 mars, M. Boyer a apporté, avec une profusion de chiffres, de nouvelles précisions sur les irrégularités de gestion auxquelles se sont apparemment livrés les dirigeants du plus important holding d'Espagne. Certaines, si elles sont confirmées, devraient normalement conduire M. Ruiz Mateos, l'ancien président de Rumasa, devant les tribunaux. C'est le cas notamment des impayés en matière fiscale. Selon le ministre, 5 % seulement des prélèvements à la base opérés en 1981 et destinés au fisc ont été versés par Rumasa au ministère des finances. En matière de sécurité sociale également, a affirmé M. Boyer, le holding versait les cotisations correspondant à la quote-part des travailleurs, mais pas à celle des entreprises.

Titres que les entreprises du groupe s'achetaient successivement l'une à l'autre, enflant artificiellement leurs cours ; actions dont la valeur comptable apparaissait jusqu'à dix fois supérieure à la valeur cotée en Bourse ; passif de plusieurs milliards de pesetas non inclus dans les comptes... les procédés étaient nombreux apparemment pour manipuler la comptabilité *du holding*.

M. Boyer a signalé, en se basant sur les premières inspections réalisées depuis la nationalisation, qu'outre les deux cent douze entreprises de Rumasa déclarées au fisc, quatre-vingt huit autres, sans rapport formel avec le holding, avaient pour unique objectif de canaliser des fonds vers le groupe. Le ministre est revenu sur les pressions toujours vaines des gouvernements antérieurs pour que Rumasa accepte une étude comptable de ses établissements bancaires. Ceux-ci, en mars 1979, avaient fait l'objet d'une condamnation formelle de la Banque d'Espagne, parce qu'ils présentaient une concentration de risques dans les entreprises du groupe égale à 32 % des dépôts. Quatre ans plus tard, le pourcentage n'en était pas moins passé à... 62 %.

Face à la solide position du gouvernement sur le plan économique, *l'opposition a préféré porter le débat* sur le terrain juridique. *« Nous ne sommes pas venus ici pour parler de Rumasa, mais pour parler de l'état de droit et des libertés. »*, a affirmé M. Miguel Herrero, porte-parole de la principale formation d'opposition, Alliance populaire (droite). Celle-ci a déposé un recours contre la nationalisation devant le tribunal constitutionnel, considérant qu'une telle mesure ne pouvait être prise par décret-loi.

« Nous serions d'accord avec le gouvernement s'il s'agissait seulement d'exiger d'une entreprise le respect de la loi, a dit M. Herrero, *mais nous ne pouvons pas admettre que l'on évoque l'urgence en matière économique pour violer la Constitution. Affirmer que la réalité économique prime sur le droit est inacceptable dans une démocratie. »*

Dans les milieux proches du gouvernement, on considère que l'opposition, en centrant le débat sur la forme, a réussi à éluder le problème de fond : la nécessité pour l'État d'*intervenir énergiquement*, après l'attentisme des gouvernements antérieurs, pour rétablir la stabilité du système financier.

THIERRY MALINIAK.

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	8 3/4	9 1/8	8 11/16	9 1/16	8 11/16	9 1/16	8 7/8	9 1/4
DM	5 7/16	5 13/16	5 1/4	5 5/8	5 3/16	5 9/16	5 5/16	5 11/16
Florin	4 1/2	5 1/8	4 3/8	4 3/4	4 3/8	4 3/4	4 7/16	4 13/16
F.B. (100) ..	11	13	13	15	13 1/2	15	13 1/4	14 3/4
F.S.	1 7/8	2 5/8	2 13/16	3 3/16	2 7/8	3 1/4	3 5/16	3 11/16
L (1 000) ...	15 3/4	17 3/4	21	23	21 1/2	23 1/2	21	22 1/4
£	11 1/8	11 5/8	11 5/16	11 11/16	11 1/4	11 5/8	11 1/8	11 1/2
F. franç. ...	24	25	25	27	25	27	21	22 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. +ou	Dép. –	Rep. +ou	Dép. –	Rep. +ou	Dép. –
$ E.-U.	6,9030	6,9060	+ 230	+ 265	+ 450	+ 500	+1340	+1460
$ can.	5,6220	5,6260	+ 130	+ 160	+ 280	+ 330	+ 945	+1060
Yen (100) ...	2,9015	2,9035	+ 140	+ 170	+ 280	+ 320	+ 920	+ 990
DM	2,8360	2,8390	+ 180	+ 200	+ 350	+ 380	+1065	+1130
Florin	2,5630	2,5650	+ 180	+ 200	+ 350	+ 380	+1070	+1125
F.B. (100) ...	14,3910	14,4020	– 205	– 65	– 390	– 240	– 770	– 360
F.S.	3,3575	3,3620	+ 285	+ 310	+ 545	+ 580	+1595	+1685
L (1 000) ...	4,9055	4,9084	– 450	– 340	– 825	– 695	–2050	–1850
£	10,3585	10,3685	+ 95	+ 160	+ 220	+ 315	+ 830	+1030

AGRICULTURE

Bruxelles devrait autoriser la distillation de 4 millions d'hectolitres de vin

De notre correspondant.

Bruxelles (Communautés européennes). – La Commission européenne devrait décider ce mercredi 2 mars d'autoriser la distillation de 4 millions d'hectolitres de vin de table. Un avis favorable a été donné lundi par le « comité de gestion », où siègent les experts des Etats. Cette distillation, dite de soutien, se fera à un prix égal à 82 % du prix d'orientation, c'est-à-dire, en France, à 17,08 francs par degré-hectolitres pour le vin rouge, et à 15,60 francs pour le vin blanc. L'opération, qui intéresse la France, la Grèce et l'Italie, coûtera au Fonds européen d'orientation et de garantie agricoles 86 millions d'Écu (560 millions de francs).

Compte tenu du marché, Bruxelles pensait s'en tirer sans distillation de soutien. Les Français, constatant que les cours sur leurs marchés se situaient aux alentours de 80 % du prix d'orientation, ont cependant demandé qu'elle soit déclenchée. Le seul problème, qui devait être réglé mardi, concerne les modalités. Les Français, afin d'avantager les petits rendements, ont insisté pour que les quantités pouvant être distillées soient plafonnées, selon la surface des exploitations (au maximum 9 hectolitres par hectare) ; la Commission a accueilli favorablement cette demande, mais *il s'est avéré qu'il ne serait pas possible*, compte tenu de l'organisation de la production, d'appliquer un tel système en Grèce et en Italie. La Commission a donc proposé une seconde modalité : les quantités portées à l'*alambic ne pourraient* excéder pour chaque viticulteur 10% de sa récolte. Le service juridique de la Commission a estimé que la coexistence de ces formules n'était pas conforme au règlement.

PH. L.

● **Transports : une semaine d'action de la C.G.T.** – *La C.G.T.* appelle le personnel des entreprises de transport à une Semaine d'information et de débats, du 7 au 11 mars, pour faire connaître les avancées réalisées dans ce secteur depuis plus de dix-huit mois. C'est ce qu'a indiqué Mme Sylvie Salmon-Tharreau, secrétaire de la fédération C.G.T. des transports, le 1er mars, au cours d'une conférence de presse à l'occasion de laquelle elle a dressé « *le bilan des luttes et l'importance des acquis liés à l'arrivée de la gauche au pouvoir* ». La responsable C.G.T. a cité particulièrement la loi d'orientation des transports, adoptée fin 1982, et le décret d'application, entré en vigueur le 1er mars, sur le temps de travail des chauffeurs routiers.

LOGEMENT

LA S.C.I.C. VA LOUER SES LOGEMENTS NEUFS INVENDUS

La S.C.I.C. (Société centrale immobilière de la Caisse des dépôts) va transformer en logements locatifs ou offrir en location-vente une partie de son stock vacant de logements construits pour l'accession à la propriété, a annoncé au personnel du groupe le nouveau directeur général, M. Frédéric Pascal, dans un discours reproduit dans le dernier bulletin interne de la société. Le stock de logements terminés livrables est de 6 238, dont les plus anciens datent de 1980. Il faut y ajouter 5 468 logements en cours de construction. Une « *analyse très fine* » de ce stock doit être entreprise pour déterminer ceux qui seront mis en location, ceux qui seront destinés à la location-vente ou ceux dont les prix seront baissés afin de trouver des acquéreurs ou des investisseurs, a dit M. Pascal, qui a ajouté : « *Il vaut mieux reconnaître certaines pertes immédiatement que de déprécier des capitaux importants dans le temps.* »

En 1982, la S.C.I.C. a mis en chantier 11 987 logements, dont le quart sont situés en région parisienne et dont 40 % étaient destinés à l'accession à la propriété.

RÉGIONS

LA DÉCENTRALISATION DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

L'opposition réclame une large concertation et pose quatre préalables

Dix présidents de conseils régionaux de l'opposition, sur les onze que celle-ci dirige (1), viennent d'écrire une lettre à M. Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle pour lui faire part de « *leurs préoccupations communes devant les problèmes que pose le prochain transfert de la formation professionnelle aux régions* », dans le cadre de la loi sur le transfert des compétences.

Tout en étant prêts à prendre en charge ce secteur économique et social, les dix présidents énumèrent quatre préalables. Ils veulent d'abord connaître « *aussi rapidement que possible les opérations qui seront placées sous leur autorité ainsi que, pour chaque région, la liste des conventions correspondantes et leurs montants financiers* », de façon à éviter tout risque de confusion entre les actions qui resteront du domaine de l'Etat et celles qui tomberont dans le domaine de la région.

Les présidents s'inquiètent aussi de la définition exacte du futur comité régional de la formation professionnelle et proposent une organisation qui préserve les mécanismes de concertation avec les partenaires sociaux. Cette organisation reposerait sur le comité régional « *pour la composition duquel une certaine marge de manœuvre, pourrait être laissée aux régions* », sur une « délégation » de ce comité régional, (sorte de bureau exécutif), et sur « *un groupe de coordination entre les administrations de l'Etat et celles de la région.* »

Les responsables régionaux demandent ensuite « *le transfert aux régions des personnels actuellement chargés, pour le compte de l'Etat, de gérer les opérations de formation professionnelle.* »Cela pour éviter, expliquent-ils, que « *les régions ne soient conduites à recruter de nouveaux fonctionnaires pour gérer les tâches transférées* ».

Le dernier préalable à toute décision est que le gouvernement « *donne l'assurance aux régions que les crédits transférés par l'Etat* (les ressources procurées par la carte grise) *suivront bien la progression des dépenses* ». Les présidents des conseils régionaux de l'opposition font remarquer, en outre, à M. Rigout que « *certaines régions n'ont pas arrêté le taux de la taxe sur les cartes grises, parce qu'elles ne connaissent pas l'étendue des charges qui vont leur être transférées, et elles ne seront pas en mesure de le faire avant le mois de mai en raison des élections municipales. Il en résulte que le produit de cette taxe alimente toujours le budget de l'Etat et que le manque à gagner pour le fonds d'apprentissage et de formation professionnelle continue des régions risque de se chiffrer en centaines de millions de francs. Le mode de calcul du montant des crédits transférés doit donc être entièrement revu de toute urgence* ».

C'est là le prix à payer, concluent les dix présidents, pour que les régions soient en mesure de définir des politiques de formation professionnelle cohérentes et planifiées, et la raison pour laquelle ils réclament une très large concertation avec « l'ensemble » des présidents des conseils régionaux.

OLIVIER SCHMITT.

(1) MM. Charles Béraudier (Rhône-Alpes), Jean Delaneau (Centre), Roger Fosse (Haute-Normandie), Michel Giraud (Île-de-France), Olivier Guichard (Pays de la Loire), Léon Jozeau-Marigné (Basse-Normandie), Raymond Marcellin (Bretagne), Jean-Marie Rausch (Lorraine), Marcel Rudloff (Alsace) et Bernard Stasi (Champagne-Ardenne). M. Edgar Faure, président de la région Franche-Comté, ne s'est pas associé à cette démarche.

● **Philips est autorisé à racheter les activités d'éclairage de Westinghouse.** – Aucun autre acquéreur ne s'étant présenté, l'administration antitrust américaine a finalement autorisé cette reprise après y avoir mis un veto en janvier. *Pour 200 millions* de dollars, Philips acquiert une douzaine d'usines en Amérique du Nord et au Mexique.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

THYSSEN AKTIENGESELLSCHAFT

VORM. AUGUST THYSSEN-HÜTTE

La société convoque ses actionnaires en assemblée générale ordinaire, le vendredi 8 avril 1983 à 10 heures, à la Mercatorhalle, König-Heinrich-Platz, Duisburg, afin de délibérer sur l'ordre du jour ci-après :

1°) *Présentation du bilan et des* comptes consolidés au 30 septembre 1982, ainsi que du rapport du conseil d'administration sur l'exercice 1981-1982 ;
Répartition du bénéfice de l'exercice 1981-1982 ;

2°) Quitus en faveur du directoire et du conseil d'administration ;

3°) Renouvellement du conseil de surveillance ;

4°) Nomination du commissaire aux comptes ;

5°) Mise hors du groupement Thyssen de la division Acier et conclusion d'un accord de maîtrise entre Thyssen Aktiengesellschaft vorm. August Thyssen-Hütte et Thyssen Stahl Aktiengesellschaft ;

6°) Mise hors du groupement Thyssen de la division Aciers spéciaux appartenant à Thyssen Edelstahlwerke Aktiengesellschaft.

Tous les actionnaires sont habilités à participer à l'assemblée générale ou à s'y faire représenter.

En France, les actionnaires désireux d'assister à cette assemblée ou de s'y faire représenter devront faire immobiliser leurs actions avant le 30 mars 1983 chez l'Européenne de Banque – 21, rue Laffitte, 75009 Paris – ou de faire notifier à celle-ci, avant la même date, l'immobilisation de leurs titres par leur banque ou leur agent de change.

L'Européenne de Banque délivrera les cartes d'admission à l'assemblée aux *actionnaires qui en feront* la demande.

ÉPARGNE-CROISSANCE

Société d'investissement à capital variable

Le conseil d'administration, réuni le 24 février 1983, a nommé président directeur général M. Claude Reinhart, directeur général adjoint de la Banque Nationale de Paris.

M. Reinhart succède à M. Daniel Olchanski, directeur de la Banque Nationale de Paris, récemment nommé président de Natio-Valeurs et qui est par ailleurs Président d'Épargne-Inter.

M. Olchanski demeure administrateur d'Épargne-Croissance.

M. Éric de La Guierce a été confirmé par le conseil dans ses fonctions de directeur général.

Rappelons que la présidence d'Épargne-Croissance a été assumée de 1975 jusqu'au 13 avril 1982, date de son décès, par M. Gérard Llewellyn, directeur général de la Banque Nationale de Paris.

B T P

BANQUE CORPORATIVE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

Le conseil d'administration de la B.C.B.T.P. s'est réuni le vendredi 4 février 1983 pour examiner le budget 1983 et le projet d'établissement d'un plan de développement à moyen terme.

Le président a attiré l'attention des membres du conseil sur l'accroissement important des concours que la B.C.B.T.P. pourra consentir en 1983 aux entreprises de B.T.P. :

- augmentation de 25 % des crédits court terme, essentiellement : prépaiement B.T.P., crédit global d'exploitation *inspiré de la loi Dailly* ;
- octroi de 42 millions de prêts à long terme préférentiels (prêts participatifs ou prêts à taux réduits).

Cet effort est rendu possible par l'émission d'un emprunt obligataire (*150 millions de francs*), *les procédures* mises en place par les pouvoirs publics (désencadrement de certains concours et garantie Sofaris) et la priorité donnée, dans les nouveaux concours, aux entreprises de B.T.P.

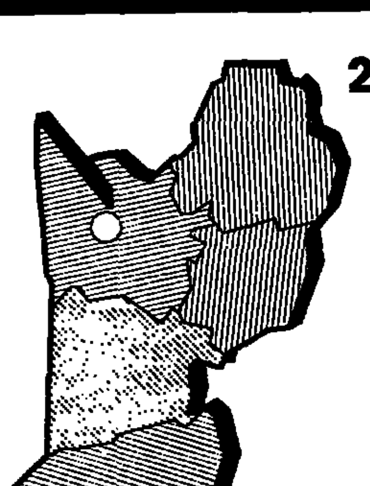
CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
OBLIGATIONS 16,90 % MARS 1982

Les intérêts courus du 9 mars 1982 au 8 mars 1983 sur les obligations Electricité de France, 16,90 % mars 1982, seront payables à partir du 9 mars 1983, à raison de F 760,50 par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon no 1 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de F 84,50 (montant global : F 845,00). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de F 126,69, soit un net de F 633,81.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EMPRUNT GROUPÉ
DES COLLECTIVITES LOCALES
DE LA REGION AQUITAINE



28 Février 1983 - 300 millions de F.

15,40 %

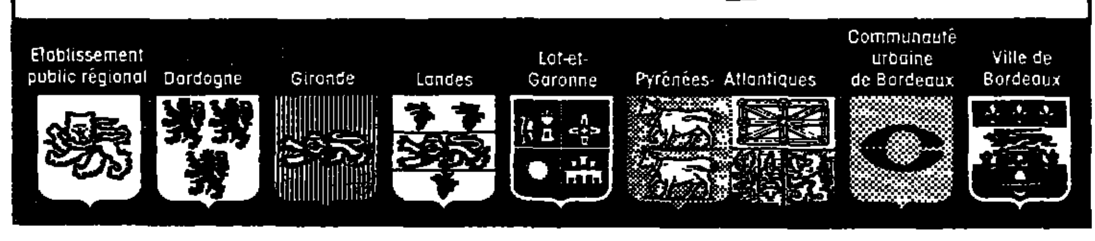
Emission de 60.000 obligations de 5.000 F.
Prix d'émission : 4.980 F. Jouissance : 14 Mars 1983.
Durée de l'emprunt : 12 ans.
Amortissement : 12 annuités constantes (demi-tirage, demi-rachat).
Taux de rendement actuariel brut:

15,48 %

Les intérêts de ces titres figurent parmi les revenus ouvrant droit à l'abattement de 5 000 F par an.

Une note d'information (visa C.O.B. n° 83.42 du 15.02.83) peut être obtenue sans frais auprès de la C.A.E.C.L. 56, rue de Lille - 75356 PARIS et des établissements chargés du placement.

La Caisse d'Aide à l'Équipement des Collectivités Locales est chargée du service financier de l'emprunt. CAECL





leader de la voiture miniature

Lettre aux Actionnaires (extraits)

L'exercice 1982 se solde avec un chiffre d'affaires de F. 236.146.000 contre F. 235.153.000 en 1981, en progression globale de 0,42 %.

La stabilité du chiffre d'affaires par rapport à 1981 est due essentiellement à l'abaissement du chiffre d'affaires à l'exportation (— 7,4 %), l'activité en France progressant de près de 11 %.

Les motifs de cette contre-performance à l'exportation ne sont pas le résultat d'une perte de marché mais la conjugaison de plusieurs faits extérieurs à l'Entreprise, parmi lesquels nous pouvons citer :

— *la crise mondiale,*
— l'attente par les clients étrangers durant le premier semestre de la dévaluation du franc,
— la mise en liquidation de la société LESNEY "MATCHBOX" qui a été précédée d'une liquidation importante des stocks à des prix particuliers, etc...
— la fermeture de certaines frontières telles que celles du Mexique, ou bien l'accroissement des tarifs douaniers tels que ceux du Portugal.

La société a estimé que cette stabilisation ne pouvait être que de courte durée et n'a pas jugé utile de freiner ses investissements. Elle a au contraire élargi la gamme des produits fabriqués et y a consacré dès 1982, les sommes nécessaires : il a été investi environ F. 50 millions dont plus de 90 % en matériel, outillages et agencements de production.

ACTIVITÉ FINANCIÈRE

● ***Capital social** : Il a été porté de 39.390.000 F à 85.052.800 F par la réalisation de trois* augmentations de capital successives dont la dernière par attribution gratuite à raison d'une action ancienne pour une nouvelle. Par ailleurs, il est rappelé que la société avait préalablement distribué au titre de 1981 un dividende exceptionnel de 76 F net par action permettant à l'actionnaire de financer la souscription à l'augmentation de capital en numéraire.

● **Emprunts nouveaux** : La société a, par ailleurs, emprunté à long terme F 15 millions et à court terme F 15 millions également. Ces emprunts ont été contractés plus dans un objectif d'indépendance financière à court terme : les investissements pouvaient facilement être autofinancés par le cash-flow net qui a évolué comme ceux des exercices précédents (+ 23 %).

LES RÉSULTATS

En dépit de la stabilité du chiffre d'affaires, le bénéfice net devrait être du même ordre que celui réalisé au cours de l'exercice précédent. Cette performance a été obtenue malgré le poids croissant des frais généraux qui ont pesé sur le résultat d'exploitation. Par contre, au niveau du compte des pertes et profits, le résultat est favorablement influencé par l'aide fiscale à l'investissement, la participation des salariés aux fruits de l'expansion et les dividendes déductibles de l'assiette de l'impôt (résultant des augmentations de capital en numéraire antérieures).

SOLIDO

La société a réalisé un chiffre d'affaires de F. 20.795 millions dont *F. 8.196 millions* à l'export (39,4 %).

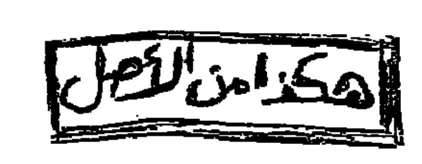
La rentabilité sera sensiblement identique à celle obtenue au cours des 7 mois de 1981.

PERSPECTIVES

Les salons du Jouet de Paris - Milan - Nuremberg et Harrogate se sont tenus entre fin janvier et mi-février. Nous avons attendu la clôture de ces différents salons qui nous permettent de mieux estimer les perspectives 1983 du Groupe MAJORETTE.

La nouvelle gamme de produits "MAJO-KIT" constituant l'environnement de la voiture miniature a été particulièrement bien accueillie. A cette dernière s'ajoute une nouvelle série de véhicules (série 600). Ces éléments et une faible augmentation de nos tarifs par rapport à la concurrence doivent permettre de retrouver la courbe ascendante qui fut celle de MAJORETTE depuis sa création !...

Plus que jamais, nous conservons présent à l'esprit le souci de l'équilibre entre nos possibilités commerciales, financières et surtout humaines.





MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK

Au plus haut de son histoire

Wall Street n'a décidément pas fini de surprendre. Quand beaucoup tablaient sur un nouveau repli des cours, voire une stabilisation dans la meilleure des hypothèses, le marché, comme mû par un ressort secret, a littéralement bondi en avant mardi. Il a si bien avancé, qu'à la clôture, après une course rapide, l'indice des industrielles atteignait la cote 1 130,70 (+ 18,09 points), la plus élevée de toute son histoire. Un moment même, le Dow avait culminé à 1 139,22. Le précédent record remonte au 24 février dernier (1 121,81). Cette ascension au sommet de l'histoire s'est faite avec une activité accrue. Les échanges ont porté sur 103,76 millions de titres contre 83,75 millions la veille.

« Phénoménal », affirmait, près du Big Board, un analyste réputé, qui ne cachait pas sa surprise. Il n'était pas le seul. Le marché a, de tout évidence, réagi à l'annonce d'une très forte hausse des dépenses de construction en janvier (+ 8,9 %), la plus considérable enregistrée depuis mars 1946.

Les opérateurs en ont déduit que, cette fois, la reprise économique était bel et bien en marche. Si tel était bien la motivation, il ne fait guère de doute que la baisse des prix du pétrole et de l'or, après avoir fait peur, a largement contribué à raviver l'optimisme. « Une énergie moins chère », disait-on dans les travées, va provoquer une détente sur le front des taux d'intérêt, et tant que les taux baisseront le marché montera.

Sur 1 954 valeurs traitées, 1 184 ont progressé, 431 ont baissé et 339 n'ont pas varié.

VALEURS	Cours du 28 fév.	Cours du 1er mars
Alcoa	33 1/4	34 3/4
A.T.T.	66	67 1/2
Boeing	36 5/8	37
Chase Manhattan Bank	46 3/4	47 1/4
Du Pont de Nemours	40	40 5/8
Eastman Kodak	89 3/4	89 1/4
Exxon	29 3/8	30
Ford	38 1/8	40 1/2
General Electric	108 1/2	111
General Foods	38 3/8	39 3/8
General Motors	61 1/2	63 1/2
Goodyear	31 1/4	31 3/4
I.B.M.	99	101 3/4
I.T.T.	32 1/2	33 3/8
Mobil Oil	26 1/4	27 1/4
Pfizer	70	72 3/4
Schlumberger	39 1/8	40 1/2
Texaco	31 3/4	32 1/8
U.A.L. Inc.	34 3/4	34
Union Carbide	60 5/8	61 1/2
U.S. Steel	22 3/8	22 3/4
Westinghouse	48 1/8	48 5/8
Xerox Corp.	38 3/8	38 5/8

PARIS, 1er mars

Nouvelle baisse du lingot, marché plus résistant

Toute l'attention était à nouveau tournée mardi à la Bourse de Paris vers le marché de l'or. Malgré la reprise observée à Londres où, à midi, le prix du métal précieux avait été fixé à 414,50 dollars l'once (+ 6 dollars), le lingot d'un kilo a encore sérieusement perdu du terrain pour s'établir à 93 200 F (après 92 950 F), soit à 1 850 F en dessous de son niveau précédent. Il est vrai que, à parité, l'or vaut encore plus cher de ce côté-ci de la Manche (419,51 dollars l'once contre 429,86 dollars) que de l'autre.

Le napoléon, cependant, a récupéré des forces pour s'inscrire à 705 F (+ 25 F).

Le volume des transactions a augmenté pour atteindre 21,03 millions de francs contre 17,4 millions. Les valeurs rattachées à l'or, le 4 1/2 %, 1973 indexé sur le napoléon, et le 7 % 1973 lié au lingot, ont regagné quelques fractions. Les mines d'or ont été mieux orientées.

Sur le marché des actions, dont l'ouverture fut retardée d'un quart d'heure pour le renouvellement des ordres au comptant, la tendance fut moins lourde que prévu. Par rapport à la veille, les valeurs françaises firent même preuve de résistance, et quelques-unes de fermeté, comme Michelin, qui, d'entrée de jeu, montait de 2 %. Bref, à la clôture, l'indicateur instantané n'accusait qu'un modeste repli (0,3 % environ).

« Après vingt-quatre heures de réflexion, les investisseurs étrangers se sont remis à acheter français. » *C'est ce qu'on disait sous les colonnes pour expliquer la moins mauvaise tenue du marché.*

Il reste que les valeurs liées à la consommation (Damart, Guyenne, Printemps, Galeries Lafayette, Darty) ont continué de baisser, les pertes s'échelonnant de 1,6 % à près de 4 %.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

UNILEVER. – L'année 1982 n'a pas été un bon cru pour le groupe anglo-néerlandais, dont les comptes se sont soldés par des résultats en baisse. Le bénéfice d'exploitation (2 999 millions de florins) a fléchi de 4 %. Le recul du bénéfice net (1 568 millions de florins) a été plus prononcé encore (– 15 %). Le dividende final pour la branche hollandaise est fixé à 7,60 florins, faisant un total inchangé de 12,04 florins.

Pour la branche britannique, le dividende final est de 18,87 pence (contre 16,91 pence), faisant un total de 28,83 pence contre 26,87 pence.

SOFFO. – Le bénéfice net pour 1982 s'élève à 2,64 millions de francs contre 4,76 millions. Cette baisse de profits, indique le communiqué de la société, provient d'opérations exceptionnelles sur le capital. Le dividende global est fixé à 20,16 F contre 20,25 F.

CLUB MÉDITERRANÉE. – Le Club se propose d'ouvrir un village de cinq cent soixante-seize lits, dans les Antilles britanniques (Providential Island). Il a signé avec la société Johnston construction un protocole d'accord. L'investissement global est de 23 millions de dollars. Les travaux commenceront en avril prochain.

VICKERS. – Le bénéfice net attribuable pour 1982 baisse de 30,8 %, à 12,6 millions de livres, pour un chiffre d'affaires accru de 8,7 %, à 656,1 millions de livres. Le résultat d'exploitation de la filiale Rolls-Royce Motors a diminué de 61,7 %. Baisse également des profits dans la branche « Défense et aérospatiale ». La division « machines-outils » s'est enfoncée dans le « rouge », avec un déficit (1 million de livres) quintuplé en un an.

Le groupe n'entrevoit encore aucun signe de reprise pour ses activités.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

	25 fév.	28 fév.
Valeurs françaises	110	108,5
Valeurs étrangères	111,7	110,2

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1982)

	28 fév.	1er mars
Indice général	107,1	107,2

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 2 mars .... 12 7/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	1er mars	2 mars
1 dollar (en yens)	238,95	237,85

BOURSE DE PARIS — Comptant — 1er MARS

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	...	1 249
5 %	...	0 297
3 % amort. 45-54	71	1 751
4 1/4 % 1963	101 91	1 978
[illegible]	[illegible]	[illegible]

SECOND MARCHÉ

Hors-cote

Étrangères

SICAV

◆ : prix précédent

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
2070	4,5 % 1973	1951	1969	1979	1960
3030	C.N.E. 3 %	2959	2960	2959	2935
505	Agence Havas	507	500	500	500
415	Air Liquide	443	443	443	436 10
560	Facom	587	570	570	560
735	Fiches-bauche	745	745	745	745
151	Financial	152	151 20	151 20	151
149	Fives-Lille	150	150	150	150
51	Imp. Chemical	50 50	50 50	50 50	50 50
113	Inco. Limited	119 50	118	118	118
860	IBM	908	901	900	913
44	Ito-Yokado	45 90	46 25	45 80 c	43 c
285	ITT	297 50	303	303 80	303 90
44	Matsushita	45 80	45 10	45 10	45 85
735	Merck	766	761	761	771
480	Free State	385	390 10	403	385
265	Gencor	215	222	222	218
230	Gén. Belgique	242	242	242	242
900	Gén. Electr.	995	988	990	998
550	Gen. Motors	558	555	562	566
73	Goldfields	64	67 50	66 50	66 30
225	Harmony	177	183 50	187 50	180 10
30	Hitachi	30	29 45	29 55	29 70
460	Hoechst Akt.	478	479	485	475 10
120	Sony	119 50	119	119	120
168	T.D.K.	164	161	160 80	162
850	Unilever	845	854	854	....
585	Unit. Techn.	608	607	608	610
1100	Vaal Reefs	965	975	990	956
560	West Deep	464	476	481	466 50
515	West Hold.	443	435 50	442 50	428
330	Xerox Corp.	341	349	348	356 90
3 49	Zambia Corp.	3 27	3 19	3 20	3 15

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 1/3	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 863	6 915	6 710	7 070
Allemagne (100 DM)	283 470	283 530	275	289
Belgique (100 F)	14 392	14 392	13 300	14 400
Pays Bas (100 fl.)	256 530	256 400	250	262
Danemark (100 krd)	79 690	79 770	76	82
Norvège (100 k)	96 280	96 280	93	99
Grande-Bretagne (£ 1)	10 448	10 431	10 100	10 800
Grèce (100 drachmes)	8 220	8 250	7	9
Italie (1 000 lires)	4 909	4 910	4 750	5 200
Suisse (100 fr.)	335 500	335 740	326	344
Suède (100 krs)	92 190	92 400	89	95
Autriche (100 sch)	40 350	40 400	39 500	41 200
Espagne (100 pes.)	5 246	5 250	5 050	5 500
Portugal (100 esc.)	7 360	7 420	6 600	7 800
Canada ($ can 1)	5 597	5 621	5 450	5 720
Japon (100 yens)	2 908	2 905	2 790	2 930

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 1/3
Or fin (kilo en barre)	95000	93300
Or fin (en lingot)	94850	93200
Pièce française (20 fr)	680	705
Pièce française (10 fr)	415	.....
Pièce suisse (20 fr)	660	670
Pièce latine (20 fr)	648	650
Souverain	780	830
Pièce de 20 dollars	3875	3825
Pièce de 10 dollars	1870	1875
Pièce de 5 dollars	1002 50	.....
Pièce de 50 pesos	4000	3920
Pièce de 10 florins	660	678

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 2 mars 1983 a été tiré à 508 136 exemplaires



La Haute Autorité oblige France-Inter à donner un temps de parole à M. Toubon (R.P.R.)

La Haute Autorité de la communication audiovisuelle vient d'obliger France-Inter à donner dix minutes d'antenne, ce mercredi 2 mars, à M. Toubon, candidat (R.P.R.) dans le treizième arrondissement de Paris contre M. Paul Quilès (P.S.). Celui-ci avait bénéficié de vingt minutes, jeudi 24 février, le face-à-face prévu avec M. Jacques Chirac n'ayant pu avoir lieu. Ce dernier s'était en effet désisté, arguant qu'il n'était pas l'adversaire de M. Quilès dans son arrondissement. Il avait également refusé les dix minutes d'antenne qui lui étaient proposées seul.

Trois logiques se sont en effet affrontées dans cette affaire. Celle, politique, du maire de Paris, qui a le droit de débattre avec *qui il veut.* Celle, journalistique, de la rédaction de France-Inter et de son directeur, M. André chambraud. Pour eux, l'enjeu de Paris, c'est la capitale, et non un arrondissement particulier : il était donc normal de faire débattre les deux leaders. D'autre part, ajoute M. Chambraud, « *il a été très difficile de faire débattre les hommes politiques, un peu partout en France. Ce n'est qu'en adoptant un dispositif contraignant que nous y sommes parvenus* ». Le dispositif : celui qui refuse bénéficie, seul, de la moitié du temps d'antenne, mais il est indiqué clairement qu'il s'est « défilé ». Le résultat : des débats réussis après bien des tractations dans sept villes (Lyon, Nantes, Nice, Nîmes, Reims, Roubaix, Toulouse) et deux villes (Paris et Marseille).

La troisième logique, juridique, est celle de la Haute Autorité. Chargée de veiller à l'équilibre de l'information, elle a édicté un certain nombre de règles à l'occasion de la campagne pour les élections municipales (*le Monde* du 2 février) et accepté le programme et les modalités prévues par France-Inter. Dans ce cas particulier, elle a estimé pourtant que le passage à l'antenne pendant vingt minutes de M. Quilès portait préjudice à son adversaire direct, M. Toubon. Elle a coupé la poire en deux, car le R.P.R. réclamait vingt minutes (et non dix) pour son candidat.

La rédaction de France-Inter — après le syndicat C.F.D.T. qui a estimé « *intolérable* » « *l'ordre donné aux journalistes* » de « *se plier pour la deuxième fois au diktat du même parti* » (1) — a protesté, au cours d'une assemblée générale réunie mardi 1er mars, contre cette décision, et réclamé au P.-D.G. de la chaîne, M. Jean-Noël Jeanneney, « *d'attendre l'injonction de la Haute Autorité* ». Celle-ci est arrivée mardi soir et M. Toubon devait prendre la parole ce mercredi 2 mars à *19 h 20. M.* Jeanneney, toutefois, a estimé que le conflit qui opposait sa rédaction à la Haute Autorité était grave, puisque de chaque côté des « *principes nobles* » étaient en jeu, mais qu'il fallait s'en remettre au jugement de la haute instance, qui « *représentait à terme une garantie d'indépendance pour les journalistes* ».

Mme Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité, rapelle de son côté que celle-ci « *ne juge pas le travail des journalistes, mais qu'elle est garante de l'équilibre, notamment en période électorale, entre majorité et opposition* ». — *Y.A.*

(1) La Haute Autorité avait partiellement donné raison à M. Chirac dans sa requête à propos d'une émission de TF 1 sur la maison de cure de Cachan.

Polémique à Nantes sur l'utilisation d'un fichier informatique

De notre correspondant

Nantes. — Le ton de la campagne des municipales vient de tourner à l'aigre à Nantes. Une violente polémique a éclaté mardi 1er mars après la réception, par les employés communaux de la ville, à leur domicile, d'une lettre circulaire à l'en-tête de « Nantes plus » signée Michel Chauty, candidat de l'opposition à la *mairie. Dans ce courrier, le sénateur* R.P.R. qui conduit la liste d'opposition utilise un langage très direct. Il écrit notamment : « *Pendant six ans, la plupart d'entre vous ont été déconsidérés, voire bafoués ; certains même spoliés d'un avancement de carrière justifié...* » Il s'engage à mener « *une concertation créative et vivante avec les représentants syndicaux* » et dénonce d' « *innombrables chargés de missions budgétaires* ».

M. Alain Chénard (P.S.), député et maire sortant de Nantes, a réuni l'après-midi même son bureau municipal et décidé la convocation, jeudi 3 mars, du conseil en séance exceptionnelle, avec pour seul point à l'ordre du jour : « *réactions à cette violation des libertés individuelles* ». Un dépôt de plainte en correctionnelle et une saisine de la Commission nationale informatique et libertés devraient être annoncés au cours de ce conseil.

M. Chénard estime que l'envoi de ce courrier de *propagande électorale* n'a pu être organisé par son concurrent qu'avec le « *détournement, l'usage ou le vol d'un des fichiers de la ville de Nantes affecté au paiement ou à la gestion du personnel* ». Seuls, en effet, les employés communaux domiciliés à Nantes et donc électeurs (2 500 sur 5 200) ont reçu la lettre, et quelques erreurs d'adresses relevées sur des enveloppes coïncident très précisément avec le libellé du fichier.

« *Nous n'avons eu accès à aucun fichier. Nous travaillons depuis des mois, au contraire, sur les annuaires publics et les listes électorales pour nous adresser directement à des catégories d'électeurs* », proteste M. Chauty.

La C.G.T. des personnels communaux a condamné « *ces méthodes fascisantes qui ne laissent planer aucun doute sur le manque de respect des libertés individuelles de leurs auteurs* ».

J.-C. M.L.

Au tribunal de Paris

« MINUTE » EST A NOUVEAU CONDAMNÉ POUR AVOIR DIFFAMÉ LE MAIRE DE CHARTRES

La dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de Paris a condamné, mardi 14 février, pour la seconde fois en moins d'une semaine, M. Jean-Claude Goudeau, directeur de *Minute*, pour avoir diffamé M. Georges Lemoine, secrétaire d'État auprès du ministre de la défense et maire de Chartres.

La veille, déjà, le même tribunal, présidé par Mme Jacqueline Clavery, avait infligé une amende de 4 000 francs au directeur de l'hebdomadaire qui accuse, depuis six semaines, M. Lemoine de « *concussion* » dans une affaire immobilière. Et au cours d'un premier procès, le 22 février, le secrétaire d'État avait *convié une vingtaine de témoins* à faire la preuve qu'il n'était pas intervenu en faveur de l'entreprise Bouygues dans le marché d'État de l'hôpital de Chartres, en échange, affirmait *Minute,* de la rénovation gracieuse d'une fermette qu'il possédait dans l'Orne *(le Monde* du 24 février).

La dix-septième chambre correctionnelle est donc passée, mardi, au second acte de ce procès, qui sera suivi par d'autres audiences, puisque M. Lemoine poursuit tous les numéros de l'hebdomadaire depuis le 22 janvier. Étaient, cette fois, soumis à l'appréciation du tribunal des articles du numéro du 26 février qui s'appuyaient sur les comptes rendus de la première audience pour répéter les accusations de l'équipe de *Minute.*

L'avocat de M. Lemoine, Me Christian Charrière-Bournazel, a critiqué les interprétations de *Minute* de l'audition des témoins et dénoncé « *cette manipulation des témoignages et des pièces produites* ». Il a demandé au tribunal de prononcer une condamnation plus ferme, car, pour lui, la modicité de la première amende infligée permet à l'hebdomadaire de « *continuer chaque semaine à couvrir M. Lemoine d'excréments* ».

Après deux heures de délibéré, le tribunal a condamné le directeur de *Minute* à 3 000 francs d'amende, un franc de dommages-intérêts, 3 000 francs au titre des frais engagés par M. Lemoine et non compris dans les dépens, ainsi qu'aux frais d'insertion de ce jugement dans trois publications.



REMONTÉE DE L'OR REPLI DU DOLLAR

Comme dans un ballet bien réglé, les cours de l'or se sont raffermis mercredi 2 mars après leur chute sévère de ces jours derniers, tandis que ceux du dollar se repliaient avec ensemble. A Londres, le prix de l'once de 31,1 grammes, tombé lundi au voisinage de 400 dollars, a valu 421 dollars le 2 mars s,est établi à 431 dollars après un palier à 414 dollars le 1er mars. Comme on pouvait s'y attendre *(le Monde* du 2 mars), le mouvement de baisse de l'or a pris fin après que les marchés, très chargés par des engagements spéculatifs, ont été vigoureusement « purgés ». Ajoutons que certains propos des dirigeants de l'OPEP donnent à croire qu'un compromis sur les prix du pétrole pourrait être trouvé, ce qui apaiserait les craintes d'une guerre des tarifs ruineuse pour les producteurs.

Le dollar, qui avait poussé une nouvelle pointe aux environs de 2,44 DM et 6,93 F, s'est replié aux environs de 6,88 F et 2,43 DM. A Paris, la Banque de France, qui n'avait pas eu à intervenir lundi pour défendre le franc, a dû le faire mardi et mercredi, le « mauvais » jour devant être jeudi, dans l'attente du résultat des élections allemandes, un succès de M. Kohl étant susceptible de précipiter un réaménagement des parités au sein du Système monétaire européen.

APRÈS LA DÉCISION DES DIX SUR LES BÉBÉS PHOQUES

Le Canada envisage des « représailles » contre les flottilles européennes

La décision des Dix de la Communauté européenne d'interdire pour deux ans, à compter du 1er octobre 1983, l'importation de peaux de bébés phoques (appelés « blanchons » au Canada), a suscité de vives réactions, tant en Europe que sur le continent américain. Le ministre canadien des affaires étrangères, M. Allan Mac Eachen, « *regrette la décision du conseil* » européen mais laisse la porte ouverte aux négociations. Son collègue responsable des pêches, en revanche, M. Pierre de Bane, envisage des « *représailles* » contre les pêcheurs européens qui viennent puiser dans les « grands bancs » de Terre-Neuve pour capturer des morues. « *J'ai des devoirs envers les chasseurs et les pêcheurs canadiens, mais je n'ai aucune obligation envers les flottilles étrangères* », a-t-il précisé le 1er mars à Halifax (Nouvelle-Ecosse). Enfin, dans une lettre adressée au premier ministre, M. Trudeau, le premier ministre provincial de Terre-Neuve, M. Brian Peckford, demande au gouvernement fédéral de fermer aux flottilles européennes la zone des deux cents milles autour de Terre-Neuve.

A Saint-Pierre-et-Miquelon, le président du conseil général, M. Albert Pen, député apparenté socialiste, a exprimé ses craintes « *tant en ce qui concerne la délimitation de la zone économique que l'attribution des quotas de pêche* », pour lesquels un accord avait été négocié avec Ottawa en 1979.

En Suisse, la fondation Franz Weber, organisation *écologiste* qui compte plus de 200.000 membres, a décidé d'instituer un fonds de compensation pour les chasseurs de phoques de Terre-Neuve. Ce fonds est doté d'une somme initiale de 500 000 francs suisses. Quant à l'organisation internationale « Greenpeace », elle juge le compromis de Bruxelles « insatisfaisant » car, selon elle, l'interdiction aurait dû s'appliquer à tous les phoques de moins de trois mois et non pas seulement aux « blanchons », âgés de moins de quatorze jours.

On indique dans les milieux professionnels de la pêche en France, que l'activité des grands bateaux congélateurs concerne pour l'essentiel les eaux canadiennes. Neuf chalutiers congélateurs, qui font un chiffre d'affaires de 200 millions de francs par an environ, pratiquent cette pêche et procurent environ six cents emplois de marins et d'officiers. Les grands ports d'attache sont Bordeaux, Saint-Malo et Fécamp. Si le Canada, par mesure de rétorsion, interdisait l'accès de ses eaux à ces chalutiers, ceux-ci ne pourraient certainement pas se « replier » vers les lieux de pêche traditionnels, comme la Norvège et le Groenland car les quotas de capture y sont limités.

Les prix de l'essence et du super vont baisser de 5 centimes par litre

Cheikh Yamani a déclaré, le 1er mars dans un entretien avec TF 1, qu'une réunion de l'OPEP pourrait intervenir « *samedi ou lundi* ». Une majorité de pays membres sont d'accord sur une baisse des prix, a-t-il dit, avant de préciser que le Mexique est « *favorable à un accord avec l'OPEP sur les prix et les quotas de production* ». En attendant, les automobilistes français vont bénéficier des baisses déjà intervenues.

Les prix des produits pétroliers vont de nouveau être abaissés le 10 mars. Super et ordinaire coûteront 5 centimes de moins par litre, le gazole 7 centimes, et le fuel vraisemblablement 6,80 centimes, compte tenu du calcul des arrondis. En fait, l'application de la formule de fixation automatique des prix des produits aurait entraîné une baisse des prix de 4,95 centimes sur le super, 4,87 sur l'essence ordinaire et 6,74 sur le fuel et le gazole. A Paris, le prix du litre ne pourra donc dépasser 4,58 F pour le super, 4,29 pour l'essence ordinaire, 3,57 pour le gazole et 2,57 pour le fuel domestique. Pour les automobilistes, c'est la quatrième baisse consécutive.

Le dollar s'est pourtant raffermi en février : il a coté, en moyenne 6,8818 F contre 6,77 F au mois de janvier. C'est donc la réduction, rétroactive au 1er février, des prix des pétroles de la mer du Nord (3 dollars par baril) et du Nigeria (5,50 dollars par baril) dont vont bénéficier les consommateurs français. Ces pétroles représentent en effet près de 20 % des approvisionnements français, ce qui a abaissé le coût FOB moyen du brut importé par la France de 33,20 dollars le baril en janvier à 32,07 dollars en février.

La marine irakienne aurait détruit des installations pétrolières et cinq unités navales iraniennes

Manama *(A.F.P.).* — Les installations du gisement pétrolier iranien off-shore de Nowrouz, situé au sud du port de Bandar-Khomeiny, dans la Golfe, ainsi que des pétroliers iraniens, ont été détruits, le mercredi 2 mars, à l'aube, par les forces de la marine irakienne, annoncent les autorités de Bagdad.

La grève à l'usine Citroën d'Aulnay semble être largement suivie par les O.S.

Après avoir « *épuisé les autres possibilités d'action* » en réitérant ses offres de négociation et ses appels au calme, la section C.G.T. de l'usine *Citroën d'Aulnay-sous-Bois* (Seine-Saint-Denis, 6 500 salariés dont 5 500 affectés à la production) a ressorti l'arme de la grève. Ce mercredi 2 mars, vers 6 h 15, ses responsables ont demandé aux travailleurs de la première équipe (environ 3 000 ouvriers) de débrayer sur le tas, « *dans la dignité et le sang-froid* » pour protester contre les douze licenciements décidés le 16 février par la direction.

Ce mouvement, appuyé par la C.F.D.T., semble avoir été suivi dans tous les ateliers, à l'exception du plateau de retouches et d'une grande partie de la sellerie, où les ouvrières, après discussion avec les agents de maîtrise, se sont finalement remises au travail. Mais ailleurs, les chaînes n'ont pas démarré. Selon la direction générale, de 1 000 à 1500 ouvriers, agents de maîtrise et agents administratifs signaient cependant une pétition mercredi matin « *contre la grève de la C.G.T.* ».

Pour sa part, la C.F.D.T. a proposé à la C.G.T. qu'une pétition soit *lancée sur la région parisienne dans* la métallurgie, en faveur des salariés menacés de licenciement.

Du côté de la direction, une négociation sur ces licenciements semble exclue, et l'on souligne que les sanctions prises sont « *modérées* », compte tenu du fait qu'il y a eu vingt-cinq blessés lors des affrontements du 2 février — version contestée, on le sait, par la C.G.T., qui fait état de deux ou trois personnes blessées.

Mardi, le tribunal de Bobigny avait rendu deux jugements de référé autorisant la direction à interdire l'entrée de l'établissement d'Aulnay aux ouvriers sanctionnés. Aucun de ces derniers ne s'est présenté au travail mercredi matin.

D'autre part, la C.G.T., qui affirme « *tout faire pour éviter les provocations* », avait demandé au préfet la présence d'agents de l'inspection du travail dans l'usine toute la journée de mercredi. Cette requête a été repoussée, le ministère estimant que les personnels qui font grève « *doivent prendre leurs responsabilités* ». Aucun incident, quoi qu'il en soit, n'était signalé dans la matinée.

Trois « Grands Jurys R.T.L.-*le Monde* »

Trois « Grands Jurys R.T.L.-*le Monde* » exceptionnels diffusés de 18 h 15 à 19 h 30 pendant la semaine précédant le premier tour des élections municipales ont pour invités les dirigeants nationaux des principales formations politiques.

Dirigés par Jacques Chapus de R.T.L. et André Passeron du *Monde,* ces « Grands Jurys » se déroulent avec la participation des journalistes de quinze grands quotidiens régionaux.

Mercredi 2 mars : M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F.

Jeudi 3 mars : M. Jacques Chirac, président du R.P.R.

Vendredi 4 mars : M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste.

DEUX NOMINATIONS D'AMBASSADEURS

M. de La Chevalerie au Vatican

Le *Journal officiel* du 3 mars annoncera la nomination de M. Xavier Daufresne de La Chevalerie au poste d'ambassadeur au Vatican, en remplacement de M. Louis Dauge, qui prend sa retraite.

[Né en 1920, diplômé des sciences politiques, M. de La Chevalerie a commencé sa carrière en 1944 comme chef de section au commissariat aux affaires étrangères à Alger, après avoir servi dans la résistance. Après des postes à Washington, Shanghai (1946-1947), Manille, New-Delhi, Beyrouth (1951-1953) et Tunis (1957-1961), il a été directeur du cabinet de M. Georges Gorse, secrétaire d'État aux affaires étrangères (1961-1962), premier conseiller à Rabat, puis directeur du cabinet du général de Gaulle de 1967 à 1969. Il a été ensuite ambassadeur au Mexique (1969-1973), au Sénégal (1973-1977) et au Canada. Depuis 1979, il était ambassadeur à Tokyo.]

M. de La Rochefordière au Mali

Le même *Journal officiel* annoncera la nomination de M. Gérald Pavret de La Rochefordière au poste d'ambassadeur au *Mali*, en remplacement de M. Gérard Serre.

[Né en 1930, M. de La Rochefordière est licencié en droit et breveté de l'École nationale de la France d'outre-mer. Intégré en 1958 dans le cadre des secrétaires des affaires étrangères, il a été en poste à Londres (1962-1966) et à Vienne (1970-1974), puis à la direction Pactes et désarmement de l'administration centrale. Depuis 1979, il était inspecteur des affaires étrangères.]

LE PALMARÈS DU FESTIVAL DE BERLIN

Le Festival de cinéma de Berlin s'est achevé mardi 1er mars par la remise des prix.

Deux films se partagent le grand prix du troisième Festival de Berlin, l'ours d'or : *Ascendancy,* d'Edward Bennett (Grande-Bretagne), et, ex-aequo, *La Colmena* (la Ruche), de Mario Camus (Espagne). L'ours d'argent (prix spécial du jury pour le film manifestant le plus d'originalité) a été donné au film *Hakkaride Bir Mevsim* (Une saison à Hakkari), d'Erden Kiral (Turquie).

Prix de la meilleure mise en scène : Eric Rohmer pour *Pauline à la plage* (France). Prix de la meilleure interprétation féminine : Jewgenija Gluschenko pour son rôle dans *Amoureux sur commande,* de Sergei Mikaelian (U.R.S.S.). Prix de la meilleure interprétation masculine : Bruce Dern pour son rôle dans *That Championship Season,* de Jason Miller (Etats-Unis). Prix d'« accomplissement individuel remarquable » à Xaver Schwarzenberger, pour *Der stille Ozean* (l'Océan tranquille) (Autriche).

Trois mentions spéciales ont été accordées aux films *les Amis étrangers,* de Xu Lei (République populaire de Chine), *Quel pays charmant,* de Morten Arnfred (Danemark), et *Plus rien à perdre,* de Vadim Glowna (R.F.A.).

En ce qui concerne les courts métrages, l'ours d'or a été donné à *Moznosti dialogu* (les Possibilités du dialogue), de Jan Svankmajer (Tchécoslovaquie). L'ours d'argent pour le meilleur scénario a été donné à *Was das Leben so verspricht* (les Promesses de la vie), de Egon Haase (R.F.A.).

